SEPTEMBRE 1975
N° 258
Rédacteur en chef : Claude Julien
Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA — Canada : 1,25 $ c. — Espagne : 60 pes. — Italie : 650 lires — Maroc : 5,00 dir. — Roy.-Uni : 33 p. — Suisse : 3 F.S. — Tunisie : 500 mil.
Abonnements : voir tarif page 22.
Publication mensuelle (vingt-deuxième année) éditée par Le Monde

# LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

Lire pages 9 à 14 :

**UNE ARME POLITIQUE DE CHOC : L'ALIMENTATION**

## Simulacres

Par CLAUDE JULIEN

*AVEC huit millions deux cent mille chômeurs, dont un million huit cent mille ne perçoivent aucune allocation, les Etats-Unis atteignent un taux annuel d'inflation de 14,4 % : c'est l'une des images de la crise des riches. Ailleurs dans le monde, six cent cinquante millions d'êtres humains — et leur nombre s'accroît chaque année — subsistent, ou meurent, avec moins de 220 F par an : c'est, sans doute, le plus tragique aspect de la crise des pauvres. Nul ne peut s'y tromper : si mal défini soit-il, un lien puissant unit étroitement ces deux faces d'un même problème. Profondément et durablement entamée, la prospérité des uns continue de peser sur l'absolue misère des autres.*

*Esquissées non sans mauvaise foi, les plus péremptoires démonstrations ne changent rien à quelques faits déterminants : dans la récession qui les frappe, les nations industrialisées continuent de tirer profit de la détérioration des termes de l'échange dont souffrent les pays sous-développés (voir page 6), et elles drainent vers elles l'essentiel des ressources financières dégagées par l'augmentation du prix de l'énergie (voir page 7).*

*Le système économique dominant serait encore plus durement atteint s'il ne bénéficiait de cette rente de situation. Prisonniers de leurs œillères, ses dirigeants continuent pourtant de chercher une solution dans des voies qui, pour avoir fait leurs preuves, n'en sont pas moins, aujourd'hui, sans issue.*

*LE vocabulaire officiel donne cependant l'impression que les responsables sont résolus, ou résignés, à rompre avec des conceptions que les faits mettent à rude épreuve. Ainsi, à propos de la crise intérieure, M. Giscard d'Estaing, fin juillet, a parlé de «* nouvelle croissance *», tout comme M. Henry Kissinger, à propos de la crise mondiale, annonçait deux semaines plus tard une «* nouvelle approche *» du problème des relations entre pays industrialisés et nations prolétaires.*

*Mais la magie des mots est impuissante à modifier les réalités économiques, à faire reculer les intérêts qui se croient bien assis. D'où le tour irréel que prennent les débats de ces deux sessions spéciales auxquelles ont été convoquées, en ce début de septembre, l'Assemblée nationale à Paris et les Nations unies à New-York. Si dissemblables que soient ces deux forums, ils ont en commun d'envisager de simples correctifs, des replâtrages, des concessions mineures, alors qu'il conviendrait, comme le disait sans trop y croire le président de la République, de «* changer de cap *».*

*Mais, changer de cap, ce serait heurter de tels privilèges, bouleverser de telles habitudes de pensée et de vie, que chacun hésite devant les vives réactions économiques, sociales et politiques qui ne manqueraient pas d'être déclenchées. En gros, on laisse donc le navire courir sur son erre : s'il se brise sur des écueils, la catastrophe apparaîtra comme une espèce de fatalité à laquelle nul n'aurait pu le soustraire. Alors que, à vraiment changer de cap, le moindre accident de parcours serait imputé au capitaine assez téméraire pour s'être aventuré à explorer des itinéraires inconnus. La peur du changement rejoint l'absence d'imagination pour conseiller une fausse prudence qui écarte toute véritable innovation.*

*M. KISSINGER n'a d'ailleurs laissé aucune illusion à ce sujet. Dans une série d'allocutions qui ont parsemé ces deux derniers mois, le secrétaire d'Etat américain a dénoncé les pays qui, par des «* pressions *» et par le «* chantage *», «* s'efforcent d'extorquer *» à l'Occident des avantages substantiels ; tout en parlant pieusement d' «* interdépendance *», il a réprimandé quiconque ne reconnaîtrait pas la supériorité du système américain ; s'il envisage un «* traité multilatéral *» réglementant l'activité des firmes multinationales, il entend faire respecter les mécanismes qui leur assurent un taux de profit supérieur à celui des firmes opérant à l'intérieur d'un cadre national ; et si, sans prononcer le mot de corruption, il a évoqué les «* tractations financières douteuses *» auxquelles elles se livrent, rien dans ses propositions ne laisse présager que de telles pratiques puissent être sanctionnées.*

*La «* nouveauté *» consistera donc à changer les oripeaux qui habillent de fort anciennes méthodes d'exploitation. Et pourtant, si l'économie occidentale veut se donner un nouveau souffle, elle ne peut le trouver dans une prolongation de ses modèles actuels de production et de consommation, dans l'hypothétique découverte de nouveaux gadgets ou de nouvelles formes de gaspillage qui lui assureraient une illusoire et éphémère relance. Le champ qu'elle peut explorer lui est offert par le milliard d'êtres humains qui vivent avec moins de 880 F par an. Insolvable, cette clientèle n'en est donc pas une selon la loi du profit. Et cependant c'est pour elle qu'on peut et qu'il faut produire. Vision délirante pour les maîtres à penser et les technocrates d'un système qu'ils savent en crise et qui se cramponnent malgré tout aux conceptions qui l'ont conduit dans l'impasse.*

*Les gouvernements ne sont pas seuls à hésiter devant les risques qu'impliquerait une «* nouvelle croissance *». En dépit des polémiques qui les dressent les uns contre les autres, les syndicats ouvriers et les organisations patronales sont plus proches, plus solidaires qu'ils ne le croient : le discours idéologique les sépare, mais tous enferment leur pensée et leurs recherches dans un cadre occidental étroit, alors que le salut, qui n'ira pas sans sacrifices, résiderait dans un renversement radical de leurs relations avec l'humanité sous-développée et exploitée. Il n'est pourtant pas question de charité, pas même de justice, notions vieillottes et démodées, mais de survie.*

# LE NOUVEAU SUD-VIETNAM

## Encadrer, rééduquer, nourrir...

Par Cl. DELACHET et E. GUILLON *

« *XAY dung doi moi* » : on pourrait traduire par *changer la vie*. Cet objectif, on le retrouve en slogan partout depuis quatre mois. A la radio, dans le journal, sur les banderoles, dans les réunions des comités, clamé par haut-parleurs dans les rues. Mais l'expression laisse perplexe beaucoup de Saigonnais : une nouvelle vie ? Laquelle ? Celle qui s'organise, qui est déjà organisée ? Le Vietnam retrouve-t-il enfin son âme ?

Les garants de ce renouveau ce sont les *bô dôi*, les soldats de la libération, hommes du Nord, omniprésents à Saigon, inexistants dans les campagnes où évoluent quelques rares ex-maquisards. De toute façon, il n'y a plus, de la Chine à la pointe de Camau, qu'une seule armée vietnamienne, toutes origines confondues. Armée sans insigne ni grade apparent, composite, depuis les maquisards du Sud à chapeau mou jusqu'aux jeunes réguliers du Nord, étudiants de Hanoï naïfs et graves. Armée politique et respectueuse du peuple. Il faut six à neuf mois pour former un *bô dôi* : un quart de formation militaire, trois quarts de formation civique et politique ; aussi, quels guerriers ! Rien du soudard ni du *superman*, le soldat vietnamien, attentif aux petites gens, l'œil aux aguets, obéit à ses chefs le doigt sur la détente et garde, lucide, la révolution en cours. Une grande maîtrise de soi lui est nécessaire devant les attentats individuels qui se sont multipliés depuis juillet à Saigon : aussi, il s'initie aux combats de rue et au gilet pare-balles.

Pour savoir comment s'opère le changement de la vie, il n'est pas suffisant de lire *Saigon Giai Phong* (*Saigon libéré*), le quotidien officiel. Ou alors, il faudrait se livrer à une savante exégèse à laquelle les Saigonnais ne sont pas encore entraînés. Avant, peu lisaient le journal. On le louait pour y parcourir la chronique sur la vie des artistes et les rubriques sportives. Or, il faut bien l'admettre, *Saigon Giai Phong* est jugé mortellement ennuyeux par les Saigonnais, et la vente à la criée par les gamins ne rapporte pas assez pour qu'ils continuent ce négoce : le nombre des acheteurs s'est effondré malgré une baisse du prix du numéro. D'ailleurs, on n'imprime pas les décisions importantes. L'information est à recueillir ailleurs.

A la radio, par exemple, où les nouvelles sont transmises à n'importe quelle heure de la journée, sans programme fixe. Depuis de nombreuses années, on vivait la radio branchée à côté de soi, même la nuit, en dormant. Mais c'était pour entendre des cris de haine et les statistiques des morts quotidiens. Aujourd'hui, on apprend les nouvelles par haut-parleurs fixés sur les toits des fourgonnettes « Lambro » ou par mégaphones que transportent, au fond des ruelles, des jeunes à bicyclette. Ils hurlent n'importe quand, dès 5 heures du matin. La jeune fille, l'adolescent, viennent lire au carrefour le papier que leur a communiqué le comité du quartier. Il faut écouter ces consignes, ces slogans, ces mots d'ordre : « *Allez remplir votre troisième questionnaire, celui sur la profession, au comité X* », « *Les femmes devraient porter de préférence des pantalons noirs, c'est plus pratique et plus modeste* », « *Il faut se rendre ce soir à la grande assemblée populaire rue Y* », « *Notre vénéré oncle Hô a écrit...* », etc. Information orale, diffuse, et pourtant bien faite, paradoxale dans une tradition où l'écrit a valeur de pouvoir, elle déconcerte nos esprits légalistes pour lesquels les décisions, administratives ou autres ne sauraient être qu'écrites. Elle ne se fixe ou ne se complète qu'à travers les réunions des comités révolutionnaires, comités de quartiers ou d'usines, comités d'établissements divers ou de branches professionnelles.

Ces organes constituent la trame même de la société nouvelle et personne ne saurait y échapper. Le fait que l'on ait conservé les découpages territoriaux des régimes précédents ne doit pas faire illusion, car le projet est tout autre. Diem, puis Thieu, les avaient établis pour leur quadrillage policier. Aujourd'hui, il s'agit d'entraîner la population à s'intéresser à la gestion commune. Gestion, et non décision : il n'a jamais été question que cette gestion de base soit politique au sens occidental du terme. Les comités sont faits pour résoudre les problèmes concrets de l'existence et, à travers cette expérience pratique, forger une morale de la responsabilité collective.

### Restructuration de la société

LES individus solitaires — si nombreux dans le Vietnam « américano-rebelle » — vont disparaître. Enfant et adolescent, on entrera dans les organisations de jeunesse. Adulte, on appartient, au minimum, à la plus petite unité sociale, la « cellule », *tô*. Le vocabulaire de la cellule se diversifie selon sa fonction : « *cellule d'union populaire* » dans les villes (dix à vingt maisons) ; « *cellule d'union et d'entraide* » à la campagne (cinq à dix fermes) ; « *cellule de travail solidaire* » dans les nouvelles fermes collectives (cinq à dix familles) ; « *cellule de production* » à l'usine (neuf à douze travailleurs). Si l'on excepte l'usine, le fondement de la cellule, donc de la société, demeure la maison, c'est-à-dire la famille élargie. Le Vietnam nouveau se souvient de son passé : « *Retournons vers le passé, nous y trouverons l'avenir* », dit l'adage.

Chaque cellule a un chef, désigné par l'instance supérieure. C'est lui qui assure la liaison et l'information entre la population et les comités. Il est l'oreille et la bouche des masses. Au-dessus de lui, le comité d'îlot (*khom*). L'îlot, en ville, ou le hameau, à la campagne, administre de deux mille à dix mille personnes. Coiffant quatre à six îlots, le comité de quartier (*phuong*) ou de commune gère de huit mille à cinquante mille personnes. Au-dessus, le comité d'arrondissement, ou de district, dirige quatre ou cinq quartiers. Chaque comité comporte sept à onze membres, tous désignés, à présent, par le F.N.L. Ils disposent d'une très large marge d'initiative au plan des méthodes et de la gestion. Les *mass media* se chargent de diffuser leurs expériences les plus intéressantes afin de provoquer l'émulation.

Plusieurs arrondissements (ou districts) forment une province. Les comités de province obéissent au G.R.P. quant à la ligne politique générale, mais ils sont chacun à des étapes différentes de la mise en place du système : ainsi Da-Nang et le centre possèdent déjà un gouvernement civil, alors que Saigon-Gia-Dinh est sous administration militaire. La province du Radjia, au sud, a repris ses échanges traditionnels avec les pêcheurs thaïs, alors que les relations diplomatiques ne sont pas encore normalisées avec Bangkok. De telles différences proviennent, en partie, de l'histoire récente : là où le G.R.P. administrait le territoire, le système était déjà en place, avec ses cadres civils. A Saigon-Gia-Dinh, par contre, le manque de cadres, décimés par la police de Thieu, fait problème — la ville n'était certes pas prête à assumer de tels bouleversements.

(Lire la suite page 15.)

* Auteurs de *Birmanie*, collection « Petite Planète », Le Seuil, Paris, 1975.

*Dans ce numéro :*



# PORTUGAL

## Mécontentement populaire et luttes pour le pouvoir

Par VIRGILIO DELEMOS

ABERRANT spectacle d'une « révolution » qui a tendance à se figer au fur et à mesure que s'intensifie la lutte des clans militaires se disputant le pouvoir ! La nomination du général Vasco Gonçalves au poste de chef d'état-major général de l'armée, et son remplacement comme premier ministre par l'amiral Pinheiro de Azevedo, ne modifient pas en profondeur le rapport de forces, tandis que grandit le mécontentement populaire devant les sérieuses difficultés économiques et sociales qui s'accumulent.

Trois grands blocs sociaux contemplent la scène beaucoup plus qu'ils n'y prennent une active participation : d'un côté, un prolétariat urbain et agricole ; de l'autre, une bourgeoisie partiellement dépossédée, les petits et moyens agriculteurs du nord et du centre, mais aussi certaines franges du prolétariat en dehors des grands centres industriels, courant renforcé par l'arrivée des rapatriés d'Angola et le retour de certains émigrés ; entre les deux, les classes moyennes d'où se détache une petite bourgeoisie prolétarisée.

Dans une démocratie libérale, l'armée, avec sa hiérarchie et ses règles de vie propres, se considère comme un corps social relativement isolé, possédant le monopole de la force d'Etat et soumise, en principe, au pouvoir civil. L'armée portugaise s'écarte à deux titres de ce schéma classique : d'une part, expatriée depuis quinze ans, elle s'est battue dans une guerre coloniale où prédominent les tactiques et la stratégie de l'action psychologique ; d'autre part, lorsqu'elle fait irruption dans la société civile, le 25 avril 1974, elle déclare vouloir briser ce pourquoi elle a vécu : la guerre coloniale. Violant les règles du jeu, elle envahit le pouvoir civil en se donnant les moyens apparents d'une décolonisation. En fait, n'ayant gagné aucune des trois guerres d'Angola, du Mozambique et de Guinée-Bissau, cette armée retourne sa défaite à son avantage en éliminant le salazarisme. Leader assassiné du P.A.I.G.C., Amilcar Cabral avait raison lorsqu'il disait que la libération des colonies portugaises proviendrait d'un radical changement des structures politiques en métropole, changement directement imputable aux luttes de libération nationale en Afrique.

Glissant rapidement vers une forme d'autocratie, l'armée portugaise, à travers le M.F.A., s'installe au sommet de la hiérarchie politique et invite les partis politiques, jusqu'alors presque inexistants, à participer au pouvoir. Dès lors, elle subit plus fortement que jamais l'influence du débat politique, idéologique, électoral, qui se déchaîne entre les partis.

(Lire la suite page 5.)

# LES ALLIANCES AMÉRICAINES EN ASIE

## Force et fragilité des partenaires

### *Le bassin du Pacifique, enjeu économique et plate-forme d'une nouvelle stratégie*

Par MICHAEL T. KLARE*

ON fait généralement débuter l'ère post-vietnamienne en Asie à la signature des accords de paix de Paris, le 23 janvier 1973, ou du retrait des forces combattantes américaines du Vietnam, soixante jours plus tard. Toutefois, en termes géopolitiques, il serait plus exact de la faire commencer le 1er janvier 1972, date à laquelle le haut commandement américain du Pacifique (U.S.-PACOM) vit son champ d'intervention élargi à l'océan Indien et aux régions limitrophes, décision qui symbolisait les nouveaux liens stratégiques entre le Pacifique occidental, l'Asie du Sud-Est et le Proche-Orient, et qui facilitait l'expansion de la puissance navale américaine dans l'océan Indien proprement dit.

Depuis lors, le PACOM, dont le quartier général est situé à Hawaï, est responsable de la protection des intérêts américains dans une vaste région qui s'étire de l'Alaska à l'Antarctique et de la Californie au Pakistan — une zone qui représente 40 % de la superficie du globe. Bien que les forces américaines au sol dans la région aient été considérablement réduites par suite du règlement « pacifique » du conflit indochinois et des pressions politiques exercées à l'intérieur des Etats-Unis mêmes, les forces navales américaines ont été renforcées. Aujourd'hui, la flotte du Pacifique est la force maritime la plus puissante du monde. Cette énorme armada, composée de deux cent quatre-vingt-six bâtiments de guerre (dont *sept porte-avions*), *de deux cent soixante*-cinq mille marins et fusiliers marins (« marines ») et de deux mille cent avions de combat (1), a la responsabilité du maintien de l'hégémonie américaine dans la communauté économique en expansion des bords du Pacifique.

Le conflit indochinois a clairement montré que l'opinion publique américaine ne tolérera plus le sacrifice de vies américaines dans des guerres contre-insurrectionnelles prolongées en Asie. Avec le déclin du dollar, le Vietnam a également démontré que les Etats-Unis ne peuvent à la fois entretenir à l'étranger un appareil militaire d'une ampleur illimitée et jouir chez eux d'une prospérité exempte d'inflation. Les conditions politiques et économiques exigent donc que la future stratégie américaine soit fondée sur un emploi plus rationnel et plus restreint des ressources militaires de la nation.

La « doctrine Nixon » prévoit que les Etats-Unis ne fourniront plus de troupes au sol pour les guerres contre-insurrectionnelles en Asie, mais *« attendront de la nation directement menacée qu'elle assume la responsabilité première de la fourniture des effectifs nécessaires à sa défense »* (2). En Asie du Sud-Est, où peu de gouvernements ont un soutien populaire réel, cette politique repose sur des clientèles militaires équipées par les Etats-Unis et appuyées par l'aviation et la marine américaines. Quand de telles forces se révèlent insuffisantes, Washington est également prêt à faire intervenir les mercenaires tribaux formés par la C.I.A. ou les forces d'infanterie des mini-puissances locales dont les régimes militarisés tiennent grâce aux subsides américains. *« L'objectif fondamental, qui consiste à réduire la participation militaire américaine directe,* expliquait l'ancien secrétaire à la défense Melvin Laird, *ne peut réussir à moins de fournir à nos amis et alliés l'assistance matérielle nécessaire. (...) Dans la majorité des cas, cela signifie que les effectifs indigènes sont organisés en forces armées convenablement équipées et entraînées grâce à l'aide en matériel, en formation, en technologie et en compétences spéciales fournie par les Etats-Unis. »* (3).

### L'océan Indien « nouveau cœur du monde »

*Bien que les instruments de la grande stratégie américaine en Asie aient été modifiés en fonction de l'évolution des rapports de forces locaux, l'objectif suprême des Etats-Unis dans la région demeure relativement constant depuis la fin de la seconde guerre mondiale : remplacer les structures économiques coloniales et impériales dépassées par un système de « libre échange » favorisant la pénétration et la domination du capital américain. Cet objectif supposait le « containment » de la Chine, la défaite des mouvements de libération nationale en Asie du Sud-Est et le rétablissement du capitalisme japonais sous direction américaine. Deux fois au cours du dernier quart de siècle, les armées américaines se sont battues en Asie pour atteindre ces buts ; aujourd'hui encore, plus de cent soixante-douze mille soldats américains montent la garde dans la région pour protéger les intérêts américains. A l'évidence, malgré le traumatisme causé par le Vietnam, Washington n'a pas abandonné son objectif, qui est de s'assurer le contrôle des ressources de la région et d'étendre le champ du commerce et des investissements américains : ces derniers croissent à un rythme plus rapide en Asie que dans les autres régions du monde et les sociétés pétrolières américaines s'empressent de s'assurer des concessions pour y exploiter les réserves de pétrole off shore* (4).

Pour décrire l'extension du capitalisme américain en Asie, les hommes d'affaires américains ont créé le concept de « bassin du Pacifique ». *« Pendant très longtemps,* écrivait en 1973 O.N. Miller, président du conseil d'administration de la Standard Oil of California, *le centre du commerce et de l'industrie se situait parmi les nations qui entourent l'océan Atlantique. Mais les transports et les communications du vingtième siècle ont réduit les barrières du temps et de la distance — jadis formidables — avec l'Orient ; aujourd'hui, dans les vastes mais désormais accessibles contrées du bassin du Pacifique se trouvent des économies nationales dont l'expansion est parmi les plus rapides du monde. »* (5). Les dépenses militaires américaines au Vietnam ont contribué à la croissance économique rapide de ces pays et, désormais, les trusts américains veulent s'approprier une bonne part de la richesse nouvelle de la région. Comme le notait l'ancien président de la Bank of America, Rudolph A. Peterson, qui s'adressait à des hommes d'affaires californiens, *« Il n'est pas dans le monde aujourd'hui de zone plus vaste ou plus prometteuse pour le développement des ressources ou pour la croissance commerciale que cette immense région, qui se trouve virtuellement à notre porte »* (6).

Ces dernières années, on a étendu le concept de « bassin du Pacifique » à l'océan Indien, le *« nouveau cœur du monde »*, selon l'expression de Rocco M. Paone. Ce spécialiste, qui enseigne les relations internationales à l'Académie navale d'Annapolis, recensait ainsi les atouts de la région : *« La partie occidentale de l'océan Indien comprend la majeure partie des ressources minières, agricoles et forestières non encore exploitées de quelques-unes des plus fertiles régions d'Afrique. (...) Le long de la frontière nord-ouest sont concentrées environ 60 % des ressources pétrolières mondiales. La partie nord offre les possibilités de main-d'œuvre de l'Inde et, à l'est et au sud-est, sont situés les énormes richesses des Indes orientales ainsi qu'un continent en expansion rapide, l'Australie. »* Selon lui, quiconque contrôle l'océan Indien *« contrôle le nouveau cœur du monde et peut acquérir la prépondérance dans la formulation de la politique mondiale. »* (7).

Pour préserver l'hégémonie américaine dans la région vitale du Pacifique et de l'océan Indien tout en renonçant à se servir de ses forces terrestres, le Pentagone a adopté une nouvelle stratégie navale et insulaire (ou « stratégie islo-navale ») qui vise à assurer à la fois la suprématie américaine en mer et le maintien de places fortes militaires au large des continents.

### Une longue chaine de bastions insulaires

*Le contrôle des voies d'eau stratégiques de l'Asie doit permettre aux Etats-Unis d'exercer éventuellement leur influence sur toutes les nations dont la survie économique dépend d'importations maritimes de denrées alimentaires, de carburants et, ou de matières premières stratégiques — c'est-à-dire sur toutes les nations du continent, à l'exception de la République populaire de Chine. Un tel contrôle est exercé par la flotte américaine du Pacifique (de loin la force navale la plus puissante en Asie) ainsi que par une chaine continue de bases insulaires qui s'étirent en un puissant arc de cercle allant du Japon et d'Okinawa dans le nord-ouest du Pacifique jusqu'à Taïwan, aux Philippines et à la Micronésie dans le sud-ouest du Pacifique et, de là, jusqu'à Singapour et à Diego-Garcia dans l'océan Indien.*

*Ces bases insulaires fournissent un appui logistique et un relais de communications aux forces américaines basées dans la région, servent de « ports d'attache » aux bâtiments de guerre présents en permanence dans l'ouest du Pacifique et abritant les dépôts de matériel destiné aux forces indigènes de la région soutenues par les Etats-Unis.*

*En outre, la plupart des troupes américaines retirées des bases terrestres de Thaïlande et de Corée doivent être relogées dans des bases insulaires voisines telles que celles d'Okinawa, des Philippines et de Guam. La totalité de la IIIe division de « marines » est à présent basée à Okinawa et nombre d'unités d'aviation qui sont retirées de Thaïlande seront réinstallées à la base aérienne de Clark aux Philippines* (8).

Ces forces peuvent être déployées rapidement dans toute zone critique de la région du bassin du Pacifique ; bien qu'elles ne soient pas en mesure de soutenir un conflit majeur prolongé, elles ont aussi une importante fonction politico-psychologique en tant que symboles de la détermination des Etats-Unis à conserver l'hégémonie dans la région. Comme le soulignait l'amiral Thomas H. Moorer, ancien chef d'état-major interarmes :

*« Les forces américaines (non nucléaires) sont déployées à l'ouest du Pacifique pour dissuader toute agression et rassurer nos alliés, en particulier la Corée et le Japon, quant à notre volonté et à notre capacité de tenir un rôle majeur de stabilisation dans la région. Ces forces de déploiement avancé auraient une importance cruciale en cas de conflit, serviraient à empêcher qu'une confrontation locale ne s'étende à toute la région et démontreraient notre résolution à demeurer une puissance du Pacifique. »* (9).

Les plus importants de ces bastions insulaires sont au Japon, à Okinawa et aux Philippines. La ville portuaire japonaise de Yokosuka est le « port d'attache » du navire-amiral de la VIIe flotte, le croiseur *Oklahoma-City*, ainsi que de six destroyers et du porte-aéronefs *USS-Midway*. Okinawa (désormais sous administration japonaise) est la principale base logistique de l'armée de terre américaine en Asie et une importante escale pour les avions de transport géants qui alimenteront en troupes et en matériel les champs de bataille futurs de la région du Pacifique (10). Subic Bay, la gigantesque base navale américaine proche de Manille, peut accueillir actuellement cent dix navires de guerre par mois (trois fois la capacité de 1964) et 95 000 tonnes de munitions y sont entreposées (soit six fois le tonnage d'il y a dix ans) (11). Sans ces bases, et d'autres encore à Hawaï, en Micronésie et en Australie, les Etats-Unis ne pourraient maintenir leur position militaire dominante dans la région. Selon l'amiral Noel Gayler, commandant en chef de la flotte du Pacifique, *« nos bases au Japon et aux Philippines sont la clé de notre dispositif stratégique »* (12).

Ces bases insulaires sont plus faciles à défendre que toute autre base terrestre comparable, puisqu'en cas de guerre les Etats-Unis contrôleraient tout l'espace aérien et maritime environnant. Politiquement, ces pays sont étroitement alignés sur les Etats-Unis et, en raison de leurs liens historiques avec l'Occident, leur défense pourrait être assurée éventuellement par les troupes américaines à un coût politique beaucoup plus réduit que ce ne serait le cas pour toute action comparable sur le continent.

### Contrôler le développement économique

*Cette stratégie islo-navale semble à première vue réduire le champ d'intervention militaire américain sur le théâtre du Pacifique ; toutefois, elle n'implique nul recul de la part des Etats-Unis quant à leur objectif de contrôle du développement économique de l'ensemble de la région. En fait, la nouvelle stratégie a des avantages certains qui ne deviennent apparents que lorsqu'on étudie les conséquences de la politique économique américaine dans la région.*

*En encourageant un accroissement des échanges entre pays du bassin du Pacifique (pays continentaux compris) et en facilitant, par une assistance et des investissements accrus, l'accélération de leur « modernisation » économique (c'est-à-dire industrialisation et développement de l'infrastructure), les Etats-Unis et leurs partenaires, en particulier le Japon, renforcent la dépendance de ces pays à l'égard du marché capitaliste mondial et donc des exportations et des importations maritimes — qui, toutes, doivent emprunter les voies d'eau dominées par la marine de guerre américaine. Du point de vue des dirigeants américains, l'industrialisation et le développement économique accélérés dans le bassin du Pacifique ont d'importantes conséquences stratégiques. Ce sont les suivantes :*

1) Une dépendance accrue envers les sources étrangères de pétrole brut et raffiné, dont la majeure partie devra provenir des compagnies pétrolières contrôlées par les Américains et dont la totalité devra être transportée par bateau ;

2) La transformation croissante de l'agriculture domestique au profit des cultures industrielles à forte rentabilité, orientées vers l'exportation, qui interdisent l'autosuffisance alimentaire et nécessitent ainsi des importations (maritimes) accrues de produits alimentaires ;

3) Le développement accéléré des industries à haute technologie tournées vers l'exportation, entraînant une spécialisation accrue dans la production et un accroissement corrélatif de l'interdépendance en matières premières, en équipement de production, en pièces de rechange, etc., dont la majeure partie devra évidemment être acheminée par mer ;

4) Une participation nationale accrue au système monétaire international, qui est en grande partie contrôlé par les Etats-Unis, le Japon et l'Europe occidentale, et qui est représenté localement par des « centres monétaires » également insulaires : Tokyo, Hongkong, Singapour, Manille ;

5) Enfin, conséquence naturelle de ce qui précède, la formation rapide d'élites affairistes autochtones dont la prospérité dépend dans une large mesure de leurs liens avec les grands combinats multinationaux et qui deviennent ainsi de plus en plus intéressés à la préservation du système *capitaliste* mondial.

En résumé, les efforts américains pour accélérer le rythme du développement économique dans le bassin du Pacifique entraînent une interdépendance accrue et une plus grande consommation de matières premières, ce qui accroît la vulnérabilité aux sanctions économiques (en particulier les restrictions commerciales) imposées par les puissances industrielles avancées.

Bien que les responsables du Pentagone tendent à mesurer le degré de préparation militaire en termes purement martiaux (effectifs, puissance de feu, etc.), ils n'ignorent pas les liens qui existent entre politique économique et stratégie militaire ; les changements de l'équilibre des forces dans l'Asie post-vietnamienne les ont obligés à mettre ces liens à profit dans la formulation de leur stratégie d'ensemble.

L'actuel ministre de la défense, M. James R. Schlesinger, s'était fait l'avocat d'une telle association dans une étude remarquable publiée en 1963 (il travaillait alors pour la Rand Corporation) portant sur *« l'aide et le commerce en tant que leviers stratégiques »*. *« Les Etats-Unis,* expliquait M. Schlesinger, *n'ont pas su jusqu'ici tirer parti du potentiel de puissance qui est implicite dans l'aide et dans le commerce, faute d'avoir développé des concepts et des mécanismes de dissuasion de façon comparable à ce qui s'est fait dans le domaine militaire. »* Dans une large mesure, ce retard tient, à son avis, au fait qu'on n'a pas su développer les sanctions (13).

La force militaire demeurera l'ultime sanction des Etats-Unis, indique M. Schlesinger, mais il faut mettre au point des *« ripostes intermédiaires »* pour faire face à l' *« action provocatrice »* de pays du tiers-monde en rébellion. Citant comme modèle le blocus de Cuba, il fait valoir que les restrictions commerciales constituent la sanction non militaire la plus efficace pour « punir » les pays indisciplinés. Si une nation adopte une politique hostile à l'Occident, écrit-il, les Etats-Unis pourraient organiser un blocus de ses exportations et ruiner ainsi son économie — au moindre dommage pour l'économie *américaine. Malgré les protestations qu'elle* pourrait provoquer, *« l'effet thérapeutique à long terme d'une telle action sur d'autres Etats pourrait être substantiel »* (14).

M. Schlesinger ne pouvait avoir prévu le cours tumultueux des événements en Asie ; son argumentation n'en est pas moins remarquablement proche de la stratégie islo-navale définie plus haut. Bien qu'elles fussent de portée générale, ses remarques pouvaient tout à fait s'appliquer à l'économie en plein essor du bassin du Pacifique — ce que M. Schlesinger, dans la position qu'il occupe à présent, ne saurait ignorer.

Politique économique et politique militaire associées constituent un instrument très efficace et très gradué au service des intérêts américains en Asie. Toutefois, en poussant plus loin l'analyse, il apparaît que ces deux politiques supposent la survie de l'alliance américano-japonaise et que le succès de la stratégie américaine dans le bassin du Pacifique dépendra en dernière instance de la solidité et de la fiabilité de cette alliance.

---

(1) Commandement américain du Pacifique, quartier général, *Pacific Command*, Honolulu, 1974, p. 8.

(2) Richard Nixon, *U.S. Foreign Policies in the 1970's*, message au Congrès, 18 février 1970, Washington, Government Printing Office, 1970, pp. 55, 56.

(3) Congrès américain, Chambre des représentants, Commission des « appropriations » (qui décide de l'ouverture des crédits), sous-commission, *Foreign Assistance and Related Agencies Appropriations for 1971, Hearings*, 91e congrès, IIe session, 1970, 1re partie, p. 307.

(4) Voir *Pacific Basin Reports*, 1er février 1973, p. 29, pour le détail des investissements, et 1er juillet 1973, pp. 138, 148, pour le pétrole.

(5) Cité dans *Pacific Basin Reports*, 1er février 1973, p. 28.

(6) Cité par Peter Wiley dans « Vietnam and the Pacific Rim Strategy », *Leviathan*, juin 1969, p. 7.

(7) Rocco M. Paone, « The Soviet Threat in the Indian Ocean », *Military Review*, décembre 1970, p. 49.

(8) *The Washington Post*, 27 novembre 1969 et *The New York Times*, 26 juin 1974.

(9) Thomas H. Moorer, *U.S. Military Posture, Fiscal Year 1975*, Washington : ministère de la défense, 1974, p. 48.

(10) Voir « Okinawa : Keystone of the Pacific », *le Monde*, sélection hebdomadaire en anglais, 25 juin 1969.

(11) *The New York Times*, 26 juin 1974.

(12) « U.S. Strategy for Staying No 1 Power in Asia », interview de l'amiral Noel Gayler, dans *U.S. News and World Report*, 25 mars 1974, p. 44.

(13) James R. Schlesinger, « Strategic Leverage from Aid and Trade », in David M. Abshire et Richard V. Allen, eds, *National Security*, New-York, Praeger, 1963, pp. 687, 692, 693.

(14) *Ibid.*, pp. 693, 695.

* Membre du North American Congress on Latin America (NACLA, Berkeley, Californie) et « associate fellow » de l'Institut Transnational (Amsterdam) ; auteur de *War Without End : American Planning for the Next Vietnams* (Knopf, 1972).

## Le prix de la fidélité du Japon

*Dès le début de la « guerre froide », les stratèges américains ont considéré le Japon à la fois comme un point d'appui majeur pour leurs opérations dans le reste de l'Asie et comme un géant économique dont le passage au communisme* « pourrait changer l'équilibre de la puissance industrielle aux dépens de l'Occident » (15). *Pour Washington, la loyauté du Japon à l'égard du système capitaliste mondial ne pouvait être garantie que si on lui assurait l'accès à des sources de matières premières et des marchés suffisants dans la communauté du Pacifique au sens large. Ainsi, dès le tout début de la « guerre froide », l'Asie du Sud-Est et le Japon ont-ils été étroitement associés dans les préoccupations stratégiques américaines.*

*Ce fut ce raisonnement qui servit à justifier le financement par les Etats-Unis de la guerre française contre le Vietminh, puis l'intervention américaine directe au Vietnam. Par la suite, tandis que l'économie japonaise commençait l'ascension qui allait lui permettre de se hisser au troisième rang mondial, Washington découvrit d'autres raisons impératives d'une expansion du commerce japonais en Asie du Sud-Est : d'une part, contribuer à réduire le flot d'exportations japonaises sur le marché américain (où elles commençaient à nuire à la rentabilité des produits américains) ; d'autre part, intéresser davantage le Japon à la survie des économies capitalistes du bassin du Pacifique, ce qui devait inciter les Japonais à accorder un soutien économique, politique et militaire accru aux régimes clients des Etats-Unis.*

Ce dernier point a pris une importance particulière pour les Etats-Unis, dont les capacités militaires se sont clairement ressenties de la longue et coûteuse aventure vietnamienne. Washington a constamment favorisé l'expansion de l'appareil militaire japonais ; ce fut même une des principales préoccupations du gouvernement Nixon. Lorsque M. Melvin Laird, alors secrétaire à la défense, se rendit à Tokyo en juillet 1971, il déclara à des responsables japonais que leur pays devait jouer un rôle plus actif dans la défense des régimes pro-occidentaux (en particulier ceux de la Corée du Sud et de Taiwan) pour que les Etats-Unis continuent de défendre le Japon contre une menace nucléaire (16). Cette exigence devait être renouvelée lors de la visite à Tokyo de l'actuel secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, en juin 1972, et elle n'a pas cessé d'être réitérée depuis lors (17).

Si la stratégie américaine a toujours tablé sur un rôle croissant pour le Japon en Asie du Sud-Est, ce n'est qu'au cours des dernières années que le Japon a effectivement cherché à tenir ce rôle. Le commerce japonais avec l'Asie non communiste s'est accru de façon spectaculaire à partir de 1965 ; les investissements japonais en Corée du Sud, à Taiwan, aux Philippines, en Indonésie, en Thaïlande et en Malaisie commencent à rivaliser avec ceux des Etats-Unis, voire à les surpasser (18). Parallèlement à ces développements économiques se poursuit l'expansion de l'appareil militaire japonais, qu'on appelle « forces d'autodéfense » eu égard à la Constitution pacifiste du Japon. Le plan de défense quinquennal actuel — le quatrième depuis 1950 — prévoit que les « forces d'autodéfense » acquerront suffisamment de bombardiers, de navires de guerre et d'autres armes pour étendre le « périmètre de défense » du Japon jusqu'à Okinawa et jusqu'à d'autres îles situées à des centaines de kilomètres au large de l'archipel proprement dit (19). A la fin du V* Plan, en 1980, le Japon devrait posséder la troisième force aéronavale de toute l'Asie et il aura une capacité amphibie suffisante pour transporter des forces terrestres importantes sur d'autres champs de bataille asiatiques (20).

Bien que la stratégie américaine n'envisage pas actuellement une participation japonaise aux combats terrestres sur le continent asiatique, Washington attend du Japon qu'il prenne la relève des forces américaines en Asie pour de nombreuses tâches requérant une haute technologie, en particulier la défense aérienne et la lutte anti-sous-marine. Le Japon est déjà responsable de la défense aéronavale des bases américaines installées sur son sol et à Okinawa ; il participe aussi au réseau de défense aérienne mixte qui protège le Japon et la Corée du Sud. Dans le communiqué commun Nixon-Sato de novembre 1969 sur la restitution d'Okinawa, Tokyo a reconnu que la Corée est « *essentielle à la sécurité du Japon* » et que Taiwan est un « *facteur très important pour la sécurité du Japon* ». Tokyo n'a jamais expliqué avec précision la signification de ces formules ; on sait toutefois que les responsables militaires japonais ont rencontré leurs homologues américains pour discuter des mesures communes à prendre dans l'éventualité d'hostilités militaires en Corée du Sud ou à Taiwan (21).

Comme on l'a déjà noté, le Japon sert également aux Américains de « rampe de lancement » pour leurs opérations dans le reste de l'Asie. Le complexe sophistiqué des bases navales et aériennes à Yokosuka, Sasebo, Iawkuni, Yokota et Yokohama constitue avec Okinawa le centre de communications, de logistique et de réparations le plus important des Etats-Unis en Asie. Aux termes du traité de sécurité américano-japonais de 1960, les Etats-Unis peuvent utiliser leurs bases japonaises pour lancer des opérations militaires n'importe où en Asie après les habituelles « consultations » *pro forma* avec Tokyo (comme ce fut notamment le cas pour les interventions américaines au Vietnam).

## Une association pourtant inégale

*Le Japon est donc considéré par les Etats-Unis comme un partenaire militaire majeur — un partenaire qui devra jouer un rôle de plus en plus actif dans les efforts américains de contrôle des principales zones océaniques qui entourent l'Asie et de soutien des régimes pro-américains qui subsistent dans la périphérie de la Chine. Il est clair que la ferme adhésion de Tokyo à ce système se traduira par des bénéfices substantiels pour le Japon, en termes d'accroissement des échanges commerciaux avec l'Asie du Sud-Est et de maintien de la protection américaine des voies maritimes vitales reliant le Japon à ses marchés d'outre-mer et à ses sources de matières premières. Néanmoins, les relations américano-japonaises connaissent des tensions croissantes et on peut se demander à certains indices si Tokyo ne pourrait pas un jour remettre en question cette association. De fait, depuis que les Etats-Unis ont renoué avec Pékin sans en informer Tokyo au préalable, de nombreux stratèges japonais prônent une plus grande autonomie tant en politique étrangère que dans la planification économique à long terme.*

Toutefois, s'il est clair que le Japon occupe une position privilégiée dans le nouveau système du bassin du Pacifique conçu à Washington, il est tout aussi clair que c'est une position de subordination. Tout en encourageant le Japon à accroître ses échanges avec l'Asie du Sud-Est et à diversifier ses investissements dans des domaines tels que les textiles, l'électronique ou le bois, les Etats-Unis se réservent les investissements vraiment décisifs et lucratifs dans le pétrole, les minerais et le raffinage.

Les firmes pétrolières et les compagnies minières américaines ont été les premières à ouvrir la région au « développement des ressources » ; leur initiative leur a énormément rapporté en termes de découvertes et de concessions pétrolières et minières. Une carte des concessions pétrolières publiée par *Petroleum News - Southeast Asia* en avril 1974 montre que les firmes américaines ont déjà mis la main sur les plus riches concessions pétrolières *off shore* de la région. Les sociétés américaines dominent également des secteurs aussi cruciaux que la technologie de forage et l'exploration minière *off shore*. Tout cela suggère que le Japon, avide de ressources, continuera de dépendre des sources de matières premières contrôlées par les Etats-Unis et que sa part dans beaucoup des industries les plus lucratives continuera d'être inférieure à celle des Etats-Unis.

La nature inégale de l'alliance Japon-Etats-Unis est également évidente dans le domaine militaire : bien que Washington veuille que Tokyo accroisse son rôle de défense en Asie, il s'oppose à tout ce qui pourrait entraîner l'autonomie du Japon en matière de puissance militaire et en particulier au développement d'une capacité nucléaire indépendante.

Le succès ou l'échec de la stratégie islo-navale américaine en Asie dépend donc bien du type d'alliance passé avec le Japon. Sans ses bases japonaises et sans la participation du Japon au système naissant du bassin du Pacifique, les Etats-Unis ne peuvent guère s'attendre à demeurer la puissance dominante dans la zone du Pacifique et de l'océan Indien. Pourtant, à mesure que croîtra le désir du Japon d'une plus grande indépendance et d'une autonomie réelle (ce qui ne peut manquer d'arriver), Tokyo entrera inévitablement en conflit avec les efforts de Washington pour contrôler les termes et les flux des échanges et des investissements en Asie. En dernière analyse, les Etats-Unis ne peuvent contribuer à accroître la puissance du Japon sans en même temps susciter le besoin d'une plus grande autonomie japonaise dans les affaires économiques et militaires et accroître ainsi les dissensions et la concurrence au sein du système du bassin du Pacifique.




## Instabilité et risques de défection

*Si une éventuelle défection du Japon représente la plus grave menace potentielle pour la stratégie américaine en Asie, il y a bien d'autres conflits, rivalités et tensions qui constituent une menace sérieuse à la stabilité de l'ensemble du système. On ne saurait oublier en effet qu'en dépit de deux conflits majeurs, de nombreuses campagnes de contre-insurrection et d'une assistance militaire de plusieurs dizaines de milliards de dollars, les Etats-Unis n'ont toujours pas réussi à détruire les mouvements révolutionnaires implantés dans la région. Un rapide survol de la situation militaire montre que le potentiel de conflits et de troubles est plus grand que jamais et qu'aucune stratégie ou alliance du Pentagone dans le Pacifique ne peut garantir une « génération de paix » en Asie.*

*La stratégie du bassin du Pacifique se compose en effet de nombreux éléments instables rapprochés de façon artificielle. Elle est fondée sur la poursuite de l'occupation de bases situées dans des pays dirigés par des dictateurs qui se sont complètement coupés de la population et qui ont dû adopter des mesures de plus en plus autoritaires pour empêcher un soulèvement populaire. A mesure que grandit leur action répressive s'accroît également la probabilité que leur chute entraînera de profonds changements sociaux et politiques.*

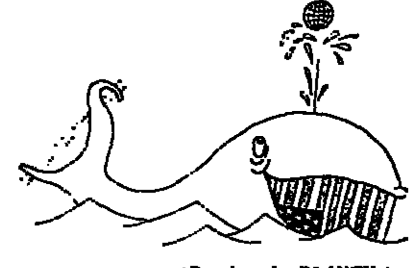
Les Etats-Unis étant très étroitement identifiés au régime sortant, il est à prévoir que, quel que soit le nouveau gouvernement, il cherchera à diminuer l'influence de Washington. (Ce processus est visible en Thaïlande, où les gouvernements qui ont succédé à la dictature Thanom-Prapass se rapprochent des régimes communistes et ont ordonné aux Etats-Unis de cesser d'utiliser leurs bases thaïlandaises pour les vols de reconnaissance au-dessus de l'océan Indien.) Bien que la perte de bases dans l'un de ces pays ne soit pas en elle-même un handicap décisif pour le système américain, de telles évolutions pourraient entraîner une réaction en chaîne en remettant en question la pérennité de l'alliance du Pacifique.

Ainsi l'instabilité en Asie constitue la menace la plus sérieuse pour le système du bassin du Pacifique patronné par les Etats-Unis. Comme le Vietnam l'a montré, ces événements ne peuvent toutefois être séparés du processus politique aux Etats-Unis mêmes ; toute stratégie de maintien de la domination américaine en Asie a des chances de susciter des résistances aux Etats-Unis. Déjà, le gouvernement Nixon avait éprouvé des difficultés considérables pour persuader le Congrès de voter les fonds nécessaires au soutien de la clientèle asiatique des Etats-Unis. Alors que le courant en faveur d'une réduction des aides attribuées gagne en importance, il est peu vraisemblable que Washington puisse continuer à promettre à ses alliés asiatiques les sortes de subsides qu'ils ont pris l'habitude de recevoir.

La relation entre les événements en Asie, au Japon et aux Etats-Unis devient on ne peut plus évidente quand on considère une ultime éventualité : l'éclatement d'une révolution populaire armée dans une des places fortes vitales des Etats-Unis dans le Pacifique. Si les Etats-Unis intervenaient de toute leur puissance, rien ne garantit qu'ils l'emporteraient sur le terrain, mais il y a toutes les chances pour qu'une telle action provoque de fortes protestations chez eux. En outre, si la guerre devait se prolonger, il est vraisemblable que la désunion croissante aux Etats-Unis précipiterait une crise politique d'une ampleur sans précédent. D'autre part, si Washington persuadait le Japon de prendre la tête d'une intervention, il est probable que le parti démocrate-libéral japonais, actuellement au pouvoir, connaîtrait une crise parlementaire. Enfin, l'apparition de troupes japonaises aiderait presque à coup sûr à légitimer la rébellion, car la méfiance à l'égard du Japon demeure puissante dans tous ces pays qui furent occupés par lui durant la seconde guerre mondiale.

En d'autres termes, toute riposte américaine à une révolte provoquerait des résistances et des protestations dans quelque autre partie du système du bassin du Pacifique, si bien qu'aucune des stratégies disponibles à Washington ne peut garantir la suprématie américaine à long terme dans une alliance asiatique.

MICHAEL T. KLARE.



(*Dessins de PLANTU.*)

---

(15) J. K. Holloway Jr., « The Post-Vietnam Navy », *U.S. Naval Institute Proceedings*, août 1972, p. 57.
(16) *The New York Times*, 8 juillet 1971.
(17) *The Washington Post*, 13 juin 1972.
(18) Cf. Jon Halliday et Gavan McCormack, *Japanese Imperialism Today*, New-York, Monthly Review Press, 1973, pp. 17-76, 135-164. Publié en français sous le titre *le Nouvel Impérialisme japonais*, Le Seuil, Paris, 1973.
(19) *Ibid*, pp. 84, 85. Voir aussi : Herbert Bix, « Report on Japan, 1972 », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. IV, été 1972, pp. 22, 23.
(20) Bix, « Report on Japan », p. 25.
(21) Halliday et Gavin, *op. cit.*, pp. 94, 95, 102.





# OCÉAN INDIEN — Confrontation avec l'U.R.S.S., défense des intérêts occidentaux

## La nouvelle course aux armements stratégiques

Par MOHAN RAM *

LE Congrès américain a finalement autorisé, le 28 juillet, l'extension des facilités navales dont disposent les Etats-Unis à Diego-Garcia, ce qui va déclencher une nouvelle course aux armements stratégiques dans l'océan Indien. Pourtant, depuis 1971, l'Assemblée générale des Nations unies n'a cessé de voter des résolutions déclarant que l'océan Indien doit demeurer une zone de paix et demandant aux grandes puissances d'entreprendre des discussions immédiates avec les pays riverains pour s'assurer qu'il en soit ainsi.

Cette exigence s'est aussi exprimée sous d'autres formes, en particulier au « sommet » de Lusaka des pays non alignés en 1970. Mais on n'a guère progressé en ce sens. En 1972, les dix-huit membres du comité *ad hoc* des Nations unies sur l'océan Indien étaient on ne peut plus divisés quant aux responsabilités de chacune des grandes puissances. De sorte que, l'année suivante, l'Assemblée générale demandait au secrétaire général de préparer *« un rapport factuel sur tous les aspects de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien »*. Trois experts, nommés par le secrétaire général de l'ONU, rédigèrent un rapport, mais, cédant aux protestations des grandes puissances, M. Waldheim leur demanda de le « réviser ». L'original et les versions révisées furent soumis à l'Assemblée générale lors de sa session de 1974. L'Assemblée réitéra ses résolutions passées et demanda au comité *ad hoc* de poursuivre sa tâche. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique s'abstinrent de voter les résolutions de l'Assemblée. Il est significatif que la Chine, par contre, les ait votées.

A la fin de la dernière réunion du comité, son président, M. Shirely Amarasinghe, déclarait, le 27 juin dernier, que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et neuf usagers maritimes de l'océan Indien avaient été sondés sur leur participation éventuelle à une conférence élargie des Etats riverains ou voisins de l'océan Indien, en conformité avec les résolutions de l'Assemblée générale. De tous les usagers maritimes, seul le Japon accepta de participer à une telle conférence. Des membres permanents du Conseil de sécurité, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France rejetèrent la proposition, tandis que l'Union soviétique s'abstint de répondre. Bien que le comité soit d'accord pour que cette conférence se tienne fin 1976, on voit mal à quoi elle rimerait, aussi longtemps que les grandes puissances persisteront dans leur attitude et que les pays riverains continueront d'être divisés.

L'océan Indien, par où transite la majeure partie du pétrole arabe depuis la fermeture du canal de Suez en 1967, est devenu le centre d'une intense rivalité, bien que les puissances coloniales telles que le Royaume-Uni, la France, la Hollande et le Portugal se soient virtuellement retirées de la région depuis la décolonisation.

La réouverture du canal de Suez n'a pas diminué l'importance stratégique de l'océan ; une bonne partie du monde industrialisé dépend en effet du flot de pétrole en provenance du golfe Arabo-Persique. Au cours de la récente crise de l'énergie, les Etats-Unis ont menacé les Arabes d'une intervention militaire au cas où les fournitures de pétrole aux nations industrialisées seraient interrompues.

M. James Schlesinger, secrétaire américain à la défense, déclarait en mars dernier : *« La domination des ressources pétrolières de la région du golfe Persique modifierait de façon décisive la configuration de la politique mondiale. »* Selon lui, les Soviétiques entendent réellement affirmer leur présence permanente et leur capacité d'intervention dans la partie occidentale de l'océan Indien. *« Nous autres Américains serions aveugles à la réalité si nous n'étions pas prêts à prendre les contre-mesures nécessaires »*, soulignait-il pour mieux défendre son projet d'accroissement des capacités logistiques américaines à Diego-Garcia.

Bien que l'Union soviétique ne possède pas officiellement de base dans l'océan Indien, les Etats-Unis affirment qu'elle dispose de facilités dans le port irakien d'Um-Qasr, à Berbera et Kismanya en Somalie, sur l'île de Socotra à l'embouchure du golfe d'Aden, et dans quelques autres ports encore.

Tout déploiement de forces navales *dans l'océan Indien doit, selon les* spécialistes, tenir compte de quatre principaux détroits stratégiques : Hormuz, à l'embouchure du golfe Arabo-Persique ; Bab-El-Mandeb, au sud de la mer Rouge ; Malacca, qui occupe une position privilégiée entre la Malaisie et l'Indonésie ; les détroits du Mozambique sur la côte orientale d'Afrique et le cap de Bonne-Espérance à l'extrême sud de l'Afrique.

Les Etats-Unis entendent conserver dans les « régions chaudes » un nombre minimum de bases, même si leurs navires, leurs avions et leurs missiles ont récemment accru leur rayon d'intervention. La localisation de Diego-Garcia — à mi-chemin entre les centres de communication américains de North-West-Cape (Nord-Ouest australien) et de Kagnew-Camp, dans le nord de l'Ethiopie, — lui donne une grande importance stratégique. La base aurait un rôle crucial, les Etats-Unis ayant des plans de lancement de satellites de surveillance, de reconnaissance et de communication qui seraient placés en orbite géostationnaire au-dessus de la région. Cette lointaine île coralienne offre un excellent site pour détecter les expériences chinoises si celles-ci ont lieu dans l'océan Indien.

Le rapport des trois experts de la défense du comité des Nations unies déclarait, en mai 1974, que, si la proposition d'élargir les installations *navales de Diego-Garcia devenait* effective, il serait presque certain que l'*« autre grande puissance »* (l'Union soviétique) chercherait une base similaire dans la région. En dépit de cet avertissement, les Etats-Unis entendent développer leur capacité de déploiement rapide dans l'océan Indien d'une force substantielle sans avoir à y immobiliser en permanence une flotte ou une force importante.

### Les progrès de la technologie militaire

DEPUIS l'époque de la guerre froide, la confrontation américano-soviétique a eu un impact profond sur l'océan Indien et ses Etats riverains. Les systèmes d'armement dont disposent les deux Grands ont déterminé les conditions et la forme de leur stratégie mondiale. Toute modification, tout changement de cette stratégie ont eu de notables conséquences sur la région. Dans la phase actuelle de la confrontation, l'océan Indien est devenu plus important que jamais.

Au commencement des années 50, il n'y avait pas de missiles à tête nucléaire, et les deux Grands comptaient sur les bombardiers à long rayon d'action chargés de bombes nucléaires pour assurer l'équilibre de la terreur. Au cours de cette phase, des systèmes d'alliance prirent corps et l'Ouest, les Etats-Unis en particulier, se mit à édifier tout un réseau de bases autour de l'Union soviétique pour disposer de l'initiative stratégique. La défense navale conventionnelle était encore le facteur dominant parce que les systèmes d'armement n'avaient pas fait de percée décisive dans le domaine de la défense navale. L'Union soviétique se limitait à la défense côtière et n'avait pas donné la priorité à la marine.

Le développement de missiles sophistiqués par les deux Grands à partir de 1955 conduisit à une impasse de l'armement nucléaire au sol, bien que les Etats-Unis aient eu l'avantage initial. A la fin des années 50 et au début des années 60, ceux-ci construisaient aussi des sous-marins Polaris pour obtenir l'avantage stratégique sur les océans. Avec le perfectionnement des missiles balistiques intercontinentaux (I.C.B.M.) et la mise en service graduelle des Polaris, la stratégie des Etats-Unis commença à passer de la périphérie de l'Union soviétique à la masse terrestre des Etats-Unis et aux profondeurs de l'océan Indien.

Un développement parallèle se produisait dans les programmes d'armement de l'U.R.S.S., qui intensifiait son programme naval dans le courant des années 60. La recherche de l'initiative stratégique vint à marquer la politique américaine. La mise au point du missile balistique lancé à partir d'un vecteur sous-marin donna l'avantage à Washington et constitua un changement dans sa stratégie océanique. Les pays riverains de l'océan Indien prirent une importance accrue pour les Etats-Unis, qui avaient jadis créé un système d'alliance dans la région. En réplique, l'Union soviétique intensifia son programme naval.

L'apparition des Polaris A-3 à long rayon d'action et, plus récemment, des missiles Poseidon (portée : 2 880 milles terrestres) expose le flanc méridional de l'Union soviétique aux missiles balistiques des sous-marins américains qui patrouillent dans l'océan Indien. L'étape suivante doit être le sous-marin à missile balistique sous-marin (U.L.M.S.), qui sera équipé de missiles Trident ayant 6 000 milles terrestres de portée, et qui devrait être opérationnel en 1978.

Pour la première fois, l'Union soviétique est donc vulnérable à des attaques nucléaires venant du Sud. Autrefois, les attaques pouvaient venir du Nord, à travers l'océan Atlantique, par des missiles aéroportés ou lancés à partir de bases terrestres, ainsi qu'à travers les océans Pacifique et Atlantique. Des cibles jadis inaccessibles sont désormais menacées. En raison des distances, la marine soviétique ne peut entretenir d'importantes forces anti-sous-marines dans l'océan Indien pour faire face à cette menace. La réouverture du canal de Suez donne à l'U.R.S.S. un *énorme avantage* immédiat. L'océan Indien ne sera qu'à 2 200 milles de sa flotte de la mer Noire, au lieu des 11 000 milles que les bateaux devaient couvrir par la Méditerranée et autour de la côte africaine pour rejoindre l'océan Indien. La base de la flotte soviétique du Pacifique à Vladivostok est à 9 000 milles de l'océan Indien. La réouverture du canal de Suez a peut-être poussé les Etats-Unis à faire avancer leurs projets d'extension de Diego-Garcia.

### Une menace pour les Etats riverains

LES Etats-Unis ne sont pas dans l'océan Indien uniquement pour déployer leurs missiles stratégiques contre l'Union soviétique. L'océan est désormais rattaché au commandement du Pacifique de la marine américaine, dont les unités (relevant de la VIIe flotte) font régulièrement des incursions dans les eaux de l'océan Indien : les Etats-Unis veulent aussi s'assurer de leurs capacités d'intervention dans les pays riverains.

Lors d'une session à huis clos de la sous-commission sénatoriale des services armés, le 11 juillet 1974, M. William Colby, le chef de la C.I.A., s'est déclaré hostile à tout stationnement permanent de forces américaines dans l'océan Indien : cela ne ferait que pousser l'Union soviétique à réagir de la même façon. Pour la C.I.A., les Etats-Unis accroissent leur présence dans l'océan Indien, en partie aussi pour des considérations qui ne sont pas liées à la menace soviétique.

Les forces d'intervention de la marine américaine croisent dans l'océan Indien depuis 1971 (guerre indo-pakistanaise) : à l'époque, le porte-aéronefs *Enterprise*, un navire de 89 000 tonneaux, était accompagné dans ces eaux par le croiseur amphibie *Tripoli*. A la suite de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, une flotte conduite par le porte-aéronefs *Hancock* vint y faire une incursion. Par la suite, les porte-aéronefs *Oriskany*, *Kitty-hawk*, *Constellation* et *Enterprise* y ont été envoyés à intervalles réguliers. M. Schlesinger, secrétaire à la défense, a déclaré que les Etats-Unis continueront à envoyer des unités de leur flotte en visite périodique dans l'océan Indien et dans le golfe Arabo-Persique, comme l'exigent, à son avis, les intérêts diplomatiques américains. Il ajoutait que Diego-Garcia permettrait aux Etats-Unis d'appuyer des opérations destinées à protéger leurs intérêts et ceux de leurs alliés sans recourir à une capacité logistique mobile supplémentaire. C'est là un euphémisme pour dire que la création de nouvelles facilités à Diego-Garcia permettra de soutenir des opérations d'intervention contre les Etats littoraux de l'océan Indien.

Devant la qualité et la quantité du déploiement des forces américaines, les Etats afro-asiatiques de la région de l'océan Indien sont devenus plus sensibles aux pressions, telles que celles qui ont été exercées en 1971 et en 1973. Leurs réponses aux menaces ont varié, mais presque tous les Etats riverains et voisins, y compris l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie et même l'Australie, ont fermement exprimé leur opposition à la rivalité des « grandes puissances » dans l'océan Indien. Le bloc des non-alignés est le plus explicite à cet égard. Conduit par le Sri-Lanka, il continue de s'opposer *« aux tentatives calculées visant à intimider les nouveaux pays d'Afrique et d'Asie et à l'extension injustifiable de la politique de néocolonialisme et d'impérialisme »*. Il souhaite que l'océan Indien soit déclaré zone de paix et que les grandes puissances se portent garantes de ce statut.

Mais tous ne sont pas d'accord sur la démarche à adopter. Alors que l'Union soviétique met en avant son plan de « sécurité collective en Asie », se servant de la tension dans l'océan Indien, Téhéran propose que l'Iran et l'Inde mettent en commun leurs ressources pour policer l'océan Indien afin d'en exclure les autres flottes, la création d'un marché commun des pays de l'océan Indien étant un corollaire. Etant donnée la dimension des marines iranienne et indienne, l'idée d'une police commune pour tenir les marines étrangères à l'écart ne paraît guère réaliste. Les pro-occidentaux, tels que l'Iran, et les pays non alignés, tels que le Sri-Lanka, ont des conceptions très divergentes quant à la menace liée à la rivalité dans l'océan Indien. En outre, le niveau, la nature et le mode de développement des pays de l'océan Indien ne sont pas tels qu'ils permettent la création d'un marché commun. Les normes auxquelles ils se réfèrent sont souvent contradictoires et leurs besoins en concurrence.

Les dirigeants soviétiques ont profité d'une conférence afro-asiatique hostile aux bases dans l'océan Indien (à New-Delhi, en novembre 1974) pour vanter une nouvelle fois le plan Brejnev de sécurité collective (qui ne trouve pas preneur, l'Inde elle-même se montrant méfiante). La position soviétique est que la présence américaine dans l'océan Indien met la paix en danger, tandis que sa propre présence est un facteur en faveur de la paix et de la stabilité dans la région...

Ainsi, la rivalité des grandes puissances est-elle entrée dans une nouvelle phase dans l'océan Indien, à laquelle les pays riverains, divisés, assistent impuissants.

(*) Journaliste indien.

# Correspondance

## Le Maroc et le Sahara occidental

*La diffusion du numéro d'août 1975 du* Monde diplomatique *a été interdite au Maroc en raison de l'article de Paul Balta sur le problème du Sahara occidental. Malgré cette interdiction, l'article de Paul Balta nous a valu une lettre de M. Mourad Akalan, de Rabat, dont nous publions ci-dessous le passage le plus significatif. De surcroît, le texte intégral de cette lettre est publié sous forme de lettre ouverte en première page du numéro du 21 août du journal marocain* Al-Bayane, *organe de l'ancien parti communiste marocain, édité à Casablanca.*

« Les droits historiques sur la terre sont un droit féodal qui ne vaut que s'il est entériné par le consensus populaire... C'est le peuple qui donne son identité au sol, non le contraire. » Cette affirmation rapportée par P. Balta sonne terriblement faux dans le cas du Sahara, car s'il y a un peuple africain et arabe qui a le plus lutté pour « donner son identité au sol », c'est bien le peuple marocain. Nulle part sur le sol africain une lutte aussi opiniâtre et presque millénaire n'a opposé les populations du Maroc aux agressions coloniales... Que les Marocains du Nord, les Rifains en particulier, au sentiment national très vif, se soient battus chez eux héroïquement sous la direction d'Abdelkrim Er-Riffi pour la sauvegarde de l'indépendance de leur pays, cela n'a pu que préciser davantage l'appartenance de la composante riffaine à la nation marocaine. Mais que (sans remonter dans l'histoire) Maa-el-Aimine à la tête de ses troupes sahariennes se soit battu dans le Haut-Atlas pour défendre l'indépendance du Maroc, que l'armée de libération du sud du Maroc (essentiellement composée de Sahariens) ait combattu les armées coloniales d'El Aouïn à Marrakech, cela donne à cette partie du Sud une identité marocaine arrachée de haute lutte et non pas dévolue par une quelconque motion de l'Assemblée générale des Nations unies. »

## La représentation diplomatique de la junte chilienne

*Réagissant à la lettre de M. Jean Ziegler au sujet de l'ambassadeur du Chili à Berne (*le Monde diplomatique, *juillet 1975), M. Rui Gomez Herrera, de Genève, nous écrit :*

« Vous ne comprenez pas vraiment l'œuvre salutaire qu'accomplit le général Pinochet actuellement dans mon pays. Certaines méthodes de répression paraissent exagérées à celui qui ne connaît pas les modalités historiques du caractère chilien. Mais même si vous n'approuvez pas les méthodes, la politique, le projet du général Pinochet et du gouvernement de la junte militaire du 11 septembre 1973, vous devez honorer le principe de l'universalité des relations. Le gouvernement de Santiago envoie comme ambassadeur à Berne un général de police ? Il en a bien le droit. Ce général est un homme d'extrême droite ? C'est M. Jean Ziegler qui le dit. Mais, même s'il dit vrai, l'ambassadeur Garcia Herrera a le droit d'avoir les opinions qu'il veut. Je dirais même — au risque de vous choquer : l'ambassadeur Garcia Herrera peut être un fasciste convaincu. Cela ne change rien au respect que tout le monde lui doit, y compris le professeur Jean Ziegler : M. Garcia Herrera représente à Berne non pas son propre groupe politique d'origine, mais bien l'Etat chilien. »



## Le régime militaire en Ethiopie

*A propos de l'article d'Olga Kapeliouk (*le Monde diplomatique, *août 1975), M. Yves Maussion, enseignant à Jarzé (Maine-et-Loire), qui vient de séjourner deux ans en Ethiopie, nous adresse la lettre suivante :*

« Tout d'abord, il faut dire que si la doctrine d'Etat a changé, les hommes, eux (je veux parler de l'armée et de la police principalement), restent les mêmes, et les méthodes aussi. La répression envers les travailleurs et les étudiants se fait toujours aussi dure, sinon plus. Les revenus, déjà très bas (environ 50 F par mois en usine) ne se sont pas améliorés depuis la prise de pouvoir par les militaires. Pour citer un exemple, des ouvriers d'une minoterie récemment nationalisée et payés à l'heure se sont vu imposer une réduction de la durée de travail ainsi que des jours chômés (fêtes religieuses et nationales), sans augmentation parallèle du salaire horaire. La réaction immédiate fut une révolte contre les musulmans (les ouvriers, en majorité chrétiens, établissant la relation fêtes musulmanes = baisse salariale) et une nostalgie de l'ancien régime impérial. Cette vague de nationalisations mal préparée est donc lourde de conséquence pour l'avenir du pays.

» Par ailleurs, les dirigeants de l'unique syndicat (Labour Union) — très modéré — ont été arrêtés et la grève déclarée illégale. Elle va, comme le disent les dirigeants du Derg (directoire militaire), à contre-courant de la ligne définie par « Ethiopia Tikdem » (Ethiopie d'abord). Cette formule, maître mot de la révolution éthiopienne, peut être interprétée de bien des façons, et les militaires s'en servent comme d'une arme pour éliminer tous les gêneurs, de gauche comme de droite.

» Mal préparée fut aussi la campagne d'alphabétisation. Il est évident qu'il s'agissait avant tout pour les militaires de se débarrasser d'une masse turbulente et difficilement contrôlable. D'ailleurs, comme il a été dit, les étudiants partent, mais sans savoir pour combien de temps ; les militaires seuls décideront. Leur préparation a été très succincte, et, sur place, le manque d'outillage et d'organisation se fait souvent sentir. Les étudiants ont été disséminés par groupes d'une centaine encadrés par des professeurs et un officier. On peut se demander comment des liens peuvent s'établir entre eux et les paysans quand on sait, en plus, qu'ils ne parlent pas très souvent la même langue.

» Dans cette révolution à l'éthiopienne, ce qui saute finalement aux yeux, c'est le manque de préparation des réformes que l'on met en place, le gaspillage d'énergie et d'argent auquel on a recours, en un mot le manque de compétence des membres du G. M.

» Mais je ne voudrais pas terminer sans parler de l'Erythrée, épine du régime. Mme Kapeliouk fait une rapide allusion au comportement de l'armée éthiopienne dans cette province, et il serait malheureux d'en rester là, car ce qui se passe en Erythrée est en bien des points comparable à ce qui s'est passé au Biafra il y a quelques années. Ayant été en relation avec des Erythréens, je peux vous citer des exemples d'atrocités commises par l'armée. Je ne citerai pas de noms, ni de date précise, cela vaut peut-être mieux... Un soir, l'armée encercle un petit village de quelques centaines d'habitants. Ce village paisible sur le bord de la mer Rouge a, pour son malheur, beaucoup de ses « enfants » parmi les maquisards. La marine bloque la mer. En pleine nuit, les soldats pénètrent dans les maisons, pillent et égorgent les hommes dans leur lit, sous les yeux de leurs femmes et de leurs enfants. Ceux-ci sont jetés vivants dans des puits... Une partie de la population a pu s'enfuir à la faveur de la nuit : une autre partie, femmes et vieillards, se trouve miraculeusement épargnée. Bien des villages ont été ainsi rayés de la carte en une nuit atroce... Nul étranger n'est admis dans la province. La Croix-Rouge n'a pas à intervenir : affaires intérieures.

» Cette dénonciation des atrocités éthiopiennes ne changera rien, même si elle paraît dans votre journal. Il y en a bien d'autres dans le monde. Cependant, on se sent parfois complice quand on garde le silence... »

**Portugal**

# MÉCONTENTEMENT POPULAIRE ET LUTTES POUR LE POUVOIR

*(Suite de la première page)*

Après le coup d'Etat, les militaires avaient laissé entendre que, une fois rodées les nouvelles règles du jeu politique, ils seraient disposés à retourner dans leurs casernes. Or, dès avant les élections d'avril 1975, ils envisagent de peupler et de contrôler les mécanismes de prise de décision, y compris l'Assemblée constituante, pendant au moins cinq ans. Ce choix va accélérer les événements.

Très vite, la jeune révolution subit les attaques des éléments les plus conservateurs de l'armée, qui organisent les putschs du 28 septembre et du 11 mars. Cette hostilité fait mieux apparaître que la décision de rester au pouvoir pose automatiquement aux militaires le problème d'un projet de société, dont ne peuvent tenir lieu ni le programme du « Mouvement des capitaines » ni le programme du M.F.A. qui l'a suivi. Et ce projet de société est d'autant plus difficile à élaborer que les dirigeants, civils et militaires, méconnaissent le « terrain » sur lequel ils doivent agir.

De multiples indices semblent montrer que beaucoup d'officiers, insatisfaits ou franchement mécontents de l'impuissance des partis politiques à maîtriser l'explosion sociale d'une population contenue pendant quarante-huit ans de dictature, voient dans la dynamique *M.F.A.-povo* (M.F.A.-peuple) l'arme idéale pour marginaliser « démocratiquement » les partis. Dès la mi-mars 1975, le commandant Ramiro Correia, membre du Conseil de la révolution et actuel responsable de la 5e division de l'état-major, nous déclarait que le M.F.A. reprochait au parti communiste portugais de n'avoir pas su endiguer l'ample mouvement de grèves de mai 1974 à février 1975. En même temps, il critiquait sévèrement le parti socialiste de M. Mario Soares pour plaquer sur la société portugaise le modèle classique de démocratie libérale électoraliste.

Mais cette tendance n'est pas la seule au sein du M.F.A., qui se divise en au moins cinq courants vivaces :

— Le premier, initialement très proche du P.C.P., favorable à une prise de pouvoir de type bolchevique, encouragé par la radicalisation de la situation, se situe actuellement sur la gauche du parti de M. Alvaro Cunhal. Il est constitué par les membres de la 5e division, appuyés par les fusiliers marins, les services de transmissions militaires, la « Commission d'extinction de la PIDE », quelques militaires dispersés dans des postes-clés de l'information, de la police politique, de la police militaire, du centre de sociologie militaire. Jouant un rôle très important, la 5e division est animée par de jeunes officiers communistes radicaux qui respectent profondément la lutte clandestine du P.C.P. pendant quarante-huit ans de salazarisme. Influencés par le MES (Mouvement de la gauche socialiste) et par les dissidents du P.C.P. qui refusent les thèses de la coexistence prônée par M. Alvaro Cunhal, les « jeunes loups » de la 5e division sont, comme le MES, favorables à l'emploi de méthodes coercitives pour s'emparer du pouvoir. Ils ont réussi à radicaliser une partie considérable de la base du P.C.P., surtout parmi les jeunes, qui acceptent moins facilement les mots d'ordre et les directives de la « vieille garde ». Ils se montrent assez critiques à l'égard de M. Alvaro Cunhal, qu'ils estiment trop influencé par le parti communiste français, avec lequel il maintient de solides rapports ;

— Le deuxième courant est centré autour des unités opérationnelles jusque-là rattachées au Copcon sous le commandement du général Otelo de Carvalho et influencées par les groupes d'extrême gauche, à l'exception du M.R.P.P. et des anarchistes ;

— Le troisième, qui s'est révélé avec la publication du « document des 9 », se regroupe autour du commandant Melo Antunes et de huit autres membres du Conseil de la révolution, fondateurs du M.F.A. ; ce groupe préconise le passage immédiat au socialisme, tout en s'efforçant d'éviter certaines attitudes des militaires péruviens ou des dirigeants algériens ou cubains, qu'ils considèrent comme autant d'erreurs ; vivement hostiles à toute tentative de bureaucratisation, ils s'opposent aussi à certaines thèses de la 5e division qu'ils qualifient de « putschistes » ;

— Le quatrième, difficile à évaluer, regroupe ceux qui désirent que l'armée se dépolitise et retourne dans ses casernes ; politiquement proche de M. Mario Soares, il soutient le projet social-démocrate élaboré par la direction du P.S., cautionnée et financièrement aidée par le S.P.D. allemand ;

— Enfin, le cinquième, organiquement marginal, est formé d'officiers exclus ou épurés, mais susceptibles d'être récupérés par l'un ou l'autre des clans en lutte.

## Les choix économiques

CHACUN des trois premiers courants est l'auteur d'un projet économique plus ou moins articulé. Celui de l'ex-premier ministre Vasco Gonçalves révèle la ferme détermination d'étatiser rapidement l'économie. Décidé à assurer l'accumulation du capital par des méhodes dirigistes, violentes au besoin, il veut instaurer plus de justice sociale, réduire les inégalités, même si, comme cela ne fait pas l'ombre d'un doute, cette politique doit nuire au sort des petits et moyens agriculteurs au profit du secteur industriel. Selon le projet Gonçalves, les relations économiques internationales seraient commandées par un souci d'équilibre entre les importations et les exportations avec l'Europe de l'Est comme de l'Ouest, la première devant l'emporter nécessairement sur l'autre. Le programme de M. Vasco Gonçalves, publié le 22 août par le cinquième gouvernement, est basé sur le document du ministre Mario Murteira intitulé « *Stratégies de politique économique 1976-1978* », qui date de juin 1975. Ce programme de transition, en dépit de son souci de préserver l'indépendance nationale, reconnaît que la nécessité d'assurer un minimum d'offre intérieure en produits essentiels et d'accepter des investissements extérieurs (en capitaux et en technologie) pour les secteurs avancés de l'industrie peut entraîner le pays vers une situation de dépendance réelle à l'égard de l'Europe de l'Est.

Le document des officiers du Copcon fut conçu par les militaires d'extrême gauche révolutionnaire comme une réplique au « document des 9 ». Il met l'accent sur la nécessité d'assurer l'autosuffisance du Portugal en produits alimentaires. Il envisage une large politique de crédits et d'assistance technique et sociale à tous les secteurs de l'agriculture. Selon ce plan, les centres urbains et industriels constitueraient les bases du soutien logistique indispensable au développement agricole. L'armée y joue, en tant que telle, un rôle au niveau de l'appareil de distribution de la production. Enfin, il insiste sur l'impérative nécessité de maintenir, là où les structures l'exigent, la petite et la moyenne propriété. Pour les relations économiques internationales, le plan envisage d'accorder la priorité aux échanges avec les anciennes colonies portugaises d'Afrique dans le cadre d'une stratégie tiers-mondiste, le commerce avec les pays anti-impérialistes et capitalistes venant en seconde priorité.

Pour sa part, enfin, le « document des 9 » considère qu'il est absolument vital pour la révolution de respecter le mouvement de dialectique sociale centré autour des forces de la moyenne et de la petite bourgeoisie urbaine et rurale. Il pose en principe que la satisfaction de la demande de ces classes ne peut que profiter au prolétariat. Justifiée par le caractère démocratique des institutions qu'il préconise, une ouverture du Portugal vers l'Europe occidentale serait indispensable à la réalisation de ses aspirations à l'intérieur du pays.

## Réalités sociales et dogmatisme

ELEMENT actif du groupe des ex-MES (Mouvement de la gauche socialiste), dont la scission fut motivée par l'alliance tactique du MES avec le P.C.P., M. Cesar d'Oliveira nous a déclaré : « *Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, la seconde révolution industrielle se produit dans un pays sous-développé. Qui est porteur de révolution ? Une petite bourgeoisie prolétarisée et un prolétariat petit-embourgeoisé... Au Portugal, malgré une agriculture précapitaliste, nous sommes dans une société de consommation. Encore en 1973, avec une population sensiblement égale dans l'agriculture et dans l'industrie, le produit industriel était trois fois supérieur au produit de l'agriculture. Recensées en 1972, 72,1 % des unités industrielles employaient moins de quatre personnes, et 2,3 % seulement en employaient plus de cent. Au nord du pays, où prédomine l'industrie textile, caractéristique d'un relatif retard industriel, environ les trois cinquièmes de la main-d'œuvre industrielle ne vit pas exclusivement de son salaire industriel, car cette partie du prolétariat est constituée de petits propriétaires ruraux, de maraîchers, de gens qui s'emploient dans diverses activités commerciales. Les salariés de la fonction publique, les salariés non industriels, les employés des services représentent de leur côté environ un tiers de la population active. D'autre part, l'émigration a réduit le prolétariat agricole des zones latifundiaires typiques telles que Beja, une partie d'Evora, Setubal et Portalegre, Santarem, en même temps qu'on assistait à la disparition de la force de travail agricole dans les régions du centre et du nord du pays.* »

Le « document des 9 » qui, malgré ses lacunes, semble répondre aux soucis qui se dégagent de l'analyse de Cesar d'Oliveira, a été dénoncé comme une « solution de droit inacceptable ». Pourtant, une lecture attentive de ce texte montre qu'il aspire à la formation d'un « *grand bloc social d'appui, englobant le prolétariat urbain et rural, la petite bourgeoisie et de larges couches de la moyenne bourgeoisie (techniciens et intellectuels progressistes inclus)... qui créeraient l'indispensable base de soutien des grandes transformations par lesquelles doit passer la société portugaise dans le cadre d'une politique d'équilibre et de vérité, seule forme légitime permettant d'obtenir une vaste mobilisation des bases sociales* ». Un tel socialisme est inséparable du respect des libertés, des droits et des garanties fondamentales qui, d'après le document, « *pourraient voir leur contenu se transformer au fur et à mesure que se déroulerait le processus historique* ».

Ainsi le « document des 9 » fait rebondir la vieille querelle sur la définition des classes sociales, du prolétariat et de l'avant-garde révolutionnaire, définition trop souvent enfermée dans des limites dogmatiques ou dans un romantisme ouvriériste. Tel quel, il a obtenu l'assentiment, au moins tacite, de 60 % à 80 % des officiers qui ont vu en lui, d'abord et avant tout, un anti-programme à opposer à M. Vasco Gonçalves, auquel ils reprochent de cautionner les thèses du P.C.P., du M.D.F. (Mouvement démocratique populaire) et du MES. Ces mêmes officiers semblent avoir fait un peu rapidement l'équation entre les thèses et agissements du P.C.P. et du M.D.P. qui, suivis par l'extrême gauche, en ont profité pour les accuser de soutenir un programme « *de droite* », ce qu'il n'est pas en réalité, à moins que ne soit « *de droite* » tout ce qui ne se rallie pas automatiquement aux thèses communistes.

En effet, le « document des 9 » tient compte des contradictions concrètes de la société portugaise. Il est révolutionnaire dans la mesure où il manifeste une claire conscience des limites du possible dans la situation pratique du Portugal et propose en conséquence un programme plus opérationnel que dogmatique. En préconisant la formation et la mobilisation d'un grand bloc social d'appui, il emprunte à l'idée gramscienne du bloc historique et paraît assez proche des thèses du groupe « Il Manifesto » et de certains courants du parti communiste italien, bien que ceux-ci excluent l'idée d'une prise de pouvoir par l'armée.

## Stratégies tournantes

LES constants renversements d'alliances entre les trois principaux clans militaires répondent finalement à une logique assez simple. Devant la tentative des « 9 » de débloquer la crise, M. Otelo de Carvalho a essayé de nouer une alliance qui serait soudée par la publication d'une synthèse des deux documents. Mais, après cinq jours de discussions, au siège du Copcon, avec les représentants des « 9 », M. Otelo de Carvalho, sous la pression des officiers auteurs du document du Copcon, mais aussi de la gauche révolutionnaire et des officiers de la 5e division, a renoncé à cet espoir afin de ne pas se couper de sa propre base. Celle-ci réussit en effet à le convaincre qu'il serait préférable de conclure une alliance tactique avec la 5e division et M. Vasco Gonçalves et de former un front uni avec la base radicale du P.C.P. et la gauche révolutionnaire. Cette solution finit par prévaloir en raison des menaces croissantes de la droite. Les officiers du Copcon semblaient croire que la force de l'extrême gauche s'imposerait à un P.C.P. en perte de vitesse et débordé par sa propre base, dont il risquait de se couper. La direction du P.C.P. était alors prête à retirer son soutien au « camarade Vasco ».

D'autre part, si MM. Melo Antunes et Otelo de Carvalho se trouvaient d'accord pour demander le remplacement immédiat de M. Vasco Gonçalves, ils ne cessaient d'affirmer qu'ils n'étaient nullement hostiles au rôle que peut et doit jouer la base communiste du P.C.P. Mais ils s'opposent à toute bureaucratisation du régime et à un « *capitalisme d'Etat* » dirigé d'en haut sans tenir compte de la crise économique qui sévit au Portugal comme sur la scène mondiale.

Des trois documents c'est celui du Copcon qui est le plus détaillé, mais il n'est opérationnel que dans la mesure où, comme d'ailleurs les deux autres, il n'indique ni le coût du projet ni les moyens de le financer. Or les sources internes de financement sont en chute vertigineuse, et l'Etat se voit dans l'obligation de puiser dans les réserves d'épargne. Non nationalisées, les banques étrangères, où s'accumule l'épargne, ont décidé d'ouvrir des comptes dans les banques étatisées, où ils déposent l'épargne de leurs clients inquiets, remettant ainsi de l'argent en circulation. Cette politique s'expliquerait par deux raisons : la pénurie de liquidités dont souffrent les banques étatisées incite des banques telles que le Crédit lyonnais, la Bank of London & South America et la Banque du Brésil à se faire bien voir du nouveau pouvoir ; en outre, ce transfert de l'épargne leur permet d'éviter le paiement d'impôts élevés.

De nombreuses causes réduisent les sources disponibles pour financer les projets du M.F.A., et notamment les charges liées au maintien des troupes en Angola jusqu'au 11 novembre, date de l'indépendance, — le rapatriement précipité des colons pris de panique, — la réorganisation des entreprises nationalisées, — les frais d'entretien d'une armée pléthorique engagée dans la campagne de dynamisation culturelle et politique, — la nécessité d'accroître les importations de produits alimentaires — les pertes économiques consécutives à la décolonisation, — l'érosion continue de la monnaie, — le peu de confiance, c'est un euphémisme, qu'inspirent les autorités portugaises sur les places financières mondiales, — les craintes, partiellement justifiées, des émigrés qui envoyaient des fonds, etc. Les auteurs du document du Copcon ne tiennent pas suffisamment compte du fait que le Portugal dépend largement de ses exportations, surtout pour l'industrie textile, et qu'il ne peut guère miser sur les pays du tiers-monde, eux aussi subissant les effets de la crise, sans tomber dans un schéma d'austérité qui serait lourd de conséquences politiques.

Toutes ces difficultés pèsent sur chacun des trois programmes plus ou moins cohérents qui se trouvent en compétition dans la lutte pour le pouvoir. Commentant l'échec de la tentative de faire une synthèse du « document des 9 » et du projet du Copcon, un jeune capitaine radicalisé du Copcon nous disait :

« *Je peux avancer une hypothèse, même si je ne la crois pas viable. Si, revu et corrigé à la lumière de certaines propositions de nos officiers, le « document des 9 » obtenait l'assentiment du M.F.A., alors il se pourrait que les marchés financiers d'Europe occidentale et des Etats-Unis se montrent plus réceptifs aux besoins de l'économie portugaise. Mais cette hypothèse est à écarter : le « document des 9 » conduirait à court terme à aggraver notre dépendance à l'égard du capital étranger. Nous sommes prêts à nous serrer la ceinture, à fermer les frontières s'il le faut pour asseoir notre indépendance nationale sur une économie d'autosuffisance. Nous souffrons d'un mal nécessaire, l'exploitation de nos émigrés par l'Europe, et cela suffit...* »

Le « document des 9 » est considéré comme ambigu parce qu'il ne fait pas allusion au projet de « *pouvoir populaire* » et en raison de son approche du problème des nationalisations. Ces ambiguïtés sont mises en évidence par le « groupe d'intervention politique » des ex-MES, dont les plus connus sont MM. Joao Cravinho, Cesar d'Oliveira et Joao Martins Pereira, eux aussi démissionnaires du quatrième gouvernement de M. Vasco Gonçalves.

De son côté, même s'il est plus détaillé, le document du Copcon n'en pèche pas moins par certaines omissions. Lorsqu'il avance l'idée d'une articulation possible entre un pouvoir populaire qui se substituerait au pouvoir local des caciques liés aux partis, à l'Eglise (1) et à l'ancien régime, il manque de clarté dans sa démonstration d'une possible articulation entre ce pouvoir populaire et une planification centralisée. Ses partisans soutiennent que les conseils de base auront un réel pouvoir politique, mais ils n'évoquent pas la possibilité que ces mêmes conseils soient manipulés par des partis politiques ou par l'appareil d'un M.F.A. devenu appareil d'Etat.

Aussi longtemps que subsisteront les actuelles divisions politiques de l'armée, la balance peut pencher vers les communistes — appuyés temporairement par l'extrême gauche — qui bénéficient d'une meilleure cohésion tactique et d'une plus grande discipline. Les autres forces, pour leur part, sont obligées d'observer une très grande prudence car elles naviguent entre deux écueils : d'un côté, elles courent le danger d'être dénoncées comme « réactionnaires » ou « contre-révolutionnaires », et de telles accusations sont souvent payantes, même lorsqu'elles ne sont pas justifiées ; de l'autre, elles courent le risque de se faire manipuler par les intérêts hostiles à tout projet révolutionnaire (forces spinolistes, nostalgiques d'une droite dure, qui achètent des fermes en Espagne ; bourgeoisie émigrée, qui investit déjà sur la Côte d'Azur, en Suisse ou au Brésil).

## Lassitude et inquiétude

LES tensions entre clans d'officiers ont puissamment contribué à freiner le cours révolutionnaire déjà profondément atteint par les luttes partisanes entre procommunistes et anticommunistes, depuis février 1975. Mais une inconnue demeure : la réaction de la base de l'armée, et plus particulièrement des troupes opérationnelles, au cas où l'un des clans déciderait de résoudre la crise par la force. Au cours des violences anticommunistes du mois d'août, consécutives aux harangues de l'archevêque de Minho et, dans une moindre mesure, de M. Mario Soares, l'attitude de la troupe a laissé supposer qu'elle n'est aucunement disposée à participer à un règlement de la crise conduisant à une guerre civile. Les soldats semblent résolus à refuser qu'une révolution faite au nom d'une solution pacifique — la décolonisation — débouche sur des violences qui, pavant de cadavres la voie du socialisme, rappelleraient les massacres commis au cours des guerres coloniales. Mais une dynamique de guerre civile peut se mettre en place, indépendamment de la volonté de certains.

Le peuple portugais se lasse d'une lutte pour le pouvoir, lutte dont il est, en fin de compte, l'objet beaucoup plus que l'acteur. Au nom d'un projet économique et social parachuté d'en haut et qui lui demande de gagner la bataille de la production, il risque finalement de payer très cher cette lutte pour le pouvoir. D'où les manifestations d'un réel mécontentement devant la dégradation de la situation économique, de la qualité de la vie, mais aussi contre la place prédominante du P.C.P. dans l'appareil gouvernemental et dans les moyens de communication de masse, ou encore à propos de la défense des libertés fondamentales. Ces griefs s'adressent, en fait, aux carences d'un projet politique mal défini qui aboutit à survaloriser le rôle d'une avant-garde d'ailleurs divisée et à sous-estimer l'importance du bloc social qui peut appuyer la révolution.

Deux hommes-clés paraissent pourtant tenir compte de ces facteurs et semblent résolus à éviter que la révolution ne se fige davantage ou qu'elle ne soit « récupérée ». Il s'agit du commandant Melo Antunes et du général Otelo de Carvalho. Le premier est l'un des plus fins et des plus actifs théoriciens marxistes non orthodoxes, le second l'un des plus habiles stratèges militaires révolutionnaires. Le général Otelo de Carvalho réussit à mobiliser l'extrême gauche pour faire pièce à la prise du pouvoir par le P.C.P., il refuse d'intervenir pour réprimer la classe ouvrière et le prolétariat agricole de l'Alentejo ou les manifestations populaires anticommunistes au nord et au centre du pays. Pour lui, les militaires communistes ou proches des communistes et la base du P.C.P. ont, bien entendu, un rôle à jouer, même s'il juge excessifs leurs agissements actuels, mais il évite d'accuser le P.C.P. ou la 5e division de sectarisme, même si celui-ci choque beaucoup de gens.

Apparemment, le général Otelo de Carvalho cherche à gagner du temps en servant de « parapluie » aux forces sociales qui ont un poids réel mais sont, pour l'instant, réduites au rôle de simple enjeu de la lutte pour le pouvoir. Face aux périls que fait peser une droite qui essaie d'exploiter le mécontentement général et de coller à l'offensive du P.S., du P.P.D. et du C.D.S., le général Otelo de Carvalho, tout en s'efforçant de contenir le courant des « 9 », s'est tactiquement allié au P.C.P. en cautionnant le front qu'il a constitué avec l'extrême gauche.

Les officiers qui, avec M. Melo Antunes, ont préparé le « document des 9 » (Canto e Castro, Victor Crespo, Costa Neves, Victor Alves, F. Charrais, Pezarat Correia et Sousa Castro) sont aussi bien hostiles aux projets du parti socialiste, dont ils connaissent la dépendance à l'égard de la social-démocratie allemande, qu'à un régime proche de celui des démocraties populaires qui pousserait le Portugal dans l'orbite de l'U.R.S.S. Ils estiment que la création immédiate de structures de « *pouvoir populaire* » permettrait au P.C.P. de les récupérer facilement et provoquerait, en outre, un choc trop brutal.

Aucune tendance ne saurait, en tout cas, sous-estimer l'importance des « *zones d'influence* » dans un monde qui, pour l'essentiel, quoi qu'en dise M. Kissinger, reste bipolaire : les Etats-Unis ne toléreront pas l'instauration au Portugal d'un régime qui bénéficierait de liens particulièrement étroits avec l'Union soviétique, et celle-ci, qui connaît bien les règles du jeu de la « détente », ne ferait rien pour faire échec à une action subversive lancée par les Etats-Unis. Dans la meilleure des hypothèses, comme après le putsch du Chili, Moscou romprait ses relations diplomatiques avec un éventuel régime portugais de type fasciste.

Contre les menaces qui grandissent à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur, le M.F.A. saura-t-il éviter de fournir un prétexte aux forces qui seraient trop heureuses de détourner ou d'écraser la révolution ? Trop d'erreurs ont déjà été commises, trop de temps a déjà été perdu pour qu'on ne rappelle pas aux responsables portugais avec quelle facilité les espoirs qu'ils ont soulevés voilà dix-huit mois pourraient, par leur faute, disparaître dans les oubliettes de l'histoire.

VIRGILIO DELEMOS.

(1) Même l'évêque de Porto, qui fut un opposant à Salazar, s'aligne aujourd'hui sur les positions de M. Mario Soares et prêcher les vertus de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne.

## Les obstacles au développement

*A la fin du mois de mai, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publiait le rapport d'un groupe d'experts selon lequel les prix relatifs des matières premières ne s'étaient pas tellement détériorés depuis vingt ans. La presse américaine s'étant empressée d'annoncer*

# DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE ET "DÉSACCUMULATION" DU CAPITAL

Par
FREDERIC-F. CLAIRMONTE *

UN des traits saillants de la croissance économique d'après-guerre est que l'accumulation du capital à l'échelle mondiale — pour reprendre le cadre conceptuel de Rosa Luxemburg — a irrésistiblement bénéficié aux pays du centre capitaliste, mais seulement de façon marginale ou nulle aux pays de la périphérie ou intermédiaires. Les indicateurs usuels de la pauvreté, chômage massif, analphabétisme, malnutrition et famine chroniques montrent que la marginalisation sous ses formes les plus aiguës continue d'accabler ces pays. Inexorablement, le procès d'accumulation pour le centre développé s'est accompagné d'une « désaccumulation » parallèle dans la périphérie.

Celle-ci comprend, certes, une grande variété de pays fort divers sur le plan de la croissance économique, des motivations idéologiques, des relations sociales internes, etc. Dans tous, toutefois — à l'exception de l'orbite socialiste, — la bourgeoisie intérieure est liée à la bourgeoisie extérieure, c'est-à-dire à la société transnationale moderne qui demeure l'unité globale fondamentale de prise de décision dans la chaîne d'extorsion du profit.

On peut saisir le mécanisme de l'accumulation et de la « désaccumulation » à travers les termes de l'échange, qui restent un des concepts fondamentaux de la théorie du commerce international. Il existe différentes descriptions des termes de l'échange ; la plus répandue est celle des termes de l'échange de « produits de base » ou « échange net » (*net barter*), qui exprime la relation entre l'évolution des prix à l'importation et à l'exportation, c'est-à-dire l'indice des prix à l'exportation divisé par l'indice des prix à l'importation. Par exemple, si les prix à l'exportation d'un pays donné ont moins augmenté que ses prix à l'importation, on dit que pour lui les termes de l'échange se sont dégradés. Les termes de l'échange deviennent ainsi un indice partiel du processus d'accumulation ou, à l'inverse, du procès de « désaccumulation ».

Récemment, on a affirmé qu'un groupe de spécialistes des pays industrialisés et sous-développés « *signalait à l'unanimité dans un rapport aux Nations unies que l'idée largement répandue selon laquelle au cours des vingt-cinq dernières années les prix des matières premières exportées par les pays pauvres ont augmenté moins que les prix des produits manufacturés qu'ils importent n'est pas vraie* » (1). Cette information inexacte concernant les travaux du secrétariat de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et plus particulièrement de sa division des produits de base, émanait de M. H. Houthakker, un Américain, ancien membre du Conseil des conseillers économiques du président, qui avait déclaré que « *tous les membres du groupe qui étaient présents affirmèrent d'un commun accord qu'ils n'avaient perçu aucun signe de dégradation des termes de l'échange pour les pays en voie de développement* » (2).

Il est compréhensible qu'un théoricien de Harvard relevant de l'école néo-classique mette en doute la détérioration des termes de l'échange dans les pays sous-développés, ainsi que les conséquences qui en résultent. Mais il faut se référer aux données les plus récentes dont dispose le secrétariat de la CNUCED sur la période envisagée (3).

## Baisse constante du prix des produits de base

L'ANNEE 1950 a été choisie comme un point de départ pour l'étude des tendances économiques d'après-guerre. Cette année-là, toutefois, vit le « boom » des prix des produits de base lié à la guerre de Corée. En conséquence, toute étude des fluctuations des termes de l'échange à partir de cette date devrait également tenir compte du « boom » des prix des produits de base en 1973 et en 1974. Ou alors, il faudrait choisir une période qui exclurait ces deux dates exceptionnelles, à savoir la période 1952-1972. Au cours de celle-ci, l'indice cumulé, pétrole non compris, a diminué à un taux moyen de 2,2 % par an. Si on inclut le pétrole, le taux annuel de baisse n'est plus que de 1,6 %. En 1974, l'indice cumulé, pétrole compris, était à un niveau plus élevé qu'en 1950. En 1973 et en 1974, toutefois, de fortes hausses des prix pétroliers se sont produites dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Il faut noter que l'indice ne tenant pas compte du pétrole se situait à un niveau plus bas en 1974 que pendant le « boom » coréen de 1950.

**TABLEAU I**

*Comparaison des indices des termes de l'échange des produits de base* (1963 = 100) *selon les données de la Banque mondiale et de la CNUCED*

| Année | CNUCED — Indice des valeurs unitaire — Pour les produits de base à l'exportation | CNUCED — Indice des valeurs unitaire — Pour les produits manufacturés exportés | CNUCED — Termes de l'échange des produits de base | Banque mondiale BIRD |
|---|---|---|---|---|
| | (1) | (2) | (3) = (1) ÷ (2) | (4) |
| 1953 | 118 | 94 | 126 | 122 |
| 1954 | 127 | 92 | 138 | 137 |
| 1955 | 122 | 92 | 133 | 130 |
| 1956 | 117 | 95 | 123 | 128 |
| 1957 | 114 | 98 | 116 | 118 |
| 1958 | 108 | 97 | 111 | 111 |
| 1959 | 103 | 96 | 107 | 110 |
| 1960 | 104 | 98 | 106 | 106 |
| 1961 | 100 | 99 | 101 | 98 |
| 1962 | 95 | 99 | 96 | 97 |
| 1963 | 100 | 160 | 100 | 100 |
| 1964 | 106 | 101 | 105 | 109 |
| 1965 | 103 | 103 | 100 | 109 |
| 1966 | 105 | 106 | 99 | 109 |
| 1967 | 102 | 107 | 95 | 100 |
| 1968 | 106 | 107 | 99 | 102 |
| 1969 | 110 | 110 | 100 | 104 |
| 1970 | 115 | 117 | 98 | 102 |
| 1971 | 107 | 124 | 86 | 89 |
| 1972 | 113 | 134 | 84 | 87 |

Comparons à présent les conclusions de la CNUCED avec celles de la Banque mondiale. Les données de la première se fondent sur les valeurs unitaires des exportations des pays en voie de développement de vingt-huit produits de base représentant environ les deux tiers de la valeur totale des exportations de ces produits (pétrole exclu). Les valeurs unitaires ont été fondues en un seul indice, chacune d'elle étant évaluée en fonction de l'importance relative du produit concerné dans la valeur des exportations des pays en voie de développement en 1963. Cet indice combiné a été déflaté de l'indice des Nations unies des valeurs unitaires des produits manufacturés exportés par les pays industrialisés.

On voit, dans les colonnes 3 et 4 du tableau nº I, que de 1953 à 1972 — à l'exception de deux années, 1965 et 1966 — les modifications des indices de la CNUCED et de la Banque mondiale vont dans le même sens. En outre, pour les dix premières années de la période en question, les valeurs des deux indices sont, en général, asymptotiques, bien que ce ne soit plus le cas après 1963. Néanmoins, les deux indices montrent que les termes de l'échange pour les marchandises concernées (pétrole exclu dans les deux cas) se sont détériorés entre 1953 et 1972 d'environ 2,2 % par an en moyenne.

Les tendances des termes de l'échange pour les différents produits de base considérés apparaissent dans le tableau nº II qui enregistre une diminution significative pour vingt et un des vingt-huit produits dans la période 1952-1972. Cette « désaccumulation » massive aboutit à ce qu'à la fin de 1972 la détérioration des termes de l'échange pour les pays non pétroliers par rapport aux années 50 équivalait à la perte en 1972 d'environ 10 milliards de dollars, soit encore plus de 20 % de l'ensemble des exportations de ces pays. Cette « désaccumulation » excédait leurs recettes au titre de l'aide officielle au développement qui se montait à 8 408,9 millions de dollars en 1972. Et n'oublions pas qu' « *en termes réels, l'aide officielle au développement par personne a baissé de plus de 20 % au cours de la décennie écoulée* » (4). Le « boom » des prix des denrées primaires enregistré en 1973 et 1974 semble désormais fini, car, comme le rappelle Gamani Corea, les prix des produits de base autres que le pétrole ont désormais baissé de 50 % en moyenne par rapport aux niveaux records de 1972-1974. En conséquence, les pays de l'O.C.D.E. devraient retirer 7,5 milliards de dollars d'une telle baisse des prix aux dépens des pays non producteurs de pétrole (5).

Mais les termes de l'échange ne mesurent qu'une seule sorte de « désaccumulation », puisque son indice net n'englobe pas les sorties financières liées à la dépendance technologique : paiement des licences, des droits d'exploitation, des procédés technologiques, des marques de fabrique... Pour le tiers-monde, ces coûts directs se montaient à 1,5 milliard de dollars en devises en 1968, chiffre qui devrait s'accroître de 20 % par an pour atteindre les 9 milliards de dollars à la fin des années 70, soit six fois plus. On peut mieux se rendre compte de la dépendance économique à travers le prisme de la dépendance technologique, quand on compare celle-ci à d'autres ordres de grandeur dans les pays sous-développés : elle représente 5 % de leurs investissements nets ; 8 % des importations de machines, d'équipement et de produits chimiques ; 37 % des paiements du service des dettes extérieures publiques ; 56 % du flot annuel d'investissements étrangers privés directs, y compris les bénéfices réinvestis ; deux fois et demi les dépenses internes consacrées à la recherche et au développement.

**TABLEAU II**

*Taux moyens de variation des termes de l'échange de vingt-huit produits de base* (a)

| Produits | 1952-1972 | 1955-1972 |
|---|---|---|
| | (en % et par an) | |
| **PRODUITS AGRICOLES** | | |
| Bananes | — 3,1 | — 3,4 |
| Cacao | — 3,7 | — 2,9 |
| Huile de coco | — 1,4 | — 1,3 |
| Café | — 4,9 | — 3,5 |
| Coprah | — 1,3 | — 1,3 |
| Coton | — 3,1 | — 2,2 |
| Huile d'arachide | — 2,7 | — 2,4 |
| Jute | — 0,4 * | — 0,4 * |
| Maïs | — 2,8 | — 1,7 |
| Oranges (y compris mandarines) | — 0,9* b | — 0,6 b |
| Huile de palme | — 2,0 | — 2,4 |
| Riz | — 0,8 * | + 0,4 * |
| Caoutchouc | — 4,1 | — 5,6 |
| Sisal | — 2,2 | — 1,5 |
| Sucre | + 0,1 * | — 0,0 * |
| Thé | — 2,5 | — 3,5 |
| Tabac | — 1,1 b | — 1,4 b |
| Laine | — 3,6 c | — 3,3 |
| **MINERAIS ET METAUX** | | |
| Alumine | — 1,8 c | — 2,2 |
| Aluminium | — 1,5 c | — 2,2 |
| Bauxite | + 1,2 c | + 0,9 |
| Cuivre | + 2,6 c | + 3,1 |
| Minerai de fer | — 2,3 c | — 2,2 |
| Plomb | — 2,3 c | — 2,0 |
| Min. de manganèse | — 4,7 c | — 5,3 |
| Phosphate | — 1,1 c | — 1,3 |
| Etain | + 2,7 c | + 2,8 |
| Zinc | + 1,2 c | + 1,2 |
| **INDICE COMBINÉ** | — 2,2 c | — 1,9 |

*SOURCE : Compilé par le secrétariat de la CNUCED.*

a) *Les termes de l'échange des marchandises retenues ont été calculés en déflatant les valeurs unitaires des exportations en provenance des pays en voie de développement (ou du monde) de l'indice des Nations unies des valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés. Les taux annuels moyens de variation des termes de l'échange sont calculés à partir des taux tendanciels. Toutes les tendances sont significatives (au moins à 95 %), sauf celles qui sont marquées d'un astérisque (*).*

b) *Calculé sur les valeurs unitaires des exportations mondiales.*

c) *1953-1972.*

Il ne faut pas oublier non plus le paiement des *royalties* à l'étranger, qui peut atteindre 10 à 30 % des ventes, non plus que les salaires des « experts » étrangers, qui sont parfois cinquante fois plus élevés que ceux du personnel local se livrant au même genre de travail... Par opposition aux coûts *directs*, il y a également les fardeaux indirects qui frappent les pays sous-développés, tels que la majoration désormais quasi universellement admise des prix des importations de produits intermédiaires et de biens d'équipement entre les sociétés mères et leurs filiales ; l'acceptation du paiement de la technologie par des parts dans les entreprises des pays sous-développés plutôt qu'en liquide (devises) ; un volume fort et soutenu de fonds rapatriés au titre des bénéfices des filiales à part entière ou des *joint ventures* (entreprises mixtes), et des majorations de prix pour la technologie incluses dans le coût de l'équipement et des biens d'investissement importés (6).

Autre composante importante mais souvent négligée du mécanisme de « désaccumulation » : la fuite des cerveaux, qui a récemment été quantifiée par rapport à un pays, les Etats-Unis. Le nombre d'immigrants y arrivant en provenance de pays en voie de développement et figurant dans les quatre catégories de compétence était de onze mille deux cent trente-six dans la dernière année (1970) pour laquelle les statistiques *ad hoc* sont disponibles. D'après le montant du revenu moyen par immigrant, le gain tiré de la fuite des cerveaux ou du transfert de technologie à rebours, en provenance des régions en voie de développement vers les Etats-Unis, se monterait pour la seule année 1970 à 3,7 milliards de dollars. A titre de comparaison, l'assistance officielle au développement fournie par les Etats-Unis aux pays sous-développés se montait, la même année, à 3,1 milliards de dollars (7).

## Le mythe des nationalisations

LE procès de « désaccumulation », avec toutes ses graves implications théoriques et politiques, s'applique-t-il également aux pays producteurs de pétrole (les onze exportateurs), dont les recettes d'exportation sont passées de 4,5 milliards de dollars en 1972 à environ 80 milliards de dollars en 1974 ? Bien que beaucoup des champs pétrolifères des pays de l'OPEP soient passés par divers degrés de nationalisation, ces mesures, même quand elles ont été profondes comme en Algérie, n'ont pas mordu de façon appréciable sur le réseau de commercialisation et de distribution des compagnies pétrolières transnationales, qui continuent de contrôler 70 à 80 % de la chaîne mondiale du pétrole. Ce ne sont certainement pas ces dernières qui sont affectées par l'augmentation des prix pétroliers, si l'on en juge par leurs bilans financiers.

Un article sur l'Arabie Saoudite récemment paru dans le *Los Angeles Times* soulignait que « *la question de la prise de contrôle ne se pose pas ici. Comme l'Aramco aime à le faire remarquer, la compagnie est déjà passée par des phases de participation gouvernementale de 25, 40 et 60 % sans autres effets que purement comptables sur ses opérations. Ni les 40 ni les 60 % de participation saoudienne n'ont jamais figuré sur le moindre document officiel, ce qui n'empêche pas le gouvernement saoudien d'engager des négociations avec les quatre compagnies mères, Standard, Texaco, Exxon et Mobil, pour une prise de contrôle complète.* » Que peut donc bien signifier la « nationalisation » dans la structure sociale actuelle de ce pays ? Le même article poursuit : « *Pour une compagnie qui est sur le point de voir un gouvernement dont elle est l'hôte prendre le contrôle à 100 %, l'Aramco réagit d'une façon vraiment bizarre. Ses quatre compagnies américaines mères viennent justement de se voir demander d'approuver le plus grand budget jamais attribué à l'Aramco, le plus grand producteur de pétrole du monde.* » (8).

Cette souplesse n'a rien de « bizarre » puisque le moteur de l'accumulation du capital n'est pas fondamentalement affecté par la prise de possession des champs pétrolifères. Le pétrole est, en outre, la marchandise la plus dynamique du commerce international. De même, si les républiques bananières augmentaient leur participation dans les plantations, ce ne serait qu'un tout petit pas (dans la bonne direction, il est vrai) vers la restructuration de la dynamique du pouvoir dans l'économie mondiale de la banane. A ce point, il faut dénoncer une autre mystification qui a engendré des illusions pernicieuses. L'augmentation *en soi* du prix d'une marchandise ne signifie pas nécessairement un gain pour les pays du tiers-monde. Le cas de la banane montre que le contrôle global de l'ensemble de la chaîne revient pour 11,5 % aux pays producteurs et pour 88,5 % aux entreprises étrangères (9), qui ne sont pas toutes transnationales. Etant donnée la structure même de la division internationale du travail, la commercialisation étant orchestrée par la bourgeoisie étrangère, les augmentations de prix doivent nécessairement profiter surtout aux secondes. C'est une loi fondamentale du procès d'« accumulation - désaccumulation » du marché capitaliste mondial, qui ne s'applique toutefois que dans le cadre du développement inégal de l'économie mondiale capitaliste.

Aux sorties financières liées aux termes de l'échange, il faut encore ajouter les flux de profit de la périphérie vers le centre imputables aux relations traditionnelles de propriété dans les pays de la périphérie. Dans le cas des Etats producteurs de pétrole, les entreprises transnationales perçoivent des surplus à un double titre, phénomène peut-être unique dans les annales des échanges internationaux : une première fois face au contrôle qu'elles exercent sur la chaîne de production, de commercialisation et de distribution ; une seconde fois, et ce n'est pas moins important, grâce au recyclage des revenus financiers des producteurs (actuellement de l'ordre de 80 milliards de dollars) par les grandes banques transnationales, en raison de l'incapacité des producteurs à retenir à leur usage ces ressources financières hautement volatiles. La bagatelle qui va se perdre sur les tables de jeu de Reno, de Las Vegas ou de Monte-Carlo, de même que les colossaux achats d'armement, ne font que donner un aperçu de la structure sociale de ces pays. Mais c'est là une tout autre histoire.

**TABLEAU III**

*Flux des bénéfices en provenance des pays et des territoires en voie de développement* (*En millions de dollars*)

| | 1965-1967 | 1968-1970 | 1971-1973 |
|---|---|---|---|
| | (Moyennes) | | |
| Total pays non producteurs de pétrole | 1 052,3 | 1 484,5 | 1 540,5 |
| Afrique | 79,7 | 94,6 | 157,7 |
| Asie | 60,3 | 81,2 | 74,8 |
| Proche-Orient | 30,0 | 53,2 | 38,5 |
| Hémisphère occidental | 882,3 | 1 255,6 | 1 269,4 |
| Pays pétroliers | 2 837,7 | 3 806,9 | 7 248,4 |
| Total pays en voie de développement | 3 890,0 | 5 291,4 | 8 788,9 |

*SOURCE : Compilé par l'auteur à partir de statistiques de la CNUCED :* Financial Flows to and from Developing Countries, *TD/B (XV/Misc. 3), 3 juin 1975.*

Le tableau III sur les flux de profit au niveau mondial complète les éléments que l'on vient d'analyser pour donner une idée de l'étendue du procès de « désaccumulation » et de la nature de l'assistance économique que les pauvres consentent aux riches. Par comparaison, ces flots cumulés de la périphérie vers le centre depuis la fin de la seconde guerre mondiale font du plan Marshall une pure frivolité.

* Fonctionnaire à la CNUCED (division des produits de base). Les opinions exprimées dans cet article ne sauraient engager le secrétariat de l'organisation.

(1) *International Herald Tribune*, 26 mai 1975.

(2) *Barron's*, hebdomadaire financier de Wall Street, titrait ainsi un de ses éditoriaux : « *Qui se fait avoir ? Les nantis n'exploitent pas les démunis* » (2 juin 1975), avec une agressivité qui illustre très bien les attaques que subit la CNUCED depuis des années. Voilà plus de dix ans, le même périodique américain écrivait : « *Des informations orientées presque à chaque page du rapport d'introduction de Raul Prebisch, le socialiste argentin. (...) Comme analyse sérieuse, celle de Prebisch ne mérite guère le respect ; toutefois, comme morceau de propagande à l'encontre du marché libre en particulier (et par extension de la liberté en général), on ne saurait la prendre à la légère.* » (30 mars 1964.)

(3) *Terms of Trade in Developing Countries*, CNUCED/C.D./ Misc. 60.

(4) Communiqué de presse de l'O.C.D.E., 26 juin 1975.

(5) Cf. *le Monde diplomatique*, juin 1975.

(6) *Guidelines for the Study of the Transfer of Technology*, CNUCED/ TD/B/AC/II/9.

(7) *Reverse transfer of Technology : Economic Effects of the Outflow of Trained Personnel from Developing Countries (Brain Drain)*, CNUCED, TD/B/AC/ 11/25.

(8) *Los Angeles Times*, 16 juin 1975.

(9) *Banana Marketing and Distribution*, CNUCED, TD/B/C.1/162, et *le Monde diplomatique*, octobre 1974.

هكذا من الإهمل



*que le document avait été adopté à l'unanimité de ses auteurs, la CNUCED a dû — fait assez rare pour une institution de la famille des Nations unies — publier un démenti.*

*L'incident illustre assez bien la campagne d'interprétations et de contre-vérités menée à tous les échelons — des déclarations les plus officielles jusqu'aux organes d'information — pour obscurcir l'enjeu de la guerre économique larvée entre les pays riches et le tiers-monde. Le débat ne s'en trouve certes pas facilité.*

*A propos du commerce des matières premières en général et du pétrole, vedettes de l'actuel affrontement, les deux articles ci-dessous montrent que, pour le tiers-monde, la persistance du vieux rapport de forces hérité de l'époque coloniale reste l'un des obstacles majeurs au développement.*

# L'OPEP FACE A LA CONFISCATION DE LA NOUVELLE RENTE PÉTROLIÈRE

Par GEORGES CORM *

L'OPEP se retrouvera confrontée à Vienne ce mois-ci au redoutable problème du maintien de la valeur du pétrole en termes de pouvoir d'achat réel. Les décisions de la dernière réunion de Libreville concernant la fixation des prix pétroliers en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) devront être confirmées ou infirmées : le choix sera rendu difficile par l'instabilité de cette unité de compte qui avait pourtant donné, un moment, l'illusion d'être le remède au détraquement du système monétaire international. Par ailleurs, les pays membres seront confrontés une nouvelle fois au dilemme concernant la proportion dans laquelle le prix de l'or noir peut être relevé.

En réalité, c'est tout le fonctionnement actuel du système monétaire international qui joue systématiquement contre le tiers-monde, et notamment les producteurs de pétrole, car il aboutit à une véritable confiscation, au profit des pays industrialisés, de la nouvelle rente pétrolière (N.R.P.) obtenue par les producteurs depuis la fin 1973. A la limite, et si nous systématisions sur le plan financier la thèse de certains experts pétroliers (1) suggérant que la hausse des prix du pétrole a été recherchée et encouragée par les sociétés du cartel pétrolier pour assurer leur mainmise sur le développement des autres sources d'énergie, on pourrait affirmer que la confiscation de la N.R.P. par le fonctionnement actuel du système monétaire international au profit des centres financiers du monde industrialisé est indispensable à ce dernier pour financer les énormes investissements requis pour le passage de l'énergie pétrolière — trop longtemps et irresponsablement à bon marché — à d'autres formes d'énergie.

Ce n'est sans doute pas à tort que le quotidien algérien *El Moudjahid* intitulait, au début de cette année, un de ses éditoriaux : « *Le recyclage des pétrodollars ou le « hold-up » du siècle* » (2). De même, les vives protestations d'Alger et de Téhéran contre la mesure française de réévaluation des encaisses-or de la Banque de France dénotent bien un net ressentiment contre les pays industrialisés qui emploient le détraquement du système monétaire international à leur avantage et au détriment des plus faibles dans l'ordre économique mondial.

Malheureusement, dans le même temps que le monde occidental industrialisé, sous la houlette de M. Kissinger, achevait de mettre en place son système anti-OPEP en complétant le dispositif de coordination et de sécurité pétrolières (l'Agence internationale de l'énergie) par un dispositif de sécurité financière (le fonds Kissinger de 25 milliards de dollars), le « sommet » pétrolier des producteurs tenu à Alger en mars 1975 négligeait une proposition du gouvernement algérien pour la mise sur pied d'un « Fonds des pays de l'OPEP pour le développement et la coopération internationale » (3).

Pourtant, c'est de plus en plus à des problèmes financiers et monétaires que les experts de l'OPEP devront faire face si l'Organisation veut se renouveler et approfondir sa vocation. Avec la disparition progressive de l'ancien système des concessions et les problèmes fiscaux complexes qui en découlaient disparaît, en effet, le domaine le plus important qui, jusqu'à l'an dernier, alimentait les recherches, les débats et les mesures d'harmonisation des membres de l'OPEP. Mais sitôt la rente augmentée, d'abord par la fiscalité puis par sa combinaison avec les hausses de prix, la voici confisquée par différents mécanismes pervers d'ordre monétaire et financier.

Ces mécanismes de confiscation peuvent être regroupés sous deux rubriques : l'inflation et le recyclage.

Si le second phénomène concerne peu certains pays producteurs à forte démographie (Irak, Algérie) qui ne dégagent pas de surplus importants de balance de paiements (mais ce n'est pas le cas du Venezuela et du Nigéria), en revanche, les pays à faible démographie, et donc ceux de la péninsule Arabique, sont atteints par les deux phénomènes à la fois, dont les effets se cumulent et se renforcent. Dans l'euphorie économique et financière déclenchée par la N.R.P., il n'est pas toujours facile de se rendre compte de la gravité de la situation à long terme.

## Les effets de l'inflation

L'INFLATION confisque, en réalité, une partie beaucoup plus importante de la rente pétrolière qu'on ne l'imagine en général. En effet, lorsqu'on parle de taux d'inflation international, il s'agit toujours des taux intérieurs des différents pays industrialisés. Mais, en réalité, les pays en voie de développement sont frappés de façon beaucoup plus violente et à des taux bien plus élevés. Les taux d'inflation intérieure des pays industrialisés, qui sont pris comme critère de perte de pouvoir d'achat des monnaies internationales, sont la résultante de la pondération de nombreux prix des biens les plus divers, dont beaucoup sont contrôlés ou subventionnés. Ces prix sont très différents des prix pratiqués dans le commerce international pour les quantités disponibles, notamment dans les périodes de crise et d'inflation où les phénomènes d'accaparement et de stockage par les opérateurs internationaux — qui sont le plus souvent les multinationales — déforment les prix. C'est ainsi, pour ne citer que deux exemples frappants, que les quantités d'acier et de blé disponibles sur le marché international ont augmenté, pendant certaines périodes, de 300 %, celles du sucre de 600 %.

Dans les pays pétroliers à forte démographie, mettant en œuvre des plans d'industrialisation et ayant de vastes besoins en produits alimentaires, la nouvelle rente pétrolière est donc très fortement rognée par l'inflation. Récemment, le *Financial Times* donnait des pourcentages éloquents d'inflation importée pour les Emirats arabes unis dont pourtant les besoins économiques sont loin d'atteindre, dans leur diversité, ceux de pays comme l'Irak et l'Algérie: ainsi, pour un même tonnage, le coût des importations des Emirats arabes unis de 1973 à 1974 a augmenté de 75 % en provenance d'Allemagne de l'Ouest, de 234 % en provenance d'Italie, de 124 % en provenance d'Iran, etc. (4).

Si les années 1969 à 1971 devaient être prises comme base de référence pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat d'un baril de pétrole en 1975 en termes de produits alimentaires, d'équipements lourds et de produits semi-finis, les résultats seraient surprenants, et l'on s'apercevrait que si le prix nominal du pétrole a bien été multiplié par quatre, en revanche, le pouvoir d'achat réel d'un baril n'a certainement pas suivi une augmentation parallèle. Il faut, en effet, tenir compte de deux facteurs additionnels importants dans les calculs des taux d'inflation subis par les pays en voie de développement :

— D'une part, la traditionnelle majoration des factures des grandes sociétés industrielles exportant des usines « clés en main » dès qu'il s'agit de montage en milieu dit sous-développé ;

— D'autre part, depuis 1972, une hausse vertigineuse du prix des services fournis par les pays industrialisés aux pays en voie de développement.

Déjà, en temps normal, un ingénieur « *exporté* » par une société industrielle ou de génie dans le tiers-monde coûte à l'importateur entre deux et trois fois le salaire que touche l'ingénieur ou le spécialiste dans son pays d'origine : ce qui revient à dire que toute la hausse de salaire dans le domaine des services techniques fournis par les pays industrialisés parvient dans les pays en voie de développement très fortement amplifiée.

A ceci, il faut encore ajouter la hausse des prix affectant les redevances payées par le tiers-monde sur les brevets et licences dont l'aspect scandaleux a récemment été dénoncé (5).

## Recyclage et dépréciation des pétrodollars

LE recyclage, quant à lui, signifie que les excédents de balance des paiements des pays pétroliers pris individuellement retournent dans les économies des pays industrialisés de façon quasi automatique, par le jeu de la domination exercée sur beaucoup de pays du tiers-monde par les circuits financiers internationaux où règnent en maîtres ces autres multinationales — dont on parle trop peu — que sont les grandes banques des pays industrialisés avec, à leur tête, les banques anglo-saxonnes.

Par un mécanisme classique de néo-colonialisme, si certains pays producteurs ont réussi à récupérer la souveraineté juridique sur leurs puits, en revanche, l'aliénation économique s'est approfondie, en ce sens que l'espace financier leur échappe dans une large mesure. La nouvelle rente pétrolière de certains pays n'irrigue pas les économies locales et leur environnement régional, mais reste prisonnière des circuits bancaires internationaux qui les orientent suivant les besoins des économies industrialisées, notamment les besoins financiers dus au développement des sources d'énergie de substitution (6).

En réalité, s'il existe un problème de recyclage, il est exactement l'inverse de ce que les financiers des pays industrialisés conçoivent, car l'anomalie est bien ce mécanisme pervers du néocolonialisme (ou du sous-développement, tant les deux termes sont synonymes) par lequel, au sens ricardien du terme, une juste rente d'un produit du sous-sol se faisant rare est transférée hors de la région productrice par le jeu de l'inégalité des forces productives dans deux régions du monde. Il est d'ailleurs effectivement aberrant de songer à recycler des milliards de dollars dans les pays industrialisés alors que le revenu moyen par tête d'habitant en Arabie Saoudite (en dollars constants de 1972) dépasse à peine les 500 dollars, cependant que dans l'ensemble de la péninsule arabique, exception faite de Koweït et des émirats, 10 millions d'Arabes vivent avec un revenu individuel moyen annuel variant entre 200 et 300 dollars de 1972. La constatation pourrait être généralisée aux 120 millions d'Arabes et au milliard d'Asiatiques (Inde, Bangladesh, Pakistan, Afghanistan...) dont les pays avant la période coloniale constituaient une aire naturelle de complémentarité économique et d'échanges commerciaux intenses avec les pays de la péninsule arabique.

Mais, sur le plan strictement financier, on notera un fait beaucoup plus grave. Si certains pays producteurs se dessaisissent aujourd'hui au profit du monde industrialisé d'un produit énergétique de base épuisable, au-delà de leurs besoins actuels en produits industriels, le système monétaire international les empêche, dans son fonctionnement actuel, de recevoir en contrepartie des avoirs financiers extérieurs ayant une valeur certaine. Du temps du bon vieil étalon-or ou même de l'étalon de change-or, ces pays, exportant au-delà de leurs besoins, auraient reçu en contrepartie du monde extérieur de l'or ou des balances devises convertibles en or à taux fixe et stable ; en d'autres termes, se dessaisissant d'une valeur certaine et réelle (le pétrole), ils auraient reçu en échange une autre valeur certaine et réelle (l'or). Actuellement, au contraire, les balances dollars qu'accumulent certains producteurs n'ont aucune valeur déterminable. Aux fluctuations continues dans le sens de la baisse depuis 1971 du seul étalon de valeur et moyen de paiement international, vis-à-vis des autres devises nationales, s'ajoute l'érosion du pouvoir d'achat de cet étalon par l'inflation, dont nous avons déjà signalé l'amplification du taux au niveau du tiers-monde.

En prenant en compte les intérêts perçus sur le placement des balances dollars par les pays producteurs, mais, en actualisant, en contrepartie, la valeur de ces balances (juste logique du capitalisme), après avoir procédé à leur déflatement (calculs en dollars constants suivant le taux d'inflation), on s'aperçoit bien vite que les centaines de milliards de dollars projetés à l'horizon 1980 à titre d'accumulation de revenus pétroliers non dépensés redeviennent quelques dizaines de milliards qui comptent toujours aussi peu face aux milliers de milliards des produits nationaux des pays industrialisés, des chiffres d'affaires des multinationales ou des bilans des grandes banques des pays industrialisés.

Dans le fonds, le détraquement du système monétaire international et l'impérialisme du dollar qui soulevaient autrefois les protestations de certains pays européens, notamment la France, semblent aujourd'hui arranger l'ensemble des pays industrialisés. Quoi de plus pratique, en effet, que d'annuler le bénéfice, pour le tiers-monde, de la revalorisation des matières premières par le maintien d'un véhicule de paiement international qui n'est qu'une monnaie de singe, se démultipliant à toute allure et entretenant les mécanismes inflationnistes internationaux. Il en est d'ailleurs dans l'ordre international comme à l'intérieur des frontières nationales : l'inflation rabote les classes moyennes et pauvres au profit du patronat industriel. C'est pourquoi, sans être prophète, si les mécanismes actuels de fonctionnement de l'ordre économique international restent les mêmes, on peut prévoir que les nations riches sortiront de la phase actuelle plus riches, cependant que les autres seront écrasées.

Le recyclage, s'il est une confiscation automatique à laquelle certains producteurs pris isolément dans leurs structures politico-économiques actuelles ne peuvent qu'être consentants, est aussi, du fait de l'inflation, une spoliation très grave. Les balances accumulés ne vaudront plus grand-chose en pouvoir d'achat réel dans la décennie suivante.

Qu'il s'agisse des pays à faible démographie ou des pays à forte démographie, la N.R.P. des producteurs est presque entièrement confisquée au profit des grands centres industriels et au détriment des producteurs et du tiers-monde. Tel est le problème auquel, à Vienne, devra faire face l'OPEP pour être fidèle à sa vocation de défenseur des intérêts de ses membres mais aussi du tiers-monde.

Nous ne pouvons pas ici rentrer dans le détail de ce qui pourrait être fait au niveau des producteurs dégageant des excédents importants de balance des paiements, quasi automatiquement recyclés dans les circuits financiers des pays industrialisés. Il s'agit évidemment pour eux de construire un espace financier local et régional qui permette de poser les bases d'une cohérence économique, inexistante pour certains producteurs — pris isolément — dans le contexte actuel de déséquilibre économique international au profit des centres industriels (7). Ce que nous voudrions, en revanche, c'est essentiellement examiner les possibilités, pour l'OPEP, au niveau collectif d'échapper à la confiscation de la N.R.P.

La première remarque qui s'impose est que le problème ne saurait être traité que dans le cadre de négociations globales avec les pays industrialisés. Aucun pays producteur seul n'est en position d'obtenir, par négociations bilatérales, une protection efficace de la valeur réelle aussi bien du « surplus » annuel de revenus pétroliers que de l'accumulation d'avoirs extérieurs. Pourtant, si l'indexation des revenus par le biais de l'indexation des prix soulève tant d'hostilité dans les milieux des pays industrialisés, Etats-Unis en tête, qu'en serait-il de la revendication logique et justifiée, de l'indexation des avoirs extérieurs sur les prix des biens d'équipement industriels ? En effet, la protection du seul revenu est tout à fait insuffisante si elle n'est pas accompagnée de la protection de l'épargne, qui est, en l'occurrence pour les pays exportateurs de pétrole, la protection du patrimoine national. Actuellement, et pour le bien-être des pays industrialisés, ces pays se dessaisissent de ce patrimoine contre des actifs financiers sans valeur certaine ou déterminable. Ceci sans parler de l'existence de garanties de change contre les fluctuations du dollar et du sterling, monnaie dans lesquelles sont libellées, à concurrence de 70 % et de 20 % environ, les avoirs extérieurs des pays de l'OPEP (8).

De même, l'anomalie très grave que constitue l'accaparement de l'or par quelques pays industrialisés devrait être abordée. Il ne devrait pas paraître irraisonnable, en prévision du futur, d'envisager un transfert d'une partie de l'or détenue par les banques centrales des pays industrialisés au profit de l'OPEP et du tiers-monde. Ainsi, par exemple, un pourcentage de l'ordre de 5 à 10 % du solde des échanges entre pays pétroliers, actuellement structurellement excédentaires dans leur commerce extérieur avec les pays industrialisés, pourrait être réglé en or. Une pondération de ce pourcentage pourrait, de plus, être opérée en fonction de la proportion d'or, évalué au prix du marché, dans les réserves des pays industrialisés. A titre d'illustration pour un pourcentage de base de 10 %, et si les réserves du pays à déficit sont composées d'or à hauteur de 70 %, 7 % seulement du déficit serait réglé en or à un prix qui pourrait être le prix moyen du marché au cours des trois derniers mois. Il n'y aurait là qu'une très saine mesure d'incitation supplémentaire au rétablissement de l'équilibre des balances de paiements. Du temps de l'étalon-or ou de change-or, la totalité des soldes des transactions avec l'étranger étaient bien réglées en métal jaune sans que cela suscite des cris d'indignation.

Aux côtés de la revendication en faveur de l'indexation qui devrait être étendue aux avoirs extérieurs avec garantie de change, et de la revendication en faveur d'une meilleure redistribution de l'or, c'est au problème de fond du système monétaire international que les pays de l'OPEP devraient s'attaquer. A l'intérieur du tiers-monde, ils disposent seuls, dans le contexte actuel, d'un pouvoir de négociation suffisant pour amener les pays développés à mettre fin aux mécanismes pervers sécrétés par le système tel qu'il fonctionne depuis 1971.

## Des monnaies régionales contre l'impérialisme du dollar

A NOTRE sens, et c'est la deuxième remarque raisonnable qui nous paraît s'imposer, un dialogue dans ce domaine doit d'abord commencer par un tête-à-tête des pays de l'OPEP avec l'Europe.

En réalité, la seule alternative à l'impérialisme du dollar en tant que véhicule de paiement international serait l'émergence de deux ou trois monnaies-clés régionales, reflétant d'ailleurs le nouveau poids de ces régions dans le commerce international et qui seraient utilisées de pair avec le dollar pour le règlement des échanges internationaux. Ainsi pourrait-on très bien concevoir l'émergence d'une monnaie européenne, d'une monnaie COMECON (il a récemment été question d'une convertibilité partielle du rouble) et d'une monnaie arabe, liées entre elles et au dollar par des parités fixes, et qui serviraient également aux règlements internationaux. Evidemment, ces nouvelles monnaies régionales ne supplanteraient pas les monnaies nationales mais seraient exclusivement des monnaies de paiement internationales et des réservoirs de valeur internationale. Des organismes financiers régionaux de type B.R.I. (Banque des règlements internationaux), Banque du COMECON et Fonds monétaire arabe (en voie de création) pourraient émettre ces nouvelles monnaies.

Dans le même temps, afin d'assainir la situation actuelle, et dans un processus de négociation globale, les balances dollars accumulées par l'Europe, le Japon, le tiers-monde et les pays de l'Est feraient l'objet d'un remboursement progressif de la part des Etats-Unis dans les nouvelles monnaies clés. Ce remboursement serait échelonné sur de nombreuses années à un taux d'intérêt raisonnable et couvrirait la quasi-totalité de ces balances, le solde restant conservé à titre de liquidité internationale. Ainsi disparaîtrait le marché de l'eurodollar, extension pure et simple de l'aire financière américaine, qui a permis aux multinationales de financer avec l'épargne des autres l'extension de la domination américaine sur l'Europe et le tiers-monde, de même qu'il a été source d'inflation et de dévalorisation du dollar en permettant aux Etats-Unis de continuer à être en déficit extérieur, tout en élargissant sans cesse le champ de leurs activités économiques et militaires dans le monde.

Si l'on veut mettre fin aux hégémonies économiques, il est important de mettre fin aux impérialismes monétaires dont les systèmes d'étalon de change sterling-or puis dollar-or ont été la traduction dans l'ordre économique international. C'est évidemment de volonté politique qu'il s'agit ici avant tout, et non de l'ésotérisme des spécialistes monétaires internationaux qui cache la pauvreté de la pensée dans ce domaine et son absence de contact avec la réalité des phénomènes d'hégémonie économique.

Il est certain que le dialogue euro-arabe serait une plate-forme de départ idéale pour une telle négociation, et il n'est pas trop tard ; mais on peut être sceptique devant la lenteur avec laquelle ce dialogue se met en place et l'acharnement des Etats-Unis — soit directement, soit indirectement par le truchement de ses alliés politiques — à empêcher tout rapprochement économique véritable entre l'Europe et le monde arabe qui pourrait menacer leur hégémonie sur le monde occidental.

Que resterait-il à faire à l'OPEP si la concertation entre ses membres et d'éventuelles négociations monétaires et financières avec les pays industrialisés échouaient ? Des mesures monétaires pures pourraient toujours être envisagées, comme par exemple la fixation du prix en D.T.S. (mesure éventuellement à double tranchant), le paiement des transactions pétrolières en plusieurs devises internationales de façon à pondérer les risques de change, ou l'indexation, etc. En réalité, une seule voie est ouverte, la seule qui pourrait donner à l'OPEP un pouvoir de négociation efficace face au monde industrialisé : c'est la coordination des programmes de production des pays membres de l'OPEP.

Cette coordination — comme la conjoncture pétrolière actuelle l'a bien démontré — est toujours faite au profit des pays industrialisés et au détriment des exportateurs par le cartel pétrolier international qui domine les circuits de commercialisation et de distribution du pétrole dans le monde. Le plus paradoxal est que la furieuse propagande anti-OPEP — et notamment anti-arabe — des milieux industrialisés a réussi à convaincre l'opinion occidentale que l'OPEP était un cartel, cherchant notamment à asphyxier le monde industrialisé. Pourtant, jamais l'OPEP n'a exercé les fonctions d'un cartel, à savoir la coordination des programmes de production en vue de dominer le marché et de maîtriser les prix dans le seul intérêt des membres du cartel qui se partagent entre eux, les bénéfices de leur action (9). L'embargo d'octobre 1973 n'a été qu'une mesure sélective, partielle et temporaire, à but exclusivement politique.

Certes, l'embargo a démontré l'efficacité que pourraient avoir les seuls membres arabes de l'OPEP au cas où ils agiraient vraiment comme un cartel. Alors, puisque de toute façon l'OPEP est considérée quasi unanimement comme un cartel et traitée comme telle dans les relations économiques internationales, pourquoi ne recueillir que les inconvénients de la situation sans aucun de ses avantages ? Contrairement à ce qui se passe dans les ententes au sein du capitalisme industriel développé, ceci ne pourrait que favoriser l'instauration d'un nouvel ordre économique international davantage fondé sur la justice.

* Chargé d'enseignement à la faculté de droit et de sciences économiques de Beyrouth.

(1) Notamment Michaël Tanzer, *The Energy Crisis : World struggle for Power and Wealth*, Monthly review press, New-York, 1974, et Jean-Marie Chevalier, *le Nouvel Enjeu pétrolier*, Calmann-Levy, Paris, 1973.

(2) *El Moudjahid*, 10 janvier 1975.

(3) On peut consulter les détails de ce projet dans le document préparé par l'Algérie pour le « sommet » de l'OPEP : *Mémoire présenté par l'Algérie à la conférence des souverains et chefs d'Etat des pays membres de l'OPEP*, Alger, mars 1975.

(4) Supplément du *Financial Times* du 22 mai 1975, sur les Emirats arabes unis, page 27.

(5) Voir Abdallah Khodja : « Mutation de l'industrie mondiale : nouvelle vision du transfert des techniques », *le Monde diplomatique*, mars 1975.

(6) Voir Georges Corm : « Pétrole et finances arabes : les trusts anglo-saxons mènent le jeu », *le Monde diplomatique*, août 1974.

(7) Sur ce point, voir Georges Corm : « Eléments d'une stratégie financière pour les pays arabes destinée à donner au relèvement des prix du pétrole sa portée économique véritable », *Proche-Orient, études économiques*, mai-décembre 1975, université Saint-Joseph, Beyrouth.

(8) Les dernières garanties sur les balances sterling accordées par la Trésorerie britannique ont été supprimées à la fin de l'année 1974 en vertu de la loi budgétaire britannique de 1974.

(9) Voir R. Mabro, « Can OPEP hold the line ? » (conférence donnée au cours du séminaire pétrolier tenu le 13 février 1975 à la London School of Oriental and African Studies et reproduite dans *Middle East Economic Survey*, vol. XVIII, no 19, 28 février 1975.

CHILI — Disparitions sans mystères

# Comment la junte a organisé un troc macabre

ISOLEE du monde, critiquée par les Eglises et par les institutions d'aide internationale, croyant dissimuler ses crimes en refusant à la commission des *droits de l'homme des Nations unies* l'accès du pays, la junte chilienne s'est trouvée cet été dans une situation délicate : sa police politique, la DINA (Direction nationale de renseignements), pour escamoter certains de ses crimes, établissait des listes de victimes qui auraient *« disparu »* et dont nul ne pouvait donc voir les cadavres ; à l'inverse, le groupe terroriste argentin A.A.A. et les polices politiques de Buenos-Aires et de Rio possédaient des cadavres anonymes. Un troc macabre pouvait ainsi s'organiser. Mais l'affaire a échoué. Voici comment.

Pendant plus d'un an, à l'initiative des familles des prisonniers politiques « disparus », des centaines de requêtes, témoignages, dénonciations et demandes d'*habeas corpus* finissaient par s'accumuler en un monceau de preuves en suspicion. Tout cela dans un climat de grave détérioration de la situation économique, permettant à quelques-uns de s'enrichir rapidement. C'est alors que, le 16 juillet dernier, le journal *El Mercurio* annonça la mort de deux membres du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), officiellement « disparus » et au sujet desquels des organisations comme Amnesty International avaient vainement présenté des *demandes d'information. D'après El Mercurio,* ces deux victimes auraient été tuées près de Buenos-Aires, et un bout d'étoffe blanche trouvé sur les cadavres portait l'inscription *« descendus par le MIR »* ou *« traîtres au MIR » ;* le message était signé *« Brigada Negra ».* Le journal chilien ajoutait que le cas n'était pas nouveau et que les services de sécurité avaient découvert un plan destiné à faire des enlèvements, *leurs auteurs empruntant l'identité de* membres de la police.

Une semaine plus tard, le même journal, sous le titre *« Guerre à l'étranger : soixante extrémistes y trouvent la mort au cours des trois derniers mois »,* reproduisait une dépêche de l'agence américaine UPI, datée de Buenos-Aires le 22 juillet, qui rapportait une nouvelle de l'hebdomadaire *Lea,* publié dans la capitale argentine. Il y était question d'hommes *« éliminés (...) par leurs compagnons de lutte »* aussi bien en Argentine qu'en Colombie, au Venezuela, à Panama, au Mexique et en France.

Le 24 juillet, une *« source gouvernementale chilienne digne de foi »* apportait une autre révélation : cinquante-neuf membres du MIR chilien avaient participé récemment à des affrontements armés avec la police argentine dans la province de Salta. S'appuyant sur un article du journal brésilien *O Dia,* de Curitiba, la source gouvernementale chilienne ajoutait que le bassin de la Plata avait été, au cours des derniers jours, le théâtre d'incursions de forces extrémistes, ce qui avait déclenché diverses opérations militaires dans le secteur.

Il s'agissait, au total, de cent vingt et un Chiliens dont les noms — *tous* les noms — *étaient ceux de personnes détenues par* les services chiliens de sécurité. Les dates, lieux et circonstances de leur emprisonnement avaient été antérieurement annoncés, et la junte voulait maintenant feindre de l'ignorer.

Mais les choses n'allaient pas se passer sans provoquer de réactions. Le 25 juillet, *El Mercurio* annonçait que le nonce avait fait une démarche auprès *du ministère* chilien des affaires étrangères. Si le journal restait évasif, une dépêche de l'agence France-Presse, datée

Par J. M. BULNES ALDUNATE *

du même jour de Santiago, disait : *« Le nonce apostolique, doyen du corps diplomatique, Mgr Sotero Sanz de Villalba, a exprimé aujourd'hui au chef du Bureau des droits de l'homme, au ministère, l'inquiétude des ambassadeurs accrédités à Santiago au sujet du sort réservé aux cinquante-neuf Chiliens qui figurent sur la liste des extrémistes morts, blessés ou disparus au cours de l'affrontement avec les forces de la police argentine. »* La réponse du chef de ce Bureau était fort vague...

MAIS bien vite les autorités argentines démentirent le prétendu *« affrontement »* de Salta. Puis les autres pays cités démentirent à leur tour que des Chiliens aient été tués lors d'affrontements survenus sur leur territoire. Enfin les parents des deux membres du MIR, dont on disait qu'ils avaient été tués près de Buenos-Aires, *procédèrent* à une reconnaissance des corps. L'enquête établissait que les pièces d'identité avaient été trouvées en parfait état sur les cadavres criblés de balles et, de surcroît, carbonisés — ces cadavres *ne correspondant* d'ailleurs pas au signalement des disparus. Des témoins affirmaient en outre avoir vu ces « disparus » dans des centres de détention à Santiago.

Indignées, les familles organisèrent une protestation publique auprès des autorités chiliennes. A cela s'ajouta une demande massive de protection des prisonniers, demande présentée par M. Eugenio Velasco Letelier, ex-doyen de la faculté de droit de l'université du Chili, par M. Jaime Castillo Velasco, représentant du parti démocrate chilien, et par l'ex-président Eduardo Frei lui-même, ce dernier devant en personne défendre cette requête devant la Cour suprême.

Les prisonniers du camp de concentration de Puchuncavi entreprirent une grève de la faim. Le *New York Times* du 3 août, sous la signature de son correspondant à Buenos-Aires, Jonathan Kandell, démentit les affirmations de la junte. Pour ce faire, il citait les noms des prétendus « disparus » que la junte avait reconnu *détenir.* Le même jour, au Mexique, l'ex-ambassadeur du Chili, M. Gonzalo Martinez Corbala, affirmait que les trois personnes dont la junte disait *qu'elles* avaient *été* tuées au Mexique n'étaient jamais entrées dans ce pays, affirmation étayée par de nombreux témoins de leur arrestation et de leur internement au Chili.

A Santiago, le 4 août, Mgr Enrique Alvear invita les fidèles, au nom de l'Eglise, à prier pour que se fasse la vérité *« sur la mort présumée à l'étranger de Chiliens militants de gauche dont la liste a été publiée dans les journaux de la capitale ».* Cet appel, précisait-il, a pour but de demander que *« l'amour de la vérité et de la justice prévale sur la crainte de rechercher tous ceux qui en sont responsables ».* Il rappelait qu'il existe dans les tribunaux chiliens *« des procès-verbaux d'enquête sur l'arrestation ou la disparition dans le pays »* de toutes ces personnes.

LE gouvernement Pinochet fit alors marche arrière en reconnaissant qu'il détenait au Chili quelques-uns de ceux dont *El Mercurio* disait qu'ils étaient *« morts à l'étranger ».* Puis *El Mercurio* tenta dans un éditorial de se tirer de ce mauvais pas : *« Notre journal a accueilli, sans attendre leur confirmation, les premières informations »...* Et il demandait doucereusement que la vérité fût faite...

C'est alors le magazine américain *Time* qui, dans son numéro du 18 août, livra les résultats de son enquête : *« Dans le passé, la responsabilité de cadavres criblés de balles et brûlés, comme ceux trouvés près de Buenos-Aires, a été revendiquée par l'Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.), organisation terroriste d'extrême droite rattachée à José Lopez Rega* (ancien ministre argentin, proche de Mme Isabel Peron). *Une coopération pourrait fort bien servir les intérêts communs de la DINA et de l'A.A.A. »* Le magazine américain ajoutait que la DINA, *« la brutale police secrète du Chili »,* possède *« une longue liste de noms pour lesquels elle n'a pas de cadavres, alors que l'A.A.A. possède des cadavres pour lesquels elle n'a pas de noms. La DINA, pense-t-on, avait tout intérêt à abréger sa longue liste de personnes manquantes avant l'arrivée de la délégation de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, qui devait faire une enquête sur les accusations de détentions illégales et de tortures. En fin de compte, Pinochet refusa simplement à la Commission l'entrée du pays ».*

Le journal *La Opinion* ayant fourni d'autres informations sur les groupes qui avaient contribué à monter l'opération, *Time* put citer en particulier *« un obscur hebdomadaire intitulé* Lea ». Tellement obscur qu'un unique numéro en fut jamais publié : son éditorial attaquait plusieurs Argentins qui avaient déplu soit à la présidente Isabel Peron, soit à son ex-ministre José Lopez Rega. La couverture de *Lea* portait une adresse qui était tout simplement celle d'un service du ministère de M. José Lopez Rega. De même, *Time* ajoutait que le journal brésilien O *Dia* était *« une autre publication à bon droit inconnue »* et précisait : *« Jusqu'à présent, personne n'a pu trouver les bureaux* d'O Dia, *et l'Association de la presse brésilienne dit qu'elle n'a jamais entendu parler de ce journal. »* A propos d'*El Mercurio,* le magazine américain écrivait : *« Personne n'a pu confirmer la prétendue défaite spectaculaire de Salta au cours de laquelle cinquante-neuf supposés terroristes auraient été mis hors de combat. En dépit de la discutable valeur des deux rapports, la presse chilienne, contrôlée par le gouvernement, les a largement diffusés. Et* El Mercurio *a écrit qu'au mépris de toute loi les terroristes avaient fini par s'entre-tuer appliquant la loi la plus brutale, celle de la vengeance. »*

Entre-temps, deux groupes d'avocats chiliens ont demandé qu'un ministre soit désigné pour s'informer du sort des Chiliens disparus. La Cour suprême a rejeté ces deux demandes : la première, présentée le 4 juillet par Mes Fernando Guzman, Marcos Dufau et José Zalaquet, a été écartée par 11 voix contre 3 ; la seconde, présentée le 1er août par le Comité de coopération pour la paix, avec l'appui de l'ex-président Frei, a été rejetée par 7 voix contre 5.

Ministre de l'économie pendant la première année du gouvernement de Salvador Allende, M. Pedro Vuskovic, actuellement directeur de la Maison du Chili à Mexico, a exposé tous ces faits à un journal mexicain le 12 août, et il déclarait en conclusion : *« Les plans du gouvernement chilien ne visent plus seulement la répression, mais l'extermination. De ce constat se dégage un problème de fond que doit résoudre la commission d'enquête des Nations unies : la présence du régime Pinochet au sein de l'ONU est absolument incompatible avec la charte, et il en va de même pour la présence du Chili dans les organisations de l'ONU dont le siège est à Santiago »* (il s'agit notamment de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine). Le problème se pose aussi pour la participation du Chili à l'UNESCO et aux autres organisations spécialisées de l'ONU. Car l'action de la junte évoque irrésistiblement la conclusion du vieux conte où le monstre blessé ravage son royaume.

* Ancien professeur à l'université catholique du Chili.

● *Le comité de défense des prisonniers politiques au Chili* lance une grande campagne qui doit recevoir tous les appuis possibles. B.P. 136, 75263 Paris CEDEX 06.

BIBLIOGRAPHIE

## POUR COMPRENDRE LE PÉRONISME ET L'APRÈS-PÉRONISME

*AVEC l'ouvrage que viennent de publier François Gèze et Alain Labrousse* (1), *le lecteur français va disposer pour la première fois d'une analyse scientifique rigoureuse du phénomène péroniste et donc des éléments de compréhension de l'Argentine d'aujourd'hui.*

*Trop souvent, en effet, les commentateurs s'en sont tenus à des explications psychologisantes faisant bien davantage appel au charisme du* lider *qu'aux intérêts précis que ce dernier s'était donné pour mission de défendre.*

*Le projet populiste du premier gouvernement Peron (1946-1951) vise, en utilisant les possibilités de la conjoncture internationale, à transférer une partie des bénéfices de l'oligarchie terrienne (la guerre et l'immédiat après-guerre ont considérablement favorisé les exportations de viande et permis l'accumulation d'un énorme stock de devises) au profit de la moyenne et petite industrie nationale, ainsi que la classe ouvrière, par le biais d'importantes mesures sociales. Parallèlement, en 1947, Peron liquide l'hégémonie britannique en Argentine en rachetant les chemins de fer et des dizaines d'entreprises associées à l'ancienne métropole ruinée par la guerre.*

*La détérioration de la situation économique après 1952 et surtout la faiblesse de l'accumulation capitaliste, conséquence du type de développement choisi, imposent à la bourgeoisie l'appel au capital étranger avec comme corollaire un recul des positions acquises par la classe ouvrière. Peron, n'étant pas à l'époque crédible pour une telle mutation, cède facilement la place après le coup d'Etat du 16 septembre 1955.*

*La faillite des différents régimes civils ou militaires de 1955 à 1973 et la montée de la combativité ouvrière provoquèrent le grand accord national de 1970 et le retour de Peron en 1973. Cette fois-ci, le projet est bien différent. Le revenant va devoir mettre son prestige — toujours considérable auprès des masses argentines — au service d'une coalition d'intérêts où le devant de la scène est, certes, tenu par la bureaucratie syndicale corrompue de la C.G.T., le péronisme orthodoxe et l'organisation représentant la bourgeoisie industrielle nationale, la C.G.E. (Confédération générale économique), mais dont les objectifs sont ceux de la grande bourgeoisie monopoliste liée au capital étranger.*

*GÈZE et Labrousse montrent clairement que les Etats-Unis ayant choisi le Brésil comme gendarme du sous-continent et comme base d'expansion économique de leurs sociétés multinationales, la grande bourgeoisie argentine en est réduite à espérer, au mieux, une place décente dans la nouvelle division continentale du travail.*

*Malgré les efforts du ministre de l'économie, M. Gelbard (notamment en direction des pays socialistes), le capitalisme argentin se montre incapable de jouer la carte d'une certaine autonomie et s'oriente vers une dépendance accrue vis-à-vis de la métropole impérialiste et de son relais brésilien. C'est la classe ouvrière qui fera les frais de l'opération : la violence de la répression sous le « gouvernement populaire » de Peron est infiniment plus grande que celle des régimes militaires antérieurs. La mort du vieux chef prive la classe dominante d'un élément précieux de neutralisation des masses qu'il subjugait encore. Les convulsions actuelles montrent que la solution de rechange n'a pas encore été trouvée. Quel qu'il soit, l'ouvrage de nos deux collaborateurs permettra d'en déchiffrer les données et d'en analyser la viabilité.*

B. C.

(1) *Argentine : révolution et contre-révolution,* Le Seuil, Paris, 1975, 288 pages.

# RECHERCHES UNIVERSITAIRES SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

## La fin d'un monopole

Par CHARLES ZORGBIBE

L'ETUDE des relations internationales, spécialité américaine ? La question était posée, il y a vingt ans, par Alfred Grosser (1), qui relevait la multiplication, aux Etats-Unis, des spécialistes, cours, manuels et diplômes « dans une discipline universitaire dont la raison d'être est loin d'être universellement reconnue ». Prise de conscience, par les chercheurs d'outre-Atlantique, du rôle mondial des Etats-Unis ? Efficacité méthodologique due à une plus grande ouverture aux sciences sociales ? Hier encore, les explications abondaient... Mais, aujourd'hui, le quasi-monopole américain est brisé : la « mondialisation » des problèmes a internationalisé l'étude des relations internationales (2), tandis que l'enchevêtrement des échiquiers — interne et inter-étatique, politique et économique — a imposé une démarche pluridisciplinaire au spécialiste des relations internationales.

Parmi les chercheurs de langue française, ceux du Québec sont privilégiés : le voisinage des Etats-Unis a fait d'eux des précurseurs — comme le prouve la qualité de la revue Etudes internationales, publiée par l'université Laval, même si, dans certains cas extrêmes, l'utilisation abusive de l'analyse systémique, en dehors de toute intuition créatrice, donne, ici comme ailleurs, des résultats caricaturaux... Il est donc normal d'inaugurer par un regard vers l'Ecole québécoise cette rubrique, qui sera périodiquement consacrée aux travaux universitaires — thèses et mémoires — les plus difficilement accessibles.

La thèse de Mme Micheline de Sève, enseignante à *l'université du Québec à Montréal,* est consacrée au « Mouvement populaire tchécoslovaque » (3) ; elle a été préparée dans le cadre de la Fondation nationale des sciences politiques, sous la direction de Georges Lavau. Thème original : l'auteur porte son attention, non pas sur la voie normale de l'action politique, celle d'acteurs qui acceptent les règles du jeu et usent de moyens consacrés, mais sur « ces moments forts de la vie en société où les traditions les mieux établies s'avèrent impuissantes à résoudre les contradictions sociales majeures ».

Les capacités d'auto-organisation politique dont témoigna une population entière, étaient-elles liées à son intériorisation des valeurs socialistes, à sa volonté de veiller à la réalisation du programme de la direction communiste nationale, ou, au contraire, révélait-elle l'érosion de la position dominante du parti communiste et le proche effondrement du régime ? Le déploiement d'un important appareil méthodologique laissera peut-être sceptiques une fraction des lecteurs qui apprécieront la brillante analyse d'un processus historique, la claire remise en forme d'une multitude de sources primaires et secondaires, et, finalement, l'étude non seulement de l'évolution du système politique tchécoslovaque, mais surtout de la reformulation des rapports entre gouvernants et gouvernés entre janvier et août 1968.

LA thèse de Mme Louise Beaudoin est plus spécifiquement québécoise, par le lieu de sa soutenance comme par son sujet : les relations franco-québécoises depuis le dix-neuvième siècle (4). Après une patiente étude des archives du Quai d'Orsay et du ministère des affaires extérieures du Canada, et la lecture des journaux de l'époque, l'auteur ressuscite les « premières retrouvailles franco-québécoises », *c'est-à-dire* ces années *1855-1910,* peu connues, ouvertes par le voyage triomphal de la corvette « La Capricieuse » — premier navire français sur le Saint-Laurent depuis 1760. — et qui virent l'établissement de relations commerciales directes, la création d'un consulat de France à Québec, que le très populaire Kiezckowski transportera, à la fin du siècle, à Montréal, et la nomination d'un agent général du Québec à Paris. Sur les « secondes retrouvailles », que permet la « Révolution tranquille » des années 60, le récit historique cède le pas à l'analyse de science politique : les objectifs, la stratégie des principaux acteurs, les résultats obtenus peuvent être évalués avec plus de précision, grâce à la richesse des documents disponibles et à de nombreux entretiens avec les hommes politiques et fonctionnaires directement concernés. Suit un bilan nuancé et lucide, où perce une certaine nostalgie pour la période strictement gaullienne.

ASPECT sensiblement différent de la francophonie universitaire : la section française de l'université de la Sarre a organisé, ces trois dernières années, en association avec l'université de Paris-I et sous l'impulsion de Pierre-Henri Teitgen, un troisième cycle de droit public européen. Largement ouvert à l'étude des relations internationales, ce cycle a suscité la préparation de divers mémoires : sur les rapports internationaux du travail, l'émergence de syndicats transnationaux, les problèmes politiques et institutionnels liés à l'élargissement des Communautés européennes, l'« impérialisme européen » selon Johan Galtung.... On retiendra seulement ici l'essai d'une exceptionnelle qualité de Mlle Martine Linard sur une éventuelle force nucléaire franco-britannique (5). Une coopération militaire nucléaire entre Paris et Londres est-elle réalisable ? Est-elle souhaitable comme apport à *la défense* de l'Europe telle qu'elle se présente ? Peut-elle s'insérer dans le mécanisme de la construction politique de l'Europe ? Mlle Linard répond aux grandes questions que poserait une dissuasion commune franco-britannique : fiabilité technique ; crédibilité politique. A l'heure du bilan, l'auteur manifeste un net scepticisme : les propositions de coopération nucléaire entre les deux puissances correspondent à des préoccupations opportunistes et circonstancielles ; elles n'ont aucun soutien politique et psychologique profond dans les opinions publiques, et le contexte extérieur leur est trop défavorable. En fait, cette recherche vaine révèle l'absence de tout consensus réel sur le fondement et l'objectif de la politique nucléaire.

A l'intérieur *même de l'Hexagone, existe une* véritable université européenne qui, après vingt-cinq années d'activité, conserve un dynamisme que pourraient lui envier ses grandes rivales, ces « centres d'excellence » internationaux, imposés d'en haut par les bureaucraties des Communautés européennes ou des Nations unies : le Centre européen universitaire de Nancy, dirigé depuis peu par Georges Bonet, et dont les promotions annuelles comportent une majorité de ressortissants étrangers, parmi lesquels, traditionnellement, une certaine proportion d'étudiants est-européens. Ici aussi, nombre de thèses et mémoires sur les questions politiques et économiques internationales rythment l'activité du Centre. On relèvera particulièrement l'étude de M. Rubens Pinto Lyra sur le Parti communiste français et l'intégration européenne (6) : l'auteur analyse, avec une grande rigueur, interventions parlementaires communistes et articles de l'Humanité, puis confronte à ces « appréciations publiques » les positions qui résultent des revues de fond du parti ou de certains documents à faible diffusion, afin de dégager d'éventuels clivages entre ces deux niveaux de la critique communiste. L'évolution des positions du P.C.F. est jalonnée de manière très classique : au combat mené contre le pool charbon-acier et la Communauté européenne de défense, au refus opposé aux traités de Rome, succède le « réalisme » des années 1962-1963. Mais le « nouveau cours » est-il réel et durable ? M. Pinto Lyra fait du rapprochement entre la Communauté européenne et le COMECON, voire de la création d'une organisation paneuropéenne, la condition d'un véritable tournant dans l'attitude des communistes français...

(1) Dans la *Revue française de science politique,* 1956, pp. 634-651.

(2) Cf., sur ce point, la « note introductive » (ronéotée) de Pierre Hassner, présentée lors de la journée d'études du 17 novembre 1973 de l'Association française de science politique.

(3) Paris, 1974. Quatre cent trente-deux pages ronéotées.

(4) Québec, s.d., 162 pages (ronéotées).

(5) *Une coopération nucléaire militaire franco-britannique ?,* Sarrebruck, 1974, 188 pages (ronéotées).

(6) Centre européen universitaire de Nancy, 1974, 125 pages (imprimées).

## Aide humanitaire et volonté de puissance

# UNE ARME POLITIQUE DE CHOC : L'ALIMENTATION

*Divers responsables américains et le président Ford lui-même ont publiquement annoncé que, dans la panoplie américaine, l'alimentation serait une « arme politique » particulièrement efficace. Le fait n'est pas nouveau, il est simplement reconnu pour ce qu'il est : non pas un instrument de l'aide à une humanité sous-alimentée, mais un outil au service d'une volonté de puissance. Un rapport de la C.I.A. analyse les conditions de son utilisation.*

*Mais, s'il en est ainsi, c'est essentiellement pour deux raisons : d'une part, la population mondiale augmente plus vite que la production agricole, malgré toutes les promesses de la « révolution verte » ; d'autre part, les pays prospères accroissent leur consommation de viande, ce qui multiplie sans cesse la part de la production céréalière utilisée comme aliment du bétail. La faim dans le monde est un problème qui, déjà préoccupant, a encore tendance à s'aggraver. Cette situation est favorable à la politique des pays grands producteurs agricoles et aussi, bien entendu, aux firmes qui exploitent ce marché prometteur.*

*De ce point de vue, la hausse alimentaire n'est pas uniformément déplorée, tant s'en faut. En 1972, les achats par l'U.R.S.S. de 19 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis avaient été bien accueillis par le département d'Etat (« détente » oblige !) et par les exportateurs de grains. Ils avaient été moins bien accueillis par des centaines de fermiers américains qui avaient vendu leur récolte à un prix normal, parfois à bas prix, avant que ne soit connue la transaction américano-soviétique, elle-même délibérément dispensée des contrôles administratifs habituels. Du coup, le prix du blé sur le marché intérieur américain avait doublé en quelques semaines : contribuables et consommateurs avaient payé la différence...*

*Le problème rebondit en août 1975, l'U.R.S.S. négociant l'achat de 10 millions de tonnes de céréales aux Etats-Unis, ce qui déclenche une polémique, au sein du gouvernement, sur les effets inflationnistes de cette transaction. Cependant Washington annonce que les prix alimentaires ont augmenté de 1,2 % en juillet, hausse qui atteint 6,6 % pour les volailles et 12 % pour les légumes frais en certaines régions. Cette flambée est due, aussi, à celle des salaires, des transports, de la distribution, des emballages, etc. Mais l'inflation n'est pas également nocive pour tous et, en outre, elle est largement exportée vers d'autres pays, tous n'étant pas en mesure d'y faire face dans d'acceptables conditions, surtout les plus pauvres.*

*Là-dessus, une révision en baisse de la récolte soviétique prévue (de 210 à 185 millions de tonnes) et une sécheresse exceptionnelle dans l'Iowa, plus de savantes spéculations, font monter le prix du boisseau de 2,20 à 4,05 dollars pour le blé à Kansas-City et de 0,42 à 3,17 dollars pour le maïs à Chicago.*

*Ces éléments posent simultanément plusieurs problèmes que le dossier ci-dessous tente d'éclaircir : comment nourrir un milliard d'êtres humains dont le revenu est inférieur à 880 F par an ? Comment mettre les prix alimentaires à l'abri des plus scandaleuses spéculations ? Comment, par une relative autosuffisance alimentaire, soustraire la souveraineté nationale à certaines pressions politiques des grandes puissances ? Comment assurer aux producteurs agricoles, dans la société, une place qui corresponde équitablement au rôle essentiel qui est le leur ?*

**Nourrir à bas prix la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital**

## Industrialisation de la production et impérialisme

Par PIERRE COULOMB et HENRI NALLET *

CRISE dans la crise ? Si l'augmentation rapide du nombre des chômeurs révèle l'ampleur de la crise que connaissent les secteurs industriels des économies occidentales, on peut encore s'interroger sur la nature et la gravité des difficultés que rencontrent les agricultures du monde occidental. Les symptômes du mal sont pourtant nombreux et variés, mais les diagnostics demeurent hésitants.

Le premier signe, et le plus évident, de la crise des politiques agricoles est fourni, depuis plusieurs années, par le dérèglement des marchés mondiaux des produits agricoles. Disparition des stocks de céréales, pénurie de soja, hausse vertigineuse des cours du sucre, difficultés d'approvisionnement en viande bovine, ont suffi à détruire le mythe de l'opulence alimentaire.

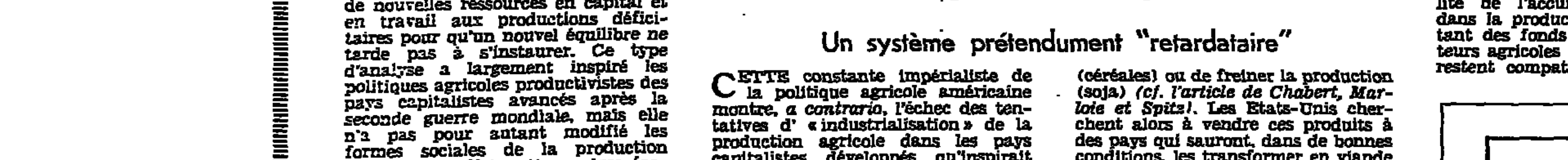
Mais ne surestime-t-on pas la crise des marchés agricoles mondiaux qui porte finalement sur de très faibles quantités de produits ? N'accorde-t-on pas trop d'importance aux comportements spéculatifs de quelques joueurs boursiers ? Ne sommes-nous pas en face d'un classique « désajustement » des offres aux demandes dû à une mauvaise conjoncture, situation passagère indûment dramatisée par la psychose de crise ?

Un tel jugement supposerait que l'on considère la production agricole comme un secteur produisant, selon des normes « industrielles », les quantités de biens nécessaires à la satisfaction des besoins solvables des consommateurs. Dans la situation présente, il suffirait donc d'affecter de nouvelles ressources en capital et en travail aux productions déficitaires pour qu'un nouvel équilibre ne tarde pas à s'instaurer. Ce type d'analyse a largement inspiré les politiques agricoles productivistes des pays capitalistes avancés après la seconde guerre mondiale, mais elle n'a pas pour autant modifié les formes sociales de la production agricole. En effet, cette analyse économique, d'origine néo-classique, est totalement abstraite, car elle ne tient aucun compte du développement historique des différentes formes de production et du rôle spécifique des produits alimentaires dans la reproduction des sociétés capitalistes. Or il faut justement partir de cette ignorance de l'analyse néo-classique pour comprendre la nature de la crise agricole des pays capitalistes et l'incohérence apparente de leurs politiques.

Depuis ses origines, le capitalisme a toujours cherché à s'approvisionner en produits alimentaires au plus bas coût possible. Car il s'agit de biens très particuliers qui entrent, aujourd'hui encore, pour une part essentielle dans la reproduction de la force de travail, dans la fixation de son prix, le salaire. La lutte contre « la cherté des blés » est une constante de l'idéologie du capitalisme industriel qui exprime ainsi, à sa façon, que l'alimentation à bon marché est une condition de l'accumulation du capital. Quel que soit le système d'approvisionnement alimentaire adopté par chaque pays capitaliste, celui-ci trouve sa rationalité dans cette exigence générale.

Ainsi l'Angleterre victorienne a trouvé avantageux pour le développement de son capital industriel de liquider sa propre agriculture de fermiers capitalistes aux techniques de production très modernes au profit d'un système d'approvisionnement de type impérialiste. Cette « solution » à base de pillage colonial a contribué au développement de la position hégémonique du capitalisme anglais au dix-neuvième siècle. Les Etats-Unis, qui succèdent à l'Angleterre dans la domination impérialiste, combineront un approvisionnement à bon marché dans les pays sous-développés de la zone qu'ils contrôlent avec la possibilité très particulière que leur offre l'immensité de leur territoire : la conquête des terres gratuites de l'Ouest qui fourniront la base d'une agriculture extensive. Ce double système connaît depuis plusieurs années de sérieuses difficultés à se reproduire. A l'intérieur des Etats-Unis, tout d'abord, il n'y a plus de terres gratuites. Elles se vendent même de plus en plus cher. D'autre part, la main-d'œuvre agricole n'est plus aussi facilement exploitable qu'à la belle époque des « dos mouillés » *(wet-backs)*. Les deux conditions nécessaires à la poursuite d'une production agricole extensive sont ainsi de plus en plus difficilement remplies et les perspectives de développement de l'agriculture américaine, sur la base des formes sociales qui ont été les siennes jusqu'à présent, s'avèrent assez médiocres *(cf. l'article d'A. Chominot)*.

A l'extérieur de leur territoire, les Etats-Unis ont vu leurs facilités à contrôler de nouvelles zones de production agricole à bon marché se restreindre à mesure que leur domination impérialiste était contestée à la fois par leurs concurrents capitalistes et par les pays exploités *(cf. l'article de J.S. da Veiga)*. Il leur faut aujourd'hui se battre davantage, économiquement et politiquement, pour maintenir leur système d'approvisionnement extérieur. De plus, la détérioration dramatique de la situation des pays sous-développés rend de plus en plus inconcevable qu'on leur extorque des produits vivriers à bon marché. On en est arrivé plutôt au point où il faut leur en procurer.



### Un système prétendument "retardataire"

CETTE constante impérialiste de la politique agricole américaine montre, *a contrario*, l'échec des tentatives d' « industrialisation » de la production agricole dans les pays capitalistes développés qu'inspirait l'analyse néo-classique rappelée plus haut. Les conditions particulières de la production agricole (nécessité d'acheter la terre, longueur du cycle de production, médiocrité des économies d'échelle) et la nécessité sociale de vendre les produits au plus bas prix possible ne permettent pas l'industrialisation de la production agricole sous la forme de la grande entreprise capitaliste réalisant un profit « normal » par rapport aux capitaux investis. La viande produite aux Etats-Unis dans les très grandes unités mises en place au cours des quinze dernières années est devenue un produit de luxe hors de portée des couches populaires. Mais, malgré ces prix élevés, les capitaux désertent cette branche de la production. L'augmentation générale des coûts de production (pétrole, engrais, céréales, soja) rend plus que jamais irréaliste toute volonté d' « industrialiser » l'agriculture, et particulièrement l'élevage sous la forme de la grande entreprise.

Dans ces conditions, l'attitude des Etats-Unis sur les marchés agricoles mondiaux se comprend aisément. Il est de leur intérêt que le prix des produits de leur propre agriculture extensive soit le plus élevé possible. Il suffisait pour cela de liquider les stocks dont ils sont détenteurs (céréales) ou de freiner la production (soja) *(cf. l'article de Chabert, Marloie et Spitz)*. Les Etats-Unis cherchent alors à vendre ces produits à des pays qui sauront, dans de bonnes conditions, les transformer en viande que les entreprises capitalistes américaines ne peuvent plus produire à bas prix. C'est la stratégie des négociateurs américains du « Nixon round », vis-à-vis de la C.E.E., exprimée dans le rapport Flannigan. Les tentatives impérialistes des Etats-Unis ne se limitent pas, en matière agricole, à l'Amérique latine !

L'agriculture de l'Europe de l'Ouest, que beaucoup considéraient comme archaïque et retardataire, posséderait-elle des capacités productives sous-estimées, ainsi que semblerait l'indiquer l'intérêt soudain que lui portent les Etats-Unis ? A l'aube des années 60, il ne faisait pas de doute, pour la plupart des responsables, qu'il fallait que cette forme de production laisse sans tarder la place à de grandes entreprises agricoles modernes de « type industriel ». Or, pas plus qu'aux Etats-Unis, il n'y a eu de véritable industrialisation de l'agriculture (le fameux rapport Mansholt est ainsi resté lettre morte). On découvre même que ces paysans individuels prétendument retardataires sont capables d'assurer l'approvisionnement de l'Europe dans des conditions tout à fait satisfaisantes pour le système social. C'est dire que, malgré ses apparences archaïques, ce système de production était parfaitement adapté à l'exigence objective du capitalisme : fournir les produits agricoles au plus bas prix possible.

On peut alors saisir la rationalité du système d'approvisionnement de type français : une masse de petits paysans prête à se substituer à la classe déclinante des propriétaires fonciers, disposée à produire et à vendre sans exiger une rémunération capitaliste des avances productives qu'elle consent, assure un approvisionnement à des prix inférieurs à ceux qu'exigeraient des entrepreneurs agricoles capitalistes *(cf. l'article de C. Servolin)*. Le capitalisme français n'avait pas besoin d'aller chercher au loin ce qu'il pouvait trouver à bon compte chez lui *(cf. l'article de M. Gervais)*. L'accroissement de ses besoins en produits alimentaires et en main-d'œuvre d'origine paysanne ne nécessitera pas de bouleversement de ce système de production, chaque producteur réagissant à la pression à la baisse exercée sur les prix de ses produits par l'intensification de sa production.

Ce système d'approvisionnement à la fois évolutif et résistant (que l'on songe à la rapidité avec laquelle les agricultures française et allemande se « remettent » des deux guerres mondiales), s'il satisfait aux nécessités du capitalisme, exige une politique agricole, un encadrement de la production adaptés aux nécessités très particulières de sa production et de son développement. D'une part, il faut tenir compte de l'impossibilité de l'accumulation du capital dans la production agricole en prêtant des fonds publics aux producteurs agricoles à un niveau tel qu'ils restent compatibles avec les nécessités de l'accumulation capitaliste dans l'ensemble de la société et assurent cependant la reproduction du producteur paysan et de sa famille. Or les hausses des prix des produits industriels nécessaires à la production agricole ont si considérablement amenuisé le revenu des paysans que le développement de cette forme sociale de production peut se trouver compromise. Il faut donc procéder constamment à des réajustements.

Ces réajustements nécessaires du niveau des prix agricoles sont bien l'objet de conflits d'intérêts entre les principaux partenaires de l'Europe agricole. Chaque pays veille tout à la fois au bas niveau du système de prix alimentaires et au maintien du revenu de ses paysans. Dans ce jeu, chacun peut soupçonner l'autre de tirer plus d'avantages : aussi l'agriculture française a pu paraître à beaucoup comme l'un des grands bénéficiaires du financement comme des marchés. Pourtant, paradoxalement, c'est l'agriculture allemande qui depuis 1970 s'est le plus développée, tant pour la production interne que pour les exportations : l'Allemagne, à l'abri derrière la « barrière douanière » des montants compensatoires, a pu en effet tout à la fois limiter la hausse des prix alimentaires et protéger, par des aides directes, le revenu de ses paysans.

Ainsi, qu'il s'agisse du modèle anglo-saxon d'approvisionnement de caractère impérialiste ou du modèle ouest-européen constitué par des producteurs individuels, les politiques agricoles des pays capitalistes développés « redécouvrent » la seule question que le capitalisme peut poser à l'agriculture : comment nourrir au plus bas coût possible la force de travail nécessaire à l'accumulation du capital ?

* Chargés de recherche à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique).

**LIRE PAGES 10 A 14**

**La production céréalières s'organise sous l'égide des Etats-Unis**

# Monnaies flottantes et Marché commun : une logique mondiale

Par HELENE DELORME *

DEPUIS *le 10 juillet dernier*, le retour du franc dans le « serpent » monétaire européen conduit de nouveau à s'interroger sur les conséquences de l'instabilité monétaire sur le marché commun agricole.

Celui-ci a été conçu en période de stabilité monétaire : si la mise en place d'un système de prix communs et d'organisations de marché faisait appel à des techniques complexes, les mécanismes monétaires étaient par contre très simples. Une « unité de compte », dont la valeur coïncidait avec celle du dollar, servait à exprimer les prix communs ; ceux-ci étaient immédiatement convertis en monnaies nationales qui se rattachaient par des parités fixes au dollar.

Les remous de la crise monétaire ont, à partir de 1969, déréglé ce mécanisme. Les modifications de parité, l'élargissement des marges de fluctuation, le flottement des monnaies ont progressivement empêché le maintien du système conçu en 1962.

Tout a commencé avec la dévaluation du franc en août 1969. Aux termes des accords européens, la France aurait dû augmenter d'autant ses prix agricoles. Mais cela eût été « inflationniste » ; on a inventé alors les « *montants compensatoires* ». Les prix des produits agricoles ont été, à la sortie, « enchéris » par une taxe compensant la dévaluation du franc ; à l'entrée, une subvention d'un montant égal a diminué les prix des produits agricoles « étrangers ». La correction était prévue pour deux campagnes et le 1er août 1971 le « franc vert » devait rejoindre le franc dévalué.

En octobre 1969, la réévaluation du mark s'est ajoutée à la dévaluation du franc. Cette fois, l'Allemagne aurait dû baisser ses prix intérieurs. Mais pouvait-on faire accepter une telle mesure aux agriculteurs allemands ? Non ; aussi un système inverse de montants compensatoires a été organisé. A l'entrée, les prix des produits agricoles « étrangers » ont été enchéris d'une taxe compensant la réévaluation du mark ; à la sortie, les produits allemands recevaient une subvention qui effaçait l'effet de la réévaluation du mark.

Depuis mai 1971, la C.E.E. est entrée comme le reste du monde dans un *système de parités changeantes* et flottantes. Les évolutions divergentes des monnaies européennes — en hausse comme le mark, le florin, le franc belge, en baisse comme la livre et la lire, en hausse ou en baisse comme le franc — ont entraîné la généralisation des montants compensatoires monétaires : conçus à l'origine comme des correctifs temporaires de la dévaluation du franc, ils sont devenus un élément permanent du marché commun agricole.

Le principe des divers systèmes correcteurs appliqués depuis 1969 est de compenser « *à chaque instant* » la différence séparant d'une part les taux de change « verts », choisis par chaque gouvernement pour exprimer les prix agricoles dans la monnaie nationale, et d'autre part les taux de change réels auxquels cette monnaie se négocie sur le marché. Dans les pays où la monnaie s'apprécie, ils s'analysent comme une taxation des importations et une aide à l'exportation ; dans les pays où la monnaie se déprécie, ils fonctionnent en sens inverse : ils subventionnent les importations et taxent les exportations.

Le rentrée du franc dans le « serpent » n'amorce pas un retour à une situation plus stable. Dans cette opération, en effet, le franc remonte au niveau de sa parité antérieure (1 u.c. = 5,55 F) et laisse derrière lui le « franc vert » dévalué de 1,4 % en février dernier pour le rattraper dans sa course alors descendante. Un système de montants compensatoires inversés devrait donc être envisagé si l'on voulait éviter tant le renchérissement des produits agricoles français sur les marchés extérieurs que la baisse des prix intérieurs.

## La guerre du blé aura-t-elle lieu ?

MAIS au-delà de l'infinie complication technique qui le caractérise, le fonctionnement de ce système correcteur tend à remettre en cause à tout moment les objectifs avoués de la construction européenne.

En autorisant une nette différenciation des systèmes de prix agricoles nationaux, les montants compensatoires ont réduit la « politique agricole commune » à un compromis minimum entre des politiques nationales qui conservent toutes leurs spécificités. Ainsi, loin de soumettre le développement des agricultures nationales à une logique « européenne », cette politique commune se borne à instituer une négociation permanente qui arbitre entre des politiques nationales différentes.

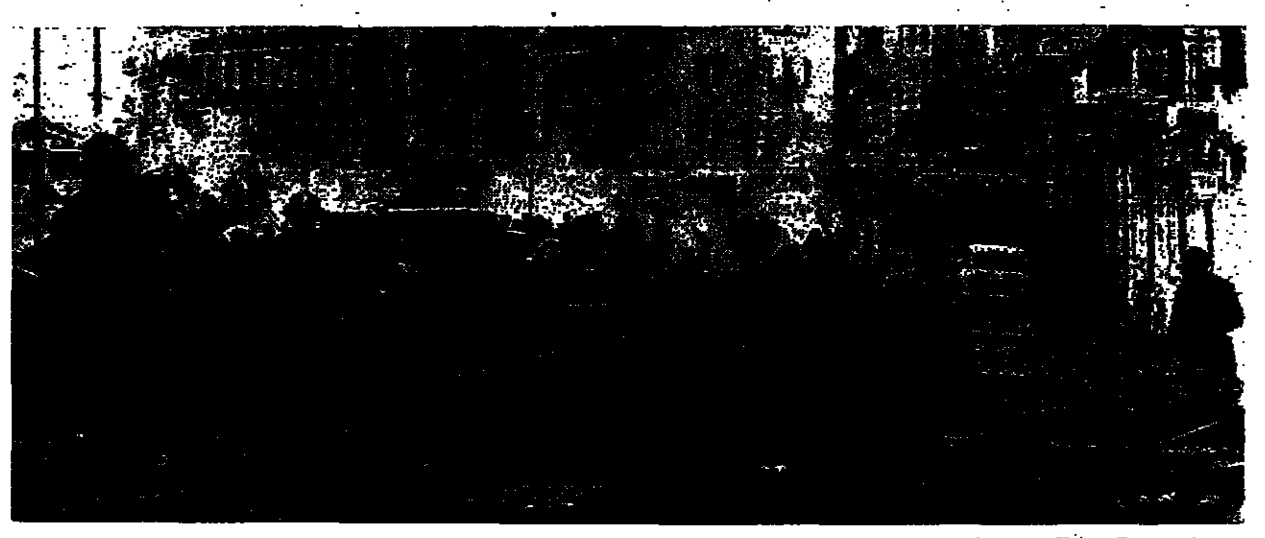
Mais cette négociation intra-européenne est compliquée, du fait de l'application des montants compensatoires aux pays tiers, par une négociation, permanente *elle aussi*, avec les pays tiers et en particulier avec les Etats-Unis qui restent le principal partenaire commercial de la C.E.E. Ainsi les correctifs monétaires finissent-ils par devenir le meilleur mécanisme d'intégration de la production européenne au système d'échanges agricoles que cherchent à organiser les Etats-Unis.

L'évolution du marché des céréales le montre clairement. Sans doute, dans un premier temps, les mouvements de céréales à l'intérieur de la C.E.E. se sont amplifiés. Les ventes de céréales françaises ont connu un fort développement. La part des exportations vers la C.E.E., qui était d'environ 40 % du total des exportations céréalières entre 1956-1960, atteint 47 % en 1969-1970 et monte autour de 60 % entre 1970-1971 et 1973-1974. Les acheteurs les plus réguliers et les plus importants se trouvent au Benelux et en R.F.A. Les ventes vers la Grande-Bretagne et l'Italie, pays dont les monnaies se déprécient, sont restées plus aléatoires *et irrégulières*.

Les mécanismes monétaires appliqués pendant cette période ont favorisé ces mouvements de céréales. En effet, le gouvernement français a obtenu de ses partenaires que les montants compensatoires ne corrigent que très partiellement la décote du franc par rapport aux monnaies fortes de la C.E.E. La non-correction a été particulièrement marquée en 1974 quand la clause de l'écrêtement (1) a réduit à zéro les montants compensatoires applicables en France : le flottement en baisse de notre monnaie qui s'est produit au même moment a permis aux céréales françaises de bénéficier d'une « *super-préférence* » sur les marchés voisins.

L'effet tonique qu'ont eu sur le dollar les achats de blé et de maïs auxquels l'U.R.S.S. vient de procéder en témoigne une nouvelle fois. L'administration américaine estime donc que la C.E.E. doit restreindre le développement de sa production céréalière, jugeant ses producteurs plus « doués » pour les productions laitières et animales. Dans l'immédiat, elle revendique que la C.E.E. limite ses ventes sur le marché mondial et augmente ses stocks de céréales.

La réponse que la C.E.E. apporte à ces projets de restructuration de la production mondiale marque un alignement de plus en plus marqué sur les thèses de Washington. Par l'accord de février 1973, elle accepte d'augmenter ses stocks de blé et de mener une politique « *prudente* » d'exportations mondiales. Depuis, le « *téléphone vert* » qu'évoquent les milieux spécialisés, fonctionne de plus en plus unilatéralement entre Bruxelles et Washington. En *1973* et *1974, en effet*, la « *prudence* » *de* la politique commerciale céréalière de la C.E.E. s'affirme. Un contrôle rigide, associant une forte taxation des exportations extra-C.E.E. (prélèvements à l'exportation) et une distribution au coup par coup des certificats (procédure d'adjudication des prélèvements au plus offrant) limitent strictement les sorties de céréales.



(Photo Michel Gaillac - Gamma.)

MANIFESTATION, CET ETE, DE VITICULTEURS FRANÇAIS DE L'HERAULT. *Contre la politique agricole commune.*

Mais la réorientation des exportations de céréales françaises vers la C.E.E. ne prend son sens véritable que si on la rapporte à la hausse fulgurante des prix mondiaux qui s'est produite en 1973 et 1974 ; elle tend alors à apparaître comme un bénéfice temporaire qui ne débouche *que sur l'acceptation des exigences* américaines concernant la politique d'exportation de la C.E.E.

Ces exigences, présentées en 1971, lors des discussions engagées après les mesures prises le 15 août par le président Nixon (suppression de la convertibilité du dollar, surtaxe de *10 % sur les importations*), sont systématisées en 1973 par les études faites pour préparer les négociations du GATT. Les Etats-Unis, considérant le contrôle de ce secteur comme la base la plus sûre de leur hégémonie, entendent se réserver la part essentielle de la production de céréales (maïs et soja bien sûr, mais aussi blé). Plus aisément contrôlables en volume, valeur et destination que les exportations industrielles, les ventes de céréales ont, pour eux, une importance stratégique pour équilibrer la balance commerciale et donc soutenir la monnaie.

La campagne 1974-1975 est plus mouvementée puisque les prix mondiaux connaissent, à partir de novembre, un mouvement de baisse qui s'affirme dans les six premiers mois de 1975 avant de se retourner fin juillet. Elle confirme cependant le rôle directeur des Etats-Unis qui parviennent encore à gérer la pénurie conformément à leurs intérêts. A l'ouverture de la campagne, en août à Washington, l'administration américaine n'hésite pas à employer des procédés qui confinent à la *guerre commerciale : la C.E.E.* est menacée d'un embargo sur les exportations de maïs si ses achats ne se limitent pas à 7 millions de tonnes.

Ce risque sera rappelé périodiquement, comme *lors de la visite à* Bruxelles du secrétaire d'Etat à l'agriculture en novembre.

Face à cette pression, la C.E.E. se comporte comme un groupe de pays importateurs soucieux avant tout de ménager son puissant fournisseur. Pour tenir les engagements pris, elle *maintient la politique de restriction* aux exportations vers l'extérieur expérimentée depuis 1973. Sa vigilance s'affirme pendant toute la campagne, même quand en novembre les prévisions publiées par l'administration américaine indiquent un relèvement des disponibilités exportables, du fait de la compression de la consommation américaine. Cette politique écarte les céréales françaises de marchés où elles étaient implantées depuis longtemps (notamment Proche-Orient et Egypte) au profit des céréales d'outre-Atlantique.

En même temps, à partir de janvier 1975, la C.E.E. ne prend aucune mesure quand le maïs américain entre sur son territoire à des prix largement inférieurs aux minimums prévus par la réglementation communautaire, sous l'effet conjugué de la dépréciation du dollar et du retournement des cours mondiaux qui enlève leur efficacité aux *prélèvements (2). Un changement peu*

* Attachée de recherches au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Adoptée le 22 février 1973, cette clause plafonne les montants compensatoires monétaires applicables par les pays à monnaie dévaluée au montant de la charge à l'importation. Les prix mondiaux ayant été supérieurs aux prix communautaires pendant presque toute *l'année 1974*, les prélèvements frappant les importations de céréales étaient annulés et les montants compensatoires aussi.

(2) Quand, en janvier 1975, les prix mondiaux rejoignent les prix communautaires, les prélèvements sont réduits à zéro. La possibilité de fixer à l'avance les prélèvements ayant été maintenue, les négociants et les transformateurs ont pu prendre alors les certificats nécessaires pour importer les quantités dont ils ont besoin avec un prélèvement nul.

PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS

# Une instabilité "normale" du marché international

Par J.-P. CHABERT, M. MARLOIE, et P. SPITZ *

**DEPUIS la fin de la seconde guerre mondiale, la position exportatrice de quelques pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Australie, France) n'a cessé de se renforcer sur le marché international des biens agricoles et alimentaires. Ce fait est particulièrement net pour le blé et les autres céréales, biens alimentaires de base tant pour la consommation humaine que pour la consommation animale. Dans le même temps, des pays qui, à l'époque coloniale, étaient exportateurs de céréales deviennent importateurs. Tel est le cas, *notamment, de l'Inde et des pays du* Maghreb.**

**Cette inversion globale relative des flux d'échange peut être expliquée :**

**— Par la constitution, au cours de la seconde guerre mondiale, d'importantes capacités de production dans les pays éloignés des théâtres d'opérations (Etats-Unis, Canada, Australie) ;**

**— Par le succès, assuré en partie grâce à l'aide Marshall, des plans de modernisation et d'équipement adoptés, après la guerre, par les pays bénéficiaires ;**

**— Et enfin par le relâchement des liens économiques et politiques entre les métropoles et leurs anciennes colonies.**

**Une telle évolution ne peut avoir surpris les gouvernements occidentaux. Dès 1946, à une époque où se déroulent des débats très ouverts et très contradictoires sur l'avenir agro-alimentaire du monde, les principaux Etats membres de la F.A.O. réunis à Washington proposent une coordination internationale des politiques agricoles pour éviter une crise de surproduction analogue à celle qui a suivi la première guerre mondiale, et pour maintenir les prix à un niveau raisonnable. Ils proposent également une déontologie de l'aide alimentaire : celle-ci doit favoriser l'élargissement des débouchés sans gêner les exportations commerciales, et doit stimuler un certain type de développement économique international.**

***Les exportations au titre de l'aide alimentaire, organisées ensuite grâce aux contributions des grands pays exportateurs (programmes soit de coopération bilatérale, soit de coopération internationale), n'ont donc pas été décidées dans la confusion par des gouvernements pris de court par une accumulation imprévisible de surplus, si souvent déplorée dans les années 50.*** **Ces exportations « anormales », qui représentent sur l'ensemble de la période d'après guerre une part importante des exportations totales, ont contribué à subordonner plus étroitement les échanges aux rapports entre Etats.**

**L'évolution du commerce international depuis 1945 fut donc, semble-t-il, assez clairement *voulue ou tout au moins prévue*. Elle a été telle que, sur le marché international des biens agricoles et alimentaires, l'influence de quelques Etats exportateurs et de quelques firmes transnationales qui leur sont étroitement liées n'a cessé de se renforcer. Une division internationale du travail plus poussée a donc bien *vu le jour. Mais elle n'est pas complète, et* ne devrait pas le devenir. Cette condition est nécessaire pour assurer l'extension et le renouvellement du modèle de production et de consommation proposé par les pays développés industrialisés.**

**Le commerce international met en concurrence et prend comme équivalents des produits obtenus dans des conditions économiques et sociales très différentes. Par exemple, le soja et l'arachide qui fournissent de l'huile destinée essentiellement à la consommation humaine et des tourteaux riches en protéines utilisés de manière croissante pour l'alimentation animale ont, sur le marché international, des prix voisins qui fluctuent parallèlement. Disons schématiquement que le soja et l'arachide ont le même prix mondial. Mais ce prix n'a pas la même signification d'une part pour le paysan sénégalais producteur d'arachide et pour l'Etat sénégalais qui contrôle la commercialisation de l'arachide, et d'autre part pour le fermier américain producteur de soja et le gouvernement des Etats-Unis qui encadre la production et l'exportation du soja (voir tableau I).**

## La marginalisation prépare la modernisation

**DANS ces conditions, un même prix mondial peut entraîner la marginalisation de l'économie *agro-alimentaire à un pôle et sa prospérité à un autre*. La division internationale du travail tend alors à s'accentuer. Mais, dans le même temps, la crise de l'économie agro-alimentaire dans l'un ou l'autre des pays ou des secteurs en voie de marginalisation crée des conditions favorables à la réalisation de programmes de modernisation : les salaires et le prix des terres restent bas ou ont tendance à baisser, l'exode rural permet à certaines exploitations de s'agrandir. Les pays à économie agro-alimentaire prospère peuvent alors proposer leur aide technique et financière pour que cette modernisation dans le pays ou le secteur marginalisé se réalise suivant le modèle *qui a fait ses preuves chez eux. C'est ainsi* que la détérioration de la position exportatrice de nombreux pays du tiers-monde sur les marchés céréaliers a été accompagnée du développement des programmes d'aide « Révolution verte » proposant une modernisation de la céréaliculture suivant des normes techniques et organisationnelles des pays développés. Ainsi, comme ce transfert de technologie n'arrête pas le renouvellement et le développement des méthodes et des techniques mises en œuvre dans ou par les pays développés eux-mêmes, peut être recréée la concurrence entre produits équivalents obtenus dans des conditions économiques et sociales différentes.**

**Ce déplacement continuel de la division du travail entre les Etats-nations n'aurait aucun intérêt si les capitaux, les marchandises, les travailleurs et les idées circulaient librement dans le monde. Si, en d'autres termes, le monde était transparent et homogène au lieu d'être fragmenté, cloisonné par des Etats qui définissent et garantissent des règles particulières pour l'entrée et la sortie du territoire qu'ils contrôlent, pour l'organisation des rapports économiques et sociaux entre leurs citoyens.**

**On a bien souvent pensé ou espéré que l'intensification des échanges ou l'internationalisation de l'économie ferait régresser l'Etat-nation au rang des antiquités. L'expérience des trente dernières années montre que les échanges internationaux se sont considérablement développés, mais que les Etats ne s'en trouvent pas affaiblis. Ils sont au contraire essentiels au fonctionnement actuel du marché international. Les agents socio-économiques les plus puissants et les plus multinationaux sont en effet les mieux placés pour tirer parti des avantages comparatifs de type économique, financier, fiscal, etc., qui apparaissent à tel ou tel moment dans tel ou tel Etat. Ils disposent en effet d'un réseau mondial pour rassembler les informations sur les conditions météorologiques, sur l'humeur des marchés, sur les débats de politique économique, etc. Ils peuvent se concerter étroitement et rapidement sur l'essentiel et s'appuyer sur une grande souplesse de l'appareil de production et de commercialisation qu'ils contrôlent. Cette souplesse est liée à la sous-utilisation de la capacité de production. Celle-ci est telle, au Canada par exemple, que le ministre de l'agriculture de ce pays a pu affirmer à la**

**TABLEAU I**

D'énormes écarts de rentabilité.

| | Soja Etats-Unis (nord-est de l'Arkansas) | Colza France (Lot-et-Garonne) | Arachide Sénégal |
|---|---|---|---|
| 1. Rendement en fruits (kg/ha) | 1 858 | 2 277 | 932 |
| 2. Prix payé à la production (en francs franç.) | 0,45 | 0,86 | 0,462 |
| 3. 1×2 = revenu brut à l'ha .. | 832 | 1 950 | 431 |
| 4. Charges à l'ha sans le travail | | | |
| 5. 3 — 4 = marge brute à l'ha.. | 269 | 625 | 65 |
| 6. Nombre d'heures à l'ha .... | 563<br>13 h. | 1 325<br>18 à 39 h. | 366<br>480 h. |
| 7. 4 : 6 = marge brute à l'heure de travail .... | 48 à 43 F | 34 à 74 F | 0,76 F |

Données valables pour la période 1967-1970.

* Groupe d'études des relations économiques internationales, INRA.

spectaculaire des mécanismes compensateurs monétaires accentue alors la préférence dont bénéficient les céréales américaines sur les marchés européens : l'abolition de la clause de l'« écrètement » à compter du 1er janvier soumet les céréales françaises aux taxes compensant la décote du franc comme à celles qui compensent la surcote des monnaies fortes. Il s'ensuit une nette réduction de nos ventes vers la Communauté.

Si ces événements révèlent que les menaces d'embargo américaines visaient moins à réduire les importations de la C.E.E. que ses exportations, ils montrent surtout que le Marché commun tend à fonctionner comme un élément du dispositif américain au lieu de devenir un facteur d'affirmation d'une spécificité européenne : ils permettent de mesurer aussi les graves incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la production et du commerce de céréales en France.

Nos débouchés européens augmentent peu : dans chaque pays la production se développe et le degré d'auto-approvisionnement s'élève. Pour nous y maintenir, il faut mener des négociations serrées avec des partenaires qui considèrent que la politique américaine est plus conforme à leurs intérêts de pays importateurs. Le ralentissement des ventes de céréales françaises intervenu depuis janvier 1975 l'illustre. Autrement dit, alors que depuis 1969 le gouvernement français avait réussi à faire financer par ses partenaires à monnaies fortes le stockage de céréales produites en France, certes en les approvisionnant à des prix inférieurs aux prix mondiaux, il se trouve actuellement devant la perspective de les financer lui-même. L'aide au stockage privé financée par la C.E.E. (dite « intervention B ») apparaît en effet modeste au regard des invendus accumulés en France : 1,185 million de tonnes, dont 800 000 pour la France, face à 7 millions de tonnes.

Les débouchés solvables extra-communautaires dans les pays producteurs de pétrole et en Europe de l'Est sont au contraire en forte expansion. Mais deux difficultés se présentent. Il faut d'abord obtenir des contrats, ce qui s'avère difficile quand les quantités demandées sont considérables, comme dans le cas des achats soviétiques. L'importance des tonnages négociés est un des facteurs qui ont conduit jusqu'ici les négociateurs soviétiques à choisir comme interlocuteurs privilégiés les grandes firmes américaines. En outre, une fois les contrats obtenus, comme avec les pays producteurs de pétrole, le gouvernement doit pour les honorer avoir l'aval de ses partenaires. Nous avons vu les obstacles auxquels il s'est heurté récemment.

Il s'avère en définitive que, pour exporter des céréales dans la C.E.E. comme dans le reste du monde, les négociations que le gouvernement français doit réussir sont moins des négociations inter-européennes que des négociations inter-atlantiques auxquelles les Etats-Unis sont la principale partie prenante. Cette situation n'est pas nouvelle et s'observe depuis les débuts du Marché commun agricole.

L'appui ou l'opposition du gouvernement américain aux thèses françaises a toujours été un facteur déterminant pour leur succès ou leur échec. Il suffit de rappeler que des prix communs pour les céréales n'ont pu être adoptés en décembre 1964 qu'au moment où Washington a joint ses pressions à celles de Paris pour faire admettre cette décision au gouvernement allemand. Ce qui a changé depuis lors, c'est la marge de manœuvre des Etats-Unis comme de la C.E.E.

Ceci conduit à penser que le choix pour la France n'est pas de rester ou de sortir du marché commun agricole, mais d'accepter ou de refuser la division internationale du travail qui, dans le secteur céréalier comme dans l'ensemble de l'économie, s'instaure sous l'égide des Etats-Unis.

HELENE DELORME.

**En vue de dominer les marchés mondiaux de produits agricoles**

# La volonté de puissance des Etats-Unis et ses limites

Par ALBERT CHOMINOT *

L'INTENTION d'être beaucoup plus largement présents que par le passé sur les marchés mondiaux de produits agricoles a été très clairement exprimée par les Etats-Unis depuis l'été 1972, afin de tirer avantage de la forte demande et des prix élevés. Il en résulte qu'une nouvelle politique agricole destinée à développer au maximum la production (essentiellement de blé, maïs et soja) a été mise en œuvre. Complètement opposée à la politique antérieure de limitation de la production, elle constitue, selon l'expression du secrétaire à l'agriculture, M. Earl Butz, un *« renversement historique »* dans l'orientation de l'agriculture américaine.

Personne ne doutera plus que les Etats-Unis puissent accroître leur production agricole. L'examen d'un certain nombre de faits nous amène à nous demander cependant si cet accroissement de production, outre qu'il se heurtera à des difficultés *a priori* sous-estimées, pourra atteindre l'ampleur prévue par les pouvoirs publics américains.

***

Il y a fort longtemps qu'on a pris l'habitude de considérer l'agriculture américaine comme le modèle vers lequel doit tendre, normalement, toute agriculture dans un pays industriel développé. L'efficacité des techniques de production très avancées qui y sont employées permet (et en même temps suppose) l'accroissement continuel de la taille des exploitations agricoles et leur spécialisation. Il en résulte une haute productivité du travail, caractéristique essentielle de l'agriculture des Etats-Unis. C'est d'ailleurs en référence à ce modèle que la modernisation des exploitations européennes a été entreprise depuis trente ans.

Il faut toutefois souligner un caractère tout à fait spécifique au développement agraire américain, à savoir la disposition de terres abondantes et peu chères. Les circonstances de la colonisation ont été telles que ce sont de grandes exploitations (par rapport à l'Europe en tout cas) qui, historiquement, ont été mises en place. La tendance a toujours été de les agrandir au maximum. En même temps, la densité de population agricole active était fixée à un taux convenable, c'est-à-dire relativement faible, par la limitation de l'immigration d'abord, par l'exode rural ensuite. De la sorte, les bases d'une haute productivité du travail étaient établies.

Il faut souligner encore que, dans de très larges proportions, la production agricole a été et est assurée aux Etats-Unis dans des exploitations à caractère artisanal, où la main-d'œuvre est essentiellement familiale. Un tel système agricole, basé sur la production relativement extensive de végétaux de base (blé, maïs, soja, céréales secondaires), a fonctionné depuis l'essor de l'industrie américaine. Il a assuré jusqu'à nos jours un approvisionnement en produits alimentaires à des prix suffisamment bas, à travers le développement d'une agro-industrie puissante, qui trouve réunies les conditions nécessaires à la réalisation d'un taux de profit convenable.

Il faut noter aussi l'existence d'une agriculture à caractère tout à fait différent, largement présente dans certaines régions comme la Californie ou la Floride. Sur la base de la grande propriété foncière héritée des haciendas mexicaines, une agriculture d'entreprise s'est développée, pour des productions très spécialisées (fruits, légumes), et en tirant profit de la surexploitation d'une main-d'œuvre abondante et bon marché — Chinois d'abord, Mexicains ensuite (1).

Le fonctionnement du système agricole de base décrit précédemment n'a pas eu pour seul résultat l'approvisionnement interne à des prix assez bas. Un excédent par rapport aux besoins nationaux donnait aux Etats-Unis la possibilité de prendre place, et largement, sur les marchés mondiaux de produits agricoles, surtout de blé et de soja. Mais, pour éviter la chute des cours, en satisfaisant une demande solvable faible par rapport à une demande potentielle élevée, la *production* fut pendant longtemps *limitée* (2). A cet égard encore, le système à caractère extensif de la production végétale de base était adéquat aux objectifs d'exportation de produits agricoles.

Tout ceci est mis en question par les événements qui ont depuis trois ans bouleversé le marché mondial des céréales et des protéagineux, et par la nouvelle politique agricole américaine tendant à *développer au maximum la production*. Ce développement de la production est certainement possible : on a eu raison de souligner que le potentiel de production agricole américain était volontairement sous-utilisé, que la pénurie de produits alimentaires n'est pas naturelle mais sociale. Il ne fait aucun doute que l'agriculture américaine *produira* davantage dans le contexte nouveau.

## Obstacles au développement de la production céréalière

MAIS le système extensif mis en œuvre jusqu'alors est-il adapté à cet effort de production ? On peut supposer qu'il sera étendu à des surfaces nouvelles. Or il existe des réserves de terres aux Etats-Unis, et tout d'abord celles de la Banque du sol, surfaces « gelées » soustraites à la production de blé par des subventions aux agriculteurs. Il peut y avoir aussi des substitutions de cultures, suppressions de la jachère, extension des zones traditionnelles de production. Ceci est tout particulièrement le cas pour le maïs et le soja, dont la production déborde la « Corn-Belt » classique, vers l'Ouest, dans des zones plus sèches, mais surtout dans le Sud (basse vallée du Mississippi et plaines côtières du Sud-Est). Il peut y avoir enfin mise en culture de terres nouvelles par le défrichement, dans le Sud encore.

On avance des chiffres impressionnants : plusieurs dizaines de millions d'hectares pourraient être ainsi gagnés à la production, mais il s'agit là d'informations non confirmées, qu'il convient de retenir avec réserve. Les projections du département américain de l'agriculture sont plus prudentes : elles prévoient un accroissement des surfaces en blé-maïs-soja de 70 à 83 millions d'hectares, de 1973 à 1985, soit moins de 20 %. Or l'augmentation de la production de ces trois produits devrait être, dans la même période, de 30 à 50 %. Il faut donc envisager un accroissement de la production par hectare, sur une surface totale en tout état de cause limitée, pour que l'objectif de production *global* soit atteint.

Le système de production végétale extensive est, à partir de là, mis en cause, car l'augmentation de la productivité physique des terres suppose une utilisation accrue d'inputs industriels, et d'autant plus qu'on mettra en œuvre de nouvelles améliorations génétiques : l'augmentation nécessaire des rendements à l'hectare suppose en effet que les agriculteurs américains disposent de variétés nouvelles de blé, maïs et soja. Ceci risque alors d'entrer en contradiction avec la faible densité de population active, caractéristique dominante de la production céréalière et oléagineuse américaine. Peut-on imaginer que le travailleur agricole qui, à l'heure actuelle encore, conduit jusqu'à 250 hectares en maïs-soja, jusqu'à 400 hectares en blé-jachère, pourra dès demain cultiver la même surface en incorporant davantage d'engrais, en utilisant davantage de produits de défense des cultures, en réalisant de meilleures façons culturales ? Ce sont là pourtant des conditions indispensables à l'obtention de meilleurs rendements. La tendance qui avait conduit les céréaliers américains à accroître au maximum la productivité du travail se trouve ainsi contredite par la nécessité d'augmenter la production : la faible densité de population agricole active risque de devenir un facteur limitant le développement de la production.

Les transformations affectent aussi l'élevage, et tout particulièrement l'élevage bovin à viande. Celui-ci a atteint au cours des deux à trois dernières décennies un très haut degré de spécialisation. La filière viande bovine classique comporte un élevage naisseur très extensif (ranching du Far-West) ou marginal (petites exploitations de semi-subsistance des Appalaches et du Sud-Est), approvisionnant en jeunes bêtes à bas coût des ateliers d'engraissement artisanaux (jusqu'à mille têtes) ou « industriels » (plusieurs dizaines de milliers de têtes). Dans ces ateliers, l'alimentation des animaux au maïs et tourteaux de soja a profité jusqu'à ces dernières années des faibles prix de ces produits. Ce développement de l'élevage est lié à la culture du maïs, le seul des végétaux qui nous intéresse dont la production est d'ores et déjà intensive. Il faut noter qu'une voie de spécialisation analogue a été suivie en matière de production laitière.

L'énorme accroissement des prix du maïs et du soja enregistré depuis 1972 compromet très sérieusement l'économie de ce type d'élevage. Dans le cas de la viande bovine, plus spécifiquement, on assiste en outre à un fléchissement de la consommation avec la dégradation du pouvoir d'achat des Américains et l'extension du chômage. L'année 1974 a été marquée par un net déclin des prix à la production. Pour les ateliers d'engraissement, les difficultés économiques sont énormes : on a pu observer la faillite d'un certain nombre des plus grands d'entre eux. La production de viande bovine aux Etats-Unis est dans une situation critique. La production de lait est de toute façon légèrement décroissante depuis plusieurs années déjà, en dépit de revalorisations importantes des prix à la production. Elle risque de diminuer encore bien plus désormais.

*(Lire la suite page 12.)*

* Maître assistant à l'Institut national agronomique.

(1) Cf. P. Dommergues, *le Monde diplomatique*, avril 1974.
(2) Cf. l'article de J.-P. Chabert, M. Marlois et P. Spitz.

*conférence mondiale de l'alimentation (Rome, novembre 1974), que la production canadienne de blé pouvait être augmentée de 50 % en cinq ans s'il existait une demande solvable.*

*Ainsi, par suite de la fragmentation du marché international et en raison des moyens dont disposent les agents socio-économiques, publics et privés, qui font ce marché, le développement du commerce international au cours des trente dernières années a servi le renforcement de la polarisation économique et sociale à l'échelle mondiale, celle-ci ne se limitant pas à une spécialisation accrue par Etat-nation. Le développement du commerce international a également servi — directement en créant de nouvelles habitudes alimentaires, indirectement en amorçant des processus de marginalisation-modernisation — de véhicule à l'extension d'un modèle de production et de consommation agro-alimentaire mis en œuvre à l'initiative des pays industrialisés.*

*Schématiquement, pour la production agricole, ce modèle suppose l'encadrement d'une partie de l'agriculture par de puissants secteurs industriels d'amont (machines agricoles, engrais, etc.) et d'aval (industries alimentaires), ainsi que par divers services (crédit, gestion, formation, etc.).*

*L'agriculteur moderne est organisé, sensible aux incitations économiques (prix et subventions). La diversité des activités se réduit sur les entreprises agricoles. Des pans entiers d'activités réservées traditionnellement aux exploitations agricoles sont pris en charge par les entreprises industrielles. Mais dans le secteur agricole coexistent des exploitations très différentes par les conditions économiques, techniques et sociales de la production. Le niveau et les fluctuations des prix nationaux qui s'imposent à l'ensemble des exploitations et les relations que ces prix entretiennent avec les prix mondiaux auront donc des impacts très différents sur les diverses catégories d'exploitations.*

*Schématiquement encore, pour la consommation, ce modèle suppose que, au fur et à mesure que le revenu augmente, la consommation de viande — obtenue avec des quantités croissantes de céréales et d'aliments du bétail fournis par l'agro-industrie — se substitue à la consommation de céréales.*

*L'évolution de la structure de la consommation de céréales dans quelques pays développés peut être considérée comme un des indicateurs significatifs du rythme d'extension et de la profondeur de l'ancrage du modèle* (voir tableau II).

**TABLEAU II**
**Augmentation de la consommation de céréales.**

| | Consommation de céréales par habitant (kg/an) | | |
|---|---|---|---|
| | Consommation directe | Consommation indirecte (a) | Total |
| **CANADA** | | | |
| — 1955-59 | 70 | 668 | 738 |
| — 1971 | 69 | 758 | 827 |
| **ETATS-UNIS** | | | |
| — 1955-59 | 68 | 583 | 651 |
| — 1971 | 64 | 695 | 759 |
| **FRANCE** | | | |
| — 1955-59 | 104 | 253 | 357 |
| — 1971 | 76 | 316 | 392 |
| **JAPON** | | | |
| — 1955-59 | 154 | 45 | 199 |
| — 1971 | 127 | 127 | 254 |

*(a) Consommation de céréales par les animaux, divisée par le nombre d'habitants.*

*Dans les pays en voie de développement, ce modèle intéresse le secteur moderne agricole et une large fraction des populations urbaines. Sa progression est très variable suivant les pays. Elle est plus rapide, par exemple, au Mexique et dans les pays maghrébins qu'en Inde.*

*On peut se demander aujourd'hui si la crise qui affecte l'économie internationale ne remet pas en cause ce modèle. Les économistes sont divisés. Nous pensons, pour notre part, que la crise devrait favoriser l'extension et le renouvellement du modèle dominant de production, consommation agro-alimentaire, tout en renforçant le rôle dirigeant d'un petit nombre d'agents socio-économiques qui jouent un rôle essentiel dans sa mise en œuvre.*

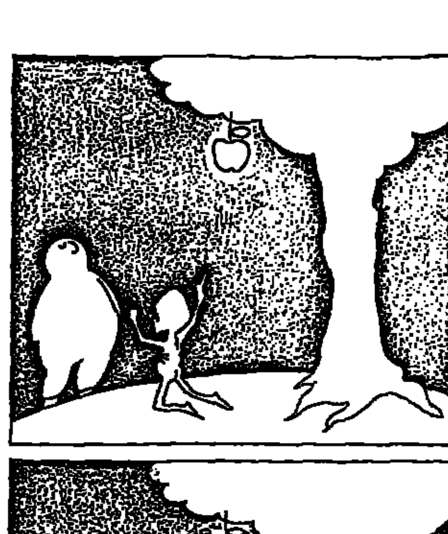
*La recherche d'un nouvel ordre international, l'évolution du rapport de forces entre Etats, ne nous semblent pas jusqu'ici susceptibles de modifier le profond déséquilibre entre acheteurs et vendeurs, entre exportateurs et importateurs, entre producteurs et consommateurs. Ce déséquilibre persistant devrait entretenir un état de crise et d'instabilité sur les marchés internationaux et pour les politiques nationales agricoles.*

*En effet, rien ne paraît remettre en cause la souplesse de l'offre des principaux pays exportateurs qui dépend essentiellement de la discipline des agents et de la maîtrise organisationnelle et technique de capacités de production sous-utilisées. Cette souplesse de l'offre confère aux agents qui la contrôlent une liberté de manœuvre génératrice d'une instabilité qui leur permet de tirer parti de la rigidité de la demande des consommateurs urbains et de l'irrégularité de la demande des pays importateurs. Les populations urbaines des pays développés n'ont pas d'alternatives de consommation, et peuvent difficilement peser sur le niveau et la fluctuation des prix, sur la qualité des produits. Les pays en voie de développement maîtrisent mal en général les conditions climatiques et sont contraints, en mauvaises années, d'aborder en position de faiblesse le marché international.*

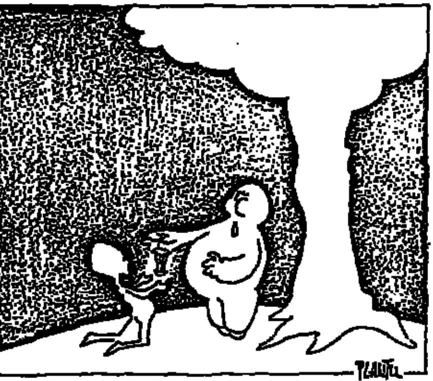
*Nous comprenons pourquoi, dans ces conditions, G.O. Fraser, membre de l'administration américaine, peut affirmer que* « les Etats-Unis veulent éviter de s'engager *(dans les négociations à venir des accords mondiaux par produit)* sur des garanties de prix » (Foreign Agriculture, 17-2-1975).

*Nous partageons le point de vue exprimé par la F.A.O. dans le rapport « Perspectives sur les produits 1972-1973 ». Selon ce rapport,* « il existe de bonnes raisons de croire que la situation très fluide de l'offre et des prix en 1972 n'a pas été fortuite ». *En effet, les principaux pays exportateurs* « ne sont pas disposés à continuer de jouer vis-à-vis du monde le rôle de renfort, et ils ont la capacité technique d'éviter de s'embarrasser de stocks excédentaires coûteux de sorte qu'on ne peut plus compter désormais sur les stocks des exportateurs comme réserve permanente permettant de faire face à des mauvaises récoltes généralisées dans le monde, abstraction faite ou presque des considérations commerciales ».

J.-P. CHABERT, M. MARLOIS et P. SPITZ.








(Dessin de PLANTU.)

*(Suite de la page 11)*

Que peut-il dès lors se passer ? Le souhait exprimé par les pouvoirs publics américains de s'approvisionner, au moins pour partie, en Europe est évoqué par ailleurs (3). Il peut y avoir aussi substitution de protéines végétales aux protéines animales dans l'alimentation humaine. La consommation de farine de soja est déjà importante aux Etats-Unis : elle peut constituer jusqu'au tiers du classique hamburger ; elle est présente dans les céréales du petit déjeuner, certains biscuits, etc. La reconstitution de fibres à texture animale à partir des protéines du soja est techniquement connue, la généralisation industrielle de ce procédé a déjà des avocats.

Mais on peut envisager aussi une reconversion technique de l'élevage bovin, valable d'ailleurs pour le lait aussi bien que pour la viande. Comme en Europe, les productions animales peuvent être réalisées sur la base de la production d'herbe et de fourrages. Ces techniques sont utilisées aux Etats-Unis bien sûr, mais de manière peu intensive et qualitativement mal conduites. Or l'intensification fourragère se heurterait aux mêmes difficultés que la production céréalière et oléagineuse. Elle aussi exige davantage d'inputs industriels et une plus forte densité de population active. Enfin, la reconversion technique n'est pas à elle seule suffisante. Il ne semble pas que l'élevage bovin américain puisse trouver un nouveau souffle sans qu'intervienne une hausse des prix des produits animaux par rapport aux *prix des produits végétaux. La hausse* observée depuis sera-t-elle suffisante pour que la production de viande à grande échelle reste attractive pour les capitaux qui y étaient jusqu'à ces dernières années investis ? Peut-être pas : on pourrait assister alors à une restructuration de ces ateliers, dans le sens de dimensions encore plus grandes, ainsi que certaines informations en témoignent. Sur la base de la plus grande efficience technique ainsi atteinte, *les prix obtenus alors seront peut-être* suffisants. Cette revalorisation du prix de la viande bovine allégerait aussi, bien entendu, les difficultés économiques des ateliers artisanaux.

## Une réorientation très coûteuse

LES transformations qui risquent d'affecter le système agricole américain ont des conséquences importantes. La mobilisation d'une population agricole active plus nombreuse n'est sans doute pas impossible dans la société américaine, surtout si l'on tient compte de l'actuelle situation de l'emploi dans l'ensemble de l'économie. On peut envisager un accroissement de la population agricole salariée, mais à condition sans doute que le décalage entre salaires agricoles et industriels soit réduit, que la protection sociale et les droits syndicaux soient étendus aux ouvriers agricoles (4). On peut supposer aussi que l'exode rural sera freiné, davantage de jeunes demeurant en activité dans les exploitations familiales. Dans le cas de la production animale, la relative faiblesse des prix ainsi que des questions complexes touchant à la qualification des travailleurs rendront sans doute le recours à des salariés moins facile que dans le cas de la production végétale. Au total, ceci suppose que l'ensemble des revenus distribués aux actifs agricoles devra être accru : la réorientation du système agricole américain est, à cet égard, coûteuse.

Mais il y a plus encore. Avec les hauts prix des produits végétaux obtenus depuis 1972, les céréaliers américains ont perçu de hauts revenus ; leurs disponibilités financières sont bonnes. En même temps, la possibilité de tirer parti d'exploitations plus petites, toutes proportions gardées, renforce la demande de terres de la part des agriculteurs, demande qui était déjà importante sur le marché foncier depuis plusieurs *années. Le prix du sol flambe* aux Etats-Unis : il a augmenté de 13 % en moyenne en 1972-1973, de 25 % en 1973-1974 ; on s'attend à un accroissement de 15 à 20 % encore pour 1974-1975. Ces taux vont d'ailleurs jusqu'à 35 % et plus dans les zones productrices de blé, maïs, soja. La rente foncière s'accroît également, encore que dans des proportions mal connues. Enfin, l'impôt foncier, lié directement au prix du sol, s'élève lui aussi. Au total, la charge foncière, traditionnellement faible dans l'histoire agraire américaine, devient de plus en plus lourde à mesure que se développent les transformations qui nous intéressent.

***

Les Etats-Unis veulent être le premier fournisseur mondial de produits végétaux de base, non plus en limitant leur production nationale pour éviter la chute des cours, mais en la développant au maximum pour tirer parti des prix élevés. Cette nouvelle politique agricole suppose *la reconversion du système agricole* américain, traditionnellement extensif : or son intensification pose un certain nombre de problèmes. Elle se heurtera à des obstacles structuraux, et le repeuplement des campagnes américaines n'est sans doute pas fait d'avance. Elle a des conséquences sur l'approvisionnement alimentaire intérieur, en particulier en viande et en lait, beaucoup plus coûteux désormais à produire. Elle implique, outre la distribution d'une masse plus grande de revenus et salaires agricoles, un accroissement des charges foncières : son coût est donc très élevé. Par conséquent, si l'accroissement de la production agricole américaine est possible, il n'est pas sûr du tout qu'il puisse prendre l'ampleur prévue. Ceci éclaire tout autrement l'intention américaine de dominer les marchés mondiaux de produits agricoles. On peut s'attendre en outre que les difficultés des consommateurs américains ne cessent pas de sitôt. Pour l'Amérique, l'heure des leçons de l'agriculture européenne n'a-t-elle pas sonné ?

ALBERT CHOMINOT.

(3) Cf. l'article de Coulomb et Nallet.
(4) Cf. P. Dommergues, *le Monde diplomatique*, avril 1974.

---

**Agriculture métropolitaine et impérialisme français *au début du siècle***

# Protectionnisme, colonialisme et investissements industriels

Par MICHEL GERVAIS*

DEPUIS cent ans, la politique agricole française a fait l'objet de critiques virulentes tant en France qu'à l'étranger. Opposée à la politique anglaise, danoise ou hollandaise, elle est souvent présentée comme le résultat de la myopie économique et de la faiblesse politique des cercles dirigeants. Le retard industriel de la France de 1910, la stagnation de l'entre-deux-guerres, les difficultés de la reconstruction dans les années 50, et même les soubresauts actuels de la politique agricole commune sont attribués au « mélinisme », c'est-à-dire au protectionnisme agricole instauré par le gouvernement français à *partir de 1892* et à l'absence de « modernisation » de l'appareil productif agricole qu'il aurait imposé.

Les critiques se bornent à donner des indices de production, de revenu, à comparer les taux de croissance français et étrangers. Rares sont ceux qui cherchent à préciser ce que ces chiffres expriment. On oublie ainsi que la finalité du système social était, et est toujours, non pas la généralisation du bien-être par le gonflement le plus rapide possible des biens et services disponibles pour chacun, mais uniquement la poursuite *de l'accumulation du capital.*

C'est donc par rapport aux possibilités concrètes d'expansion impérialiste qui s'offraient à la bourgeoisie française *qu'il convient* de juger de la pertinence du recours au protectionnisme, et pas seulement par rapport aux résultats que ce protectionnisme a pu avoir sur la quantité des marchandises agricoles produites en France ou sur la forme d'évolution de l'appareil productif agricole français.

La France d'après 1910 n'est pas ce pays de rentiers et d'avocats qu'on se complait à décrire. Comme l'indique J. Weiller, la bourgeoisie française, réputée avare et casanière, a su développer une politique d'expansion capitaliste à l'échelle mondiale. « *Une infériorité militaire toute nouvelle en face de la concentration de puissance réalisée autour du bassin de la Ruhr (...) va être compensée par les expéditions coloniales : des hommes (...) vont s'en aller en Indochine ou en Afrique, tandis que les capitaux iront d'un autre côté (...) et que les marchandises continueront surtout à se vendre au pourtour de nos frontières...* » (1).

Cette discordance entre les zones impériales, commerciales et financières qui constituaient les bases du *pouvoir de l'impérialisme français* manifeste à la fois la force et la faiblesse de notre impérialisme, le résumé de son développement historique et la synthèse de nos « *préférences nationales de structure* ». Les contemporains ne s'y sont pas trompés. M. de Peyerimhoff, secrétaire général du comité des Houillères, déclarait en janvier 1914 : « *Un pays d'ancienne civilisation, de dimensions restreintes, de mise en valeur relativement avancée, dont la population stationnaire tient l'épargne pour une vertu nationale, et plus affinée chaque jour et plus exigeante, montre l'échelle sociale d'une ascension presque continue, a, par avance, les caractéristiques de son économie extérieure si logiquement marquées que les faits qui la décèlent et les chiffres qui la mesurent ne ménagent pour ainsi dire aucune surprise.* »

L'ampleur de la phrase classique ne doit pas masquer, aux yeux du lecteur d'aujourd'hui, la rigueur de la description du modèle de croissance français qui est ici évoqué. Il suffit que, dans la phrase qui suit, l'orateur précise : « *C'est par la Compagnie des chemins de fer que s'est développé l'esprit d'entreprise de la France moderne, c'est par elle qu'il déborde rapidement au-delà des frontières* » (2), pour que cent ans de développement capitaliste soient fidèlement résumés.

En effet, passée après l'Angleterre au capitalisme industriel, la France a su se tailler une place internationale de premier plan en restant, jusqu'en 1870, le constructeur des chemins de fer de l'Europe continentale et en bâtissant une industrie textile puissante, tout en restant une très grande puissance financière (3). La perte, en 1870, du bassin lorrain, et la crise agricole des années 80, ont mis en question notre puissance internationale. Aux environs de 1910, nous ne sommes plus que les quatrièmes producteurs mondiaux de fonte et d'acier. Notre développement industriel reste trop centré sur la métallurgie et le textile, alors que, comme le constate Peyerimhoff, « *les Allemands ont le pas sur tous pour l'électricité et les produits chimiques* ». Mais notre appareil industriel porte en gestation une industrie automobile et une industrie aéronautique qui s'imposeront parmi les meilleures du monde capitaliste. Surtout, à travers guerre et crise et à cause même de notre population stationnaire, épargnante, qui n'a pas l'esprit d'entreprise et *refuse de sortir de sa routine* (en agriculture principalement), nous sommes alors les banquiers du monde.

Banquiers universels, nous avions besoin de fonds pour nos placements extérieurs, et d'un Etat fort qui, selon une tradition plus vieille que Colbert, soit le premier démarcheur et le défenseur inconditionnel de ses banquiers et de ses industriels. L'épargne nationale ainsi engagée n'est pas disponible pour nous permettre d'acheter à l'extérieur les produits agricoles dont nous pouvons avoir besoin. On peut donc penser que la *limitation de nos importations* agricoles, grâce au protectionnisme, est indispensable pour dégager les excédents de la balance des comptes nécessaires à l'expansion internationale de nos capitaux.

* Maître de recherche à l'INRA.

(1) *Echanges extérieurs et politique commerciale de la France depuis 1870*, J. Weiller, Cahiers de l'ISEA, tome III, n° 10, octobre 1969, page 1 771.
(2) Peyerrimhoff et al., *Intérêts économiques et rapports internationaux à la veille de la guerre*, Alcan, Paris, 1915, page 75.
(3) Voir R. Cameron, *la France et le développement économique de l'Europe.*

---

**A LA POURSUITE DU PROFIT**

# Quand les multinationales font du "ranching"

Par JOSE S. DA VEIGA *

SELON l'ONU et l'O.C.D.E., les investissements étrangers directs (c'est-à-dire prêts exclus) dans les pays en voie de développement s'élevaient en 1968 à 33 milliards de dollars, soit le tiers du total des investissements réalisés dans ces pays. Mais la moitié de ces *sommes était consacrée à l'exploitation des* ressources naturelles, agricoles ou minières. Certes ces investissements dans le secteur « primaire » sont en déclin relatif au profit des investissements dans les secteurs de transformation. Mais la part consacrée à l'exploitation des ressources naturelles est encore *importante et bien des facteurs dus à l'internationalisation* du capital favorisent ce type d'investissements. En effet, le problème des sources nouvelles de profit prend aujourd'hui pour les groupes monopolistes une acuité sans précédent ; tout avantage naturel ou social dans la production, le marché, l'accès au crédit *qui apparaît dans un nation quelconque attire* et intéresse l'oligarchie financière mondiale — surtout lorsqu'il s'agit de produits pour lesquels on constate, ou on espère, une tendance à la pénurie.

C'est bien le cas de la viande bovine aujourd'hui. Certes il n'y a pas — ou pas encore — de véritable pénurie dans les pays développés, mais le taux d'accroissement de la demande sur le marché mondial reste supérieur à celui des exportations. Les dernières projections de la F.A.O. chiffrent un déficit mondial prévisible pour 1980 à 1,6 million *de tonnes. Inutile de dire quelle est la tendance* des prix : ils ont plus que doublé entre 1956 et 1972, et rien que d'août 1970 à janvier 1973, soit en deux ans et demi, on a assisté au quadruplement du prix du bétail sur pied à Liniers — marché de Buenos-Aires qui fixe traditionnellement les cours internationaux. La transformation et le commerce de la viande bovine devient donc de plus en plus une branche séduisante pour les capitaux à la recherche de surprofits. De ce fait, le *développement de la production de viande bovine* dans les pays en voie de développement est à l'ordre du jour.

Un effort important est assuré en ce sens par les organismes internationaux. Les prêts internationaux destinés au secteur agricole représentent annuellement environ 630 millions de dollars, dont 240 sont octroyés par la BIRD. Le groupe Banque mondiale destine 50 % de ses prêts du secteur agricole à l'élevage. Le montant total des investissements internationaux consacrés à l'élevage avoisine maintenant plusieurs milliards de dollars. Les projets les plus récents intéressent de plus en plus les zones tropicales, nouvelles zones disponibles où jusqu'à présent on élevait très peu de bovins de boucherie ; leur but dépasse le simple accroissement de la production. Ils ouvrent d'autres opportunités : c'est d'abord là une aide au développement « rentable » pour les pays développés ; c'est une aide dont on peut espérer des résultats stables. Ainsi peut-on compter sur l'accord des pays développés pour réaliser de tels investissements. Et ne peut-on espérer en contrepartie des pays bénéficiaires de « meilleures » attitudes politiques ? Cela est dit assez clairement par des spécialistes reconnus : « Introduisant ou diffusant des technologies perfectionnées, améliorant et renforçant les institutions nationales, des projets bien conçus peuvent non seulement accroître la production agricole, mais infléchir dans un sens favorable les politiques gouvernementales » (1).

*Parmi les cent trente-trois projets d'élevage* bovin réalisés ou en cours de réalisation de la Banque mondiale, cent un sont localisés en Afrique et en Amérique latine et correspondent à plus de 80 % du montant des financements (1 809 millions de dollars sur 2 225). Les plus importants se situent au Mexique, au Brésil, en Argentine, en Uruguay, en Colombie, au Chili et au Kenya. La Banque avance en général 45 % du coût total du projet. Mais il ne faut pas oublier que les achats nécessaires à l'étranger représentent en moyenne 40 % de ce même coût ! Ces prêts sont bien, avant tout, un financement visant à faciliter l'ouverture *de débouchés pour les industries des métropoles impérialistes.*

Les « multinationales » qui s'intéressent de très près à ces projets, ne sont pas en effet directement impliquées dans l'organisation de la production : ce qui les intéresse, pour l'avenir, c'est bien « l'amont » (c'est-à-dire la fourniture de biens nécessaires à la production) et l' « aval » (c'est-à-dire la commercialisation).

La forme de production qui leur conviendrait le mieux est la création de « lots d'engraissement » (feed-lots), c'est-à-dire de parcs où les animaux sont nourris pour une bonne part à base de céréales et d'aliments achetés. Cependant ces « feed-lots » en pays sous-développés sont encore peu nombreux pour le moment. Mais les grandes sociétés chimiques et pharmaceutiques possèdent des programmes de recherche afin de trouver des aliments qui permettraient la réduction du coût des rations *à base de concentrés. Citons la Grandi Industrie* Zootecniche Associate, la Pfizer ou encore l'Allied Chemical Corporation. Un colloque a eu lieu à Dakar sur les possibilités de développement de ce système de production (2). Les conclusions indiquent, comme principal obstacle, le manque de disponibilités en « inputs » pour la constitution de rations à bas coût.

En attendant que les progrès de la technique permettent de réaliser sous une forme intensive, nécessitant de nombreux échanges commerciaux, la production de viande bovine, ces firmes se contentent aujourd'hui des terres quasi gratuites et des techniques frustes de l'élevage extensif. Les « feed-lots » sont provisoirement non rentables, aussi établit-on des « ranches ». Ces ranches sont créés dans les zones de savane avec le financement non seulement de la Banque mondiale, mais de la B.C.E.A.O., de la BID, du PNUD — mais aussi des gouvernements de certains pays qui voient là l'occasion d'un « développement ». Le cas de l'Amazonie brésilienne est à cet égard exemplaire.

## Pour une poignée de dollars...

M. Daniel Keith Ludwig, 78 ans, possède selon la revue Time, une des dix plus grandes fortunes du monde (3 milliards de dollars). Quand, au début des années 60 il a acheté 1,5 million d'hectares d'un seul tenant à l'embouchure de l'Amazone (la moitié de la superficie des Pays-Bas), on se demandait quel usage il pensait en faire. Ces terres se situent autour du site portuaire le plus proche des Etats-Unis. Par contre, les caractéristiques de la région et la très faible densité de population ne faisaient penser qu'à la possibilité d'exploiter des ressources minières (bauxite). Jusqu'à cette date, ces terres avaient appartenu au « colonel » José Julio, un latifundiaire légendaire dont on s'est inspiré pour écrire un roman sur les « féodaux » brésiliens. Un tel achat par un « Gringo » a bien sûr été publiquement dénoncé ! Mais M. Ludwig s'est très bien débarrassé de ce type de problème en recrutant quelques militaires proches du pouvoir comme administrateurs de son projet. Ensuite, comme on pouvait le prévoir, il a obtenu une concession pour l'exploitation de la bauxite en « association » avec l'ALCOA (Aluminium Corporation of America).

Mais il ne s'est pas arrêté là. Le plus intéressant est son projet agricole. Il a créé l'entreprise JARI S.A. qui est administrée par le « holding » Entre Rios, dont le principal actionnaire est l'Universe Tank Ship, qui a son siège au Libéria. Il a déjà investi 50 millions de dollars dans l'implantation d'une unité agricole qui comprend une plantation d'arbres, une rizière et un troupeau bovin. Il est prévu encore 300 millions de dollars d'investissements pour la réalisation du projet jusqu'à 1980. A cette date, la JARI produira 1 000 tonnes de cellulose par jour, 100 000 tonnes de riz par an et aura un troupeau de 50 000 bovins. Le tout destiné exclusivement à l'exportation.

Dans la région environnante, des projets plus « modestes » ont à peu près les mêmes caractéristiques : Bruynzeel (Pays-Bas), 200 000 ha ; Georgia Pacific (Etats-Unis), 500 000 ha ; Toyomenka (Japon), 300 000 ha ; Robin McGlohn (Etats-Unis), 400 000 ha. Il serait erroné de croire qu'il s'agit là de cas particuliers ou même de penser que cela est l'œuvre exclusive de milliardaires étrangers. Tout le mouvement d'occupation de l'Amazonie qui se déroule actuellement se fait sur cette base. Un des secrets de cette colonisation est ce qu'on appelle au Brésil le système des « encouragements fiscaux ». Pour inciter les grandes firmes à investir dans les régions pauvres, on met à leur disposition jusqu'à 50 % de ce qu'elles auraient dû payer comme impôt sur le revenu. Ce mécanisme a été utilisé auparavant au Nord-Est par la compagnie de développement Sudène, et a commencé à être appliqué en Amazonie en 1965 avec la création de la compagnie Sudam.

## Le paradis amazonien

UN simple calcul peut donner une idée des avantages consentis aux sociétés qui décident d'investir une bonne part de leur *impôt sur le revenu dans des projets d'élevage.* Tout d'abord, la Sudam considère la terre où sera exécuté le projet comme un investissement et lui attribue une valeur fixée par décret. En 1971, cette valeur était de 20 cruzeiros/ha (environ 20 francs de l'époque). Or, souvent, les sociétés ont pu acheter d'immenses surfaces à 7 cruzeiros l'hectare. Une fois le projet approuvé par la Sudam, les encouragements fiscaux sont accordés dans la proportion de trois fois les capitaux propres. Par ces simples opérations, un investissement initial de 1 franc peut devenir rapidement un capital immobilisé de 9 francs. Autrement dit, un ranch de 9 millions de cruzeiros peut être constitué en toute propriété avec un capital propre initial de 1 million seulement.

L'entreprise ou la personne physique investissant dans ce cadre bénéficie encore d'une exonération d'impôts portant sur 50 % des

* Economiste brésilien, en stage à l'INRA et à l'Institut technique de l'élevage bovin.

(1) P J Brumby (spécialiste de la production animale - Programme de coopération FAO-BIRD), « Prêts internationaux pour le développement de l'élevage ». *Revue mondiale de zootechnie*, n° 5, 1973.
(2) « L'embouche intensive des bovins en pays tropicaux », actes du colloque, supplément à la *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, Maisons-Alfort, 1974, 322 p.

هكذا من الأصل



D'autre part, un tel mécanisme d'accumulation du capital contraint à négliger les investissements en France, aussi bien dans la production agricole proprement dite que dans les secteurs fournisseurs et clients de l'agriculture. Les tenants de l'abandon du protectionnisme n'évoquent jamais l'indispensable liaison entre l'intensification de la production agricole qu'ils espèrent et le changement de structures industrielles qui devra rapidement se produire pour que cette intensification se poursuive.

On peut, par exemple, lire de nombreux textes sur la nécessité d'utiliser davantage d'engrais minéraux pour sortir notre appareil de production agricole de son archaïsme. Cette évolution est certes possible puisque, pour une superficie cultivée comparable, la France consomme alors moitié moins d'engrais que l'Allemagne. Il est plus rare de trouver des estimations des transformations industrielles et donc du coût des investissements neufs qu'une telle intensification des méthodes de production rendrait nécessaire. On sait pourtant que la fabrication des 1 600 000 tonnes de superphosphates consommés par notre agriculture absorbe déjà 60 % de la production française d'acide sulfurique et que les besoins de notre industrie en ce produit augmentent sans cesse. Pour doubler la consommation de superphosphates, fallait-il, était-il possible, de doubler la capacité de notre industrie chimique ? La rentabilité d'une telle opération étant probablement moins importante, en tout cas plus problématique, que celle de nos investissements extérieurs, on ne voit pas pourquoi ceux-ci auraient été abandonnés au profit de celle-là.

Poser comme possible un tel transfert au nom de l'avenir qu'il aurait permis traduit généralement le refus de considérer les conditions économiques et sociales de l'époque. Il nous paraît beaucoup plus pertinent de montrer que le protectionnisme, la puissance financière, l'agriculture archaïque et la faible croissance démographique sont des aspects interdépendants d'une même réalité. On ne saurait qualifier cette réalité de pathologique ou de retardataire puisqu'elle obéissait à sa loi fondamentale : accroître la puissance de la bourgeoisie par l'accroissement du capital que celle-ci contrôle.

Le « modèle de croissance français de 1910 » minimise les moyens mis à la disposition de l'agriculture, ce qui l'amène à maximiser les heures de travail que la société doit consacrer à la production de marchandises agricoles. Tout naturellement, les responsables politiques et professionnels estiment que *« l'agriculture manque de bras »*, bien que pour 40 % la population travaille encore dans l'agriculture. Mais ce modèle minimise également les besoins en capital du secteur agricole, permettant d'utiliser la plus grande partie de l'épargne paysanne en dehors de cette branche.

Le nombre d'agriculteurs qui sont insérés dans les circuits de crédit reste infime. Le Crédit agricole mutuel, encouragé par l'Etat, n'a, dans ses caisses, que 2 200 000 francs de dépôts, tandis que 5 milliards dorment dans les caisses d'épargne. Si l'on ajoute à cela les milliards des emprunts (russes et autres), on voit à quel point l'adoption d'une politique agricole libérale, poussant à la modernisation continue des exploitations agricoles, aurait abouti à remettre en cause les équilibres financiers et industriels fondamentaux. L'efficacité de ceux-ci, quant à l'accumulation du capital, n'était pourtant pas si mauvaise, puisqu'ils nous maintenaient depuis plus d'un siècle dans le groupe des quatre nations les plus puissantes. Ou, si l'on préfère, la nécessité de protéger les formes particulières du pouvoir financier et industriel de la classe dirigeante en France, et particulièrement les bases internationales de ce pouvoir, impliquait que l'on minimise les occasions d'investissement dans l'agriculture, donc que le travail du paysan puisse être protégé de la concurrence internationale.

Si l'on ajoute qu'à partir de 1890 cette politique aboutissait cependant à une augmentation continue de la production agricole mise en marché, au point que cette production couvrait, à la veille de la première guerre, à peu près 90 % des besoins nationaux, on ne voit plus en quoi la politique protectionniste était incohérente.

Du point de vue du développement capitaliste, dans le cadre national français, la condamnation de la politique agricole du début du siècle doit donc être nuancée et ne peut en tout cas être prononcée tant que cette politique n'a pas été rapprochée des conditions de structure qui la rendaient nécessaire.

Une fois ce rapprochement effectué, il apparaît qu'elle a abouti à un système d'approvisionnement agricole et d'utilisation des réserves en hommes et en capitaux existant dans l'agriculture qui a effectivement contribué au développement capitaliste.

Plus que l'exercice d'une volonté politique plus ou moins clairvoyante ou plus ou moins bien intentionnée, la politique agricole de la France, à cette époque comme aujourd'hui, n'est que la manifestation concrète des conditions historiques dans lesquelles le capitalisme français évolue. De la même façon, la politique économique de chacun des autres pays capitalistes n'est que la réalisation des conditions concrètes de l'accumulation du capital aux mains de la bourgeoisie nationale.

MICHEL GERVAIS.

# LA C. I. A. ET L'ARME ALIMENTAIRE

*JUSTE avant que le président Ford et M. Kissinger, secrétaire d'Etat américain, n'évoquent la possibilité pour les Etats-Unis d'utiliser l'alimentation comme une* « arme politique » *et que M. Butz, secrétaire à l'agriculture, ne déclare sans ambages que* « l'alimentation est une arme ; c'est l'un de nos principaux instruments de négociation », *la C.I.A. mettait le point final à une étude sur les conséquences possibles des tendances actuelles en matière de démographie, de production alimentaire et de climat dans le monde* (1). *Elle y concluait que les modifications en train de se produire dans le climat, au détriment de la production alimentaire dans les régions situées hors des Etats-Unis, pourraient valoir à ce pays une* « influence politique et économique extraordinaire ».

*Dans son analyse, et même à supposer que le climat reste « normal », l'Agence donne des dimensions du problème de la faim une description plus réaliste que ne l'ont fait jusqu'à présent les récentes déclarations publiques du département américain de l'agriculture et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). A plusieurs reprises, elle fait ressortir que tout le monde ne mourra pas de faim, ou ne connaîtra pas la disette, mais seulement les pauvres.* « La disparité entre les riches et les pauvres va probablement s'aggraver », *toutefois les riches et les pays riches* « n'ont pas à craindre la famine, bien que le prix relatif des aliments soit appelé sans doute à s'élever ».

*Les pénuries croissantes, même dans des conditions météorologiques normales, sont alors envisagées comme des phénomènes positifs pour les Etats-Unis en ce sens qu'elles leur permettront de disposer de* « vastes marchés pour leurs exportations de grains et d'avantages considérables pour leur balance des paiements ». *Mieux, leur capacité à* « fournir une aide alimentaire dans les périodes de pénurie ou de famine rehaussera l'influence des Etats-Unis dans les pays receveurs, du moins pour un certain temps ». *Cette restriction,* « du moins pour un certain temps », *évoque une inquiétude qui revient occasionnellement dans cette étude : la famine dans les pays sous-développés pourrait* « provoquer des soulèvements sociaux et politiques », « minant l'autorité des gouvernements ». *Le document fait observer qu'il pourrait alors être difficile de traiter avec des gouvernements assiégés, soit en raison de leur inaptitude à tenir leurs engagements, soit à cause d'un durcissement de leur nationalisme et de leur agressivité...* « Les Etats-Unis deviendront le père Fouettard. »

*L'essentiel de l'étude, toutefois, est consacré aux conséquences politiques probables du refroidissement du climat, que de nombreux climatologues auraient observé. En voici une conclusion-clé :* « Si la tendance (au refroidissement) se poursuivait pendant plusieurs décennies, il se produira certainement une pénurie absolue de nourriture. Les régions de latitude élevée, y compris l'U.R.S.S. et le nord de la Chine (ainsi que le Canada) connaîtraient des saisons de récolte plus courtes et une baisse de production. Les terres de mousson en Asie (y compris la Chine méridionale) et l'Afrique en subiraient également des conséquences néfastes.

» La production américaine ne serait probablement pas trop affectée. Détenant la plus grande partie des quantités mondiales de grains destinés à l'exportation, les Etats-Unis pourraient recouvrer dans les affaires mondiales l'hégémonie qu'ils détenaient dans l'immédiat après-guerre. »

*L'enthousiasme que soulèvent tout au long de l'étude ces éventuels développements met en question la volonté proclamée des responsables de la politique américaine de voir les pays déficitaires en denrées alimentaires devenir un jour capables de couvrir eux-mêmes leurs besoins. Ainsi :* « Dans un monde au climat plus froid, et par conséquent dans un monde plus affamé, les Etats-Unis auraient une position de quasi-monopole dans l'exportation de produits alimentaires (...) et cela pourrait leur donner un pouvoir qu'ils n'ont jamais eu auparavant — peut-être une hégémonie économique et politique plus grande que celle des années qui suivirent immédiatement la fin de la deuxième guerre mondiale. » *Autre commentaire de la C.I.A., un peu plus loin :* « Durant les mauvaises années (...), Washington pourrait acquérir pratiquement un droit de vie et de mort sur le sort des multitudes démunies... Les Etats-Unis obtiendraient une influence politique et économique extraordinaire. Car non seulement les pays pauvres sous-développés mais également les grandes puissances dépendraient, au moins partiellement, des importations de produits alimentaires en provenance des Etats-Unis. »

*TOUJOURS selon le document préparé par la C.I.A., vingt-deux des vingt-sept méthodes de prévision météorologique conduisent à la conclusion que le climat va se refroidir d'ici à la fin du siècle : une variation de 2 à 3 degrés Farenheit seulement aurait des conséquences énormes. Les mêmes climatologues estiment en outre que les périodes de changement climatique s'accompagnent généralement de phénomènes violents : gelées hors saison, vagues de chaleur, grandes tempêtes, cyclones, inondations, etc. Le simple effet de ces phénomènes sur les récoltes pourrait être encore plus néfaste qu'un refroidissement.*

*Des changements dans le régime des pluies pourraient rendre inutiles les grands barrages et les systèmes d'irrigation construits durant la période de temps « normal » (années 1930-1960). Qui plus est, la plupart des espèces hybrides et tous les efforts de la « révolution verte » ont été conçus en fonction de la température et de l'humidité qui régnaient à ce moment-là : tout cela pourrait être rendu vain en cas de variation de ces deux données de base.*

*LA C.I.A. fait encore remarquer que les conséquences néfastes des changements climatiques pourraient en fin de compte entraîner des* « risques potentiels » *et des* « problèmes certains » *pour les Etats-Unis si, malgré tous leurs efforts, ceux-ci n'arrivaient pas à* « couvrir un minimum des besoins des grandes régions déficitaires en produits alimentaires ». *Dans ce cas, elle prévoit* « des tentatives de plus en plus désespérées de la part de nations militairement puissantes mais néanmoins affamées pour se procurer davantage de céréales, de n'importe quelle manière. Des migrations massives, appuyées par l'emploi de la force, deviendraient un problème très réel. Le chantage nucléaire n'est pas impossible ».

*Tout compte fait, les désastres climatiques sont considérés comme positifs pour les Etats-Unis à condition qu'ils n'aillent pas trop loin. La C.I.A. espère un seuil convenable de catastrophes pour les récoltes des autres.*

JOSEPH COLLINS.

*(D'après* The Elements, *revue publiée sous les auspices de l'Institute for Policy Studies et du Transnational Institute — numéro d'avril.)*

(1) *Potential Implications of Trends in World Population, Food Production, and Climate*, OPR-401, août 1974, 50 pages.

bénéfices. En outre, les crédits à l'élevage sont considérables : l'infrastructure peut être financée intégralement sur douze ans à un taux de 7 % alors que l'inflation est d'au moins 20 %. Les engrais et les vaccins sont financés pour un an sans intérêt. Mais les avantages ne s'arrêtent pas encore là. Le journal O Estado de São Paulo du 10 mars 1973, dans un éditorial peu habituel, a dénoncé la corruption et la spéculation qui accompagnent l'approbation des projets : en fait, souvent, ces sommes « réservées » pour le développement sur les impôts des chefs d'entreprise peuvent être directement empochées par ceux-ci.

Ainsi, investir dans la création de grandes fermes d'élevage extensif est devenu une meilleure affaire qu'investir dans des projets industriels. A partir de 1968, les montants libérés pour les projets d'élevage dépassent le montant de ceux destinés au secteur industriel. Parallèlement, le montant des encouragements fiscaux appliqués en Amazonie dans le cadre de la Sudam s'accroît d'année en année, atteignant en 1970 plus de 8 % de l'impôt sur le revenu perçu par l'Etat. Cependant le financement de la route transamazonienne a été réalisé en « détournant » une partie de ces fonds et a ainsi réduit ce pourcentage.

Trois cent soixante-treize projets d'élevage ont été approuvés ainsi par la Sudam jusqu'à la fin de l'année 1973. Les caractéristiques globales de cette « œuvre » sont les suivantes :

- — Nombre de projets : 373 ;
- — Surface totale : 6 993 782 hectares ;
- — Investissement total : 2 712 028 143 cruzeiros ;
- — Encouragements fiscaux : 1 992 067 324 cruzeiros ;
- — Troupeau prévu dans ces 373 ranches : 3 995 604 têtes ;
- — Nombre d'emplois : 14 522.

La surface moyenne des ranches en cours d'installation est donc de 18 750 ha, mais depuis quelque temps la Sudam n'accepte plus des « fazendas » de moins de 25 000 ha, considérés comme le seuil de rentabilité pour le système extensif de production de viande bovine dans les conditions amazoniennes. Dans ces ranches, un salarié s'occupera en moyenne de deux cent soixante-quinze têtes de bétail. L'investissement total ne dépasse pas en moyenne 387 cruzeiros par hectare, mais il atteint 186 753 cruzeiros par travailleur. Pour l'année 1972, l'investissement moyen par travailleur dans ces ranches a atteint 318 000 cruzeiros alors que pour les projets industriels de la Sudam il était de 180 000 cruzeiros.

## Un nouveau "Far-West" ?

LA région qui bénéficie en premier lieu de cette expérience est le nord-est du Mato Grosso et les zones limitrophes des provinces du Para et de Goias. Les caractéristiques naturelles de la région, mais aussi l'interconnexion des axes routiers déterminent la concentration des ranches et évidemment des entrepôts frigorifiques. C'est dans cette zone qu'on trouve les ranches de Volkswagen (3), Anderson Clayton, Good Year, Nestlé, Liquiferm (groupe italien - Liquigas), Bordon, King's Ranch, Swift-Armour, Mitsubishi, de diverses banques brésiliennes telles que le Banco de Credito Nacional, des grandes entreprises de travaux publics telles que Camargo Correa, des grandes firmes de transport en commun telles que Reunídas S.A., des grands magasins tels que Mappin ou Eletroradiobraz, quelques éleveurs traditionnels tels que les Junqueira, des hommes politiques tels que le sénateur Magalhaes Pinto, ou encore des vedettes de la télévision et du journalisme tels que M. Silvio Santos ou David Nasser.

Cette « dynamique pionnière » a donc des caractéristiques tout à fait différentes de celles du dix-neuvième siècle, quand on a assisté à l'extraordinaire expansion de l'espace contrôlé par les Européens dans les grandes plaines restées vacantes à la surface du globe. La prise de possession et la mise en valeur des hautes plaines américaines, du Nord du Mexique, des plateaux de Sao-Paulo, des plateaux australiens, du veldt sud-africain, de la pampa argentine, etc., se sont faites de façon bien différente de celles de l'occupation actuelle de l'Amazonie, malgré quelques caractéristiques communes. Les pionniers ici ne sont pas attirés par l'espoir d'accès à la terre mais par la simple nécessité de survivre. Même si, dans des plaines de l'Ouest américain ou la pampa argentine, la colonisation par les immigrants européens n'a pas toujours débouché sur la constitution d'une classe paysanne, au départ l'occupation était encouragée par la libre possession de la terre. Au contraire, ici, la population paysanne installée depuis longtemps sur ces terres en régime d'autoconsommation se voit expulsée par les entreprises modernes qui possèdent les titres de propriété.

Les ouvriers qui, aujourd'hui, travaillent dans ces gigantesques entreprises, ne sont pas employés directement par les firmes. Ils sont embauchés sous les ordres de quelques « entrepreneurs de main-d'œuvre » appelés gatos (chats). Ces gatos recrutent dans les régions environnantes, souvent à des centaines de kilomètres, en proposant à des paysans sans terre un salaire de 10 francs par jour dont 5 francs sont retenus pour le paiement de la nourriture et la « rémunération » du gato. Il est presque inutile de rappeler que ce dernier n'a pas intérêt à ce que les ouvriers rentrent chez eux avant que les dépenses de transport jusqu'au lieu de travail soient remboursées. Le résultat est un rapport de semi-esclavage. Les travailleurs sont gardés par des milices de sécurité armées.

Pour cette phase d'implantation, les ranches ont besoin d'une main-d'œuvre beaucoup plus nombreuse que celle qui sera employée une fois le projet exécuté. Dans la Jari de M. Ludwig, on prévoit mille deux cents emplois fixes, alors qu'on fait travailler aux défrichements trois mille deux cents peões (ici travailleurs à la tâche). La Suia-Missu, fazenda du groupe italien Liquigas (gaz liquide) fournira deux cent cinquante emplois alors qu'actuellement trois mille peões travaillent ses terres. Ce projet comporte 637 000 hectares de terre, où on élèvera trois cent mille bêtes qui seront abattues et transformées sur place. Il repose sur un financement de 10 millions de dollars du Bankers Program de la F.A.O., des subventions du gouvernement brésilien, l'investissement du groupe Liquigas se montant à 16 millions de dollars.

Globalement, l'implantation de tous les projets déjà homologués aboutira à la création de quinze mille emplois dans quelques années. Actuellement, quatre-vingt mille ouvriers préparent les terres... On ne saurait trop insister sur les effets sociaux de cette nouvelle « dynamique pionnière ». Pour installer les ranches sur les terres achetées, les hommes de main au service des grandes entreprises expulsent les « squatters » (paysans sans titre de propriété) et les Indiens qui y habitaient. L'hebdomadaire Opinião fait état du nombre de conflits qui font actuellement l'objet d'une procédure judiciaire : trois mille quatre cents familles de paysans misérables sont en train de perdre leurs terres rien que dans la province de Mato Grosso. L'ouverture de routes, elle aussi, ne respecte rien. La BR-80 traverse désormais le Parque Nacional do Xingu.

Cela avait été décidé le 22 avril 1969 dans le ranch Suia-Missu, où a eu lieu une réunion entre le ministre de l'intérieur, Costa Cavalcante, et les chefs d'entreprise d'élevage de la région. L'opposition des frères Villas-Boas, qui se consacrent à la défense des Indiens, et de certains secteurs de l'Eglise n'ont pas pu arrêter la fureur des monopoles : la réserve indienne a été condamnée.

## Exploiter la misère

LE rythme impressionnant de la mise en valeur contribue aux déboisements les plus rapides qu'ait connus le Brésil et peut-être le monde. Selon le professeur Warwick Kerr, président de la Société brésilienne des sciences, la forêt amazonienne disparaîtra dans trente-cinq ans si on continue à la détruire au même rythme. Plusieurs savants se sont montrés inquiets des faibles potentialités des sols amazoniens et de leur rapide dégradation s'ils étaient « cultivés ». Des recherches sont cependant menées pour créer des systèmes culturaux sauvegardant les sols. Elles sont le fait surtout de l'Institut de recherche I.R.I., ancien I.B.E.C. Research Institute (4). Cette institution a été créée et financée au départ par Rockefeller ; par la suite, son financement a été assuré en grande partie par l'USAID. Mais leurs travaux de sélection retiennent comme critère la réaction de certaines variétés végétales à l'apport de certains engrais, alors qu'il aurait été bien plus utile de choisir comme critères de sélection la résistance à la sécheresse, l'adaptation aux carences du sol. Mais il faut savoir que le Brésil dépend pour 70 % des firmes américaines en ce qui concerne son approvisionnement en engrais minéraux ! Voilà un bon exemple de ce qu'est un « transfert de technologie » !

Pour beaucoup de responsables ou d'observateurs politiques cette catastrophique détérioration de l'Amazonie et cette exploitation éhontée de la misère sociale sont le prix que doit payer le pays pour devenir un grand producteur et exportateur de viande bovine. On a même fait un plan intitulé « Viande bovine pour l'Europe ». Mais quelles sont les chances pour qu'il devienne une réalité ? Il est difficile de répondre aujourd'hui. Les obstacles techniques ne sont pas insurmontables mais ils sont nombreux. Economiquement, le changement récent de la conjoncture mondiale ne permet pas de penser que les pays de la C.E.E. augmenteront leurs importations de viande. Cela n'empêchera pas, bien sûr, Liquidas (firme italienne) de trouver le moyen de faire entrer en Italie la viande produite dans son ranch amazonien...

A ces perspectives douteuses vient s'ajouter un aspect encore plus dramatique. L'occupation de l'Amazonie a été présentée par le gouvernement militaire comme une alternative à la nécessité d'une réforme agraire. Il y a cinq ans, le ministre du plan a déclaré : « La décennie de 1970 sera marquée par la « marche vers l'Ouest » qui a pour but de peupler le Goias et le Mato Grosso avec un million huit cent mille « Nordestinos » disposés à échanger leur paysage agreste contre les interminables et âpres savanes qui couvrent le plateau central et occupent 20 % de notre territoire. » Ce beau rêve n'est plus soutenu par l'actuelle administration, bien que ce ministre soit toujours au pouvoir. Le gouvernement Geisel se déclare ouvertement en faveur de la « colonisation par la grande entreprise ». Un projet de loi sera examiné par le Sénat prévoyant d'autoriser l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) à vendre des lots de 70 000 hectares des terres publiques aux grandes entreprises forestières et pastorales.

Que dire de la structure agraire du Brésil, la plus déformée de toute l'Amérique latine ? Cette politique qui substitue la « colonisation » à la réforme agraire, a abouti à un renforcement de la domination des grands propriétaires fonciers : d'un côté les latifundias englobent chaque fois des surfaces plus étendues, de l'autre, la pulvérisation minifundiaire est chaque fois plus intense. Le recensement de 1970 montre que la surface occupée par les unités de plus de 1 000 hectares est passée de 100 à 115 millions d'hectares en dix ans alors que le nombre d'exploitations minifundiaires passait de 1,5 à 2,5 millions.

JOSE S. DA VEIGA.

(3) Investissement Volkswagen : 40 millions de dollars.

(4) I.B.E.C. - International Basic Economy Corporation, firme du groupe Rockefeller ayant une grande participation dans le secteur alimentaire et de distribution. Possède surtout des chaînes de magasins et super-marchés en Amérique latine. Ex. : Sears, Makro.

**Briser le mythe des idéologies technocratiques de "gauche" et de "droite"**

# Le paysan dans les pays capitalistes développés

Par CLAUDE SERVOLIN *

ON sait que, dans les pays capitalistes développés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, l'essentiel de la production alimentaire est assuré par des entreprises de petites dimensions économiques qui emploient très peu de main-d'œuvre salariée. Cette forme particulière de production est désignée sous des vocables différents : exploitation familiale (*family farm*), entreprise individuelle, économie paysanne, qui tous cherchent à exprimer la spécificité de ces unités de production par rapport à la norme sociale naturellement représentée par les grandes entreprises industrielles capitalistes.

Cette spécificité est très souvent identifiée à un retard de l'agriculture par rapport au reste de l'économie. En effet, depuis bientôt un siècle, l'habitude a *été prise, à tous les échelons de la* hiérarchie sociale, de considérer cette forme de production comme archaïque, inefficace du point de vue technique, peu rentable du point de vue économique. Et l'on en conclut logiquement que cette forme est appelée à disparaître par extinction ou par mutation.

Or, bien que cette manière de voir la production agricole soit très largement partagée dans nos sociétés, nous pensons qu'il est nécessaire de rompre radicalement avec elle pour comprendre la nature réelle de la « crise » agricole qui est décrite par ailleurs.

L'opinion et l'erreur communes reposent sur la croyance au caractère archaïque de l'organisation sociale de la production agricole que le langage savant décrit volontiers, lui aussi, comme *« une forme pré-capitaliste de production »*.

Ces exploitations individuelles sont, bien évidemment, héritées du passé. En France, *par exemple, leur filiation* remonte aux très anciennes tenures familiales, forme la plus répandue de l'exploitation du sol sous la féodalité. Mais, depuis leur consolidation comme forme de production autonome à la fin du dix-huitième siècle, ces exploitations familiales se sont lentement et profondément modifiées. Aujourd'hui, des traits fondamentaux distinguent les exploitations agricoles de leur forme originelle :

● LE RAPPORT DU PAYSAN A LA TERRE N'EST PLUS LE MEME. — La classe des propriétaires fonciers a disparu en tant qu' « agent » de la production agricole. Par la transformation du métayage en fermage, ou le passage du fermage en faire-valoir direct, ce sont, partout, les exploitants qui succèdent aux propriétaires fonciers dans la maîtrise du sol, condition de la production *agricole. On observe un phénomène*, différent dans son origine, mais identique dans son résultat, dans les anciens « pays neufs » (Etats-Unis, Australie) : la terre, autrefois gratuite, est devenue objet d'appropriation de la part de ceux qui la cultivent.

● LES RAPPORTS DE L'HOMME A SON TRAVAIL SE SONT, EUX AUSSI, RADICALEMENT MODIFIES. — Les producteurs agricoles ont abandonné leurs anciennes méthodes de production, empiriques et statiques, pour adopter des méthodes rigoureusement scientifiques, appliquant systématiquement les résultats de l'agronomie et de l'élevage scientifiques. Cette modification dans la manière de produire a provoqué un accroissement gigantesque de la productivité du travail agricole. Ce système de production, à base de petites exploitations individuelles, est le plus intensif que l'humanité ait jamais connu (1).

Ce double bouleversement de la forme originelle de la production agricole dans les pays capitalistes développés n'a été possible que par l'injection de crédits dans l'agriculture par le capital, tant pour faciliter la croissance des avances productives que pour favoriser l'accession des producteurs à la propriété. Ce mouvement est attesté par le développement de la puissance des instituts bancaires agricoles et de l'endettement des producteurs agricoles. Ainsi le volume global des prêts consentis en France à l'agriculture par le Crédit agricole mutuel est passé de 3 885 millions de francs courants en 1953, à 20 273 millions en 1963, et a plus que doublé de 1963 à 1968, atteignant 48 540 millions de francs. Tout s'est passé comme si le capital avait, par une mobilisation du crédit, favorisé ou même provoqué la métamorphose que nous venons de décrire.

Cette observation suffit à montrer que la forme sociale de production agricole dans les pays capitalistes avancés, née d'une forme historique ancienne, loin d'être une simple survivance, s'est au contraire développée et modifiée sous l'emprise et le commandement du capital lui-même, et qu'en somme elle se présente aujourd'hui comme un produit du développement du capitalisme.

## Une conception déterministe du progrès technique

NOUS avons indiqué plus haut que cette forme individuelle de production a réalisé l'application de la science à la production alimentaire. Application très générale, très poussée, ainsi qu'en témoignent parfois les protestations des consommateurs contre les excès de cette rationalisation scientifique de la production : standardisation et artificialité de nombreux produits, voire dangers possibles de certaines *« viandes aux hormones »*.

Cela n'empêche pas que l'on continue un peu partout à définir cette production agricole comme *« archaïque »*. Cette inconséquence provient d'un raisonnement de type analogique : puisque, dans la plupart des branches, l'application de la science à la production s'est manifestée par le passage à la grande industrie, on doit admettre que le progrès technique, la production rationnelle et moderne s'identifient purement et simplement à la grande industrie. Déjà Marx lui-même avait fait cette identification dans *le Capital*, en affirmant que seul le passage à des formes capitalistes de production permettrait *« l'application scientifique consciente de l'agronomie »* à l'agriculture. Et, sur ce point, il a été fidèlement suivi par la plupart des économistes ruraux modernes ainsi que par les planificateurs sociaux (rapports Mansholt et Vedel). Cette conception déterministe du progrès technique est un des traits constants des idéologies technocratiques contemporaines, qu'elles soient de *« droite »* ou de *« gauche »*, qu'elles parlent d' *« innovation »* ou de *« développement des forces productives »*.

Mais les choses ne se sont pas déroulées comme le supposait cette théorie, largement dominante, du développement agricole. Nous devons bien reconnaître aujourd'hui que l'application de la science à la production agricole s'est réalisée d'une manière apparemment atypique, c'est-à-dire sans bouleverser les traits fondamentaux des rapports du producteur agricole aux conditions *de* sa production.

A la différence de ce qui s'est passé dans la grande industrie, la division du travail n'est pas très développée dans l'agriculture et le producteur continue à accomplir toutes les tâches nécessaires à la production de la marchandise. Il n'y a pas non plus création, en agriculture, d'un *« travailleur collectif »*, cette multiplication des forces productives individuelles par le moyen de la coopération de nombreux travailleurs, caractéristique de la grande industrie. Et le producteur agricole continue à se distinguer du travailleur libre employé dans l'industrie en restant le propriétaire de ses moyens de production et du produit de son travail. Il achète, le plus souvent au prix d'un endettement croissant, les matières premières et les machines nécessaires à la production agricole moderne, et il vend, dans de bonnes ou de mauvaises conditions, les produits de son travail. L'agriculteur des pays capitalistes avancés reste, dans ses rapports à son travail, un producteur individuel qui a développé, et développe encore, toutes les caractéristiques économiques de cette forme sociale de production.

Ce développement, apparemment singulier, achève de perdre son mystère *lorsque l'on considère* les avantages qu'il procure à l'ensemble du capital engagé dans ces pays. Dans ces exploitations individuelles que nous avons décrites, c'est le producteur lui-même qui cède les produits de son travail dans un échange marchand avec le reste du circuit économique. Et, dans cet échange, le producteur individuel subit à son détriment ce que la théorie économique dominante appelle un transfert de productivité, ou un transfert de surplus (2), dont bénéficient les autres secteurs de l'économie en payant les produits agricoles au-dessous de leur valeur. Ce phénomène se lit dans le tableau des *valeurs ajoutées par* branche de la comptabilité nationale française : on y constate que, depuis vingt ans, malgré les progrès très importants de la productivité physique, la valeur ajoutée de la *branche agricole par travailleur actif* demeure constamment inférieure de moitié à la productivité moyenne par travailleur actif des autres branches de la production. En 1952 la valeur ajoutée par la branche agricole est de 12 % de la PIB, tandis que le taux de population active est de 31,4 % ; vingt ans plus tard, en 1972, la valeur ajoutée est de 6,7 %, le taux de population active de 14,1 %.

D'autre part, la conservation de cette forme de production entraîne le producteur à supporter lui-même la charge d'avances productives de plus en plus lourdes (achats de facteurs de production produits scientifiquement) en vue de *chercher à compenser par l'augmentation* des quantités produites le « transfert de surplus » qu'il subit dans la vente.

Cette forme de production s'avère donc très productive et réussit à approvisionner l'ensemble du système social en produits alimentaires à des prix nettement inférieurs à ceux qui seraient nécessaires à des grandes exploitations capitalistes pour pouvoir produire les mêmes marchandises dans les mêmes *conditions naturelles et sociales. Portée* à son plus haut degré de développement en Europe de l'Ouest et particulièrement en France, cette forme de production est appelée à croître dans les pays capitalistes qui avaient adopté d'autres systèmes d'alimentation (*cf.* les autres articles de ce dossier). Dans la période de crise de l'accumulation du capital qui commence, la production agricole organisée sur la base individuelle montre plus clairement son « avantage » décisif : elle autorise une plus grande accumulation du capital dans les branches industrielles. C'est la même relation que l'on exprime lorsqu'on fait de la *« poursuite du progrès »* de l'agriculture l'une des conditions du *« redéploiement »* des économies capitalistes malades.

* Directeur de la station d'économie et de sociologie rurale de Paris (INRA).

(1) Le seul qui puisse lui être comparé du point de vue de la productivité, la riziculture dans certains deltas asiatiques, reste très localisé et très spécifique aux sociétés asiatiques.

(2) Cf. les travaux de Jacques Méraud, du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), sur les « transferts de surplus » de secteur à secteur.



(Photo T. Spiegel - Rapho.)
MOISSON DANS L'ETAT DE WASHINGTON.
*Un déséquilibre persistant entre producteurs et consommateurs.*

# "AGRIBUSINESS" ET MODIFICATIONS CLIMATIQUES

Par JAMES RIDGEWAY *

*CRISE de l'énergie et crise alimentaire se sont combinées aux Etats-Unis pour accroître l'intérêt porté aux techniques du contrôle du climat. D'une part, ceux qui avaient aidé l'armée à provoquer des précipitations sur le Vietnam du Nord à la fin des années 60, pour y empêcher les déplacements de troupes et de matériel, cherchent maintenant à produire des variations climatiques à l'intérieur même des Etats-Unis pour augmenter la pluviosité à des fins industrielles et agricoles. D'autre part, de grandes sociétés transnationales ayant leur centre aux Etats-Unis travaillent à des projets secrets qui pourraient apporter une révolution dans l'agriculture en permettant de transporter la ferme du champ à l'usine, où l'environnement est moins sujet aux ravages imprévisibles du temps.*

*Chef de la division des sciences terrestres et planétaires au Centre des armements navals de China Lake, en Californie, Pierre Saint Amand et son équipe avaient contribué à la mise au point des bombardements de nuages au Vietnam entre 1967 et 1972, opérations connues sous leurs noms de code tels que « Popeye » et « Nile Blue ». Maintenant, ils jouent un rôle de premier plan dans les techniques de modification du climat à des fins pacifiques. Ils ont un contrat avec North American Weather Consultants, firme privée de Californie, pour bombarder les ouragans le long de la côte du Pacifique.*

*Saint Amand tire son expérience d'une pratique exercée en différentes régions du monde. Il rappelle qu'il fut invité en Inde en 1967 pour mettre un terme à la sécheresse qui ravageait la province du Bihar. Mais le phénomène était déjà trop avancé. Il eut plus de chance aux Philippines en 1969, en* « aidant des nuages qui étaient trop petits à grossir et à se répandre en pluies abondantes ». *Selon lui, il a ainsi permis aux Philippines d'économiser 85 millions de dollars. A Okinawa et aux Açores, il a également provoqué des pluies.*

*Les projets de grande envergure se localisent aujourd'hui dans les grandes plaines du nord des Etats-Unis et sur la frange des montagnes de l'ouest. Le département de l'intérieur gère le projet « Hiplex » dans les prairies du nord, et le projet « Skywater » dans le bassin du Colorado. Avec « Skywater », il s'agit d'accroître les chutes de neige, qui permettront d'obtenir davantage d'eau pour l'agriculture et le traitement du charbon.*

*De son côté, l'Institut des sciences atmosphériques au Dakota du Sud déclare avoir bombardé au hasard 5 000 miles carrés au-dessus du nord-centre-ouest du Dakota. A la suite de quoi, il a observé une augmentation de 23 % de la pluviosité chaque été. Selon une estimation, chaque pouce supplémentaire de pluviosité peut entraîner un supplément de rendement allant de 2 à 5 boisseaux (1 boisseau = 36 litres) de céréales par acre. Le coût de l'opération est de 3,5 cents par acre.*

*Autrefois, le pilote rentrait avec son avion dans les nuages pour y répandre de l'iodure d'argent. Aujourd'hui, l'opération est de plus en plus automatisée. Dans les expériences menées par le département de l'intérieur, un opérateur radar, installé au quartier général de la station, contrôle son écran. Un télétype, installé à proximité, lui communique des informations météorologiques et lui-même est en relation avec un ordinateur sophistiqué. Quand il détecte des nuages sur son écran radar, il envoie l'information à l'ordinateur, qui lui fait alors savoir s'il doit ou non « attaquer ». Si la décision est positive, l'opérateur peut, soit dépêcher ses pilotes, soit envoyer un signal radio à des générateurs au sol dans les montagnes. Ces générateurs peuvent propulser de l'iodure d'argent dans les airs.*

## Des risques certains

*MAIS ces interventions sur le temps comportent des incertitudes. Ainsi, par exemple, des fermiers producteurs d'orge travaillant pour le compte d'une brasserie du Colorado prirent contact avec des agents spécialisés dans les modifications climatiques pour prévenir la grêle qui menaçait leur récolte. Des éleveurs de bétail ont imputé à cette retenue de la grêle la sécheresse qui devait les frapper.*

*Certains spécialistes au sein du gouvernement sont profondément troublés par ces expériences visant à modifier le temps. Ils redoutent ce qu'ils appellent l'* « effet de l'éponge » *: si l'on fait pleuvoir quelque part, on expose d'autres régions à la sécheresse. L'inconnue reste entière : qu'advient-il du temps hors de la région concernée ? Personne ne le sait, assurément, même si les sociétés commerciales spécialisées insistent sur les effets bénéfiques de l'opération. Il y a aussi le risque que l'approvisionnement en eau soit pollué à la suite de l'envoi répété d'iodure d'argent ou de plomb dans les nuages.*

*Malgré tout, les travaux s'intensifient. En Illinois, des organismes officiels ont en vue un nouveau programme visant à supprimer les chutes de grêle et à faire pleuvoir pour accroître les rendements. Compagnies d'assurances et conserveries se mettent à s'intéresser au financement des modifications du climat. Une société californienne, Atmospherics Inc., opère à l'échelle mondiale: elle a loué ses services pour sauver de la grêle une récolte de thé au Kenya ; elle a aussi travaillé pour un groupe d'assurances sud-africain qui voulait provoquer des chutes de pluie. La même société a fait pleuvoir au Soudan et s'apprête à répéter l'opération en Turquie.*

*Par-dessus tout, ces techniques suscitent l'intérêt, toujours et partout en éveil, des militaires américains. Le Pentagone espère qu'elles constitueront une arme importante dans le futur. Par exemple, des explosions provoquées dans un site approprié aux Philippines seraient de nature, estime-t-on, à déclencher un tremblement de terre massif en Californie. Inondations, raz de marée, sécheresses ; tout cela est considéré comme autant de formes de guerre* « humaines » *mais efficaces par le Pentagone (1).*

## La ferme à l'usine

*IL reste que la solution qui consiste à altérer le climat reste problématique. Aussi plusieurs grandes sociétés transnationales s'engagent-elles dans une autre voie, estimant qu'il est plus simple d'édifier une nouvelle agriculture dans l'environnement protégé d'une usine. La production des végétaux peut y être organisée partiellement sur des chaînes. Plusieurs de ces sociétés sont engagées dans la recherche et l'expérimentation de la culture hydroponique, méthode qui consiste à faire pousser des plantes sur couche de gravier. Là aussi, des problèmes se posent. D'abord, il semble que la solution d'ingrédients nutritifs qui baigne les végétaux transporte des virus et des maladies. Ce qui signifie que ces végétaux doivent recevoir des injections d'antibiotiques qui les maintiendront en vie. Ensuite, c'est une technique qui coûte cher. D'après un expert du Laboratoire de recherche sur l'environnement de l'université d'Arizona, qui est un centre de recherche avancé en culture hydroponique, il en coûterait 560 000 dollars par acre simplement pour acheter les lampes nécessaires pour faire venir une récolte de tomates. L'électricité requise pour une seule récolte représenterait une dépense supplémentaire de 92 000 dollars par acre.*

*Les activités et même les travaux d'expérimentation déjà en cours aux Etats-Unis n'en sont encore qu'à une échelle réduite. Ils n'en sont pas moins significatifs, car ils prouvent que les sociétés transnationales ayant leur centre aux Etats-Unis peuvent se lancer dans la production agricole en différentes régions du monde. Les légumes produits selon la méthode hydroponique pourraient enrichir la gamme des nombreux autres produits alimentaires qu'elles offriront sur le marché.*

* Collaborateur de la revue américaine *Elements*.

(1) Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont déposé le 21 août dernier à la conférence du désarmement à Genève un projet commun de convention sur l'interdiction de l'utilisation à des fins militaires, ou tout au moins hostiles, des techniques de modification de l'environnement. (N.D.L.R.)

## Le nouveau Sud-Vietnam

# ENCADRER, RÉÉDUQUER, NOURRIR...

*(Suite de la première page.)*

Cependant, et au-delà de ces nécessités du moment, on peut penser que la décentralisation des gouvernements régionaux sera maintenue : elle est inhérente au système des comités et s'adapte bien à la diversité historique et culturelle du Sud. Les risques d'éclatement sont nuls, car largement compensés par la force centripète que constitue le F.N.L. et, derrière lui, le parti des travailleurs, unique de Hanoi à Saigon, et présent dans tous les centres de décision. Ce rôle unificateur du F.N.L. et du parti est assez bien illustré par l'histoire de la mise en place des comités révolutionnaires qui, à Saigon Gia Dinh, s'est effectuée en deux temps : il fallait, tout d'abord, briser l'indifférence et la méfiance de la population, qui ne s'était en rien « soulevée », comme le voudrait la version officielle. Il fallait aussi assurer d'urgence la gestion des affaires courantes.

Début mai, on a envoyé un cadre F.N.L. sur chaque « *terrain* » pour constituer chaque comité. Ce cadre, aidé par un ou deux sympathisants du quartier, a dressé une liste des membres du futur comité en les choisissant parmi les personnes dynamiques ou populaires du secteur. Puis les chefs de cellule se sont le plus souvent dégagés d'eux-mêmes. Parmi ces nouveaux chefs se sont *immédiatement* glissés des opportunistes, plus révolutionnaires que les vrais, intrigants et, surtout, incompétents. La population s'en est plainte. Et tous, cadres et gens, de conclure que le peuple n'est pas mûr pour l'auto-gouvernement. Le sera-t-on jamais ? Car alors, en juillet, vint la seconde étape : dissolution de tous les comités, de toutes les cellules et remodelage de l'ensemble sous le contrôle du comité F.N.L. de l'arrondissement. A la tête de chaque comité de quartier, les trois membres importants (président, vice-président et secrétaire) doivent être membres du parti des travailleurs ou se préparer à le devenir. Les autres membres sont choisis dans les organisations diverses du F.N.L. Les comités révolutionnaires s'appellent désormais « officiels » et des assemblées populaires ont consacré leur présentation solennelle. Une page est tournée. On va pouvoir travailler sérieusement, et l'ouvrage ne manque pas.

Les comités assurent toutes les tâches administratives, judiciaires, policières, du territoire, de l'état-civil à la justice de paix, en passant par l'action sociale et la sécurité. Une ou deux fois par mois, dans les îlots, a lieu une réunion d'information, à laquelle un représentant par famille est convié. Les cadres y expliquent la politique du gouvernement, selon un ordre du jour préétabli. Ils répondent aux questions de l'assistance qui, dans l'ensemble, apprécie beaucoup ces réunions. Elles lui permettent de comprendre les mesures gouvernementales et de connaître le sort qui l'attend. Ont été ainsi traités, dès juin-juillet : les crimes « américano-rebelles », le devoir de dénoncer ceux qui possèdent encore des armes, l'élimination de la « culture américaine perverse », les départs vers les campagnes, la distribution du riz aux affamés, le devoir de se rééduquer et de faire rééduquer les siens, etc.

La ligne générale, élaborée par le G.R.P. et le comité central du F.N.L., est appliquée et contrôlée par les comités F.N.L. d'arrondissement (ou de district). Ces derniers travaillent dans des locaux voisins de ceux des comités révolutionnaires d'arrondissement. Les comités F.N.L. comportent douze membres. Les trois principaux (président, vice-président et secrétaire) appartiennent de fait au parti des travailleurs. Ils sont désignés par le comité central du F.N.L., assurent la continuité de la ligne politique et tranchent les différends. Les neuf autres membres sont délégués par les diverses organisations du F.N.L. existant sur le territoire. D'un arrondissement (ou district) à l'autre, ces organisations peuvent varier, mais on retrouve partout la Fédération de la jeunesse libérée — organisation de jeunesse, unique, et pépinière des futurs cadres du F.N.L. et membre du parti — et la Fédération des femmes libérées. Ces deux fédérations ont une organisation territoriale semblable à celle des comités révolutionnaires. Il existe des cellules de femmes, parallèles aux cellules d'union populaire, chargées de résoudre les problèmes plus spécifiquement féminins (garde des enfants, entraide ménagère, éducation sanitaire, etc.).

L'exemple de la Fédération des femmes libérées est révélateur du destin réservé à la « troisième force » dans la nouvelle société : fin mai, cette fédération a absorbé toutes les anciennes organisations féminines. Ainsi, l' « Association des femmes pour le droit à la vie » de Mme Ngo Ba Than, grande figure de la « troisième force » à Saigon et de la résistance à Thieu au Vietnam, a-t-elle été contrainte de se dissoudre et invitée à rejoindre la Fédération des femmes — moyennant quoi Mme Ngo Ba Than continue à jouer un certain rôle.

Il en est de même, à peu de chose près, des organisations bouddhistes et catholiques. Elles ont été dissoutes et leurs membres ont dû choisir : soit rejoindre les organisations confessionnelles du F.N.L. et garder voix au chapitre en tant qu'individus, soit disparaître. C'est ainsi que le père rédemptoriste Truong Ba Can et la bonzesse supérieure Huynh Lien se sont vus récemment intégrés au comité F.N.L. de Saigon Gia Dinh — alors que les Vénérables de la pagode An Quang se sont effacés et ne peuvent plus, pour l'instant, jouer aucun rôle.

### Une ville sans police ?

« *NOUS voulons construire une société sans police, où le peuple se défendra et s'organisera lui-même* », nous a dit un cadre F.N.L. au lendemain de la libération de Saigon. Et, de fait, du jour au lendemain, Saigon est devenue une ville sans police. Des élèves, des étudiants en brassard rouge règlent le flot des véhicules — assez maigre il est vrai. D'autres jeunes, pour la plupart déjà « autodéfenseurs » sous le régime de Thieu, surgissent à la moindre alerte, le fusil brandi. Ils ont entre quinze et vingt-cinq ans. On les dénomme « forces populaires armées d'autodéfense », car ils assurent bénévolement la sécurité des quartiers, sous la direction des comités révolutionnaires. Mais cette absence apparente de police ne doit pas abuser. Très tôt, en mai, au sein de l'armée régulière, s'est constitué un corps spécial destiné à assurer la sécurité dans Saigon Gia Dinh : le « contrôle militaire », à galons rouges sur le col. Puis, courant juin, on a vu apparaître les premiers agents de la sécurité intérieure, cadres du F.N.L. vêtus d'indigo et armés de revolvers. Ils accompagnent les *bô dôi* du contrôle militaire dans leurs perquisitions ou arrestations. Enfin, fin juin, se sont effectués les premiers stages de formation des « forces armées populaires ». Véritables miliciens à plein temps, ces garçons sont destinés à prendre la relève de l'armée régulière et des « autodéfenseurs ». Ils n'ont, eux, aucun passé politique. Seule condition, impérative pour entrer dans ce nouveau corps : être issu d'une famille non compromise avec le régime américano-Thieu. Agés de plus de dix-huit ans, ils subissent un entraînement paramilitaire sous la direction des cadres de la sécurité intérieure. Ils assurent, eux aussi, patrouilles, contrôles et perquisitions. Une société sans police ? L'utopie paraît quelque peu compromise.

Il est vrai que, très vite, face aux assassinats de *bô dôi*, aux rumeurs de résistance et à la découverte de cachettes d'armes, les comités révolutionnaires ont eu à se préoccuper des questions de sécurité, réelles ou potentielles — à tel point que, à Saigon Gia Dinh, certains comités y consacraient un jour de travail sur deux en juillet-août.

Le premier objectif, militairement et chronologiquement, a été la concorde et la réconciliation nationales. Dans cette perspective, la première grande opération, et qui est loin d'être terminée, est la rééducation des fonctionnaires, des soldats et officiers de Thieu, puis, de proche en proche, de toute la population. Le but, idéalement, est clair : faire un bilan du passé (ce qu'a été l'impérialisme américain, le mal qu'il a fait au peuple, à la société, à soi-même) et ouvrir des perspectives d'avenir (ce qu'il faut faire pour la nation et pour soi-même). La réalisation : des « stages » de trois à six jours pour les « petits », de dix jours à un mois officiellement pour les ex-officiers et hauts fonctionnaires — trois mois à trois ans plus probablement pour les « obstinés », nous a dit un cadre communiste. Pour les humbles, simples soldats, servantes, instituteurs, les cours ont généralement lieu dans une école. Ils sont suivis de la remise d'un questionnaire qui guide dans la rédaction de l'autocritique que chacun devra lire devant le groupe. Pour les ex-gradés et dirigeants : riz au sel et herbes cuites, déminage et défrichage le jour, cours et autocritique la nuit. Nul ne sait d'ailleurs où ils se trouvent. Aussi, fin juillet, leurs familles s'en sont-elles émues. Mais les autorités, très à l'écoute des masses, les ont aussitôt rassurées en les convoquant à des réunions spéciales où il a été dit, pour la première fois, que ces ex-gradés étaient « *en quelque sorte* » des prisonniers de guerre.

Pour les plus modestes, si le directeur du *stage* est un authentique cadre du F.N.L., la prise de conscience peut être effective et rapide : le but de rééducation est alors atteint. Mais, faute de cadres, à Saigon *Gia Dinh* surtout, on confie souvent les cours à des zélateurs tout neufs qui n'en savent guère plus long que ce qui est écrit dans la brochure officielle distribuée aux stagiaires. Et les cours se prolongent alors en séances de dénonciations assez peu formatrices. Mais il est vrai que la formation n'est pas le seul but de ces stages : l'un des objectifs majeurs est d'observer et d'analyser la personnalité de chacun afin d'évaluer les risques futurs de son inadaptation à la nouvelle société, voire de sa rébellion. Ces observations sont alors versées aux dossiers que constituent les délégués à la sécurité des comités révolutionnaires.

On aura vite fait de taxer de tels agissements de menées policières, mais la réalité est plus complexe : si construire la société nouvelle est une entreprise collective, la responsabilité des fautes n'en est pas moins considérée comme individuelle — ce qui ne manque pas d'être inconfortable. Les principes du F.N.L., en ce domaine, sont tout à la fois généreux et exigeants. On ne condamne pas. Le passé, même celui des tortionnaires, est aboli. On ne tue personne. Mais on ne pardonne pas non plus. Chacun a, certes, été victime du système américano-Thieu. Mais il n'y a pas de victimes innocentes. Chacun doit donc se réformer ; et si les fautes passées sont abolies, gare à celles de l'avenir...

La deuxième série de difficultés d'envergure à laquelle le F.N.L. a dû faire face, et ceci dès les premiers jours, est celle de l'entière restructuration socio-économique du pays. Il s'est trouvé devant la situation léguée par la guerre et l'ancien régime : une économie néo-coloniale, artificielle, dépendant à plus de 80 % de l'étranger — laquelle s'était d'ailleurs effondrée depuis le départ des troupes américaines ; la fuite des capitaux nationaux vers les banques étrangères ; une société de consommation de type occidental pour les plus aisés ; l'afflux massif, en diverses vagues, autour des villes, d'une population arrachée à ses campagnes, déculturée, qui a vécu des miettes du dollar et végète dans ses bidonvilles depuis le retrait américain, constituant près de trois millions de chômeurs. Enfin, la corruption du haut en bas de l'échelle sociale, la drogue, la prostitution, la mendicité, les mille et un petits métiers de la débrouille et de la misère. A tout cela s'est ajouté, brutalement, l'arrivée sur le marché de l'emploi d'un million de soldats de Thieu sans qualifications et sans ressources. Face à cette situation, le F.N.L. s'est montré très prudent, avançant pas à pas, parant au plus pressé.

D'abord, dégonfler les villes, principalement Saigon. L'objectif est de ramener la capitale à un million et demi d'habitants, chiffre de 1963, au lieu des quatre millions d'aujourd'hui. Dès le 2 mai, on a vivement encouragé le « *retour au pays natal* ». En deux mois, plus de cinq cent mille personnes sont ainsi reparties volontairement, aidées par les comités révolutionnaires qui fournissaient aux plus pauvres le prix du transport et le riz du voyage. Mais ces premiers départs sont le fait des réfugiés les plus récents, ceux qui avaient encore quelque famille ou quelque terre à retrouver. Restent les autres, près de deux millions de déracinés qui s'accrochent à la ville par peur de l'avenir. Où iraient-ils ? Ils n'ont plus rien. Le F.N.L., qui le sait bien, s'ingénie à trouver des solutions. On a d'abord récupéré les terres des « fantoches » enfuis à l'étranger pour les distribuer à ceux qui n'en ont pas. Puis on a appelé, au niveau des hameaux, à mettre en culture les ex-bases et terrains militaires. Chaque famille intéressée a reçu entre un tiers et un *demi*-hectare de terrain. On l'a encouragée à planter, de *préférence*, des cultures vivrières de courte durée qui rapportent et nourrissent : patates douces, manioc, bananes. En juillet, le kilo de patates douces est passé de 150 à 50 piastres à Saigon.

*(Photo H. Gloaguen - Viva.)*

UN CENTRE DE FORMATION DES JEUNES.
*Faire la révolution et renouer avec les structures sociales du passé.*

### Retour à la terre, réorganisation de l'industrie

MAIS tout cela est insuffisant. Début juillet, on a averti que l'on ne procéderait plus à des distributions de riz gratuit que pour les affamés. Les pauvres, eux, sont invités à partir vers les « *nouvelles régions économiques* », dont il existe un plan d'ensemble. Au niveau de chaque arrondissement, un comité chargé du repeuplement de ces régions a *été* constitué. Son premier travail a été d'effectuer un jumelage de l'arrondissement avec une région précise, d'enquêter sur place sur les conditions de réinsertion de la population et d'en élaborer les grandes lignes. Ainsi, le cinquième arrondissement s'est-il jumelé avec certains territoires désolés — où l'on s'est tant battu — dans la province de Binh-Long. Le comité a alors appelé à la constitution d'équipes de *pionniers*, jeunes et chômeurs, qui *ouvriront* les routes, les canaux, reconstruiront les bâtiments et les maisons. On compte surtout sur les jeunes. Ils reçoivent 20 kilos de riz et 700 grammes de sel par mois, auxquels s'ajoutent 4 000 piastres. Le travail achevé, ils pourront, s'ils le désirent, s'installer sur place et faire venir le reste de la famille. Cette mesure a été accueillie avec beaucoup d'intérêt par la population.

Les nouvelles régions économiques étant un terrain d'expérience neuf, elles vont tout de suite *fonctionner* selon un système semi-collectiviste. Des « *fermes collectives* » de formule originale vont y être construites : elles sont collectives par le travail et individuelles par la propriété. Chaque famille reçoit son lot de terre, qu'elle cultive grâce à l'entraide communautaire décidée au niveau de la « cellule ». Les problèmes d'intérêt commun sont résolus au niveau du hameau. Là encore, le Vietnam cherche à renouer avec ses structures sociales passées.

Parallèlement au retour à la terre, le F.N.L. se préoccupe de la réorganisation de l'industrie. La situation est ici plus simple, mieux rodée aussi. Il existe actuellement trois formes d'entreprises industrielles, toutes trois gérées par des comités exécutifs syndicaux rattachés à l'unique Fédération des syndicats libérés. Les entreprises étrangères abandonnées par leurs propriétaires qui ont fui à l'étranger ont été baptisées « *entreprises nationales* ». Le sort des entreprises privées étrangères, dont les propriétaires ou leurs représentants sont sur place — françaises pour la plupart, — n'est pas encore réglé, mais l'issue ne fait pas de doute : leur gestion a déjà été remise au comité syndical ; leurs cadres s'en vont. Reste la question du remboursement des capitaux non amortis, mais comme la majorité de ces entreprises les avaient largement amortis depuis des années, l'affaire sera vite résolue. Le plus délicat est donc le sort des capitalistes nationaux, petits ou moyens, car les gros se sont enfuis. On a trouvé une formule originale : ils sont invités à « collaborer » avec le comité syndical, ce qui signifie en clair qu'ils acceptent de devenir simples salariés dans leur entreprise. Ils continuent d'apporter leur compétence technique et on leur remboursera leurs investissements non amortis en les prélevant sur les bénéfices de l'entreprise. Dans un an, dans trois ans ou plus, leur entreprise deviendra « nationale ». Chacune de ces entreprises a été invitée à produire un document prévisionnel pour 1976 et l'on tient compte de l'ensemble de ces travaux pour élaborer un plan à l'échelle nationale.

La priorité est actuellement donnée aux productions de première nécessité : tissages, produits alimentaires vietnamiens, petit outillage agricole, etc. On insiste sur la nécessité d'être économe et ingénieux : déjà les armes abandonnées sont reconverties en charrues.

Reste un secteur de l'économie à l'égard duquel le F.N.L. n'a pas encore pris de position bien nette : le commerce. Cependant, après l'augmentation considérable des prix des denrées de base en juillet (charbon de bois, sucre, savon), les autorités ont commencé à mettre en place un réseau de dépôts et de magasins d'Etat qui devraient progressivement s'assurer le monopole de la distribution. Il est encore trop tôt pour savoir si ces nouveaux circuits « casseront » les prix et garderont le monopole effectif, mais le contrôle du prix du riz et sa vente par les comités révolutionnaires sont déjà entrés en vigueur. C'est un point essentiel puisque, à l'intérieur du pays, le taux de la piastre est déterminé par le prix du riz pris comme étalon-monnaie.

Du fait des restrictions bancaires, on peut d'ores et déjà considérer le gros négoce comme ruiné. Par contre, à la campagne, où les paysans voient avec un bonheur sans mélange que la guerre est vraiment terminée, les échanges de produits agricoles ont repris à un niveau inconnu depuis des années et, en ville, hormis un certain contrôle sur quelques denrées, les autorités n'ont pas manifesté l'intention de limiter le petit commerce.

Il serait inexact d'affirmer que la majorité des Vietnamiens du Sud souhaitent la réunification immédiate. Trop de propagande, des deux côtés, a engendré la rancœur. Les particularismes régionaux, accentués pour les besoins de fausses causes par les Français, puis par les Américains, ont pris racine et il serait maladroit de les nier brutalement. Le G.R.P. le sait bien, qui dans ce domaine aussi va prudemment et élude, sur place, le problème. Un an ? Trois ans ? On nous a cité ces deux chiffres, à chaque fois avec quelque hésitation. « *Elle se fera quand le peuple le voudra* », a dit Mme Binh.

Derrière cette déclaration officielle s'organise pourtant déjà un certain nombre de réunifications de fait : la défense, le parti et, à court terme peut-être, les affaires étrangères. On nous a expliqué la théorie d' « *une bouche et deux bras* ». L'un des bras — le Sud — se tend vers les pays neutralistes et non alignés, l'autre — le Nord — vers les pays socialistes. La bouche à nourrir, c'est le Vietnam tout entier. Reste la complémentarité économique, si souvent citée par les géographes occidentaux : le Nord à vocation industrielle, le Sud, pays agricole. La guerre a changé cette donnée et, depuis mai, le Sud aide le Nord en envoyant par camions entiers produits finis et biens américains, y compris des ordinateurs. Cependant, les susceptibilités sont telles qu'on affirme officiellement que c'est le Nord seul qui aide les frères du Sud. Dans les faits, là aussi, les échanges ont repris entre les deux parties du pays — et la reconstruction de la voie ferrée Saigon-Hanoï est une tâche prioritaire, commencée dès le 2 mai.

Si le pays est encore divisé et multiple, que dire de ses amitiés étrangères ? En dépit de son désir marqué de ne pas se couper de l'Occident et des pays non alignés, le nouveau Vietnam parle russe, mais c'est peut-être pour mieux penser chinois. Fin juillet à Saigon, sur huit films (répartis dans cinquante et une salles), quarante-quatre salles présentaient cinq médiocres films russes, une salle le film chinois et les six dernières des productions vietnamiennes. Mais, derrière cette façade, la plupart des méthodes sont inspirées par la révolution chinoise. Le Vietnam a hérité de la guerre américaine, outre les terres dévastées, les milliers de mutilés physiques, mentaux et moraux, d'une difficulté supplémentaire : être l'un des terrains privilégiés de la confrontation entre l'Union soviétique et la Chine populaire. Et il ne s'agit pas, loin de là, d'un problème théorique : comment vont réagir les milliers de Chinois maoïstes de Cholon, qui écoutent Radio-Pékin tous les matins, à l'arrivée des conseillers russes ? On dit que les militants qui avaient préféré rester au Sud après 1954 seraient plus proches de la Chine, alors que les jeunes formés à Hanoï seraient, eux, fanatiquement défenseurs de Moscou... Pour couper court à toute spéculation à haute voix, le parti a décidé de s'en tenir au testament de l'oncle Hô : déplorer la querelle des « *grands frères* ».

Mais le véritable vœu de Hô était que les Vietnamiens se retrouvent enfin entre eux, pour construire *leur* socialisme. Un socialisme venu des campagnes, dernier héritier direct du lénino-stalinisme classique, mais dont on ne sait pas encore quelles voies originales il prendra.

CL. DELACHET et E. GUILLON.

## BIBLIOGRAPHIE

# Premières impressions après la paix

*VOICI déjà la première cuvée d'ouvrages sur la libération de Saigon : elle est presque aussi médiocre que hâtive. Un petit livre, pourtant, se dégage du lot (1). Trop rapide, certes, trop vite lu, mais avec ravissement. Son auteur, qui parle vietnamien (et chinois), a su comprendre le Vietnam de l'intérieur. Joël Luguern a en effet séjourné à plusieurs reprises à Danang puis à Saigon, comme coopérant puis comme journaliste. Ses engagements militants en faveur de la lutte de libération nationale des Vietnamiens donnent une valeur particulière à son témoignage sur les trois dernières années de cette lutte.*

*Des réflexions sur le régime qui se met en place ? Sans doute est-il encore trop tôt pour se risquer à un bilan. L'important, dit Luguern, c'est cette paix enfin retrouvée. La remise en ordre implique des priorités « autres que celles relevant du domaine des arts ou de la littérature », répond-il par avance à ceux qui redoutent la perte de certaines « libertés ». D'aucuns trouveront l'explication insuffisante, commode, voire dangereuse : mais comment juger déjà ? Tout président américain a droit à cent jours de « lune de miel » — la moindre des choses n'est-elle pas d'en accorder au moins autant à des hommes qui sortent de trente ans de guerre ?...*

*Le livre de Paul Dreyfus (2), qui s'étire, lui, de janvier 1973 à la fin de mai 1975, nous parle presque, à propos des mêmes événements, d'un autre Vietnam. C'est, rassemblée à la diable par un journaliste attentif mais pressé, une suite de dépêches et d'articles au ras de l'actualité. Du moins l'auteur fait-il preuve d'une relative neutralité et s'abstient-il de voir dans la fin d'un régime pourri la fin d'un monde qui serait le sien.*

*C'est en revanche ce que fait l'auteur principal de* l'Adieu à Saigon *(3), qui se flatte d'avoir serré la main par dérision aux « trois fossoyeurs » de « Saigon-la-Pute » (entendez : des membres du G.R.P.) qui lui signifiaient son expulsion. Que Lartéguy n'ait « rien à faire » du nouveau Vietnam, comment s'en étonner ? Celui auquel il dit adieu n'est jamais que matière à une autobiographie déguisée et bâclée, une façon pour Lartéguy de parler encore de Lartéguy.*

*Raoul Salan, quant à lui, s'est contenté de saisir l'occasion pour puiser dans ses dossiers de quoi faire un livre qui, malgré son titre prétentieux et trompeur (4), n'est rien d'autre qu'une étude peu originale de la tactique et de la stratégie militaires vietnamiennes (les écrits d'un Georges Boudarel, par exemple, sur le même sujet, sont autrement plus pénétrants), assortie d'une conclusion tonitruante.*

MARCEL BARANG.

(1) Joël Luguern, *Vietnam, des poussières par millions, 1972-1975* (préface de Philippe Devillers), Ed. le Cercle d'Or (12, rue du Moulin, 85102 Les Sables-d'Olonne, B.P. 110), 1975, 171 p., 30 F.

(2) Paul Dreyfus, *Et Saigon tomba*, Arthaud, Paris, 1975, 388 p., 45 F.

(3) Jean Lartéguy, *l'Adieu à Saigon* (avec la collaboration de Raoul Coutard), Presses de la Cité, Paris, 1975, 222 p., 30 F.

(4) Raoul Salan, *Indochine rouge, le message d'Ho Chi Minh*, Presses de la Cité, Paris, 1975, 190 p., 25 F.

## *Le nouveau pari économique du Japon*

# RESTRUCTURER L'INDUSTRIE A LA FAVEUR DE LA CRISE

*Les milieux d'affaires japonais ont accentué, au cours de l'été, leur pression sur le gouvernement pour qu'il mette fin, par des mesures énergiques, à la stagnation prolongée de l'économie nippone. Un nouveau plan de relance, le quatrième depuis le début de l'année, devrait être mis en place en septembre. En fait, après un semblant de reprise au cours du premier trimestre, l'économie japonaise s'est à nouveau essoufflée en mai. Car les problèmes auxquels est confronté le Japon tiennent beaucoup plus à la structure même de l'économie qu'à une conjoncture défavorable.*

*Plus qu'un détonateur, la crise de l'énergie aura été un révélateur. Elle a notamment montré avec clarté que la croissance « à la japonaise » tenait effectivement du miracle. — d'un miracle de déséquilibre. Champions de l'expansion rapide, les Japonais ont connu ces dernières années une hyper-inflation pour déboucher aujourd'hui sur un chômage grandissant et la récession la plus profonde et la plus durable enregistrée depuis la guerre. La plus grave aussi, car elle ne tient pas seulement à la conjoncture de ces deux dernières années, comme le laxisme gouvernemental a longtemps tendu à le faire croire, mais aux contradictions d'un processus de développement basé sur un usage abusif des mécanismes de marché.*

*Pour les plus conscients parmi les « barons » de l'économie nippone, l'idée commence à poindre qu'il ne s'agit peut-être pas seulement de remédier à des déséquilibres engendrés par le « boom » de la décennie écoulée, lorsqu'il fallait à tout prix forcer les portes de la prospérité, mais de corriger les déviations d'un système aveuglé par un succès lourd d'abus, qui sacrifiait l'avenir au présent. Mais toute la question est de savoir si le processus d'ajustement, qui risque d'être long, ne déclenchera pas des réactions profondes, politiques, propres à modifier la structure de la société.*

Par PHILIPPE PONS

ACTUELLEMENT, le gouvernement japonais ne voit pas si loin. Il entend, comme par le passé, maintenir l'économie à l'abri de la politique. Le cabinet Miki semble avoir accordé un blanc-seing en matière économique à M. Fukuda, vice-premier ministre et ministre du plan, qui s'emploie avant tout à stabiliser l'économie par des mesures techniques. Avec un certain succès d'ailleurs. Le rééquilibrage paraît aujourd'hui en grande partie réalisé. De l'avis des responsables de la politique économique au ministère des finances, le Japon a atteint le creux de la vague récessionniste au cours du premier trimestre 1975. Sur le plan de l'inflation, la stabilisation des prix se confirme : depuis un an, les prix industriels sont demeurés pratiquement stables (l'indice en avril dernier était supérieur de 4,3 % à celui d'avril 1974). Quant aux prix de détail, leur progression au cours du trimestre écoulé a été ramenée à moins de 1 % par mois. Pour l'ensemble de l'année 1975, le gouvernement prévoit de contenir la hausse des prix au-dessous de 10 %. Enfin, la croissance négative de l'année fiscale 1974 (qui s'achevait le 31 mars) a permis, en comprimant les importations et en incitant les exportations, de rétablir l'équilibre de la balance commerciale: neuf mois seulement après la crise de l'énergie, le premier acheteur de pétrole du monde avait réussi non seulement à accroître ses réserves en hydrocarbures, mais encore à équilibrer sa balance commerciale.

Un redressement qui tient sans doute de la performance, mais ne doit pas pour autant égarer le diagnostic. Non seulement ce coup de frein a été fort coûteux pour l'économie, mais en outre il ne résout pas le problème fondamental du détraquage des mécanismes de la croissance nippone. D'autres indicateurs traduisent en effet une nouvelle dégradation de la conjoncture. Depuis presque un an et demi, la production industrielle est en baisse : en juin 1975, l'indice était en régression de 11,2 % sur le même mois de l'année précédente. Certains secteurs (papier, fibres synthétiques, textiles) ont dû réduire leur production de 40 à 60 %. Enfin, la chute des investissements se poursuit d'un mois sur l'autre : selon une enquête de la Banque de développement du Japon, l'investissement industriel a baissé de 6 % en volume au cours de l'année fiscale 1974 et ne connaîtra aucune reprise cette année. Quant aux échanges extérieurs, le rééquilibrage étonnant de la balance commerciale nippone cache en fait une régression de 9,4 % pour les exportations et de 16,7 % pour les importations à la fin de l'année fiscale 1974.

Sur le plan social également, la note est particulièrement lourde à payer : avec un rythme de faillites « stabilisé » à mille par mois, le nombre des chômeurs recensés à la fin de mars s'élevait à 1,3 million, soit 2,5 % de la population active. Au ministère du travail, on estime que le seuil critique serait 4 %, soit 2 millions de chômeurs. Pour l'instant, il n'y aurait donc pas de quoi s'alarmer. En fait, les statistiques officielles qui ne tiennent compte ni de la progression des chômeurs partiels (les horaires de travail sont considérablement réduits), ni de la désertion des femmes, qui ne sont pas inscrites au chômage, ni enfin des travailleurs saisonniers, « immigrés de l'intérieur », venus de la campagne et qui y repartent sans avoir trouvé d'embauche, traduisent très imparfaitement la réalité. Pour les organisations syndicales, et certaines estimations de l'ambassade des Etats-Unis, on compterait entre 3 et 3,5 millions de chômeurs au Japon, ce qui représente 6 % de la population active.

Ce sont là, en fait, les résultats prévisibles, et d'ailleurs attendus par le gouvernement, de la politique de « refroidissement systématique » menée depuis un an. Mais quelle est la prochaine étape envisagée par les dirigeants nippons ? Le gouvernement japonais, comme ses homologues étrangers, se trouve placé devant l'alternative : approfondissement de la récession ou relance et, par conséquent, nouvelle flambée des prix. Pour le vice-premier ministre, M. Fukuda, le principal objectif demeure de consolider la stabilité : *« L'inflation est le pire des maux »*, nous dit-il d'entrée de jeu. Selon lui, *« les politiques budgétaire et monétaire du précédent gouvernement* (celui de M. Tanaka) *sont restées nettement expansionnistes jusqu'à la fin de 1973. Aussi la réorientation plus restrictive donnée ces derniers mois n'a-t-elle pas eu des résultats immédiats en raison de l'abondance des liquidités dont disposaient les entreprises. L'année 1975 doit donc être essentiellement orientée vers un dégonflement des stocks et, par conséquent, placée sous le signe du refroidissement prolongé »*.

A l'Agence de planification, nos interlocuteurs soulignent qu'au cours de cette année l'économie japonaise devrait connaître une croissance modérée (2 %) et, grâce à un fort excédent de la balance commerciale (+ 5,2 milliards de dollars), une balance des paiements courants presque équilibrée. Seule concession à la reprise, M. Fukuda a présenté à la Diète en mars dernier un budget en déficit (7 milliards de dollars) et met en œuvre une politique active de dépenses publiques (engagement de 65 à 68 % du total des dépenses publiques dès le premier semestre de l'année fiscale).

Toute la politique de M. Fukuda tourne autour d'un axe : redonner un peu d'oxygène à l'économie sans compromettre ses équilibres extérieurs : en d'autres termes, il s'agit de déterminer un taux maximal de croissance qui permette à la fois de sauvegarder l'équilibre de la balance des paiements et d'éviter une dégradation plus grande de la situation dans l'industrie. Mais l'austérité, la régulation énergique de la demande, comportent des risques économiques et sociaux non négligeables. D'une part, cette politique signifie en clair que le chômage va s'accroître et le pouvoir d'achat se dégrader. D'autre part, en renonçant à relancer la demande, le gouvernement condamne l'industrie à demeurer dans une phase dépressive. Pourtant, la politique de M. Fukuda semble aujourd'hui acquise : imposée aux syndicats, elle est acceptée par les milieux d'affaires.

La récession actuelle se présente, là comme ailleurs, sous le double signe d'une capacité de production excédentaire conjuguée à une baisse du taux de profit. La situation est cependant pour le Japon d'une gravité sans précédent. La débauche d'investissements de la période 1965-1970 a conduit à augmenter les équipements industriels de 25 % au cours de cette période : immobilisation qu'il est impossible de rentabiliser. En outre, la pénurie de main-d'œuvre qui s'est dessinée à la fin des années 60 a rendu le partage salaire-profit extrêmement rigide.

Pourtant, le patronat japonais bénéficie d'un avantage sur ses homologues occidentaux : s'il ne peut rien sur les coûts énergétiques, il a sans doute une marge de manœuvre plus grande qu'en Occident pour peser sur les salaires. C'est là une des principales articulations de la politique de M. Fukuda : miser sur la stabilité sociale.

A lire les études prospectives publiées par les organismes gouvernementaux ou les instituts de recherches économiques nippons, il est frappant de constater que la classe ouvrière est toujours considérée comme un agent « passif » du processus de production. La capacité de résistance ou de réaction des travailleurs est une donnée *a priori* stable. Cette hypothèse pourrait ne relever que d'une perspective technocratique banale : elle s'enracine en réalité au Japon dans un contexte social et politique. L'offensive de revendications lancée par les syndicats japonais, en avril dernier, prouve en fait que l'hypothèse de stabilité sociale des experts japonais n'est pas dénuée de fondement.

La traditionnelle « offensive de printemps » des syndicats japonais (Shunto) a été, cette année, une défaite de la classe ouvrière, reconnaissent en privé les responsables de la grande confédération syndicale Sohyo, étroitement liée au parti socialiste. Au départ, les revendications d'augmentation de salaires étaient, suivant les branches, de l'ordre de 25 % à 33 %. Dans les meilleurs des cas (sidérurgie, chimie), les salariés n'ont obtenu que des majorations de 14 %. Dans certaines branches, les textiles par exemple, les salaires ont été pratiquement gelés. L'augmentation consentie par le patronat représente à peine le taux de l'augmentation des prix sur l'année fiscale 1974. En termes réels, avancent les syndicats, les ouvriers japonais ont vu leur pouvoir d'achat chuter d'une manière dramatique (6 % dans certains cas) (1). Comment expliquer que cette « offensive de printemps » ait tourné court ? Des éléments conjoncturels ont assurément joué, mais c'est essentiellement le système syndical japonais qui est en cause.

Il est certain que la perte de productivité enregistrée au cours de l'année écoulée interdisait à la plupart des industries de consentir des hausses de salaires importantes.

Plus fondamentalement, cette défaite des ouvriers japonais montre la limite du système de syndicat d'entreprise qui prévaut dans ce pays. Si, en période d'expansion, ce système a permis aux ouvriers permanents (c'est-à-dire aux employés à vie), qui sont les seuls syndiqués, d'obtenir des augmentations de salaires importantes, pour l'ensemble de la classe ouvrière, il se révèle inopérant en période de récession : en effet, il freine la combativité des employés permanents. La détérioration du marché de l'emploi, les faillites et le chômage sont des facteurs de démobilisation pour ces derniers, alors qu'aux portes des usines attendent les « temporaires », premières victimes des mesures de rationalisation de la production. Pour maintenir leur situation privilégiée, les « permanents » axent leurs revendications non sur les salaires mais sur la garantie de l'emploi. Il en a toujours été ainsi depuis la guerre. L'exemple, cette année, de la firme textile Kanebo, qui, dès le 8 avril, « brisa » l'offensive syndicale pour toute la branche textile en acceptant un gel des salaires, est à cet égard instructif : des négociations patronat-salariés, il ressort que la direction s'est engagée, en contrepartie de la renonciation du syndicat à toute augmentation de salaire, à ne pas licencier d'ouvriers permanents, même si la récession s'accentuait. C'est donc d'une perte nette sur leur pouvoir d'achat que les ouvriers de Kanebo payent leur droit au travail.

Le parti communiste japonais avait bien essayé, dans l'immédiat après-guerre, de créer des syndicats par branches, mais sa tentative se solda par un échec. *« Le syndicat d'entreprise restreint l'horizon du travailleur à sa seule entreprise,* commente un responsable communiste. *Il ne facilite guère une prise de conscience de la place de l'entreprise dans un mécanisme de production ni de la place du travailleur dans ce processus. Depuis vingt ans, les ouvriers japonais s'opposent au patronat pour le partage, mais collaborent pour la production. Lorsqu'il n'y a rien à partager, comme c'est le cas cette année, il ne leur reste qu'à s'atteler à la production. Dans les négociations syndicats-patronat au Japon, les dés sont toujours pipés en défaveur des premiers. »*

Pour M. Ota, qui, voici dix ans, recevait le prix Lénine alors qu'il était président de Sohyo, et qui est aujourd'hui responsable de la fédération des industries chimiques, *« l'ampleur de la défaite syndicale, cette année, aurait provoqué, partout ailleurs qu'au Japon, des troubles sociaux. Ici, la majorité des travailleurs n'ont pas de « relais » pour faire passer leurs revendications. Les partis, socialiste ou communiste, cherchent avant tout des points d'appui dans des syndicats bien organisés. Mais peu leur importe qu'un tiers seulement des trente-six millions de salariés japonais soient syndiqués et que dix millions d'employés temporaires ne bénéficient d'aucun encadrement. Pourtant, l'avenir de la gauche japonaise dépend de l'organisation de cette masse de travailleurs. Aussi longtemps que des institutions telles que le syndicat d'entreprise et le salaire à vie resteront incrustées au Japon, les chances de transformation de la société seront sérieusement réduites »*.

## Croissance lente et contrôlée

C'EST bien le raisonnement de l'élite dirigeante japonaise. Le professeur Ichiro Hitochi, l'un des conseillers économiques du gouvernement, ne cache pas que tant que ce système prévaudra *« rien de grave ne pourra se produire au Japon »*. Dans la crise qui frappe ce pays comme le reste du monde industrialisé, le gouvernement nippon a admirablement su jouer de cette stabilité sociale « garantie », qui est l'un de ses avantages sur ses partenaires occidentaux. M. Fukuda a réussi la première phase de son plan : discipliner les revendications syndicales, de toute façon jugées excessives par le patronat, et mettre en place une esquisse de politique des revenus, entendue comme un blocage des salaires. En faisant peser sur le pouvoir d'achat des Japonais une part du poids de la crise, le Japon se donne, à terme, un atout maître dans la concurrence internationale. Mais ce n'est qu'une position d'attente. Le véritable dilemme, austérité ou reprise, reste entier.

En contenant la hausse des salaires en deçà de 15 %, le gouvernement a clairement marqué qu'il n'entendait en rien opérer une relance de l'activité économique par la consommation. Les décisions successives prises depuis le mois d'avril d'abaisser le taux de l'escompte d'un demi-point chaque fois pour atteindre 7,5 % en août signifient assurément une révision de la politique de restriction de la demande, mais constitue-t-elle pour autant un premier pas vers une reprise ? M. Sasaki, ancien gouverneur de la Banque du Japon et président du Keizai Doyukai (Comité pour le développement économique), qui regroupe les membres les plus influents du *zaikai* (littéralement, « le monde des possédants »), ne le pense pas. *« La baisse du taux d'escompte,* nous explique-t-il, *ne fait que concrétiser la politique de relaxation sectorielle entamée depuis le début de l'année. La stabilisation des prix était, certes, la première condition requise pour prendre cette mesure. Encore fallait-il maintenir la hausse des salaires. Cela dit, je pense qu'il est trop tôt pour parler d'une relance. »*

Or la production japonaise est retombée au niveau du début de 1973. *« Nous sommes aujourd'hui dans une situation d' « overkill »*, nous dit M. Kanamori, président du Japan Economic Research Center, dont les analyses font autorité pour les partisans de l'expansion rapide. Au JERC, on estime toujours que l'étude prospective publiée en octobre dernier par le MITI (Ministry of International Trade and Industry), qui prévoit une croissance moyenne de 7 % par an sur la période 1976-1980, est encore valable. *« La politique actuelle de M. Fukuda est beaucoup trop conservatrice,* commente M. Kanamori. *Le vice-premier ministre n'a qu'un objectif : la stabilité. Il raisonne en termes pré-keynésiens. Le coup de frein à l'économie a été un succès, mais nous avons at*[illegible]*t un point de limite qui pourrait bien devenir un point de non-retour. »* En fait, les instituts de recherches économiques s'entendent pour prévoir que le gouvernement va prendre, au coup par coup, des mesures de desserrement du crédit et qu'à l'automne il demandera un budget additionnel ou bien aura recours à la « clause d'élasticité » qui l'autorise à augmenter de 50 % les investissements publics.

Cependant, le principe d'une croissance lente et contrôlée *semble* aujourd'hui admis par la plupart des dirigeants de l'économie nippone. Ce changement d'attitude est clairement perceptible dans les études prospectives que publient les organismes de recherches réputés pour leur optimisme, comme l'institut de recherches Nomura ou celui qui dépend de la Long Term Credit Bank. Les grandes lignes de ces analyses, qui portent sur la période 1975-1980, se ramènent aux points suivants (2) ; d'une part, au niveau international, le Japon devra tenir compte d'un ralentissement du commerce mondial dont la progression sera limitée à 5 % ; en revanche, le prix du pétrole, estime Nomura, se stabilisera à son niveau actuel. Sur le plan interne, plusieurs facteurs devraient contribuer à ralentir la croissance, qui se situera autour de 6,6 % par an : maintien d'une politique de contrôle de la demande globale, baisse du taux de progression de la population active (+ 0,8 % par an), réduction de la durée du travail et accroissement des investissements non productifs dans le total des investissements industriels, ralentissement enfin de l'innovation technique. En ce qui concerne la demande finale, Nomura prévoit une stagnation de l'investissement privé, qui ne devrait croître en volume qu'à un rythme de 2,9 % par an au lieu de 20 % en moyenne au cours de la précédente décennie.

Sur le fond, quel que soit le rythme de croissance adopté au cours de la décennie à venir — que les expansionnistes ou les tenants de la stabilité l'emportent, — il est intéressant de noter que les grandes orientations qui ressortent des conclusions de l'étude Nomura s'inscrivent, en fait, dans la ligne du plan de restructuration de l'industrie japonaise préparé en octobre dernier par le Conseil pour les réformes des structures industrielles et publié par le MITI.

## Concentration planifiée

POUR prendre un nouveau souffle et retrouver une rentabilité, le capitalisme nippon a besoin de changer de base, de promouvoir des industries nouvelles. Les hommes d'affaires avaient trouvé dans l'inflation de ces dernières années une opportunité de profit qui leur permettait de différer une restructuration profonde de leur économie. La période de refroidissement actuelle est l'occasion de soustraire les capitaux à des secteurs souffrant d'un excédent de production ou en perte de vitesse pour les transférer vers d'autres, désormais plus rentables.

La restructuration de l'économie est placée sous le signe de la double rente du savoir et de la terre. Sur le plan interne, le scénario envisagé par les dirigeants conduit à un repli sur l'espace national de la production la plus sophistiquée. A l'extérieur, il s'inscrit dans le contexte d'une accélération rapide de la division internationale du travail.

(1) Selon une enquête de l'Agence de planification publiée en janvier, sur cent ménages interrogés, cinquante-cinq constatent que leur niveau de vie a baissé en un an. Détail symptomatique : les dépenses pour les produits alimentaires sont en régression de 35 % sur l'année dernière.

(2) Cf. notamment, l'étude publiée en février 1975 par l'Institut Nomura : *Medium Range Outlook for Japanese Economy.*

Au niveau interne, il s'agit d'abord, souligne le MITI, de couper les branches mortes, c'est-à-dire les industries dont la production est jugée la moins rentable. Dans le contexte d'une croissance nulle ou faible, comme l'année dernière ou cette année, le MITI n'a qu'à laisser jouer la « loi d'airain du capital », qui conduira irrémédiablement les entreprises des secteurs faibles à la faillite, le gouvernement se bornant à doser, secteur par secteur, les aides publiques afin que l'opération se réalise sans grincements excessifs. Ces industries sont condamnées parce qu'elles exigent une main-d'œuvre abondante, alors que le Japon doit faire face à une pénurie de travailleurs non qualifiés, mais également parce que la structure du commerce extérieur japonais sera modifiée, dans les années à venir, sous l'effet de la concurrence des pays en voie de développement pour des produits comme les textiles et les biens de technique moyenne (automobiles). L'exemple des industries textiles est à cet égard révélateur. En 1977, le Japon perdra son principal marché : l'Asie du Sud-Est. La zone produira alors 2 800 tonnes de textile par jour, soit 85 % de la production nippone. La même année, les pays de l'Asie du Sud-Est auront une capacité d'exportation de 460 000 tonnes. Ces développements expliquent le déclin inéluctable de l'industrie textile japonaise : les investissements qui, dans ce secteur, augmentaient de 12,8 % par an, entre 1960 et 1970, connaîtront une croissance de 2 % entre 1970 et 1985.

Si certaines branches doivent disparaître, l'effort doit porter, par contre, souligne le MITI, sur les industries à forte valeur ajoutée, les « knowledge-industries », qui consomment peu de matières premières, nécessitent une main-d'œuvre qualifiée et représentent un marché potentiel en expansion. En 1980, les produits de haute technologie devraient représenter 28 % des exportations japonaises.

Les grandes options du redéploiement de l'industrie japonaise, définies en fait dès le début des années 70, et dont la réalisation a été différée en raison de la conjoncture, ne semblent donc pas remises en cause. Pas plus d'ailleurs que la méthode envisagée pour y parvenir. Le cadre demeure celui d'une économie orientée (procédure dite de l'« administration guidance », ou persuasion administrative), sous le contrôle du MITI, qui intervient tant au niveau de l'organisation de la production qu'à celui du commerce extérieur. Processus qui privilégie la concentration industrielle. Tout le développement du Japon s'est fait sous le signe d'une politique de concentration, menée par le MITI dans la perspective de la prédominance, dans chaque secteur, de deux ou trois grandes sociétés, chacune ayant dans sa mouvance une clientèle de sous-traitants. Les récessions constituent des périodes de pause qui débouchent sur une nouvelle concentration. *« Dans un tel contexte, les mécanismes du marché sont très souvent inopérants »*, nous dit M. Toshihide Takahashi, président de la commission anti-trust (3).

Ancien haut fonctionnaire du ministère des finances, M. Takahashi est actuellement la « bête noire » des hommes d'affaires nippons. *« Il est peut-être exagéré de parler d'un dirigisme d'Etat au Japon,* dit-il, *mais je pense qu'il y a une collusion très profonde entre représentants de l'industrie et membres de l'administration. L'expression souvent utilisée par les étrangers pour désigner ce phénomène, « Japan Inc. », n'est pas sans fondement. Les pressions inflationnistes et la crise du pétrole ont éclairé les contradictions que ce système fait peser sur notre économie. La concentration industrielle au Japon a déjà atteint un degré considérable. Les projets de restructuration du MITI ne visent qu'à rendre plus fortes les industries les plus puissantes. »* Selon M. Takahashi, dans ces conditions, l'Etat n'a pas la possibilité d'arbitrer, d'assurer le pouvoir de sa charge : les grands groupes créent leur propre espace économique d'échanges de marchandises et de crédit. Ainsi, les dix plus grandes maisons de commerce du Japon contrôlent 24 % du marché de gros. Et la flambée des prix, entre la fin de 1973 et les premiers mois de 1974, est due en grande partie au jeu des monopoles qui ont largement anticipé les effets de la hausse des produits pétroliers.

C'est dans ce contexte, et sous l'impulsion personnelle de M. Takahashi, que la commission anti-trust, répondant à un vaste mouvement d'opinion, est sortie d'un sommeil de vingt ans. Coup sur coup, elle inculpait les dirigeants des principales compagnies pétrolières, publiait un rapport au vitriol sur la concentration des entreprises et présentait, en janvier dernier, un projet de réforme de la législation anti-monopole qui visait à lui donner les moyens de démanteler les grands groupes japonais. Ce regain d'activité a évidemment provoqué une levée de boucliers de la part du patronat et du MIT et le projet de loi a été bloqué par la Chambre Haute fin juillet.

*« Si nous laissons les choses aller dans le sens désiré par M. Takahashi,* répondent en substance les adversaires de la commission anti-trust, *le chaos s'installera à la Bourse et, à plus ou moins brève échéance, des sociétés comme Nippon Steel, par exemple, seront rachetées par les Arabes ».* En fait, il s'avère que, si la concentration industrielle est dans la logique du processus de développement japonais, elle apparaît, en outre, aux industriels comme une nécessité absolue pour faire face à la concurrence internationale, certes, mais aussi afin de se préserver de l'arrivée de capitaux étrangers au Japon. Les études prospectives, comme celle de Nomura par exemple, prévoient notamment qu'en 1980 le Japon sera un gros importateur de capitaux étrangers (9 milliards de dollars). Phénomène nouveau, ayant, entre autres, pour but de contrebalancer une exportation massive de capital nippon au cours de la prochaine décennie. C'est là la seconde orientation majeure du projet de redéploiement de l'industrie japonaise, qui dépassera sans doute largement le rééquilibrage à court terme de la balance du commerce extérieur. En ce domaine règne une certaine incertitude — volontairement entretenue ? Cependant, même s'ils semblent plus modestes, les objectifs assignés à l'expansion japonaise à l'étranger, dans l'étude du MITI, demeurent une base d'estimation dans la mesure où ils reflètent le prolongement spontané, dans le contexte d'une concertation grandes affaires-administration, d'une dynamique de rentabilité qui rencontre des obstacles sur le territoire national et cherche de nouvelles sources de profit à la périphérie.

## A la conquête du tiers-monde

DE 10 milliards de dollars à la fin de 1973, le total des investissements japonais à l'étranger doit passer à 45 milliards à la fin de l'année fiscale 1980 et à 93 milliards en 1985 (à titre de comparaison, en 1972 les investissements américains à l'étranger représentaient 95 milliards de dollars). En fait, si l'on considère que le Japon investira dans des « joint-ventures » dont il détiendra plus de 51 % du capital, on peut estimer qu'avec ses 94 milliards il contrôlera, au total, 194 milliards d'investissements. A cette époque, 1985, le MITI estime que trois millions d'étrangers travailleront pour le Japon, encadrés par cent dix-neuf mille Japonais. Principaux secteurs investis : les recherches minières et les matières premières, la sous-traitance venant immédiatement après ces objectifs principaux.

Cette politique sert plusieurs desseins. Il s'agit d'abord de s'assurer des approvisionnements stables en matières premières et en même temps de se débarrasser de certaines industries polluantes. Le développement, sur le lieu d'extraction, d'industries transformatrices de matières premières et grosses consommatrices d'énergie (sidérurgie, pétrochimie, papier, aluminium) a l'avantage, en outre, du point de vue japonais, d'améliorer les relations avec les pays producteurs. Il semble cependant que les projets en ce domaine ne se développent pas aussi vite que Tokyo le souhaiterait, notamment au Proche-Orient : jusqu'à présent, seule la construction d'une aciérie à Qatar est passée au stade de la réalisation. Les projets de complexes pétrochimiques en Iran et en Irak sont dans l'impasse.

L'autre objectif des investissements japonais à l'étranger relève d'une conception de la division internationale du travail en fonction d'un découpage « fonctionnel » des tâches : il s'agit de déplacer des activités industrielles classiques vers des zones à bas salaires, afin de lutter contre la baisse tendancielle du profit en réduisant le coût de la force de travail. Les industriels japonais se tournent maintenant vers le tiers-monde. Pour institutionnaliser le processus, dans bien des cas, les Japonais sont à l'origine de la création de zones de libre-échange. Le pays receveur met à la disposition du capital étranger une région et une main-d'œuvre : à Kaoshiung, au sud de Taiwan ; à Masan, en Corée du Sud ; à Jubang, à Singapour, etc. La rémunération du travail doit être aussi basse que les conditions sociales et politiques le permettent. Cette conception de la division du travail en Asie du Sud-Est est présente dans tous les documents de la Banque asiatique de développement, où le Japon joue un rôle capital.

## Incertitudes politiques et sociales

LES développements des études prospectives japonaises pour les dix ans à venir sont sans doute d'une rationalité séduisante, mais ils reposent sur des hypothèses de départ parfois fragiles. En fait, c'est peut-être un nouveau pari japonais qui est en train de s'élaborer. La plupart des entretiens avec des dirigeants du monde des affaires ou de la politique confirment une impression dominante : sur le fond, les Japonais estiment que la crise actuelle est un phénomène provisoire, cyclique — même si son ampleur est, cette fois, infiniment plus large, — qui ne débouchera pas sur un ordre économique national et mondial fondamentalement nouveau. Si ce conservatisme implique le rejet de l'éventualité d'une rupture avec l'ordre présent, il ne signifie pas pour autant, dans l'esprit de nos interlocuteurs, immobilisme. Le « changement dans la continuité » est, au Japon aussi, une formule qui a ses adeptes. Il est indéniable, cependant, qu'un nouvel état d'esprit, sinon une approche radicalement différente de la réalité économique, est en train de naître. L'influence de nouveaux responsables — MM. Miki et Fukuda, — qui se complètent sur bien des points, même si leur vision finale de la société diverge, paraît à cet égard déterminante.

L'idée semble avoir fait peu à peu son chemin au sein du Keidanren (Fédération des organisations économiques) que le Japon est entré dans une période de transition qui devrait le faire passer d'une croissance rapide à une croissance plus lente, orientée vers le bien-être de la population. Le débat n'en est pas moins vif sur la question de savoir où se trouve ce nouvel équilibre et comment y parvenir. Beaucoup d'économistes nippons ont assurément des propositions à faire au pouvoir. Mais les dirigeants savent bien — et les plus conscients s'en félicitent — que les réponses ne sont pas seulement techniques mais impliquent un débat sur des valeurs politiques. Or, actuellement, le gouvernement japonais, et principalement M. Fukuda, qui dirige effectivement la politique économique du pays, refuse d'envisager « plusieurs avenirs possibles » pour le Japon. Son classicisme rigoureux pousse le vice-premier ministre à chercher dans l'austérité une remise en ordre progressive de l'économie. M. Fukuda semble convaincu que seule une récession prolongée, puis une reprise lente et contrôlée, rétablira le fonctionnement normal des mécanismes de marché et qu'il faut accepter cette épreuve, quelles que soient les conséquences sur l'emploi et les inégalités sociales qu'une telle politique implique. En fait, son conservatisme le conduit peut-être à sous-estimer les risques politiques et sociaux d'une telle politique et l'ampleur de la désorganisation que provoquerait une récession prolongée au Japon. Sur ce dernier point, certains économistes de tendance socialiste n'excluent pas la possibilité d'une reprise de la montée des prix dans une réaction de défense des entreprises. Déjà, le secteur public a donné le ton, suivi par la sidérurgie. Dans ces conditions, quelle va être la réaction des syndicats, qui se sentent les « dindons de la farce » du dernier Shunto ? Le gouvernement japonais agit comme si les salariés japonais n'avaient rien appris au cours de ces vingt dernières années. C'est peut-être un pari téméraire. Par ailleurs, comment M. Fukuda entend-il restaurer les mécanismes traditionnels de marché, alors que la restructuration de l'économie conduit, au contraire, à une concentration ? C'est là, en fait, le grand débat qui secoue l'élite dirigeante japonaise : conciliation de la liberté de marché et de l'efficacité. Le Japon a toujours privilégié le renforcement des grands groupes. Et il est certain que, pour un gouvernement sans idéologie autonome, la vie en symbiose du pouvoir politique et économique rend difficile l'adoption d'un programme cohérent.

Pour certains « barons » de l'économie japonaise, qui sont loin, il est vrai, d'être les plus conservateurs, M. Fukuda ne comprend pas la situation. Beaucoup d'entre eux voient l'issue de la crise dans une politique radicalement différente du rigorisme actuel. Empiriques, ils soulignent les limites du modèle keynésien de régulation conjoncturelle et l'insuffisance du maniement global du budget ou de la masse monétaire. Plutôt que de s'enfermer dans une « stabilité » qui est synonyme de régression, ils prônent une croissance monétaire plus laxiste, un déficit budgétaire important, la création d'emplois publics et le renforcement des lois anti-monopoles. M. Tsutsumi, président du groupe Seibu, l'un des plus grands empires de distribution au Japon, se réclame de ces conceptions d'avant-garde. *« La récession actuelle est radicalement différente, par son ampleur, mais surtout par sa nature, de celles qui l'ont précédée. A moyen terme, elle ne peut que déboucher sur des changements politiques si on ne pense qu'en termes de conjoncture comme le font le MITI et M. Fukuda. »*

Ce sont aux mêmes conclusions que parviennent certains économistes progressistes, tel le professeur Kimihiro Masamura, qui est parfois appelé à titre de conseiller par le premier ministre. *« Nous payons assurément aujourd'hui le prix de la croissance incontrôlée de ces dernières années,* nous dit-il. *Avec un taux de croissance certes élevé, mais plus raisonnable, et une répartition balancée des investissements entre secteur privé et secteur public, nous aurions pu non seulement forcer la porte de la prospérité mais encore améliorer la vie de la population. Aujourd'hui, sous prétexte du suréquipement de l'économie, on s'oriente sur une voie qui consiste à faire payer aux Japonais les erreurs du passé. Il faut absolument reprendre une croissance modérée mais soutenue, relancer la demande interne et pratiquer un contrôle sélectif des prix, tout en orientant les investissements vers les secteurs indispensables à l'équilibre du développement national. La volonté réformatrice de M. Miki n'est pas, hélas ! suffisante pour promouvoir une telle politique. Et c'est en cela que l'avenir politique du Japon est incertain. »*

La nouvelle politique de M. Fukuda repose également sur une autre hypothèse de départ, qui semble tout aussi sujette à caution : les experts japonais manifestent, dans l'ensemble, une grande confiance dans la reprise des échanges mondiaux, et en particulier dans le redressement de l'économie américaine. *« Je n'ai aucune raison de penser que les dirigeants américains se trompent en disant que l'économie des Etats-Unis devrait retrouver un rythme normal à partir de l'automne »*, nous disait, péremptoire, M. Fukuda. Cet optimisme quant au devenir des échanges mondiaux donne une autre dimension au raisonnement des Japonais : même si jusqu'à présent la part des exportations dans le P.N.B. nippon ne représentait que 10 %, les stratèges économiques n'en estiment pas moins que l'élargissement de la part du Japon dans les échanges internationaux est une nécessité. Ce qui signifie que même une politique monétaire plus souple et un accroissement des dépenses publiques ne seraient pas suffisants pour nourrir seuls une reprise de l'activité économique. Or, cette rédemption partielle de l'extérieur comporte elle aussi ses « inconnues ». Là encore, tant sur le plan commercial que sur celui des investissements, les résistances auxquelles risque de se heurter le nouvel expansionnisme japonais n'entrent jamais dans les analyses. Tokyo mise sur l'intégration progressive du monde sous-développé au système capitaliste. Il s'agit tout de même d'un pari, particulièrement en ce qui concerne l'Asie après la défaite américaine en Indochine.

Enfin, logiquement, devrait se dessiner peu à peu une rivalité entre le Japon et les Etats-Unis. Déjà, pratiquant une politique « à la Jobert », Tokyo s'est lancé au Proche-Orient dans l'ère des contacts directs avec les pays producteurs. Le Japon sera-t-il tenté de tenir tête aux Etats-Unis sur d'autres terrains, Amérique latine et Asie du Sud-Est ? Des frictions sont en germe entre les Etats-Unis et le Japon dans le contexte d'une rapide accélération de la division internationale du travail et de la conquête des marchés tiers.

Pour l'instant, le Japon doit surtout réorganiser sa production, et ses dirigeants jouent la prudence. Le gouvernement sait qu'il mise sur bien des inconnues et préfère naviguer à vue. Un programme cohérent pour l'avenir, avec une marge réduite d'incertitudes, supposerait des réponses politiques. Or, actuellement, les dirigeants japonais ne semblent pas mûrs pour ce « compromis historique ».

PHILIPPE PONS.

(3) La commission antitrust a été instaurée en 1947 dans le cadre de la législation antimonopole, mise en place par Mac Arthur pour briser les « zaibatsu » (monopoles japonais) d'avant guerre. Dès 1953, ces dispositions sont restées lettre morte et d'importants amendements consacraient la situation de fait et limitaient les pouvoirs de la commission.

## BIBLIOGRAPHIE

# De la restauration Meiji au capitalisme moderne

*ON publie très peu en France sur le Japon. Un effort sous l'angle culturel : les grands romanciers contemporains, Kawabata et Mishima ; les classiques de la littérature ancienne (« Connaissance de l'Orient », collection « UNESCO », Gallimard). Quelques publications d'orientalistes dynamiques : R. Sieffert,* la Littérature japonaise *et* Japon *(Publications orientalistes de France). Le meilleur et souvent le pire sur le bouddhisme zen. Mais le Japon historique, politique, social ? Quelques livres à peine (Guillain, Reischauer, etc.). C'est que le Japon n'appartient pas à l'ancienne aire d'intérêt de la période coloniale et qu'il n'est pas — contrairement à la Chine — à la mode. Aussi, en définitive, c'est en anglais qu'il faut lire aujourd'hui sur le Japon. Le grand classique de G.B. Sansom* Japan. A short cultural history, *jadis publié en français (Payot, 1937) n'est même pas réédité, et il n'est pas sûr qu'un éditeur français prendra le risque de traduire l'extraordinaire livre de E.H. Norman,* Japan's Emergence as a Modern State, *publié en 1940 et réédité par les soins de James Peck dans « Asia Library », collection sans équivalent en France, en même temps que* Feudal Background of Japanese Politics *(1945)* (1). *John W. Dower a consacré une savante et substantielle introduction à l'œuvre et à la personnalité de Norman, né au Japon de parents canadiens et qui n'est rien moins qu'un des deux ou trois grands spécialistes occidentaux du Japon : chercheur, conseiller aux affaires d'Extrême-Orient auprès du gouvernement canadien, puis ambassadeur, Norman devait se suicider en 1957 après avoir subi une série d'accusations de type maccarthyste durant les années 50. (Il fut dénoncé par Karl Wittfogel pour avoir appartenu à un groupe d'étude marxiste au cours des années 30.) L'œuvre de Norman, notamment* Japan's Emergence as a Modern State, *est une extraordinaire élucidation du processus socio-politique de la restauration Meiji : rôle des samurais qui le provoquèrent par le haut — et leur coalition avec les marchands; question agraire et industrialisation accélérée par l'introduction du capitalisme à travers les clans, naissance de la bureaucratie moderne. Dans* Feudal Background of Japanese Politics, *il examine la société féodale finissante, l'idéologie de la période Tokugawa et le rôle si important des samurais, couche modeste mais décisive qui concourra si activement à la fois à la modernisation du Japon et au renforcement d'un Etat autocratique (et même théocratique).*

*JON HALLIDAY avait déjà publié, avec G. McCormack,* Japanese Imperialism today *(traduit aux éditions du Seuil) et s'était déjà, dans le cadre d'une problématique de type marxiste, signalé comme un chercheur de valeur.* A political History of Japanese Capitalism (2), *ouvrage achevé, ample et pénétrant, le montre en pleine possession de ses moyens. Depuis la seconde guerre mondiale, la japonologie américaine rejetait tout concept de classe, de mode de production et même d'impérialisme. Le Japon de 1868-1914 était jugé comme un succès remarquable, bien que quelque chose par la suite se soit détraqué, tandis que pour la période suivant la seconde guerre mondiale, le Japon — dans le cadre de la guerre froide — était le modèle même d'un développement capitaliste, « miraculeux » et sans conflits internes. Cette image depuis quelques années tend à s'estomper et l'intérêt du livre du Britannique J. Halliday, c'est de tenter de montrer l'interpénétration dans le Japon moderne et contemporain des classes sociales, du mode de production, de la politique et de l'idéologie dans l'Etat japonais et de la relation entre cette structure et la place qu'occupe le Japon dans le capitalisme mondial. La relation est également faite entre la restauration élitiste du Meiji et la mystique contemporaine de l'harmonie sociale et du style paternaliste des rapports hiérarchiques. Contrairement à ceux qui voient — ou voyaient — le Japon comme une future superpuissance, Halliday insiste sur l'extrême vulnérabilité du capitalisme japonais, condamné à la croissance, dépendant sur le plan énergétique et fondé sur les bas salaires. La montée des contradictions dans le cadre de la crise actuelle permettra-t-elle de sauvegarder longtemps l'harmonie relative de la société ? Halliday ne le pense pas. Peut-être cette démonstration rigoureuse manque-t-elle de la dimension historique et culturelle qui explique pourquoi ce consensus des Japonais se maintient depuis la restauration Meiji avec, malgré tout, tant de cohésion.*

GERARD CHALIAND.

(1) *Selected writings. Origins of the Modern Japanese State*, E.H. Norman, Pantheon, New-York, 1975, 5,95 dollars.

(2) *A Political History of Japanese Capitalism*, Jon Halliday, Pantheon, New-York, 1975, 15.95 dollars.

## Calendrier des fêtes nationales

**16-30 septembre**

| | |
|---|---|
| 16 MEXIQUE | Fête nationale |
| 18 CHILI | Fête de l'indépendance |
| 21 MALTE | Fête de l'indépendance |
| 22 MALI | Fête nationale |
| 23 ARABIE SAOUDITE | Fête nationale |
| 26 REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN | Fête nationale |
| 30 BOTSWANA | Fête de l'indépendance |

**1er-15 octobre**

| | |
|---|---|
| 1 REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE | Anniversaire de la proclamation de la République populaire |
| 1 CHYPRE | Fête nationale |
| 1 NIGERIA | Fête de l'indépendance |
| 2 GUINEE | Fête nationale |
| 4 LESOTHO | Fête nationale |
| 7 REPUBLIQUE DEMOCRATIQ. ALLEMANDE | Proclamation de la République |
| 9 OUGANDA | Fête nationale |
| 10 REPUBLIQUE DE CHINE (KOUOMINTANG) | Fête nationale |
| 14 REPUBLIQUE DEMOCRATIQ. DU YEMEN | Fête nationale |

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

**LIBAN**
**(1er juillet 1975)**

Premier ministre, ministre des finances, de la défense et de l'information : *M. Rachid Karamé* ; ministre de l'intérieur, des P.T.T. et des ressources hydrauliques et électriques : *M. Camille Chamoun* ; justice, travaux publics, économie et commerce : *M. Adel Osseirane* ; santé, agriculture, habitat et coopératives : *M. Magid Arslane* ; affaires étrangères, instruction publique, plan : *M. Philippe Takla* ; travail, tourisme, industrie et pétrole : *M. Ghassan Tueni*.

**NIGERIA**
**(6 août 1975)**

Ministre des affaires étrangères : *M. Joseph Garba* ; justice : *M. Daniel Ibekwe* ; pétrole et énergie : *M. T.O. Akobo* ; travail : *général Henry Adefope* ; éducation : *lieutenant-colonel Amadu Ali* ; travaux publics : *capitaine Olufemi Olumide* ; santé : *colonel Dan Suleman* ; industrie : *colonel M.I. Wushishi* ; agriculture : *M. B.O.W. Mafeni* ; communications : *M. S.O. Williams* ; coopératives et ravitaillement : *M. Afose-Adeogun* ; logement, développement urbain et environnement : *M. R.A. Adeleye* ; ressources en eau : *M. I.U. Osisiogu* ; aviation : *M. Shuwaibu Kazaure* ; jeunesse et sports : *général Olufemi Olutoye* ; tâches particulières : commandant *O. Fingesi* ; défense : *général I. Bissala* ; service civil : *général James Oluleye* ; finances : *M. A.E. Ekukunamm* ; développement économique : *M. Umoru Suleiman* ; affaires intérieures : *M. U.W. Shinkafi* ; mines et électricité : *M. Effiom Otuekong* ; commerce : *général Mohammed Shuwa* ; transports : *lieutenant-colonel Yar Ardua* ; information : *général I.B.D. Haruna*.

Ce gouvernement est placé sous la direction du Conseil militaire supérieur présidé par le *général Murtala Ramat Muhammed*.

**PORTUGAL**
**Gouvernement provisoire**
**(8 août 1975)**

Premier ministre : *général Vasco Gonçalves* ; vice-premiers ministres : *lieutenant-colonel Arnao Metelo et M. Teixeira Ribeiro* ; défense : *capitaine de vaisseau Silvano Ribeiro* ; administration interne : *major Cândido de Moura* ; justice : *conseiller Rocha e Cunha* ; planification et coordination économique : *M. Mario Murteira* ; finances : *M. José Joaquim Fragoso* ; industrie et technologie : *capitaine Quiterio de Brito* ; agriculture et pêches : *M. Oliveira Baptista* ; commerce extérieur : *M. Domingo Lopes* ; affaires étrangères : *M. Mario Ruivo* ; marine : *amiral Pinheiro de Azevedo* ; armée : *général Carlos Fabiao* ; équipement social et environnement (transports et communications a.i.) : *M. Henrique Oliveira e Sa* ; éducation et recherche scientifique : *major Emilio da Silva* ; commerce intérieur : *M. Macaista Malheiros* ; travail : *major Costa Martins* ; affaires sociales : *M. Pereira de Moura* ; communication sociale et culture : *commandant Correia Jesuino* ; secrétaire d'Etat à la décolonisation : *M. Jorge Augusto Ferro Ribeiro*.

[Un nouveau premier ministre a été nommé le 29 août en la personne de l'*amiral Pinheiro de Azevedo*.]

## *La propagande culturelle au service des affaires*

# LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION ET DOMINATION MONDIALE

**L'une des principales pierres d'achoppement dans l'interminable préparation de la conférence sur la paix et la sécurité en Europe fut la question de la libre circulation de l'information, théorie selon laquelle nulle barrière ne devrait empêcher la propagation des nouvelles et des idées entre les nations. Cette doctrine, qui s'est imposée d'abord aux Etats-Unis, domine depuis un quart de siècle toute réflexion internationale sur les communications et les relations culturelles. Sa genèse et son extension ont pratiquement coïncidé avec la brève et tumultueuse période de l'hégémonie — désormais chancelante — des Etats-Unis dans le monde. « A posteriori », la coïncidence n'apparaît nullement fortuite : la politique du libre-échange des informations fut l'une des conditions préalables à l'expansion impérialiste.**

Par HERBERT I. SCHILLER *

VERS la fin de la seconde guerre mondiale, l'attention des plus hautes sphères dirigeantes aux Etats-Unis se concentrait déjà sur l'ère nouvelle qui allait commencer. Dès 1943, il était clair que les Etats-Unis sortiraient du conflit sans grands dommages physiques et en position dominante sur le plan économique.

Les partisans les plus explicites de ce qui semblait devoir être le siècle de l'Amérique triomphante évoquaient un monde débarrassé de ses chaînes coloniales et généralement accessible aux initiatives de l'entreprise privée. Celle-ci serait nécessairement dominée par les Etats-Unis : les avantages accumulés — ils étaient loin d'être tous liés à la guerre — permettraient inévitablement au *business* américain de prospérer et de s'étendre jusqu'aux limites les plus reculées du système capitaliste mondial.

La poussée mondiale des entreprises américaines était de nature économique, mais on se rendit très vite compte de l'utilité de la composante culturelle dans cette expansion. La rapide progression internationale du capitalisme américain, déjà remarquable dès le début des années 40, se vit légitimée en tant qu'expression de la liberté croissante dans l'arène internationale : liberté du capital, des ressources et des circuits de l'information.

C'était le moment ou jamais de vanter les vertus de la libre circulation de l'information et des ressources. Les déprédations de l'occupation nazie avaient traumatisé l'Europe et une bonne partie du reste du monde. La liberté d'information et la liberté de circulation étaient des aspirations fortement ressenties et tout à fait légitimes des peuples et des nations sous le joug.

John Knight, propriétaire d'une importante chaîne de journaux aux Etat-Unis, et qui fut, en 1946, président de la Société américaine des directeurs de journaux, se fit l'interprète d'une réflexion répandue à l'époque — mais peu probante — lorsqu'il déclara : « *Si les forces nazies et fascistes en Allemagne et en Italie ne s'étaient pas emparées de la presse et de tous les moyens de communication et ne les avaient pas dominés dès le début, la croissance des dictatures empoisonnées aurait sans doute été évitée et l'endoctrinement de la pensée nationale dans le sens de la haine et de la méfiance aurait été impossible* (1). »

On ne se contentait pas d'opposer la libre circulation de l'information aux procédés fascistes, on l'associait aussi aux espoirs de paix partagés par tous les peuples qui avaient souffert de la guerre. Palmer Hoyt, autre directeur de presse américain influent, déclarait, quelques mois après la fin de la guerre : « *Je suis intimement convaincu que le monde ne peut supporter une autre guerre. Mais je crois tout aussi intimement que le monde se dirige vers cette guerre et vers sa destruction si on ne prend pas immédiatement des mesures pour assurer au moins le début de la liberté de l'information — sur le modèle américain — entre les peuples de la terre. Une civilisation qui n'est pas informée ne peut être libre, et un monde qui n'est pas libre ne peut subsister* (2). »

Les partisans américains d'un échange plus libre d'informations tiraient parti à fond des expériences et des émotions des peuples des continents ravagés par la guerre, et qui venaient d'être libérés du fascisme. Mais, par le biais de la rhétorique de la liberté, de puissantes forces économiques suivaient une habile stratégie sémantique et politique.

Au cours des premières décennies de ce siècle, d'importants secteurs de l'industrie américaine avaient déjà commencé à protester impatiemment en se voyant exclus de vastes régions investies par les empires britannique et français encore vigoureux.

## Premières offensives contre les cartels européens

LE rôle décisif joué par le réseau britannique mondial de communications (contrôle matériel du réseau de câbles transocéaniques et organisation administrative et concrète de l'information proprement dite) assurait la cohésion du système et le maintien de ses avantages tout en l'isolant de l'extérieur : ce rôle décisif n'avait pas échappé à l'attention des Etats-Unis, qui allaient diriger leur offensive contre lui.

L'objectif fondamental était clair. Pendant des années, Kent Cooper, directeur exécutif d'Associated Press, avait cherché à desserrer l'emprise des cartels européens de l'information, de Reuter surtout, et de Havas et Wolff. Dans son livre *Barriers Down* (« Abattre les barrières ») (3), Cooper décrivait la répartition territoriale mondiale des cartels et les limites que celle-ci imposait aux activités d'Associated Press. Dès 1941, écrivait-il, « *la direction se demandait si Associated Press ne devrait pas faire un effort pour briser le contrôle qu'avait l'agence française Havas sur le vaste continent sud-américain* » et de rappeler que « *l'emprise tenace qu'avait sur le monde un système de répartition territoriale de la dissémination des informations datant du dix-neuvième siècle était soulignée chaque année dans les discussions qu'avait à ce sujet le Conseil de direction de l'agence jusqu'en 1934* ».

Le procès fait par Cooper aux vieux cartels ne manque pas de piquant aujourd'hui, alors que les agences de presse américaines dominent largement les réseaux mondiaux d'information. « *En empêchant Associated Press de répandre ses informations à l'étranger, Reuter et Havas atteignaient trois objectifs : 1) ils éliminaient la concurrence d'A.P. ; 2) ils étaient libres de présenter les nouvelles américaines en termes peu flatteurs aux Etats-Unis, quand ils ne s'abstenaient pas complètement d'en fournir ; 3) ils pouvaient présenter les informations en provenance de leurs propres pays en termes plus favorables et sans être contredits. Leurs pays étaient toujours glorifiés. Ils parvenaient à leurs fins en rapportant d'importants progrès des civilisations anglaise et française, dont les avantages seraient ensuite, bien sûr, octroyés au reste du monde.* »

Cooper reconnaissait également la domination britannique sur les câbles transocéaniques. « *Le câble transportait instantanément l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine, le Canada et tout le reste du monde britannique au cœur de Londres sur la Tamise... La Grande-Bretagne, fort en avance sur toutes les autres nations, se concentrait sur l'industrie du câble. D'abord, le câble assurait la cohésion de son empire, ensuite, il englobait aussi d'autres nations ; enfin, conformément aux pratiques victoriennes, les nouvelles qui passaient dans ce vaste réseau de câbles rehaussaient le prestige de la cause britannique !* »

Cooper n'était pas le seul à percevoir ces avantages. James Lawrence Fly, président de la commission fédérale des communications pendant la seconde guerre mondiale, attirait également l'attention sur ce sujet : « *Parmi les contraintes artificielles imposées au libre développement du commerce à travers le monde*, écrivait-il, *aucune n'est plus irritante ni moins justifiable que le contrôle par un pays des installations de communication accordant des services particuliers et des taux préférentiels à ses propres ressortissants... La Grande-Bretagne possède la majeure partie des câbles du monde et on est en droit d'affirmer que ce contrôle et les multiples relations contractuelles qui l'accompagnent font que ce pays domine la transmission par câble au niveau mondial* (4). »

La leçon ne fut pas oubliée, on le verra deux décennies plus tard, quand les compagnies américaines furent les premières, avec d'énormes subsides gouvernementaux, à développer les communications par satellites, qu'elles eurent tôt fait de monopoliser.

D'autres groupes se rendaient compte des avantages que procure le contrôle mondial des communications pour l'acquisition de marchés commerciaux et de débouchés d'exportation dans le monde. *Business Week* écrivait : « *Washington reconnaît l'importance, dans l'après-guerre, d'une plus grande liberté des communications pour stimuler les échanges de biens et d'idées. A un niveau moins élevé, cela signifie que les responsables fédéraux s'efforcent de desserrer l'emprise traditionnelle qu'assurait aux Britanniques leur système de câbles, qu'ils ont encore renforcé par la saisie de propriétés allemandes... En temps de paix, le coût réduit des messages revigorera notre commerce, soutiendra notre propagande, encouragera les affaires dans tous les domaines.* »

L'hebdomadaire résumait le point de vue des milieux d'affaires en reprenant — en l'approuvant — un commentaire cité par *l'Evening Standard* de Londres : le contrôle des communications « *donne le pouvoir de contrôler le commerce mondial et (...) de faciliter les activités qui sont dans l'intérêt de ceux qui exercent ce contrôle* (5) ».

Bien entendu, les Britanniques n'ignoraient pas les visées américaines dans ce domaine. Fin 1944, l'*Economist* répliquait avec acrimonie à la campagne d'une ampleur croissante menée par Kent Cooper en faveur de la libre circulation de l'information : les « *énormes ressources financières des agences américaines leur permettraient de dominer le monde. (...) (Cooper), comme la plupart des hommes d'affaires, connaît une certaine jubilation morale en s'apercevant que son idée de la liberté coïncide avec ses intérêts commerciaux. (...) La démocratie ne signifie pas nécessairement qu'il faille faire du monde l'arène d'A.P.* (6) ». Non plus, oubliait de signaler l'*Economist*, qu'il faille y maintenir le contrôle de Reuter et de British Cables...

commerciale dominante des Etats-Unis.

Bien avant la fin de la guerre, les milieux d'affaires américains avaient intégré la question de la libre circulation de l'information à un programme politique formel. En juin 1944, les directeurs de la puissante société américaine des directeurs de journaux adoptèrent des résolutions pressant les deux principaux partis politiques de soutenir « *la liberté mondiale de l'information et sa propagation sans restriction dans l'ensemble du monde* (8) ». Dans les deux mois qui suivirent, démocrates et républicains inscrivaient la question dans leur programme. Les premiers proclamaient : « *Nous croyons que, sans perte de souveraineté, le développement et la paix durable dans le monde sont à portée de main pour l'humanité. Ils viendront avec l'accroissement de ces libertés parmi les peuples du monde et avec le plus libre échange entre eux des idées et des biens.* » De leur côté, les républicains déclaraient : « *Tous les canaux d'information doivent rester ouverts et l'accès à l'information à la source doit être égal pour tous. Aboutir à un accord avec les pays étrangers pour l'adoption des mêmes principes représenterait une contribution appréciable à la paix future* (9). »

En septembre 1944, les deux Chambres du Congrès adoptaient une résolution du même ordre qui suivait fidèlement les recommandations des responsables de la presse. Le Congrès exprimait sa croyance « *au droit mondial à l'information par les agences qui recueillent et font circuler les nouvelles, que ce soit individuellement ou en association, par tous les moyens, sans discrimination en ce qui concerne les sources, la distribution, les tarifs ou les charges ; ce droit devrait être protégé par un accord international* (10) ».

Ayant obtenu l'approbation du Congrès quant à leurs objectifs, les responsables de la Société américaine des directeurs de journaux déclarèrent, lors de leur réunion de novembre 1944, que « *la plupart des Américains et de leurs journaux soutiendront la politique gouvernementale (...) et l'action en vue d'éliminer toutes les barrières politiques, juridiques et économiques qui gênent les moyens d'information, et il serait bon que notre gouvernement le fît expressément savoir aux autres nations* (11) ». Le groupe constatait avec satisfaction que le nouveau secrétaire d'Etat, Edward Stettinius, avait annoncé que « *les Etats-Unis prévoient d'avoir des entretiens exploratoires avec d'autres nations au sujet des accords internationaux garantissant qu'il n'y aura pas de barrières dans les échanges d'information entre les nations* (12) ».

En même temps, la Société, conjoin-

## Au nom d'une éthique internationale

LE sous-secrétaire d'Etat William Benton fut chargé de formuler et d'expliquer la politique américaine relative aux communications dans l'immédiat après-guerre. Au cours d'une émission du département d'Etat en janvier 1946, Benton, qui devait devenir par la suite sénateur et président de l'*Encyclopedia Britannica*, définissait ainsi la position gouvernementale en matière de liberté des communications : « *Le département d'Etat projette de faire tout ce qui est en son pouvoir dans le domaine politique ou diplomatique pour contribuer à briser les barrières artificielles qui s'opposent à l'expansion des agences de presse américaines privées, des magazines, des films et des autres moyens de communication à travers le monde... La liberté de la presse — et la liberté de l'échange de l'information en général — fait partie intégrante de notre politique étrangère* (7). »

Les aspects économiques de la politique de libre circulation de l'information n'étaient nullement tenus secrets, bien que les médias ne se soient jamais appesantis sur le caractère intéressé de leurs grands principes, qui étaient, eux, par contre, souvent réitérés. Une remarquable campagne politique fut organisée par les grandes associations de presse et les principales chaînes de journaux, avec le soutien de l'industrie en général, pour élever la question de la libre circulation de l'information au niveau d'un principe national et international. Deux objectifs majeurs étaient visés et atteints : conduire l'opinion publique à soutenir un objectif commercial exprimé comme un impératif moral ; disposer d'une arme idéologique très efficace contre l'Union soviétique et les pays voisins, nouvellement rassemblés en une zone d'influence anticapitaliste.

Il était évident que l'axiome fondamental de la libre entreprise (l'accès au capital commande l'accès à la dissémination du message) serait intolérable pour des sociétés qui avaient éliminé la propriété privée des moyens de production essentiels, notamment les installations liées aux communications. La théorie de la libre circulation de l'information fournissait donc aux responsables de la politique américaine un puissant argument culturel leur permettant de susciter des doutes quant à une autre forme d'organisation sociale. Cela contribua à affaiblir l'intérêt populaire considérable qui existait à la fin de la guerre en Europe et en Asie pour les diverses formes de socialisme.

Si l'on considère la naissance et la croissance accélérée de la doctrine de la libre circulation, on est fondé à penser qu'elle a été soigneusement préparée et lancée dans la période critique immédiatement antérieure et immédiatement postérieure à la fin de la seconde guerre mondiale. Ceux qui font de 1948 le point de départ de la période de « guerre froide » ne tiennent pas compte de la période antérieure, qui vit les préparatifs aux Etats-Unis de l'offensive générale du capitalisme américain dans le monde. C'est aussi à cette époque que la question de la libre circulation de l'information est devenue primordiale.

Comme nous l'avons noté, les milieux d'affaires américains et leurs représentants politiques ne tardèrent pas à comprendre l'importance croissante et le bénéfice potentiel qu'offrait cette doctrine à l'entreprise privée qui s'efforçait d'ouvrir les anciens empires coloniaux au commerce et aux investissements américains. Bien qu'elles fussent conscientes des intentions américaines, la plupart du temps, les économies de marché de l'Europe occidentale acceptaient la légitimité de cette doctrine parce que leur inquiétude de voir s'étendre l'influence soviétique en Europe était plus forte que leur opposition à la pénétration

* Professeur à l'université de Californie à San Diego.

(1) John S. Knight, « World Freedom of Information », Philadelphie, Pennsylvanie, 16 avril 1946.

(2) Palmer Hoyt, « Last Chance », discours prononcé devant la Chambre de commerce de Jackson County, Medford, Oregon, 18 septembre 1945. *In Vital Speeches*, vol. XII, pp. 60-62.

(3) Kent Cooper, *Barriers Down*, Farrar and Rinehart, Inc., New-York, 1942.

(4) James Lawrence Fly, « A Free Flow of News Must Link the Nations », *Free World*, vol. VIII, août 1944, p. 168.

(5) *Business Week*, volume 87, 4 août 1945, pp. 32, 34 et 41.

(6) *Newsweek*, « Charter for a Free Press », 11 décembre 1944, p. 88. Reprend la citation de l'*Economist*.

(7) *Department of State Bulletin*, vol. XIV, 3 février 1946, p. 160.

(8) John S. Knight, *op. cit.*, pp. 472-473.

(9) Kirk H. Porter et Donald Bruce Johnson, *National Party Platforms 1840-1964*, University of Illinois Press, Urbana et Londres, 1966, pp. 404 et 413.

10) *90th Congressional Record*, 8044 : 58 Stat. (Pt. 2) 1119.

(11) *The New York Times*, 29 novembre 1944.

12) *Editor and Publisher*, 2 décembre 1944, p. 7.

# *Dans les revues...*

■ **LA NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES** publie la suite d'une étude sur le Portugal, signée de deux étoiles (anonymat ou grade ?). C'est une analyse du M.F.A. L'auteur rappelle que les animateurs de la révolution sont... des militaires. Ce qui expliquerait à la fois leur décision et leurs indécisions : une certaine idée trop simple de la politique. Il rappelle aussi que la dictature renversée par ces militaires avait été instituée par des militaires. Pour lui, ce sont toujours les mêmes militaires. A leurs yeux, c'est la dictature qui avait changé : de garante de l'ordre, elle était devenue facteur de désordre. (Août 1975, mensuel, 10 F. - 15, rue de l'Université, 75007 Paris.)

■ **CONTREPOINT** (n° 18, 1975) consacre tout son « fronton » à la situation en Italie : « crise spécifique » ; « méridionalisation » ; pouvoir, non dans le pouvoir mais dans l'opposition, etc. (Trimestriel, 25 F. - 1, rue du Mail, 75002 Paris.)

■ On trouvera dans **L'APPEL** (n° 18) l'exposé des idées sur l'armée, par le général François Binoche, qui a valu à celui-ci sa mise à la retraite. (Juillet-août 1975, dix numéros par an, 8 F. - 89, rue de Lille, Paris.)

■ Le projet soviétique de sécurité collective en Asie et l'accueil qui lui est réservé dans les Etats de la région font l'objet d'une étude de Guy Réau dans la revue **DEFENSE NATIONALE**. (Août-septembre 1975, mensuel, 10 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

■ **LES COMMUNISTES ITALIENS** (n°s 2-3), bulletin du P.C.I. pour l'étranger, donne le texte complet du rapport d'Erlingo Berlinguer au XIVe congrès national du parti, avec l'intervention de Luigi Longo et les principales conclusions du congrès. (Mars-mai 1975, bimestriel en français, espagnol et anglais. - Via delle Botteghe Oscure, 4, Rome.)

■ **AFFARI ESTERI** (n° 27, 7e année), publié sous l'égide de l'Association italienne pour les études de politique extérieure, ouvre ses colonnes à Francesco Gozzano, chef du service étranger d'Avanti !, qui commente la « difficile gestation » de la conférence communiste européenne. (Juillet 1975, trimestriel, 2 500 lires. - 24 via Monte Zebio, 00195 Rome.)

■ **DOCUMENTS, REVUE DES QUESTIONS ALLEMANDES** publie un numéro spécial (2/3, 1975) sur le terrorisme en Allemagne et ouvre le dossier de l'anarchie. (Trimestriel 12 F. - 50, rue de Laborde, 75008 Paris.)

■ Dans **ETHIOPIQUES** (no 3), L.S. Senghor traite, en historien, en écrivain et en homme d'Etat, de la politique culturelle d'Auguste, notamment en Afrique. Claude Estier définit la position des socialistes français à l'égard de l'Afrique. (Trimestriel, 28 F. - 10, rue Thiers, B.P. 260, Dakar.)

■ La nouvelle revue, **ENVIRONNEMENT AFRICAIN**, spécialise son second numéro sur la question de la sécheresse : conséquences, famine, « désertification », etc. Etudes et documents. (Trimestriel, le numéro : 300 F C.F.A. - IDEP, B.P. 337, Dakar.)

■ Le « dossier du mois » de la **REVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES** (no 115) est consacré à la Somalie. Ph. Decraene y expose les « spécificités » somaliennes. (Mensuel, 32, rue de l'Echiquier, Paris, 75010.)

■ **CINEMA POLITIQUE** (no 2) dresse un bilan du « cinéma militant depuis mai 68 », une réflexion sur « la mode rétro » et des fiches d'analyse sur trois nouveaux films sur le Larzac. (Trimestriel, 5 F - 11, rue Saulnier, 75009 Paris.)

■ Dans **FEUILLE FOUDRE** (nos 3/4), une considération sur « la vraie et fausse avant-garde au théâtre » ; une étude sur le nouveau cinéma français et des critiques de « Kafr Kassem » et de « l'ennemi principal ». (Juin-juillet 1975, trimestriel, 2,50 F. - B.P. 16, 94200 Ivry-sur-Seine.)

■ Quelques-unes des plus pertinentes communications faites durant le colloque sur le nouveau cinéma à Montréal en juin 1974 sont publiées par les **CAHIERS DES RENCONTRES INTERNATIONALES POUR UN NOUVEAU CINEMA** (no 3). On y lira, en particulier : « Derrière le jeu d'ombres de l'écran », par Thomas Guback, « le Cinéma et la prise de pouvoir », par J.-G. Espinosa, « le Troisième cinéma aujourd'hui », par Fernandé E. Solanas, et « le Rôle du cinéaste africain », par Med Hondo. Textes fondamentaux pour mieux parvenir à comprendre la nécessité d'un cinéma libéré des modèles hollywodiens. (Juillet-août 1975. - 360, rue McGill, CH 212 - Montréal H2Y 2E9, Québec, Canada, 861.3461.)

tement à A.P. et à U.P.I. (United Press International), annonçait qu'une délégation allait se rendre dans divers pays pour « *apporter personnellement le message d'une presse libre internationale dans toutes les capitales amies du monde* (13) ». Au printemps de 1945, alors que la guerre se poursuivait, la délégation fit quelque 70 000 kilomètres autour du monde, se rendant dans vingt et une grandes villes et dans onze pays alliés ou neutres, en bénéficiant d'une « *priorité sur les avions de transport militaires accordée par le département de la guerre* (14) ».

Tandis que ce groupe privé de représentants de la presse américaine poursuivait son périple, les dirigeants d'Associated Press « *mettaient un fonds d'un million de dollars par an à la disposition du directeur, Kent Cooper, pour faire d'A.P. une institution mondiale* (15) ».

En fait, alors que la guerre se terminait, les préparatifs pour lancer la doctrine de la libre circulation de l'information passaient du niveau national au niveau international.

La conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix, qui se réunit en février 1945 à Mexico, fut une des premières tribunes internationales pour l'expression de la doctrine. L'Amérique latine, considérée depuis plus d'un siècle comme une zone d'intérêt primordial pour les Etats-Unis, était toute désignée pour un galop d'essai. La conférence adopta une résolution vigoureuse sur le « *libre accès à l'information* », qui était « *en grande partie fondée sur une proposition des Etats-Unis* (16) ». L'attention se tourna ensuite vers le reste du monde. Les structures internationales de maintien de la paix étaient mises en place, et les Etats-Unis s'assurèrent que les Nations unies et l'UNESCO, notamment, mettraient l'accent sur cette question.

C'est dans le contexte économique international d'il y a trente ans qu'on peut le mieux comprendre comment les Nations unies et les organismes affiliés devinrent des instruments de la politique américaine et d'utiles tribunes pour la propagation de la doctrine de la libre circulation de l'information. Aujourd'hui les Etats-Unis se retrouvent souvent en minorité dans les votes aux Nations unies (dans certains cas, par exemple celui des émissions directes par satellites, ils sont presque complètement isolés). Dans les années 40, il n'en allait pas de même.

Cinquante pays étaient représentés aux premières réunions des Nations unies en 1945, soit à peine plus du tiers du nombre actuel de participants (cent trente-huit). Sur ces cinquante, les deux cinquièmes étaient des pays latino-américains, à l'époque presque entièrement soumis aux pressions nord-américaines. Les Etats membres d'Europe de l'Ouest étaient exangues sur le plan économique, politiquement instables, et dépendaient fortement de l'assistance économique des Etats-Unis. Les quelques pays du Proche-Orient, d'Asie et d'Afrique présents étaient, à peu d'exceptions près, soumis de fait au système impérialiste occidental. En résumé, les Nations unies en 1945-1948, loin d'être un organisme universel, et encore moins indépendant, se distinguaient par une « majorité automatique » qui était invoquée chaque fois que ses principaux bailleurs de fonds et ses membres économiquement les plus puissants désiraient l'utiliser.

## La contribution des Nations unies

DANS une telle atmosphère, il n'était guère surprenant que les Nations unies prennent à leur compte la doctrine de la libre circulation, fournissant ainsi un exemple révélateur de la façon dont le mécanisme de l'organisation internationale pouvait être mis à la disposition de l'Etat membre le plus puissant. Cela vaudrait aussi, bien sûr, pour l'UNESCO.

Les premières propositions pour la création de l'UNESCO, qui furent préparées par un groupe d'experts américains et revues par le département d'Etat, mettaient en avant la libre circulation de l'information en tant qu'objectif de l'UNESCO.

Dès le début, sous l'impulsion de la délégation américaine, l'organisation en fit une de ses principales préoccupations. Dans son compte rendu de la première session de la conférence générale de l'UNESCO, qui se tint à Paris en novembre et décembre 1946, la délégation des Etats-Unis rapporte qu'elle avait proposé à la sous-commission sur les communications de masse que « *l'UNESCO coopère avec la sous-commission sur la liberté de l'information de la commission des droits de l'homme dans la préparation du rapport des Nations unies sur les obstacles s'opposant à la libre circulation de l'information et des idées...* (17) ». De fait, une section fut créée sur ce sujet au sein de la division des communications de masse de l'UNESCO.

Aux Nations unies, des initiatives similaires eurent lieu dès la création de l'Organisation. Le Conseil économique et social de l'ONU établit la commission des droits de l'homme en février 1946 et la charge de créer une sous-commission sur la liberté de l'information et sur la presse en juin 1946 (18). Auparavant, la délégation du Commonwealth des Philippines avait adressé à la commission préparatoire des Nations unies, pour qu'il soit soumis dans la première partie de la première session de l'Assemblée générale, un projet de résolution en faveur d'une conférence internationale sur la presse visant à « *assurer l'établissement, l'activité et la circulation d'une presse libre dans le monde entier* (19) ».

Sans vouloir blesser des susceptibilités nationales, il est impossible d'imaginer que l'initiative philippine ait précédé la première Assemblée générale des Nations unies sans le soutien, sinon l'encouragement direct, des Etats-Unis. Les Philippines étaient depuis la fin du dix-neuvième siècle, et le restaient assurément en 1946, une dépendance des Etats-Unis.

Un nouveau projet de résolution fut présenté par la délégation philippine à l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de sa première session (mi-octobre à décembre 1946). Elle proposait que la conférence internationale soit élargie à d'autres moyens d'information tels que la radio et le cinéma. Le 14 décembre 1946, l'Assemblée générale adoptait la résolution 59 (1), qui déclarait que : « *La liberté d'information est un droit humain fondamental et la pierre de touche de toutes les libertés à la défense desquelles les Nations unies sont attachées* » ; cette liberté « *implique le droit de rassembler, de transmettre et de publier des nouvelles partout et n'importe où sans entrave* (20). » L'Assemblée votait aussi une résolution autorisant la tenue d'une conférence de tous les membres des Nations unies sur la liberté de l'information.

Celle-ci se tint du 25 mars au 21 avril 1948, à Genève. On y assista à la polarisation idéologique internationale que les dirigeants américains en attendaient. William Benton, qui dirigeait la délégation des Etats-Unis, expliquait : « *Notre conférence à Genève, comme il fallait s'y attendre, est très divisée (...). Les gens libres sont ainsi face à face avec ceux que leur idéologie entraîne à la destruction de la liberté.* » « *Mais*, poursuivait Benson, *nous ne sommes pas à Genève pour faire de la propagande. Nous y sommes pour faire tout ce que nous pouvons pour réduire les obstacles à l'échange de l'information entre les hommes et les nations.* » Toutefois, parmi les principaux objectifs de la délégation américaine, toujours selon Benton, figurait celui, guère compatible avec sa prétention à l'objectivité, « *d'obtenir un accord sur l'établissement d'une structure permanente aux Nations unies qui maintiendra l'attention mondiale fixée sur la question vitale de la liberté d'expression au sein des nations et entre elles* (21) ».

L'acte final de la conference, reprenant pour l'essentiel les vues des Etats-Unis sur la « libre circulation », fut adopté par trente voix contre une (celle de la Pologne) et cinq abstentions (Biélorussie, Tchécoslovaquie, Ukraine, U.R.S.S. et Yougoslavie).

Aux yeux des observateurs américains, la conférence représentait « *dans l'ensemble (...) une victoire des objectifs américains. (...) Sur quarante-cinq propositions substantielles, la délégation (des Etats-Unis) a voté contre une seule et s'est abstenue contre trois seulement, soutenant ainsi quarante et une décisions de la conférence* (22) ».

D'autres voyaient les choses différemment. L'*Economist*, par exemple, qui approuvait pourtant dans l'ensemble les travaux de la conférence, notait que « *la plupart des délégations ont eu l'impression que les Americains voulaient obtenir pour leurs agences de presse cette liberté générale du marché pour le plus efficace, qui fait l'objet de toutes les initiatives de leur politique commerciale ; qu'ils considèrent la liberté de l'information comme une extention de la charte de l'organisation du commerce international plutôt que comme un sujet à part, important en soi. Et l'opposition insistante qu'ils ont mise à contrer les efforts des Chinois et des Indiens cherchant à protéger leurs toutes nouvelles agences de presse nationales a confirmé cette impression* (23) ».

Ce jugement reflétait la persistance de l'attitude ambivalente des alliés ouest-européens des Etats-Unis quant à la question de la libre circulation de l'information. Bien qu'elles se rendissent compte de la menace commerciale que cette doctrine faisait peser sur leurs propres industries des communications, face à la puissance des médias américains, les économies de marché occidentales, et la Grande-Bretagne en particulier, n'en continuaient pas moins de défendre le principe, dans le but d'embarrasser le camp soviétique et de le mettre sur la défensive sur le plan idéologique. Sur ce point, la position occidentale unique en faveur de la défense de la propriété privée des moyens d'information l'emporta sur les dissensions internes du monde occidental quant au contrôle de ces moyens.

Si les efforts en vue d'obtenir un large soutien international à la conception de la libre circulation n'eurent pas tous les résultats escomptés, on allait assister à la réalisation concrète de la doctrine au cours des vingt années qui suivirent la conférence de 1948 sur la liberté d'information. La nouvelle technologie de l'information (cerveaux électroniques, satellites spatiaux, télévision), jointe à la puissante expansion des sociétés privées, contribua à placer les Etats-Unis au centre de l'economie mondiale. Sans tambour ni trompette, les produits des médias privés américains et les réseaux d'information des Etats-Unis se répandirent sur le globe. Il s'agissait surtout des films, de plus en plus souvent produits hors des Etats-Unis, de l'exportation des programmes de télévision commerciale, des journaux et des magazines nord-américains. *Reader's Digest*, *Time*, *Newsweek*, *Playboy* et les productions Walt Disney atteignaient des millions de lecteurs et de spectateurs hors des Etats-Unis. En outre, les éditions étrangères disparurent au profit de grosses entreprises américaines « de loisir ». Parallèlement à cette pénétration plus ou moins conventionnelle, on vit apparaître diverses autres activités liées à l'information à mesure que le capital privé américain s'imposait sur la planète. La plus importante peut-être fut l'expansion des sondages d'opinion publique et des enquêtes auprès des consommateurs, entreprises désormais au niveau mondial et souvent sous les auspices de compagnies de recherche américaines.

En grande partie par réaction contre le flot des matériaux culturels américains et l'usurpation des systèmes d'information nationaux pour les besoins de leur propagation, un changement de mentalité devint perceptible dans la communauté internationale à la fin des années 60 et au début des années 70. On fait désormais de fréquentes références à la souveraineté culturelle, à l'identité et à l'autonomie culturelle, en même temps qu'on reconnaît la possibilité d'un impérialisme culturel.

## Une autre conception de la liberté

LES changements intervenus dans la communauté internationale elle-même sont sans doute un autre facteur qui a contribué à attirer l'attention sur les conséquences de la libre circulation de l'information. Depuis 1945, quatre-vingt-cinq nouvelles entités nationales ont pris leur place dans le concert des nations ; la plupart d'entre elles en sont au tout début de leur développement économique, et entendent avant tout sauvegarder leur souveraineté nationale et culturelle. Là aussi, les résultats de deux décennies de libre circulation de l'information ne sont pas passés inaperçus. Il est difficile en fait d'échapper à la mondialisation des styles culturels américains colportés par les films, les programmes de télévision, les disques pop et les magazines. Ce qui faisait dire au premier ministre de la Guyana : « *Une nation dont les moyens d'information sont dominés par l'étranger n'est pas une nation* (24). »

Les déclarations de Robert D. Leigh, responsable du personnel de la commission Hutchins de 1948 sur la liberté de la presse, gardent aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, toute leur valeur prophétique : « *A l'heure actuelle, et surtout à travers les frontières nationales, la foi en un citoyen du monde connaissant tout et s'abreuvant d'un flot complet de mots et d'images est une simplification abusive du fonctionnement et des effets des communications de masse. (...) « Abattre les barrières » n'est pas un slogan suffisant dans le domaine international. L'accent passe de la libre expression individuelle en tant que droit au besoin fondamental de tous les citoyens d'avoir un accès régulier à la diversité existante d'idées, d'opinions, de points de vue et d'arguments relatifs aux affaires publiques. Ce n'est pas une négation de la liberté mais au contraire son association à la responsabilité effective qui assure que la liberté sert la vérité et la compréhension. Le concept de responsabilité, si on le pousse à sa conclusion logique, peut même impliquer la définition d'un type manifestement nuisible de communication publique qui tombe en dehors de la protection de la liberté elle-même* (25). »

Il y a deux ans, le président Urho Kekkonen, président de la République finlandaise, aboutissait à la même conclusion, rehaussée d'un sentiment d'urgence : « *Dans le monde des communications, on peut observer à quel point les problèmes de la liberté d'expression à l'intérieur d'un Etat sont identiques à ceux de la communauté mondiale formée par différents Etats. A un niveau international, on trouve les idéaux de libre communication, mais leur application de fait est faussée en faveur des riches et aux dépens des pauvres. Globalement, le flot d'informations entre Etats — et surtout le matériau utilisé par la télévision — est dans une très large mesure à sens unique et déséquilibré et ne possède nullement la profondeur et l'ampleur qu'exigent les principes de la liberté d'expression.* »

La question que pose M. Kekkonen dans sa conclusion peut être considérée comme une récapitulation adéquate de toute l'histoire de la doctrine de la libre circulation de l'information : « *Se pourrait-il que les prophètes qui prêchent la communication sans obstacle ne soient pas concernés par l'égalité entre nations, mais se retrouvent du côté du plus fort et du plus riche ?* (26). »

Cette analyse du président finlandais commence à s'imposer en ce qui concerne toutes les relations internationales et internes, et pas seulement le domaine des communications. Quand le pouvoir est distribué de façon inégale entre individus ou groupes, au sein d'une nation comme entre les nations, la liberté d'action — c'est-à-dire de continuer à faire ce qui a conduit à ladite situation — sert à renforcer les forts et à affaiblir les faibles. Cela vaut pour tous les aspects de la vie moderne, qu'il s'agisse de race, de sexe, de rapports de travail ou de relations internationales. Les libertés, impressionnantes dans la forme, peuvent donc être oppressives dans leur contenu, quand elles renforcent les inégalités existantes tout en prétendant donner les mêmes chances à tous. De plus en plus, des individus, des groupes et des nations cherchent à limiter ce genre de liberté qui favorise le maintien de l'inégalité. C'est dans cette perspective qu'on comprend le mieux les mesures visant à réglementer la « libre circulation de l'information ».

HERBERT I. SCHILLER.

---

(13) *The New York Times op. cit.*

(14) *Editor and Publisher*, 16 juin 1945, pp. 5 et 64.

(15) *Editor and Publisher*. 21 avril 1945.

(16) Rapport de la délégation des Etats-Unis à la conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix, Mexico, 21 février-8 mars 1945, Publication du département d'Etat, Conference Series 85, United States Government Printing Office, Washington, 1946, p. 21.

(17) Première session de la conférence générale de l'UNESCO, Paris, 19 novembre-10 décembre 1946, Rapport de la délégation des Etats-Unis, U.S. G.P.O., Washington, 1947, p. 17.

(18) Résolution 2/9 du 21 juin 1946, Conseil économique et social, *Official Records*, première année, deuxième session, p. 400, n° 8.

(19) *Yearbook on Human Rights for 1947*, Nations unies, Lake Success, New-York, 1949, p. 439.

(20) *Ibid.*

(21) William Benton, président, délégation des Etats-Unis à la conférence sur la liberté d'information, allocution prononcée devant l'Anglo-American Press Club de Paris, 7 avril 1948. *Department of State Bulletin*, 18 avril 1948, pp. 518-519.

(22) John B. Whitton, « The United Nations Conference on Freedom of Information and the Movement Against International Propaganda », *American Journal of International Law*, janv. 1949, p. 76.

(23) *The Economist*, Londres, 1er mai 1948, p. 701.

(24) *Intermedia*, International Broadcast Institute, Londres, n° 3, 1973, p. 1.

(25) Robert D. Leight, « Freedom of Communication Across National Boundaries », *Educational Record*, vol. XXIX, octobre 1948, p. 382.

(26) Urho Kekkonen, « The Free Flow of Information : Towards a Reconsideration of National and International Communication Policies », allocution devant le symposium sur la circulation internationale des programmes de télévision, University of Tampere, Finlande, 21 mai 1973.

# LE DÉBAT SUR LA DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

## Jean Elleinstein, le "phénomène stalinien" et les limites de l'orthodoxie

Par BERNARD FERON

MILITANT du parti communiste français, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, M. Jean Elleinstein vient de publier une Histoire du phénomène stalinien (1). Cet universitaire s'était déjà signalé par une histoire de l'U.R.S.S. dans laquelle il s'efforçait d'appliquer rigoureusement les disciplines de son métier, ce qui, s'agissant d'un tel objet, n'allait pas de soi. Certes, des membres du P.C.F. avaient déjà examiné l'Union soviétique sans complaisance, mais ces auteurs s'interrogeaient, sinon sur leur engagement, du moins sur la politique passée et présente des partis qui se réclament du léninisme. Pour la plupart de leurs camarades, ils étaient en passe de devenir des « renégats ». Habitués pendant un demi-siècle à défendre contre l' « ennemi de classe » les conquêtes du premier Etat socialiste du monde, les militants concevaient difficilement que l'expérience acquise à Moscou fût soumise à une critique publique.

M. Elleinstein a réussi à se débarrasser des idées trop couramment reçues par ses amis, au risque de choquer certains d'entre eux, bien que son « orthodoxie » ne puisse être mise en doute. D'un bout à l'autre du *Phénomène stalinien*, il indique qu'en dépit des défauts des crimes que l'historien peut et doit relever, l'U.R.S.S. a, selon lui, bâti une société supérieure à toutes les autres. Mais les formes qu'elle a revêtues sont encore loin de l'idéal. On peut très grossièrement résumer ainsi son jugement : la Russie a eu le mérite de franchir un pas décisif dans l'évolution de l'humanité en modifiant radicalement les rapports de production, en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme. Cependant cette révolution s'est opérée dans un milieu qui manquait des traditions politiques et de la richesse économique nécessaires pour tirer rapidement le meilleur parti possible de cette mutation. Mais le régime établi en 1917 a en soi les moyens de rectifier ses erreurs.

L'historien français reprend évidemment à son compte le bilan des épurations dressé jadis par les « anticommunistes » mais confirmé par le XXe congrès du P.C. soviétique. Il accepte les données fournies par l'Archipel du Goulag bien qu'il rejette les conclusions de Soljénitsyne. Il ne se contente pourtant pas de l'explication donnée à Moscou il y a vingt ans. Les crimes commis, les déviations constatées, seraient seulement l'œuvre de Staline qui aurait imposé le culte de sa personnalité. Comme l'avait fait Togliatti en 1956, il demande — et tente pour sa part — une analyse plus approfondie. Il y eut la dictature de Staline, mais pourquoi et comment le despotisme a-t-il pu s'installer et persévérer ? Selon une thèse rassurante pour les vieux militants, il y aurait eu seulement de 1924 à 1928 captation de l'héritage, acceptée parce qu'il fallait faire confiance à un homme fort pour briser l'encerclement capitaliste. Le stalinisme ne serait alors qu'un déplorable accident dans l'histoire de l'Union soviétique.

QUELQUES documents appuient cette thèse. Il est vrai que, dans les textes connus sous le nom de Testament, Lénine mettait en garde le parti contre la brutalité de Staline qui, profitant de la maladie du fondateur, avait accaparé trop de pouvoirs et avait tendance à en abuser. Il est vrai aussi que beaucoup d'opposants se sont inclinés devant le secrétaire général et ont sacrifié leur vie en croyant sauver la révolution. Mais M. Elleinstein ne pense pas que la maladie puis la disparition d'un homme aient provoqué un accident d'une telle ampleur. « En 1928, écrit-il, nombre d'éléments du phénomène stalinien se trouvaient en place, certains depuis la Révolution et la guerre civile, d'autres apparus pendant la période de la N.E.P. Les traditions (celles de la vieille et sainte Russie), les structures (économiques, sociales, politiques), les circonstances historiques et les hommes (le rôle de Staline, la défaite de l'opposition), tout cela concourait à accroître l'épaisseur du terreau dont allait se nourrir le phénomène stalinien. »

L'opposition, c'est d'abord Trotski. M. Elleinstein lui restitue dans l'histoire de la révolution la place que lui refusent encore les histoires officielles de l'Union soviétique. Il le croit même trop avisé pour avoir rêvé d'être un nouveau Bonaparte comme ses adversaires le lui ont souvent reproché, mais ne pense pas que ce « bon stratège et médiocre tacticien » eût pu être l'homme dont l'U.R.S.S. avait besoin une fois achevée la guerre civile : « Il pouvait être grand dans les eaux troubles, il était toujours médiocre dans les eaux calmes. » En d'autres passages de son livre, l'historien montre l'intérêt qu'il porte aux positions de Boukharine, hostile à une industrialisation trop rapide, à la collectivisation forcenée et autoritaire, à la centralisation. Il ne nie pas les conflits d'ambitions, mais va plus loin. Les discussions sur la politique à suivre furent compliquées « par les questions personnelles », mais aussi « par l'absence d'une démocratie véritable, seule capable d'engendrer un véritable débat ».

Or, à ce propos, il faut bien mettre en cause les conceptions mêmes de Lénine, et M. Elleinstein n'hésite pas à le faire. Dès le début (page 13) il indique prudemment que les textes du père fondateur ne sont pas nécessairement l'Ecriture sainte. Il cite ces phrases de Lénine : « La production est toujours nécessaire, pas la démocratie. » « La démocratie est une catégorie relevant du seul domaine politique. » Il commente : « Je ne prends pas à mon compte cette formule beaucoup trop restrictive, mais ce texte souligne l'importance de la production aux yeux de Lénine. »

Un peu plus loin (page 32), il remarque que la critique de la démocratie bourgeoise par les bolcheviks est dans le droit fil de la pensée de Marx. « Lénine, ajoute-t-il, n'avait pas tort d'en montrer les limites et de combattre les partis socialistes qui s'en étaient contentés. Ne fut-il pas amené cependant... à sous-estimer l'importance du phénomène démocratique ?... Il n'a pas vu, ou pas assez, à quel point la dictature, c'est-à-dire « le pouvoir illimité, extra-légal, » s'appuyant sur la force », même si elle s'appuie sur les masses populaires, même si elle représente la majorité des travailleurs, peut constituer un danger pour les travailleurs eux-mêmes. Ne signifie-t-elle pas la possibilité pour un homme (ou un groupe d'hommes) d'exercer une autorité illimitée et de mal l'utiliser. En d'autres termes, la dictature du prolétariat sous la forme née en Russie pendant la révolution et la guerre civile contenait en germe le phénomène stalinien. Il n'était pas inévitable, mais il était possible car les conditions en étaient créées à partir du moment où les mécanismes, les structures et les traditions démocratiques de contrôle n'existaient pas. »

NOUS sommes déjà loin de la manière qu'ont toujours les auteurs soviétiques de présenter comme la vérité révélée et absolue la moindre phrase de Lénine. L'un des exemples les plus récents en a été donné par l'article de M. Zarodov dans la Pravda du 6 août, à propos du soixante-dixième anniversaire de l'ouvrage de Lénine Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique : « En ce qui concerne le temps, les matériaux de cet ouvrage de Lénine sont tirés de l'année 1905. Mais soixante-dix ans se sont écoulés et on le lit aujourd'hui comme si l'œuvre traitait d'événements qui se déroulent sous nos yeux. Il s'agit surtout de la Russie. Mais l'échelle des conclusions de Lénine est universelle. » M. Zarodov cite à ce sujet un texte du comité central affirmant que les idées de Lénine sur la révolution de 1905-1907 et le passage de la démocratie révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste montrent « la seule voie véritable de la pratique révolutionnaire ».

M. Elleinstein, en s'écartant comme il le fait des chemins tracés à Moscou, ne cache pas ses soucis de militant. Il entend montrer que, pour importante qu'elle soit, l'expérience soviétique est limitée dans le temps et l'espace, que l'on peut et doit construire autrement « le socialisme à partir d'un pays capitaliste de l'Occident ». Les conclusions qu'il tire de sa recherche peuvent être discutées. Du moins, avant de conclure, a-t-il écrit une histoire authentique de l'U.R.S.S.

---

(1) Jean Elleinstein : *Histoire du phénomène stalinien*, Ed. Grasset, Paris, 1975, 248 pages, 34 F.

# CUBA : la consolidation

## Au premier congrès du parti, l'instauration du pouvoir populaire inaugurera un nouveau type de relations entre les citoyens


(Photo Bernard Cassen.)

**SUR LES MURS DE LA VILLE : L'EPOPEE REVOLUTIONNAIRE**
*Le vivant — Fidel — et les morts — Camilo, « Che » — contre la pesanteur bureaucratique.*

Reportage de BERNARD CASSEN




**Toute l'activité de Cuba est depuis des mois tendue vers le premier congrès du parti communiste prévu pour décembre 1975. Objectifs de production et plans d'émulation en hausse, discours officiels, conversations privées, plans d'embellissement des villes, enseignes lumineuses sur les façades des grands hôtels, panneaux muraux et jusqu'à la dénomination officielle de 1975 comme l' « année du premier congrès », tout concourt à sensibiliser les esprits à un événement exceptionnel pour le pays. Sa préparation mobilise tous les citoyens (et non pas seulement les militants du parti), car chacun a conscience que ce sera l'occasion du premier grand bilan d'une expérience révolutionnaire déjà vieille de seize ans. Un bilan qui ne sera pas seulement dressé par Fidel Castro, comme cela a toujours été le cas jusqu'ici, mais par environ deux milliers de délégués venus de toute l'île, et chacun porteur des aspirations de ses camarades de travail ou de quartier, exprimées au sein des innombrables réunions qui auront précédé le congrès.**

**Le fait que ce premier congrès se tienne seulement huit ans après la date originellement prévue (1967) montre que les dirigeants cubains ne vont pas se borner à faire une radiographie du pays et du parti. Il s'agit d'entrer définitivement et solennellement dans la deuxième étape de la révolution — celle de l'institutionnalisation et de la démocratisation — après plus de quinze années où le pouvoir, par la force des choses, a été concentré dans les mains des chefs historiques de la lutte contre la dictature — et ce, dans un contexte économique où la pénurie et le rationnement (certes, égalitaires) devraient faire graduellement place, dans les années à venir, à la satisfaction diversifiée des besoins de la population. De toute la population, faut-il préciser, sans « zones de pauvreté » ou classes exclues ou marginalisées, ce qui constituera un événement historique pour l'Amérique latine.**

LA HAVANE : le visiteur déjà familier des Caraïbes éprouve une sensation marquée de dépaysement. La ville est propre et fleurie, la circulation est faible, il n'y a ni mendiants, ni cireurs de chaussures, ni vendeurs de billets de loterie ou de tablettes de chewing-gum. Adultes et enfants sont habillés et chaussés simplement mais correctement. La dignité est, en quelque sorte, collective. Les magasins d'alimentation sont sommairement approvisionnés, les rares vitrines servent davantage à exposer qu'à inciter à acheter. Dignité rime encore avec austérité mais pas avec rapidité. Mieux vaut en prendre son parti d'emblée : le rythme est différent, et toute prestation de services, qu'il s'agisse de réserver un billet d'avion ou de prendre son petit déjeuner dans une chambre d'hôtel, peut prendre du temps, beaucoup de temps. Toute démarche doit respecter des procédures qu'il serait vain de vouloir accélérer. Ce n'est pas que manquent les exhortations à l'efficacité ou à la lutte contre la bureaucratie, mais il faudra sans doute aussi longtemps pour modifier des habitudes maintenant bien ancrées qu'il en a fallu pour incorporer la totalité d'une population en majorité agricole, d'un faible niveau d'éducation (40 % des enfants n'allaient pas à l'école en 1959), privée pendant les premières années de la révolution des connaissances techniques des très nombreux cadres qui s'étaient exilés, aux tâches de production de répartition et de distribution des biens et services.

### Des progrès matériels substantiels

L'ANNEE 1970, celle de l'échec de la **gran zafra**, la grande récolte de canne des 10 millions de tonnes, marque un tournant dans presque tous les domaines de la vie cubaine. Et d'abord au plan matériel. La désorganisation de l'appareil de production provoquée par des politiques successives et contradictoires, la mobilisation de toutes les énergies et de tous les effectifs pour la récolte, qui produisit malgré tout 8,5 millions de tonnes, la nationalisation de tout le secteur privé et parasitaire de la distribution au cours de l' « **offensive révolutionnaire** » du 13 mars 1968, entraînèrent un renforcement de la pénurie et du rationnement et achevèrent de désintégrer les circuits.

« **Nos ennemis disent que nous avons des difficultés, et nos ennemis ont raison. Ils disent que nous avons des problèmes, et, en réalité, nos ennemis ont raison. Ils disent qu'il y a de l'irritation, et, en réalité, nos ennemis ont raison** », déclarait Fidel Castro le 26 juillet 1970, avec sa franchise habituelle.

La pente devait être difficile à remonter. Des techniciens étrangers en poste à La Havane depuis cinq ans nous expliquent qu'une amélioration très substantielle s'est produite à partir de 1974, s'accélérant ces derniers mois. De 1970 à 1973, le taux de croissance de l'économie s'est élevé à 26 % et, d'après les déclarations officielles, ce rythme s'est maintenu en 1974 et 1975 (1). Certes, la **libreta** (carte de rationnement) subsiste pour les denrées essentielles (riz, sucre, huile, lait, détergents, viande), mais les quantités allouées sont très convenables et les prix très bas, puisqu'ils n'ont pratiquement pas bougé depuis la révolution. Ainsi, le riz se vend 19 centavos (2) la livre, le sucre de 5 à 7 centavos. Sont en vente libre (**por la libre**) : le beurre, les œufs, le poisson, les légumes verts, les pommes de terre. La viande, encore rationnée malgré une grosse augmentation de la production, peut se consommer seulement tous les neuf jours chez soi, presque tous les jours au restaurant, mais au prix fort. En réalité, le gouvernement a eu beaucoup de mal à inciter la masse des Cubains à consommer autre chose que le plat traditionnel, riz et haricots noirs, agrémenté, lorsque c'était possible, de porc grillé. Le développement considérable de la pêche a permis de mettre sur le marché du poisson en quantité (la langouste est presque entièrement exportée). Quant aux légumes à la fois abondants (3 millions de quintaux produits dans la province de La Havane au cours du premier trimestre 1975 contre 1 160 000 quintaux pour la même période en 1968) et variés : cresson, laitue, tomate, chou, betterave, pomme de terre, piment rouge, céleri, etc., on en voyait ces derniers mois d'énormes quantités dans les magasins à des prix modiques. La presse et la télévision s'efforcent d'enseigner aux ménagères cubaines l'art de la conserve et celui de l'accommodement de ces ingrédients nouveaux pour elles.

Les téléviseurs, les cocottes-minute, les machines à coudre et à laver sont encore contingentés et répartis, comme nous le verrons, dans les entreprises, mais on sent que le moment n'est plus très loin où ils seront produits en quantités suffisantes pour être achetés par quiconque disposera de l'argent nécessaire. Et, de l'argent, il n'en manque pas puisqu'en 1971 la population possédait 3 478 millions de pesos (soit plus d'un an de salaires d'avance !) qu'elle était dans l'incapacité de dépenser, faute d'offre. Graduellement, l'Etat a entrepris d'éponger cette énorme masse, grâce surtout à une taxation sévère des produits non essentiels (« **ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas agréables** », devait préciser Fidel Castro en plaisantant) : le tabac et les boissons alcoolisées. Effectivement, si les quatre premiers paquets de cigarettes par semaine coûtent 20 centavos pièce, le cinquième coûte 1,60 peso. Quant aux cigares, le moins cher des havanes ne vaut pas moins de 60 centavos. Presque autant qu'à Paris ! De 1971 à 1973, 1 230 millions de pesos ont ainsi été récupérés. Mais les familles ont, en général, de l'argent disponible. Dès 16 h. 30 ou 17 heures, des queues se forment les jours fériés devant les restaurants chics pour obtenir à coup sûr une table pour le dîner. Ainsi, devant le **Conejito** (le « petit lapin ») où, dans un cadre luxueux, le mets unique est le lapin (très prisé par les Cubains), accommodé de manières très variées.

### Une revanche psychologique

BEAUCOUP d'observateurs étrangers s'étonnent du maintien d'établissements de luxe dans un pays socialiste. De fait, le magnifique restaurant « les Roches », dans le parc Lénine, à l'extérieur de La Havane ; le « Patio », sur la place de la cathédrale, dans la vieille Havane ; le « 1830 », dans une ancienne résidence bourgeoise, ou « la Tour », situé au sommet d'un immeuble de plus de vingt étages, avec leur personnel stylé en queue-de-pie, n'offrent pas de différence de nature avec des établissements semblables de Munich ou de Miami. Le fameux cabaret géant à ciel ouvert « Tropicana » évoque irrésistiblement les films musicaux américains des années 50. Cet aspect « rétro » est à peine altéré par les paroles de quelques chansons qui nous rappellent que nous sommes bien en 1975 à La Havane.

Si la volonté de donner une possibilité — coûteuse — de dépenser son argent est entrée en ligne de compte, les responsables cubains ont, semble-t-il, aussi souhaité désacraliser des établissements que seule la bourgeoisie fréquentait autrefois et qui — même s'il faut attendre un peu — sont aujourd'hui accessibles à tous. Il s'agit d'une appropriation collective des formes de loisir de la minorité dirigeante d'avant 1959. Une revanche psychologique en quelque sorte. Comme ces bas, dont on se demande comment les Cubaines peuvent les supporter dans ce climat humide et chaud. Comme cette fête de los **quince** qui, pour les quinze ans de la jeune fille de la maison, réunit à grands frais amis et parents, ou le mariage en blanc que seules, autrefois, les familles aisées pouvaient célébrer avec faste. Les autorités aident au maximum, par des locations à prix modique de voitures, de salles, de vêtements ou d'hôtels (pour la lune de miel), tous les Cubains qui le souhaitent (et c'est la quasi-totalité) à célébrer eux aussi un rituel dont peu leur importe qu'il soit celui de la bourgeoisie d'antan, qui l'avait parfois elle-même purement et simplement copié chez ses maîtres à penser américains par un processus typique d'aliénation culturelle.

Le consommateur cubain se fait d'ailleurs de plus en plus exigeant : délais inconsidérés pour l'accomplissement d'une démarche administrative, mauvaise qualité d'une pizza, lenteur d'un restaurateur à servir un repas, refus d'un taxi de s'arrêter pour prendre un client, ne sont plus subis avec résignation. Les journaux publient les récriminations des usagers, enquêtent auprès des entités mises en cause.

La qualité des biens et des services en régime socialiste, c'est le « **respect du peuple** », disait le « Che ». « **Dans vos centres de services, vous devez créer l'habitude de traiter soigneusement le public, de le choyer. C'est une des questions fondamentales** », disait Fidel Castro à Matanzas, le 26 juillet 1974. « **La qualité ne se résout pas par décret ministériel** », rappelait récemment le vice-premier ministre Flavio Bravo devant le Forum de qualité du secteur de l'industrie des biens de consommation et du commerce extérieur. « **Nous devons être plus critiques et autocritiques, maintenir l'oreille collée à la voix du peuple, être réceptifs à ses suggestions... Des investissements sont envisagés pour le prochain plan quinquennal, mais notre attention principale et prioritaire ce n'est pas à ce que l'on peut acquérir sur le marché international que nous devons l'accorder, mais à l'homme, à sa qualification, à sa productivité, à son enthousiasme.** »

## Conscience révolutionnaire et travail volontaire



L'enthousiasme... Un mot-clé lorsqu'il s'agit de Cuba. Si le socialisme s'y construit est-ce par la contrainte, ou avec l'adhésion de la population ? Qu'est-ce, en somme, qui fait courir les Cubains ? A cette question, aucun observateur de retour de La Havane ne peut échapper. Deux vignettes en guise d'éléments de réponse :

Le district de Mayabeque, à quelques dizaines de kilomètres de La Havane. Des canneraies à perte de vue. Nous sommes au campement « Batey Nuevo » de la brigade Armando Mestre. Ses quarante-huit membres, tous volontaires, appartiennent au syndicat de la construction : ce sont des maçons, des charpentiers, des plombiers. Ils ont choisi d'aller à la coupe de la canne, à la **zafra**, une « tâche de choc » comme on l'appelle. Ils sont là depuis le début décembre. Ils ont pris l'engagement de couper dix millions d'arrobas (3) de canne ; ils y parviendront le 5 mai. Par les chemins défoncés qu'empruntent les camions ou attelages de six à huit bœufs, qui tous transportent la canne fraîchement coupée à la centrale sucrière Oswaldo Sanchez, nous rejoignons un groupe de **macheteros** en plein travail sous un soleil torride. On nous présente Félix Hernandez ; il pose sa **machete**, retire son chapeau de paille et essuie son visage où se mêlent la sueur et la suie. C'est qu'avant de couper la canne on la brûle, pour supprimer les mauvaises herbes et faciliter le passage entre les sillons et affaiblir la résistance de la tige. Il faut cependant que la coupe se fasse dans les vingt-quatre heures sous peine de perdre la récolte. Les hommes sont noirs comme des charbonniers, leurs vêtements complètement détrempés.

« **J'en suis à ma onzième zafra, le reste de l'année je suis plombier. J'ai répondu à l'appel de la Révolution. J'ai été sélectionné parmi d'autres volontaires... il y en avait trois ou quatre par poste disponible. On a pris ceux qui avaient déjà fait leurs preuves. Ceux qui restent se sont engagés à faire le travail de ceux qui partaient.** »

Nous lui demandons quand il voit sa famille : « **Normalement le dimanche, on fait seulement quand il pleut ou que la centrale est en panne. Nous voulons gagner la bataille des dix millions d'arrobas. Chacun fait de son mieux. Moi je travaille dix-sept ou dix-huit heures par jour à partir de trois heures du matin. Quand il n'y a pas de lune, on met les projecteurs.** »

L'émulation se fait entre toutes les brigades du pays mais aussi entre les groupes au sein de la brigade et entre les hommes au sein de chaque groupe. La production de chacun est régulièrement consignée sur un grand tableau dans un bâtiment de fortune du campement. Chaque **machetero** a la garantie de toucher au moins le salaire qu'il percevait dans son centre de travail (4) mais il est payé au rendement. En quatre-vingt-dix-neuf jours de coupe, du 10 décembre au 31 mars, José Gonzalès a gagné 1 476 pesos. Le moins bon de ses camarades : 991 (5). Mais on ne peut une seconde retenir l'idée que ces hommes font volontairement un travail aussi dur, dangereux (car le fil tranchant de la **machete**, en cas de geste mal assuré, peut aussi bien blesser une jambe que sectionner la tige de la canne) pendant cinq ou six mois de l'année pour de

(1) Dans son discours du 26 juillet 1975, Fidel Castro indique que la production a augmenté de 9 % au premier trimestre 1975 par rapport au premier trimestre 1974.
(2) 1 peso (100 centavos) vaut, au cours officiel, 1,20 dollar.
(3) 1 arroba = 25 livres.
(4) C'est le terme générique utilisé pour désigner toute unité de travail, que ce soit une usine, une ferme d'Etat (*granja*), un bureau, un ministère.
(5) Le salaire moyen mensuel est de 120 pesos. Un journaliste gagne 250 pesos, un ouvrier qualifié jusqu'à 293, un médecin débutant 223, un spécialiste 375.



l'argent. **« Je peux vous assurer que malgré tout l'argent du monde, malgré tous les stimulants matériels du monde, jamais à l'époque du capitalisme on n'aurait vu apparaître des hommes tels que les membres de ces brigades »**, disait Fidel Castro en parlant des brigades d'élite de la **zafra** de 1974. Pourquoi alors ? Lorsqu'on leur pose la question, la réponse des **macheteros** est unanime : **« Pour la révolution... pour répondre à l'appel de Fidel. »**

Les symboles de cette mystique ce sont les fanions décernés à la brigade à chaque nouveau million d'arrobas. Suspendus à des fils, au-dessus des bancs du réfectoire, ils portent chacun un nom évocateur : « Victoire de Giron » pour le deuxième million, « Premier mai » pour le quatrième, « Guérilleros d'Amérique » pour le sixième. Le jour de notre visite, la brigade a reçu le fanion du septième million : « Disciples du Che », et on nous le montre avec une fierté évidente. La hausse temporaire (6) des cours mondiaux du sucre a considérablement renforcé l'importance de ce produit pour l'économie cubaine. La mécanisation progresse : 100 % pour le levage, plus de 20 % pour la coupe grâce aux machines soviéto-cubaines KTP - 1. La productivité des **macheteros** est aussi en augmentation : il en a fallu cinquante-quatre mille de moins en 1975 qu'en 1974. Il ne s'agit plus de se porter en masse et de façon désordonnée sur les canneraies, comme ce fut souvent le cas, jusques et y compris pendant la **zafra** de 1970, mais de choisir les plus compétents et d'organiser méthodiquement leur travail et leur soutien logistique. Il y avait deux cent mille **macheteros** en 1972 contre huit cent mille avant la révolution, à une époque où la **zafra** constituait pour eux l'unique occasion d'échapper pendant quelques mois, et pour de maigres salaires, au chômage massif. En 1975, plus d'un millier de brigades ont coupé un million d'arrobas ou davantage. Parmi elles, des brigades entièrement féminines comme la « Mariana Grajales », composée d'employées du secteur « gastronomique », c'est-à-dire de l'hôtellerie et de la restauration, presque toutes mères de famille et parfois grand-mères !

La **zafra** terminée, et après un repos bien gagné, les **macheteros** de la brigade Armando Mestre retrouveront leur métier d'origine et iront travailler à Mariel à l'agrandissement de la centrale thermo-électrique et à la construction de la cimenterie. En attendant décembre 1975...

De toute évidence, il se passe quelque chose quand des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes et de femmes se portent volontaires pour les travaux agricoles les plus pénibles. Outre la coupe de la canne, d'autres activités requièrent et obtiennent également le concours de travailleurs volontaires qui viennent pour un jour, un week-end, un mois ou davantage : l'ensemencement des sols, la récolte des citriques, des produits maraîchers, du tabac, du riz, la confection de clôtures dans les stations de recherche et d'élevage du bétail. Pour la commémoration du 26 juillet — qui s'est tenue dans sa capitale, Santa-Clara — et dans le cadre de la Journée des quatre-vingt-dix jours (!), la province de Las-Villas a fourni un million de journées de travail volontaire pour le nettoyage et l'ensemencement des canneraies. **« Vous avez préservé**, devait leur dire Fidel Castro, **une des plus grandes conquêtes de notre conscience révolutionnaire : le travail volontaire. »**

## Les microbrigades

ALAMAR. Sur les cartes touristiques de Cuba, ce n'est encore qu'une plage à l'est de La Havane, de l'autre côté de la baie, non loin du petit port de pêche de Cojimar, immortalisé par Hemingway dans **le Vieil Homme et la Mer**. La splendide **finca** (maison de campagne) de l'écrivain, « la Vigia », transformée en musée après sa mort, est tout près de là, sur les hauteurs ombragées et fleuries de San-Francisco-de-Paula. Pourtant, Alamar, c'est une future ville de cent trente mille habitants, satellite de La Havane et déjà habitée par vingt mille personnes. L'immense chantier, où l'on voit en majorité des immeubles de cinq étages (certains vont jusqu'à douze ou vingt), n'a, à première vue, rien de particulier, sinon, peut-être, le nombre d'écoles et d'équipements sportifs. L'originalité, c'est que la majorité de ces ouvriers de la construction, aux casques multicolores portant une étoile et la lettre T (en hommage au chef indien Tupac Amaru, inspirateur des Tupamaros), sont des amateurs et non des professionnels. Ce sont des membres des « microbrigades », l'une des expériences les plus originales et les plus étonnantes de Cuba. Lorsque, dans un centre de travail donné, il manque des logements (ce qui est presque partout le cas, surtout à La Havane (7), qu'un terrain est disponible — ce qui ne pose guère de problèmes, — qu'un encadrement de techniciens de la construtión peut être dégagé, et surtout lorsque les matériaux existent, des volontaires peuvent décider de construire eux-mêmes les logements et de constituer une microbrigade. Une seule règle : comme pour la **zafra**, le travail habituel des absents sera assuré par ceux qui restent, le niveau de la production ne devant pas baisser. Lancée par Fidel Castro en 1970, l'idée fut immédiatement mise en application à Alamar, précisément, puis dans le reste du pays. Elle constitue aujourd'hui la base de la construction de logements (trente mille depuis 1971). L'objectif est double : permettre d'apporter un début de solution aux besoins urgents en matière d'habitation tout en maintenant l'essentiel des ouvriers qualifiés de la construction aux tâches d'infrastructure (routes, usines, ports, etc.) et, sur le plan idéologique, de donner un cadre favorable à la participation au travail volontaire, l'une des caractéristique de ce que les autorités cubaines appellent l' « attitude révolutionnaire ».

Ce ne sont pas nécessairement les travailleurs en quête d'un logement qui se portent volontaires. Presque un tiers des deux mille six cents ouvriers travaillant sur le chantier d'Alamar, et répartis en cent brigades, sont déjà correctement logés, ou en tout cas n'ont pas fait acte de candidature à l'un de ces coquets appartements en construction. Les besoins en logements étant immenses, le seul obstacle reste la pénurie de matériaux de construction, surtout de ciment. C'est seulement en 1978 que les cimenteries en construction fonctionneront à plein et que les microbrigades pourront augmenter considérablement en nombre. La crise du logement pourrait être résolue avant 1985.

Les **zafras** passent, les logements restent : aussi le mouvement est-il très populaire, car chacun peut voir concrètement son œuvre. Il est caractéristique que les brigades de volontaires étrangers (notamment la célèbre brigade Venceremos, composée de jeunes Américains progressistes) ne soient plus affectées à la **zafra**, où leur rendement était souvent modeste, mais se déploient sur les chantiers de construction. La trace visible de leur travail constituera de surcroît un témoignage durable de solidarité internationaliste avec le peuple cubain. Il est un troisième aspect dont on ne parle pas officiellement mais qui joue aussi son rôle : les microbrigades, comme la participation à la **zafra**, sont autant de méthodes pour « dégraisser » la main-d'œuvre excédentaire et augmenter la productivité puisque un travail égal dans l'entreprise est assuré par des effectifs moins nombreux. Les cadences ne sont pas toujours infernales à Cuba. C'est Fidel Castro lui-même qui évoquait dans un discours, le 15 novembre 1973, la situation d'une centrale sucrière où étaient employés sept cents travailleurs, alors qu'à l'époque du capitalisme il n'y en avait que deux cents pour faire — mieux — le même travail : **« La démonstration a été faite que nous utilisons une main-d'œuvre bien plus importante que celle qu'utilisaient les capitalistes pour faire marcher des centrales sucrières avec moins d'efficacité qu'eux. »** Qui porte la responsabilité d'un tel état de choses : les travailleurs ou les dirigeants ? Le premier ministre était formel : **« Cela ne signifie pas que nos travailleurs ne soient pas révolutionnaires. Ce ne sont pas eux qui sont fautifs, mais nous, car nous n'avons pas été capables de faire preuve au moins de la même efficacité administrative que les capitalistes. »**

travail volontaire (qui peut aller de la **zafra** aux microbrigades, en passant par la récolte du tabac ou le nettoyage d'un terrain vague pour y planter des fleurs). Cette année, un million deux cent mille travailleurs sur un million cinq cent mille syndiqués ont pris des engagements en vue de la distinction de **avanzada**, a annoncé Roberto Veiga, secrétaire général de la C.T.C.

## Symbiose du passé et du présent

LES plans d'émulation s'articulent autour des dates historiques : victoire de Giron, 1er mai, 26 juillet, hommage aux commandants Camilo (Cienfuegos) et « Che » (Guevara) à l'occasion de la Journée du guérillero héroïque. En 1975, le premier congrès du P.C. donne bien entendu lieu à une émulation spéciale. La décision finale en ce qui concerne l'attribution du titre de **avanzada** incombe annuellement à l'assemblée générale des travailleurs, sur proposition de la section syndicale. En plus des noms figurant sur la liste (en général ratifiés à l'unanimité), chaque membre de l'assemblée générale peut proposer celui de l'un de ses collègues (à l'exclusion des responsables administratifs), s'il estime qu'il a été injustement oublié. L'assemblée se prononce à main levée pour ou contre, après que le syndicat, le parti et l'administration ont donné leur point de vue.

Ces stimulants moraux jouent un très grand rôle, car ils procèdent de la base et, surtout, ils intègrent l'activité quotidienne, parfois monotone, à la geste héroïque des luttes de la libération nationale et à l'épopée de la révolution. Bien faire son travail, dépasser son plan de production, c'est être un digne disciple des héros légendaires de la sierra Maestra. **« La meilleure façon de rendre hommage à Camilo et au « Che » est de s'efforcer, jour après jour, de consacrer toutes ses énergies à l'édification de la société socialiste »**, dit le commandant Sergio del Valle, qui a, lui aussi, conquis ses galons dans la guérilla, et siège aujourd'hui au bureau politique du P.C.

Les grands ancêtres de la lutte contre le colonisateur espagnol, Carlos Manuel de Cespedes, Antonio Maceo, Maximo Gomez et, bien sûr, José Marti, l' « Apôtre », ceux qui combattirent contre les dictateurs du vingtième siècle, comme Julio Antonio Mella et bien d'autres, font presque partie de la vie quotidienne cubaine à côté de Camilo et du « Che ». Leur vie et leur œuvre sont quotidiennement exaltées, les écoles, les usines, les centrales sucrières portent leurs noms. Cette symbiose du présent et d'un passé héroïque encore tout proche, dont Fidel Castro et son frère Raul sont les descendants et dépositaires vivants, est une des grandes forces sur lesquelles le pouvoir révolutionnaire sait pouvoir compter.

### LES GRANDS ANNIVERSAIRES DE LA RÉVOLUTION

**1er JANVIER** (1959). — **Victoire de la Révolution** (Fuite de Batista - Grève générale du 2 au 6 - Entrée de l'armée rebelle à La Havane).

**16 AVRIL** (1961). — **Journée du Milicien** (Proclamation du caractère socialiste de la révolution - Veille du débarquement des mercenaires contre-révolutionnaires à Playa Giron (baie des Cochons), qui se termine en fiasco quarante-huit heures après).

**26 JUILLET** (1953). — **Fête nationale** (Anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada par Fidel Castro et ses camarades).

**28 SEPTEMBRE** (1960). — Anniversaire de la fondation des comités de défense de la révolution.

**8 OCTOBRE** (1967). — **Jour du Guérillero héroïque** (Commémorant la mort du commandant Ernesto « Che » Guevara en Bolivie (1967). C'est également au mois d'octobre (1959) que Camilo Cienfuegos a disparu dans un accident d'avion.

# *La démocratisation des syndicats*




Cette situation paradoxale de disponibilité populaire mal utilisée, les dirigeants cubains n'ont donc pas hésité depuis 1970 à en revendiquer la responsabilité et à en tirer les conclusions à tous les niveaux. S'est enclenché un un processus dynamique, un « deuxième souffle » de la révolution, dont les temps forts ont été la réorganisation et la réanimation du mouvement syndical (à l'occasion du treizième congrès de la Confédération des travailleurs cubains — C.T.C.), la mise en route de la participation démocratique et directe des masses à la gestion de leurs propres affaires (avec l'expérience de la province de Matanzas en juillet 1974), l'amorce d'un changement profond des mentalités dans les rapports hommes-femmes, préalable à une véritable égalité de la femme ,et dont le deuxième congrès de la Fédération des femmes cubaines de novembre 1974 et le code de la famille de février 1975 sont les jalons. La préparation du premier congrès du parti communiste et la discussion par tous les Cubains de l'avant-projet de Constitution (qui, après avoir été approuvé par les délégués, sera soumis à un référendum) sont les clés de voûte d'une construction dont la cohérence se dessine maintenant assez bien.

*Jesus Escandell* est l'un des onze membres élus du secrétariat exécutif de la Confédération des travailleurs cubains, la centrale unique, qui regroupe vingt-trois syndicats professionnels dont sont membres 89 % des salariés cubains. La cordialité de l'accueil, dans l'une des salles de réunion du siège, dissimule à peine une certaine impatience vis-à-vis du journaliste « bourgeois » européen. On a déjà tant de fois dû poser à ce dirigeant les mêmes questions sur l'autonomie du syndicat et la vie démocratique en régime socialiste. Les réponses viennent parfois avant les questions : **« Oui, nous reconnaissons au parti son rôle de guide, mais il n'est pas nécessaire d'y appartenir pour exercer des responsabilités. C'est mon cas, je suis ici sans être militant du parti. Comme Fidel l'a dit, le mouvement ouvrier doit nécessairement être profondément démocratique. En 1970, après l'échec de la** zafra**, s'est ouverte une longue période de discussions à la base... Fidel a lui-même personnellement participé à d'innombrables assemblées qui ont discuté des rôles respectifs du syndicat, du parti et de l'administration. Tout cela a culminé à notre treizième congrès en 1973. Les thèses qui y ont été proposées ont été au préalable discutées par un million et demi de travailleurs. Le mouvement syndical, qui, jusque-là, avait joué un rôle effacé (certains avaient même parlé de son inutilité), s'est considérablement renforcé. Depuis 1973, il est représenté au conseil de direction des entreprises, y compris dans les ministères, et il est systématiquement invité aux réunions du comité exécutif du conseil des ministres où sont analysés les plans annuels. »**

Le ton se fait plus véhément, plus « accrocheur ». **« Même dans la phase de construction du socialisme que nous vivons, le syndicat doit faire preuve d'une vigilance constante. La législation est parfois violée par les bureaucrates ou les fonctionnaires... Cette tentation peut même exister chez un ministre... Nous avons un rôle de contrepartie** (et Jesus Escandell insiste fortement sur le terme), **ce qui n'est pas la même chose que le contrôle. L'administration a ses responsabilités, nous avons les nôtres. Les points de vue peuvent ne pas coïncider. Il ne s'agit pas d'un courant anti-administratif, mais d'une attitude critique constructive. Les difficultés doivent se résoudre dialectiquement par la discussion. On ne va voir le parti qu'en dernière instance. »**

Avant même que nous ayons abordé la question, Jesus Escandell, qui n'a pas encore pris le temps de boire une gorgée de jus de fruits, tient à mettre les points sur les « i » quant à la démocratie syndicale : **« Dans nos syndicats, tous les postes de responsabilité, à quelque niveau que ce soit, sont attribués au scrutin direct et secret. On peut être révoqué à tout moment. Cela s'est d'ailleurs effectivement produit. »**

## L'émulation socialiste

D'APRES les informations que nous avons pu obtenir de témoins directs, la vie syndicale à la base est devenue intense. Le syndicat n'a pas seulement un rôle de contrepartie, un rôle « revendicatif » (discussions des normes, des cadences, des conditions de travail, des salaires, des coûts) ; sa participation aux tâches d'optimisation de la production est tout aussi fondamentale. Par le biais des assemblées mensuelles de production et de services, les syndiqués impulsent et contrôlent la production et la productivité, luttent contre le gaspillage. Ils sont aussi les organisateurs et les animateurs de l'émulation socialiste, qui est à la fois collective et individuelle. Les règles en sont codifiées de manière précise dans les dix pages de la résolution adoptée lors du treizième congrès de la C.T.C. Le principe réside dans la prise d'engagements concrets et chiffrés, en hausse bien entendu sur ce qui est déjà acquis, par l'assemblée générale des travailleurs en tant que telle, pour ce qui concerne le plan collectif. Chaque travailleur peut aussi prendre un engagement individuel devant l'assemblée générale. Les résultats sont constamment évalués au cours des assemblées. Un centre de travail qui a tenu ou dépassé ses engagements pourra se voir attribuer par le conseil régional du syndicat concerné le fanion de « Héros de la Moncada ».

Le travailleur qui « émule » individuellement peut envisager de devenir au sein de son centre « travailleur d'avant-garde » (**trabajador de avanzada**), éventuellement « meilleur travailleur » et, au niveau national, après examen par le comité national de la C.T.C. et le conseil des ministres, « héros national du travail ». Cette distinction flatteuse inspire partout un très grand respect. Plus modestement, pour envisager d'être « travailleur d'avant-garde », il faut et il suffit d'avoir respecté ses engagements individuels consignés dans un calendrier précis, d'avoir lutté concrètement contre le gaspillage, de ne pas avoir été l'objet de sanctions disciplinaires pour absentéisme, retard, infraction aux normes d'hygiène, etc., de suivre des cours de perfectionnement culturel et technique dans le domaine de son choix, et, enfin, de prendre une part active au

# *Retour aux stimulants matériels*



Les seuls stimulants moraux et les exhortations des dirigeants n'avaient pas suffi à empêcher une détérioration très sensible de l'économie cubaine de 1967 à 1970. L'absentéisme, le le bas rendement, l'indiscipline au travail étaient constamment dénoncés. Un coupable était généralement mis en avant : le sous-développement. La grande période autocritique de 1970 en a également désigné un autre : le groupe dirigeant, qui n'avait pas suffisamment permis aux organisations de masse, notamment syndicales, de jouer leur rôle autonome et qui avait pratiqué une politique de stimulants inadaptée à la phase en cours de la révolution.

Le treizième congrès de la C.T.C. allait marquer un retour — non exclusif, certes, mais net — à des incitations matérielles au travail et à des pénalisations contre la « paresse » (déjà sanctionnée par une loi d'avril 1971). Fidel Castro allait rappeler que la révolution n'en était pas encore au principe communiste **« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »**, mais seulement à l'élaboration du socialisme, c'est-à-dire **« de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail »**. Il allait, au passage, donner de multiples exemples concrets **« qui nous démontrent que nous ne sommes pas encore prêts pour vivre dans le communisme »** : le gaspillage de l'eau quand elle est gratuite (et qui cesse dès que l'on installe des compteurs), la consommation inconsidérée d'électricité, le resquillage dans les autobus après la suppression des receveurs. Mais l'innovation principale du congrès fut la rectification d' **« erreurs égalitaristes »**, sans pour autant tomber dans l'économisme. Un exemple : l'abolition de la résolution 270, qui visait à **« favoriser les travailleurs qui, collectivement (mérite du centre de travail) ou de manière individuelle (mérite personnel), réalisent des tâches exceptionnelles, hors du commun, et font preuve d'une attitude révolutionnaire »**. Ces travailleurs pouvaient prendre leur retraite à 100 % de leur salaire. Non seulement, faute de critères d'évaluation suffisamment homogènes, des abus flagrants caractérisés s'étaient produits dans l'attribution de ces retraites exceptionnelles, mais le coût pour les finances publiques devenait prohibitif. Déjà, un demi-million de retraités en bénéficiaient. **« J'ai eu une grande responsabilité personnelle dans la mise en place de cette résolution »**, devait admettre Fidel Castro, en commentant l'esprit altruiste qui avait présidé à l'abolition par les travailleurs eux-mêmes d'une disposition dont ils pouvaient tous, individuellement, espérer bénéficier, mais dont ils savaient, collectivement, qu'elle était suicidaire pour l'économie.

Autre notion en voie de disparition, celle du « salaire historique ». Les salaires acquis avant la révolution et bien d'autres obtenus ensuite par assimilation (dans les conditions les plus contestables) et maintenus, même en cas de changement de poste, étaient considérés comme intouchables : c'était le « salaire historique ». Là encore, le treizième congrès a proposé la suppression progressive, après examen individuel de tous les cas dans chaque section syndicale, des « salaires historiques » ne correspondant pas aux emplois occupés. Les bénéficiaires de ces salaires pourront éventuellement les conserver en occupant des emplois de qualification supérieure, toute latitude leur étant même laissée pour recevoir une formation complémentaire en cas de besoin.

Enfin et surtout, il a été décidé de mettre en place des normes techniques de travail dans tous les cas où c'est possible et de lier désormais les salaires aux normes. Dans la fixation des normes, ce sont les sections syndicales qui joueront un rôle essentiel. Le corollaire de ce changement d'attitude est un effort soutenu pour accomplir les tâches dans les limites de la journée de travail, de n'avoir recours donc aux heures supplémentaires qu'en dernière instance mais, dans ce cas, de les rémunérer (dans bien des cas, les heures supplémentaires gratuites s'avéraient plus coûteuses que les heures normales payées).

Depuis le treizième congrès, les dirigeants syndicaux et ceux du parti reviennent constamment sur le thème de la fixation des normes. En 1974, d'après Roberto Veiga, cette innovation fut introduite dans 1 909 centres de travail regroupant 337 656 travailleurs. Le 1er mai 1975, on en était à 2 280 centres de travail.

## Décision en assemblée

IL faut ranger parmi les stimulants matériels le processus d'attribution des articles électroménagers et des logements construits par les microbrigades. Dans un système de pénurie où la masse d'argent en la caille est encore bien plus élevée que la valeur des biens de consommation disponibles, il faut un système de répartition. Ce sont les assemblées générales sur le lieu de travail qui décident des prioritaires pour l'achat des articles encore rationnés. Le critère fondamental doit être l' « attitude révolutionnaire » du travailleur (c'est-à-dire le respect des divers points de l'émulation socialiste) ; mais la situation familiale et matérielle entre aussi en ligne de compte.

*(Lire la suite page 22.)*

(6) Fidel Castro rappelait le 26 juillet 1975 que le prix mondial du sucre avait diminué de 75 % en quelques mois.

(7) D'après les statistiques officielles, dans les zones urbaines et métropolitaines lors de la victoire de la révolution, 52 % des logements ne disposaient pas d'installations sanitaires, 45 % n'avaient pas l'eau courante. A la campagne, 2 % avaient l'eau courante et 6 % avaient l'électricité. Le retard à rattraper était donc gigantesque.

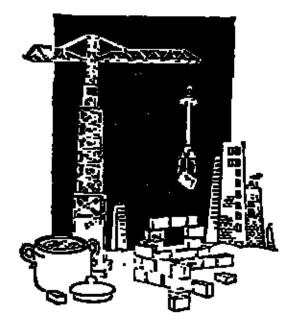
*(Suite de la page 21)*

A certains délégués du congrès de la C.T.C. qui regrettaient que ce système bénéficie parfois aux travailleurs seulement « sympathiques », qu'il favorise en quelque sorte le « prix de camaraderie », et qui pensaient donc à changer de règles, Fidel Castro répondit : **« Bon, si les masses peuvent se tromper et attribuer un article à un ouvrier dont le seul mérite est d'être sympathique, que se passerait-il si cet article était attribué par un fonctionnaire ? Les masses peuvent se tromper une fois, le fonctionnaire, lui, pourrait se tromper cent fois... Pensez-vous qu'il existe un autre moyen de distribuer les logements que construisent les *microbrigades* en dehors des assemblées de travailleurs ? »**

Ainsi ont été répartis jusqu'en 1975 cent vingt et un mille réfrigérateurs (soit un pour dix-sept habitants) — maintenant en vente libre, — trois cent dix-sept mille téléviseurs, quarante mille machines à coudre, cent soixante-dix mille bicyclettes. Le pouvoir de décision ou de proposition des assemblées de travailleurs est un élément fondamental de la revitalisation démocratique des syndicats. C'est ainsi que, pour la première fois, les données du plan technico-économique de 1975 ont été discutées l'an dernier dans tous les centres de travail. C'est par milliers qu'ont été émises des suggestions, des observations ou prises des initiatives. L'expérience aura servi pour élaborer une méthodologie utilisable les années suivantes. La discussion massive du plan 1976 est ainsi en cours et constituera l'amorce de l'analyse du plan quinquennal — que l'on annonce très ambitieux — soumis à la ratification du premier congrès du parti communiste de Cuba. Un équilibre semble avoir été trouvé en tout cas entre les stimulants matériels qui prennent un sens accru au fur et à mesure qu'apparaissent les biens de consommation et les stimulants moraux sans lesquels le socialisme cubain perdrait sa raison d'être, mais c'est un effort constant auquel Fidel Castro convie ses compatriotes : **« Il nous faut agir de façon à ce que les stimulants économiques ne se transforment pas en motivation exclusive de l'homme, ni les stimulants moraux en prétexte à faire vivre certains du travail des autres. »**

La révolution, ce n'est pas seulement le droit aux services sociaux (santé, éducation) les meilleurs — et de très loin — de toute l'Amérique latine (**« des services médicaux beaucoup plus efficaces que ceux dont disposaient les capitalistes et leurs familles »**, selon Fidel Castro). Ce n'est pas non plus seulement la promesse de biens de consommation en quantité suffisante. Ce doit être aussi une autre façon de vivre, une pratique nouvelle des rapports entre hommes, entre hommes et femmes, entre parents et enfants, entre voisins. Même si l' « **hombre nuevo** » de « Che » Guevara n'est pas pour cette génération, il reste l'objectif à atteindre pour demain et c'est à dessein que la devise de l'Union des jeunesses communistes est : **« Nous serons comme le Che. »** La qualité de la convivance entre Cubains est un phénomène frappant.

# *L'élargissement du rôle des C.D.R.*



Les difficultés de la vie quotidienne subies en commun, la sensation pendant des années d'être un bastion assiégé que l'impérialisme américain pouvait envahir à tout moment ont tissé des liens étroits entre voisins et ont renforcé ce trait traditionnel cubain qu'est la solidarité familiale et plus généralement communautaire. Rares sont les vieillards abandonnés par leurs enfants. Une famille qui s'absente confiera facilement son enfant à un voisin, même pour quelques jours. Le bon petit plat cuisiné par une ménagère, nombreux sont ceux qui viendront y goûter. Cette vie de quartier, sorte d'acquis ethnique, a favorisé le bon fonctionnement des *« Comités de défense de la révolution »*, ou C.D.R., créés le 28 septembre 1960.

La tâche première était l'organisation logistique des arrières, en cas d'invasion, la détection et l'isolement, voire la mise hors d'état de nuire des contre-révolutionnaires et des saboteurs. Dans les villes, chaque bloc d'immeubles (**cuadra**) a son C.D.R. Dans les régions rurales et les faubourgs à habitation dispersée, le C.D.R. peut recouvrir une superficie nettement plus vaste. On peut considérer que la moyenne correspond de quatre-vingts à cent vingt habitants. Les C.D.R. jouèrent un rôle efficace en avril 1961 pendant l'invasion, financée par la C.I.A., des mercenaires de la baie des Cochons, en arrêtant des dizaines de milliers de contre-révolutionnaires potentiels ou supposés tels, qui furent d'ailleurs libérés peu après la déroute de l'expédition. Graduellement, les Comités en vinrent à constituer l'épine dorsale des rapports intra-communautaires et se virent assigner des tâches de vaccination, de contrôle des centres de prestation de services, de nettoyage et d'embellissement des quartiers, d'aide aux plus nécessiteux, d'encouragement à la scolarisation, etc. Structurés par zones, municipalités, régions, provinces et enfin au niveau national, ils sont un des rouages essentiels de la vie cubaine.

Les tâches de vigilance n'ont pas disparu, mais on ne peut pas (ou plus) dire, comme l'a écrit K.S. Karol en 1970 dans **les Guérilleros au pouvoir** que **« les C.D.R. se consacrent à des tâches purement répressives »**. Certes, l'appartenance au C.D.R. (nullement obligatoire) est un bon baromètre de l'attitude vis-à-vis de la révolution. Comme il est hors de question d'être un contre-révolutionnaire actif, la seule issue pour l'opposant est, en restant dans le cadre des lois, de ne pas « participer ». Ce refus de participation est le plus élevé dans les quartiers anciennement bourgeois des grandes villes. Pour le mesurer, le C.D.R. n° 15, « Camilo Cienfuegos », de la zone II de la section Buena-Vista de Miramar (quartier résidentiel de La Havane), est un bon test. Dans une petite rue ombragée donnant sur le grand axe de la 5e Avenue, à deux **cuadras** du bord de mer, la villa de Milagro, notre hôtesse, donne une idée assez précise de ce qu'était le mode de vie de la moyenne bourgeoisie havanaise avant 1959. Vaste, meublée avec goût mais ayant quand même sérieusement besoin d'être retapissée (papier et peinture sont des produits encore rares), cette demeure constitue à première vue un cadre assez surprenant pour la réunion du bureau politique et du secrétariat du C.D.R. local. Mais toutes les maisons du quartier sont pareilles, cela n'empêche pas leurs habitants d'être de bons révolutionnaires, nous dit-on. Certes, la composition sociologique du quartier a été quelque peu modifiée depuis 1959. Seule une minorité de ses anciens résidents sont restés, les autres sont à Miami ou à Porto-Rico. Ils ont été remplacés par des écoles pour boursiers de la campagne ou des ambassades. Milagro est une grand-mère très active, une véritable mère pour tout le C.D.R. Autour de la table de sa salle à manger, une dizaine d'habitants du quartier sont réunis depuis plus d'une heure. Il s'agit de déterminer les engagements qui seront proposés à l'assemblée générale du C.D.R., à la **masa cederista** donc, en l'honneur du premier congrès.

## Transformer Cuba en jardin

POUR cette année 1975, le grand objectif fixé par la direction nationale des C.D.R. est de **« transformer Cuba en jardin »**. (Le samedi et le dimanche, on peut voir les Cubains nettoyant leur quartier, plantant des roses, des bougainvillées et toutes sortes de fleurs tropicales. En certains endroits, les résultats sont déjà magnifiques.) On se met ensuite d'accord sur le nom des **cederistas destacados** (les « cédéristes d'avant-garde ») qui seront également soumis à l'approbation « des masses cédéristes ». L'accord se fait assez rapidement mais chaque cas individuel est examiné en détail, « analysé » comme l'on dit. L'atmosphère bon enfant n'a nullement nui à la solennité de l'occasion. Visiblement, chacun prend très au sérieux ses responsabilités.

C'est l'occasion pour nous d'interroger le président du C.D.R., Avilio, un chimiste qui habite tout près : **« J'ai été l'un des fondateurs des C.D.R. Chaque année depuis 1964 j'ai été réélu à la présidence de celui-ci. Ce furent vraiment les meilleures années de ma vie... A mon avis, le C.D.R. est l'organisme le plus important de la révolution... Sans lui, la révolution ne serait rien. »** Sur cent dix-sept personnes âgées de plus de quatorze ans habitant le périmètre de ce C.D.R., quatre-vingt-sept sont membres. Qui sont les trente autres ? D'abord des personnes âgées qui ne peuvent plus avoir d'activités, un ancien sénateur de la « pseudo-république » qui continue à habiter son petit palais et à vivre de ses rentes, un médecin en retraite qui donne quand même des consultations gratuites, quatre candidats à l'émigration. **« Croyez-moi, la gusaneria (8) ne peut pas bouger... Nous les avons à l'œil. »** Milagro, qui est responsable des problèmes d'organisation au sein du bureau (les autres postes sont le travail idéologique et la vigilance), a eu un bon geste : elle a invité les candidats à l'émigration à la fête du C.D.R. Avilio n'est pas content : **« Ce sont des contre-révolutionnaires ! »** Ce n'est pas le travail qui manque dans le C.D.R. Milagro, en tant qu'organisatrice, est en contact avec toutes les familles cédéristes ; elle est là pour vérifier avec chacune d'entre elles si elle a bien tenu ses engagements. L'émulation fonctionne sur tous les fronts : prise de gardes, travail volontaire, paiement de la cotisation (25 centavos par mois et par personne), présence aux réunions mensuelles, aide à ses enfants d'âge scolaire (ce qui peut valoir la distinction de « parent exemplaire »), récupération des bouteilles, timbres oblitérés (source de devises car revendus par l'Etat aux philatélistes étrangers), lutte contre le gaspillage d'eau, etc. Chacun de ces « fronts » est placé sous la responsabilité d'un membre du secrétariat. Il y a aussi le front santé, le front éducation, le front de liaison avec les F.A.R. (*Forces armées révolutionnaires*), le front financier, le front prévention sociale... **« Il y a quelques quartiers où se posent des problèmes de délinquance, pas ici cependant, mais nous devons veiller au respect de la légalité socialiste. »** La police, quasi invisible, est rarement appelée, la pression collective se chargeant, dans la majorité des cas, de remettre les choses en ordre.

## Maintenir la vigilance

IL est des questions qu'il faut poser : *« Et la* **« vigilance »... Vous savez qu'à l'étranger on accuse parfois les C.D.R. d'être surtout des structures de contrôle et même de délation ? »**

Avilio sourit, mais son ton est ferme : **« N'oubliez pas que si notre révolution existe toujours ce n'est pas la faute des impérialistes... Nous avons été envahis par les mercenaires des Yankees, on nous a fait subir un blocus criminel et vous voudriez que nous ne nous défendions pas ? Oui, nous exerçons un contrôle sur la population, nous connaissons tout le monde et un agent de la C.I.A. ne peut pas s'infiltrer. Si un individu de notre quartier n'a pas une attitude correcte, s'il est ivrogne ou s'il ne travaille pas, le risque existe qu'il se vende à la C.I.A. Nous devons veiller au grain. »**

De façon visible, la vigilance se manifeste par les tours de garde que les cédéristes prennent chaque nuit. Avilio nous emmène visiter « son » C.D.R. : beaucoup de belles maisons et d'immeubles luxeux (**« J'habite dans un appartement qui comprend cinq chambres et trois salles de bains, mais ce n'est pas rare par ici. »**). Nous passons devant l'ambassade de Mongolie, à deux pas de la résidence d'un membre du secrétariat du comité central (**« il n'a pas le temps d'en profiter »**) et devant un orphelinat, avant de retourner sur la 5e Avenue. Sur le terre-plein séparant les voies, les jeunes cédéristes de garde ont toutes deux une vingtaine d'années. Elles portent un brassard rouge portant le mot **patrulla**. Il est presque une heure du matin et leur transistor diffuse une chanson de Silvio Rodriguez. Dans La Havane et dans le reste du pays, il y a en ce moment précis des milliers d'hommes ou de femmes assurant leur tour de garde comme nos deux cédéristes. Ils ne sont pas armés.

Le C.D.R. structure ainsi un sentiment communautaire traditionnel en l'orientant vers les objectifs de la révolution. Il constitue un instrument de socialisation à tous niveaux, individu, famille, groupe, aux possibilités infinies. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il soit le lieu privilégié de discussion des documents (souvent des discours de Fidel Castro) qui ont trait aux rapports interindividuels et à ce que l'on appellerait en Occident la déviance.

### APRÈS LE TOURNANT DE 1970

**1970. — 20 mai** : Fidel Castro exprime la nécessité de renforcer les organisations de masse, les syndicats, le parti et l'appareil administratif.

**26 juillet** : Dans un discours autocritique, Fidel Castro tire les leçons de l'échec de la zafra des 10 millions et annonce la mise en route d'un processus de démocratisation impliquant une très large participation des masses.

**1971. — 1er avril** : Entrée en vigueur de la loi contre la paresse.

**1972** : Restructuration du conseil des ministres.

**1973** : Restructuration de l'appareil du parti communiste cubain.

**Novembre** : 13e congrès de la C.T.C. (Confédération des travailleurs cubains).

**1974. — 30 juin - 7 juillet** : Election des organismes de pouvoir populaire dans la province de Matanzas.

**28 septembre** : Discours de Fidel Castro à l'occasion du quatorzième anniversaire des C.D.R., où il exalte l'intégration latino-américaine et félicite le Venezuela pour sa politique de nationalisation du *pétrole*.

**Novembre** : 2e congrès de la F.M.C. (Fédération des femmes cubaines).

**1975. — 15 février** : Promulgation du code de la famille qui entre en vigueur le mois suivant.

**Décembre** : Premier congrès du parti communiste cubain.

# *La révolution de la courtoisie*

Il est significatif que le texte qui a été le plus ardemment discuté dans toutes les organisations de masse, depuis que la Cuba révolutionnaire existe, ne soit pas directement politique : il s'agit du « Code de la famille » qui régit les rapports entre conjoints, entre parents et enfants, et qui constitue un pas en avant fondamental dans la lutte pour l'égalité de la femme à Cuba. A cette pleine égalité, Fidel Castro, dans son discours du 29 novembre 1974 devant le deuxième congrès de la Fédération des femmes cubaines (F.M.C.), avait déclaré que *s'opposaient des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs*. Les facteurs objectifs : le manque de crèches, d'internats, les horaires des écoles, le manque de qualification professionnelle des femmes, etc., expliquent que seulement cinq cent quatre-vingt-dix mille sur les deux millions trois cent trente mille personnes actives dans le secteur civil d'Etat soient des femmes (avant la révolution, cent quatre-vingt-quatorze mille femmes avaient un emploi, 70 % d'entre elles en tant que domestiques). Ces facteurs objectifs peuvent se modifier à moyen terme par des programmes de construction en matière d'éducation et de santé publique.

Mais l'obstacle majeur réside dans les facteurs subjectifs, c'est-à-dire un héritage culturel *d'exaltation de la virilité de l'homme et de soumission de la femme* que l'on appelle en Amérique latine **machismo**. La disparition du « *machisme* » a été élevée au rang d'objectif révolutionnaire primordial. Il s'agit d'un bouleversement psychologique et sociologique en profondeur, seulement envisageable après que la révolution s'est dotée d'une armature économique et politique suffisamment solide. Roberto Fernandez Retamar, directeur de la revue **Casa de las Americas** et intellectuel cubain familier de l'Europe, nous dit : **« Nous sommes en train de poser des problèmes qui, il y a dix ans, auraient été utopiques. Il aurait été absurde de combattre le machisme à un moment où, à l'époque de la baie des Cochons, le courage physique était essentiel pour défendre la révolution. La situation est maintenant différente. Nous abordons la révolution de la courtoisie. »**

La courtoisie est un nouveau mot d'ordre à Cuba : **« Il serait très déplorable qu'avec la révolution il n'existe même plus les réminiscences de ce que dans les sociétés bourgeoises les hommes faisaient pour des raisons de galanterie bourgeoise ou féodale. Face à la galanterie bourgeoise et féodale, doit exister la galanterie prolétarienne, la courtoisie prolétarienne, l'urbanité prolétarienne et les égards prolétariens envers les femmes ! »**, déclara Fidel Castro (dont un observateur nous dit qu'il avait rougi en parlant de lui-même, en tant qu'homme, dans ce congrès de femmes !), poursuivant : **« Et je le dis franchement, parce qu'il y a certains hommes qui estiment qu'ils ne sont pas obligés de céder leur place dans un autobus à une femme enceinte ou à une vieille femme ou à une petite fille ou à une femme de n'importe quel âge. J'estime de même que n'importe quel jeune est obligé de céder sa place à un vieillard dans un autobus. »** On ne saurait surestimer l'impact de ces paroles du dirigeant cubain, les discussions auxquelles elles donnèrent lieu et les effets qu'elles eurent. Cette révolution *mentale est une œuvre de longue haleine, elle* rencontre de fortes résistances, mais tout l'appareil éducatif cubain a reçu pour mission de former la jeunesse dans l'esprit d'égalité absolue des sexes. Devant une assemblée de l'Union des jeunesses communistes, Ramiro Valdes, membre du bureau politique, réaffirmait avec vigueur : « Ne

(8) De « gusanos » (vers de terre), nom donné aux contre-révolutionnaires, exilés ou non.

## BIBLIOGRAPHIE EN FRANÇAIS


**LIVRES**

- Jean-Jacques Alphandéry : **Cuba, l'autre révolution**, Editions sociales, 1972.
- A. Carrel, G. Fournial : **Cuba socialiste de A à Z**, Editions sociales, 1975.
- Fidel Castro : **la Révolution cubaine**, Maspero, 1968.
- René Dumont : **Cuba est-il socialiste ?** Le Seuil, 1969.
- Jean-Pierre Garnier : **Une ville, une révolution : La Havane**, Anthropos, 1973.
- Ernesto Guevara : **Souvenirs de la guerre révolutionnaire**, Maspero, 1967 ; **le Socialisme et l'Homme**, Maspero, 1967.
- M. Huteau, J. Lautrey : **l'Education à Cuba**, Maspero, 1973.
- Claude Julien : **la Révolution cubaine**, Julliard, 1961.
- K.S. Karol : **les Guérilleros au pouvoir**, Laffont, 1970.
- Jean Lamore : **Cuba**, P.U.F., « Que sais-je ? », 1953, 1969 et 1973.
- Herbert Matthews : **Fidel Castro**, Le Seuil, 1970.
- Robert Merle : **Moncada, premier combat de Fidel Castro**, Laffont, 1965.

**DANS LES REVUES**

- « Cuba, quinze ans de castrisme », *Problèmes politiques et sociaux*, la Documentation française, 21 juin 1974 (recueil d'articles publiés en France et à l'étranger, discours de dirigeants cubains).
- Antoine Blanca : « Les institutions de Cuba », **la Nouvelle Revue socialiste**, n° 7, 1975.
- Carlos Serrano : « L'expérience de Matanzas », **la Nouvelle Critique**, avril 1975.
- **Cuba Si**, revue de l'Association France-Cuba, 4 et 6, rue du Château-Landon, Paris-10e.


## PUBLICATIONS CUBAINES

- Edition hebdomadaire de **Granma**, quotidien du comité central du parti communiste cubain.
- **Bohemia** (hebdomadaire).
- **Cuba internacional** (hebdomadaire).
- **Revolucion y cultura** (mensuel), organe officiel du Conseil national de la culture.
- **Economia y desarrollo** (bimestriel), publié par l'Institut d'économie de l'université de la Havane.
- **Casa de las Americas** (bimestriel).
- Tous les discours importants de Fidel Castro sont publiés (en espagnol, anglais et français) par les éditions Ciencias sociales de l'Institut cubain du livre.

***

**EMISSIONS DE RADIO EN FRANÇAIS**
*Radio Habana Cuba*
Apartado de Correos 70-26-La Havane

*Pour l'Europe : de 19 heures à 20 h 40 G.M.T.*, 25 m., 11 855 KhZ.
*Pour la zone de la Méditerranée* : de 7,30 à 8 h 30 G.M.T., 19 m., 15 230 KhZ ; de 17 h à 18 h 40 G.M.T., 19 m., 15 230 KhZ et 25 m., 11 720 KhZ.


**LE MONDE DIPLOMATIQUE**

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

| | |
|---|---|
| France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) | 55 |
| Etranger | 73 |
| **PAR AVION (Abonnement et taxes)** | |
| Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère), Algérie, Maroc et Tunisie | 87 |
| Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion | 96 |
| Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna | 116 |
| Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie | 101 |
| Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie | 140 |
| Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie | 121 |

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
(Chèque postal Paris n° 4207-23)
Tél. Rédaction : 770-91-29
Tél. Publicité : LAF 05-02
Télex : Le Monde 63.572 Paris
Adr. télégraphique : Journonde Paris

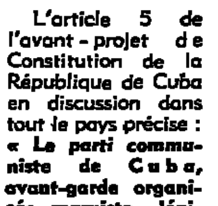
**perdez jamais de vue que cette lutte pour l'égalité ne saurait se confondre avec la grossièreté. C'est pourquoi les jeunes gens doivent être des exemples de galanterie prolétarienne, de considération prolétarienne envers la femme. Et ils doivent contribuer à développer ces habitudes chez les enfants. »**

## Le code de la famille

LE « code de la famille », entré en vigueur le 8 mars dernier, est un document étonnant qui formalise dans le détail les progrès de l'égalité des sexes. Son préambule indique que, au cours de la discussion populaire dans le pays, plus de quatre mille observations et suggestions furent présentées à cent vingt et un des cent soixante-six articles du projet. Pour certains hommes, ces discussions représentèrent, nous dit-on, un traumatisme. Le code fixe l'âge du mariage à dix-huit ans, des dérogations pouvant être accordées : seize ans pour les hommes, quatorze ans pour les femmes (pour ces dernières, l'avant-projet prévoyait douze ans, ce qui montre qu'une maturité populaire certaine s'est manifestée au cours de la discussion).

Toute discrimination est supprimée à l'encontre des enfants naturels. Si le mariage « **doit se célébrer avec la solennité et la dignité que l'événement, de par sa signification sociale, requiert** », le divorce par consentement mutuel est établi. Le code de la famille fixe clairement les devoirs des enfants : « **respecter, aider ses parents et, tant qu'ils sont investis de la puissance paternelle, leur obéir** » ; les parents, de leur côté, ne peuvent se soustraire à leurs responsabilités en matière d'éducation et de préparation à la vie sociale. Ils ne peuvent réprimander et corriger leurs enfants que « **de manière adéquate et modérée** ». Ce sont toutefois les articles 24, 25, 26, 27 et 28, traitant des relations conjugales, qui ont soulevé le plus d'objections. L'égalité absolue entre conjoints est proclamée : « **Chacun, dans la mesure de ses capacités ou de ses possibilités, doit participer au gouvernement du foyer.** » Enfin, même le conjoint qui travaille à l'extérieur (c'est-à-dire l'homme en général) a le « **devoir de coopérer au travail domestique et à la garde des enfants** ». Certes, tout n'est pas réglé par une simple disposition législative, mais quand on sait que ce texte a été longuement discuté par des centaines de milliers de Cubains des deux sexes, il représente davantage qu'un vœu pieux et constitue au moins l'amorce d'une remise en question d'habitudes séculaires. « **On en a discuté dans la rue; dans les autobus** », nous dit Roberto Fernandez Retamar, **mais le changement d'attitude ne concerne pas seulement les hommes mais aussi les femmes. Pour beaucoup d'entre elles, un homme qui fait la vaisselle est un homosexuel. Mais pour la jeune génération qui est actuellement à l'école le problème ne se posera pas. C'est véritablement une autre étape de la révolution qui est en vue. »**

# *Eliminer le centralisme bureaucratique*



L'article 5 de l'avant-projet de Constitution de la République de Cuba en discussion dans tout le pays précise : « ***Le parti communiste de Cuba, avant-garde organisée marxiste-léniniste de la classe ouvrière, est la force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat, qui organise et oriente les efforts communs vers les hauts objectifs de l'édification du socialisme ainsi que la marche vers l'avenir communiste.*** »

Sous cet angle, Cuba ne se distingue guère du modèle théorique des pays socialistes de l'Europe de l'Est, mais les modalités de recrutement du parti demeurent originales. Le parti communiste cubain est de création récente : 1965. Certes, Juan Antonio Mella, courageux et brillant dirigeant étudiant, avait-il fondé le premier parti communiste cubain en 1925, devenu en 1943 le parti socialiste populaire (P.S.P.) et pratiquement dirigé jusqu'en 1961 par Blas Roca, aujourd'hui membre du secrétariat du P.C. C'est en effet en 1961 que fusionnèrent le P.S.P. et les deux formations de la lutte armée antibatistienne : le mouvement révolutionnaire du 26 juillet (MR 26.7) et le Directoire révolutionnaire du 13 mars (DR 13.3). Ainsi naquirent les ORI (Organisations révolutionnaires intégrées, devenues plus tard le PURSC (Parti uni de la révolution socialiste de Cuba), puis, enfin, en 1965 le P.C.C. (Parti communiste de Cuba).

Un comité central de cent membres (dont quatre-vingt-douze seraient aujourd'hui vivants), un bureau politique de huit membres, tous (sauf le président de la République, le Dr Oswaldo Dorticos) anciens du Mouvement révolutionnaire du 26 juillet : Fidel et Raul Castro, Juan Almeida, Armando Hart, Guillermo Garcia, Sergio del Valle et Ramiro Valdes. Les anciens du P.S.P., notamment Blas Roca et Carlos Rafael Rodriguez, n'apparaissent qu'au sein du secrétariat qui comporte onze membres. En pratique, le comité central siège rarement (le dernier dont il a été fait état remonte à la veille du voyage à Alger de Fidel Castro en 1972). Le bureau politique se réunit toutes les deux semaines, et le secrétariat toutes les semaines.

## Un parti « sélectionniste »

D'APRES la revue soviétique « *Partlynaya Zhin* » du 10 avril 1973, le nombre de membres du parti cubain est d'environ deux cent mille (9). C'est donc une organisation d'avant-garde, « sélectionniste » et non une organisation de masse. On n'y adhère pas sur simple demande, pas plus qu'on n'y est coopté sans discussion publique. Dans la pratique, c'est sur le lieu du travail que se prépare l'adhésion.

Chaque année environ a lieu une assemblée générale des travailleurs, dite « assemblée de croissance du parti », avec pour ordre du jour l'adhésion de nouveaux membres. La cellule du parti (**nucleo**) propose une liste de candidats qui doivent au moins être « travailleurs d'avant-garde » et avoir fait la preuve de leur « attitude révolutionnaire », en tout premier lieu par leurs résultats et par leur volonté dûment démontrée de perfectionnement culturel. Chaque nom proposé est examiné et les membres de l'assemblée peuvent en ajouter de nouveaux. Un vote a lieu à main levée pour fixer la liste définitive. Dans une deuxième étape, les instances du parti vérifient si les candidats élus ont également une « attitude révolutionnaire » dans leur vie quotidienne, c'est-à-dire essentiellement dans leur C.D.R., s'ils veillent à l'éducation de leurs enfants... Ensuite, une assemblée des membres du parti au niveau de la section discute à nouveau des candidatures qui sont ratifiées par le comité central. Si un nom proposé par la base n'est pas entériné, les raisons doivent être communiquées au candidat écarté, sauf si ce dernier ne le souhaite pas.

D'après plusieurs témoignages, il semble que ces « assemblées de croissance du parti » soient réellement animées, et que les listes proposées ne soient pas automatiquement et immédiatement approuvées.

Dans son ouvrage : **Une ville, une révolution : La Havane**, J.-P. Garnier y voit seulement « **une cérémonie rituelle où l'assemblée du personnel... est invitée à ratifier par acclamations les choix opérés dans le plus grand secret par les organes dirigeants du parti** ». Si tel a été le cas dans les années 70, il semble que, dans ce domaine comme dans les autres, l'échec de la *zafra* de 1970 ait conduit à une révision des méthodes et à une réanimation du parti dont Fidel Castro affirma l'urgente nécessité dans ses discours de mars 1970 et dans l'importante réunion tenue en août 1970 entre les membres du bureau politique, les principaux dirigeants du parti de l'Etat et des organisations de masse. Dans tous les discours des dirigeants, l'accent est mis sur l'exemple que doit donner le militant dans sa vie publique et privée, et il est de fait qu'à plusieurs reprises nous avons pu constater le respect dont jouissaient des membres du parti communiste qui nous étaient présentés. « **C'est très fatigant d'être militant,** nous disait l'un d'entre eux, **on attend constamment beaucoup de nous.** » Dans un discours prononcé le 4 mars 1973 devant les cadres et fonctionnaires du comité central, Raul Castro, expliquant les nouvelles structures du parti, rappela à de multiples reprises que c'est seulement par la persuasion, la discussion et la valeur de l'exemple que le parti peut gagner appui et confiance. Ce thème est constamment développé par les dirigeants ; sans doute certaines mauvaises habitudes prises rendaient-elles ce rappel nécessaire.

La tenue du premier congrès du parti dix ans après sa fondation et cinq ans après les révisions déchirantes de 1970 indique que les dirigeants cubains ont estimé qu'une clarification et une stabilisation suffisantes avaient été atteintes dans la définition et l'action des organisations de masse, du parti et de l'Etat. La mise en place des institutions du pouvoir populaire dans la province de Matanzas, en juillet 1974, a constitué une sorte de mise à l'épreuve de la délimitation des pouvoirs entre le parti et l'administration. Le bilan d'un an de fonctionnement va permettre d'en élargir l'application à tout le pays (10), ainsi que le prévoit l'avant-projet de Constitution.

## Pouvoir populaire en Matanzas

LES institutions du pouvoir populaire visent à permettre un contrôle direct de la population sur ses propres affaires et à éliminer les tares de la période précédente. « **Il faut,** dit Raul Castro, **essayer qu'elles naissent sans les vices et les mauvaises habitudes qui s'étaient développés chez nous tous au cours des années d'absence de ces institutions : excès de centralisation dans beaucoup de domaines, méthodes administratives inadéquates, incompréhension et confusion quant aux rôles respectifs du parti, des organismes d'Etat et des organisations de masse. En de nombreux cas, en de très nombreux cas, ils s'étaient convertis en procédés bureaucratiques... L'existence des organes de pouvoir populaire doit signifier la suppression du centralisme bureaucratique existant dans de nombreux secteurs de l'appareil d'Etat.** » Ces propos furent prononcés le 22 août 1974 en conclusion d'un séminaire de dix-sept jours réunissant les mille quatorze délégués élus pour exercer les nouvelles responsabilités du pouvoir populaire dans la province de Matanzas. Il s'agissait de donner en quelque sorte un « mode d'emploi » des institutions et de mettre en garde contre les écueils les plus évidents, en engageant les élus à assumer pleinement leurs responsabilités et à faire preuve d'initiative.

Ces mille quatorze délégués ont constitué trente municipalités, désigné cent cinquante et un délégués qui siègent dans les assemblées des cinq régions qui, à leur tour, ont pourvu les soixante-huit sièges de l'assemblée provinciale. « **Ces élections ont été les plus pures de l'histoire de notre pays** », a dit Fidel Castro. Tous les aspirants à la candidature furent désignés par les assemblées générales dans chaque C.D.R. ou regroupement de C.D.R. Une commission électorale établit ensuite la biographie de chaque candidat avec sa photo, son curriculum vitae complet, en n'omettant pas les points négatifs (dans un cas précis, un candidat désigné avait été l'objet d'une condamnation pour un petit délit de droit commun). Ces biographies furent distribuées dans tous les foyers et affichées dans les lieux publics.

Pas de campagne électorale au sens occidental du terme. La campagne électorale du candidat, pour reprendre les paroles de Fidel Castro, « **c'est sa propre biographie, sa conduite tout au long de sa vie** ». Sur l'ensemble de la province il y eut quatre mille sept cent douze candidats, soit en moyenne 4,6 par siège. Dans une circonscription il y en eut jusqu'à quinze. Ne furent exclus du suffrage, outre les citoyens de moins de seize ans, que les détenus purgeant une peine de droit commun, ou pour activité contre-révolutionnaire, les candidats à l'émigration définitive et les citoyens directement compromis avec le régime batistien (soit en tout 2 %). La majorité absolue était requise au premier tour ; en cas de ballottage seuls restaient en lice pour le second tour les deux candidats arrivés en tête. Si la participation à la désignation des candidats fut de 72 %, elle atteignit plus de 90 % lors des élections. Sur l'ensemble des mille quatorze délégués, 41 % ne sont membres ni du parti ni des jeunesses communistes. Le Dr Raul Ruiz, chef du département des affaires judiciaires et du pouvoir populaire au comité central du parti, nous cite des cas où des non-communistes furent désignés contre des communistes. « **Tout le monde se connaît, on rencontre le délégué dans l'autobus, dans l'entreprise, chez lui. Si un non-communiste est proposé, le communiste doit se demander pourquoi. C'est une école aussi bien pour les militants que pour les non-militants.** »

Le pourcentage de communistes augmente considérablement au niveau des assemblées régionales (74 %) et de l'assemblée provinciale (75 %). Attention ! rappela Raul Castro, « **les organismes du pouvoir populaire ne sont pas ceux du parti. Le parti peut et doit suggérer, proposer, recommander, conseiller, orienter, mais jamais imposer des décisions... Il est nécessaire de répéter sans cesse et en tous lieux l'indispensable autonomie des organes du pouvoir populaire** ». Le délégué élu ne perçoit aucune rémunération supplémentaire, doit tenir des permanences et rendre périodiquement compte de son activité à ses électeurs. Il est révocable « **à n'importe quelle heure du jour et de la nuit** » par ses mandants. Le Dr Raul Ruiz nous signale deux cas de révocation. Les responsabilités des organes de pouvoir populaire sont considérables puisque, pour la province de Matanzas, ils se sont vu transférer le contrôle de la gestion de cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept unités de production et de services. « **Il ne faudra plus écrire au ministère de l'éducation pour remplacer la vitre d'une école** », nous dit un délégué. Tous les élus ont reçu comme consigne formelle de répondre à toutes les questions qui leur sont posées, et, quand une revendication ne peut être satisfaite, d'en donner les raisons, qu'il s'agisse du fonctionnement de l'école, de l'hôpital, des boutiques, des transports ou des cinémas.

## L'avant-projet de Constitution

LA généralisation à tous les niveaux de l'Etat du pouvoir populaire, c'est précisément l'un des points les plus importants de l'avant-projet de Constitution. Le pouvoir suprême y sera assuré par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire élue pour cinq ans, on ne sait encore si ce sera au suffrage direct ou indirect, par les délégués locaux du pouvoir populaire (Blas Roca, qui fut le responsable de la commission de rédaction de l'avant-projet, nous confiait qu'à son avis ses effectifs seraient de trois cents à quatre cents). L'assemblée élit en son sein un Conseil d'Etat composé d'un président, d'un premier vice-président, de cinq vice-présidents et de vingt-quatre autres membres responsables devant elle. Le président du Conseil d'Etat est également président du conseil des ministres dont il propose la liste à l'Assemblée. Ainsi, comme dans tous les pays latino-américains, le chef de l'Etat sera en même temps chef de gouvernement, ce qui facilitera la représentation cubaine aux conférences à venir (Fidel Castro n'est actuellement que chef du gouvernement). Le Conseil d'Etat, émanation directe de l'Assemblée, dispose du pouvoir législatif entre deux sessions parlementaires puisqu'il peut promulguer des décrets-lois dont il devra rendre compte. Il remplace également pendant cette période l'Assemblée dans ses prérogatives de contrôle du gouvernement et des autorités locales. Il désigne les représentants diplomatiques de Cuba à l'extérieur. L'article 87 précise qu'il a un caractère collégial et que, sur le plan national et international, il assume la représentation suprême de l'Etat cubain.

La Constitution assure le droit au travail pour chacun (article 7), le droit d'héritage des biens personnels. En ce qui concerne la terre des petits agriculteurs, ne peuvent en hériter que les descendants qui la travailleront eux-mêmes (article 24). L'article 27 est consacré à la protection de l'environnement et fait obligation aux autorités et à chaque citoyen de veiller au maintien de la propreté des eaux et de l'atmosphère, de protéger la faune et la flore. La liberté de création artistique est garantie dans la mesure où son contenu ne sera pas contraire à la révolution (article 38). La liberté de culte (article 54) est également rappelée, mais il est illégal d'opposer la foi ou les croyances religieuses à la révolution.

Au cours des dizaines de milliers d'assemblées de discussions qui se sont tenues dans le pays, aussi bien dans les C.D.R., les syndicats, les centres de travail, que dans les réunions de la F.M.C., les suggestions les plus fréquentes ont été les suivantes : donner à Cuba le nom de République socialiste de Cuba, indiquer que la langue officielle du pays est l'espagnol. Les réunions de l'ANAP (Association nationale des petits agriculteurs) se sont particulièrement intéressées à la propriété de la terre garantie dans l'article 20 et aux problèmes d'héritage. Si on lit entre les lignes les comptes rendus de la presse, il semble que des éclaircissements n'aient pas été inutiles pour emporter l'adhésion des paysans lors des réunions. De nombreuses assemblées ont proposé que figure dans la Constitution l'obligation de l'enseignement secondaire pour tous. Un tel vœu n'a guère de chance d'être suivi, les dirigeants cubains, échaudés par l'expérience des années 60, ne voulant rien promettre qu'ils ne puissent tenir. L'article qui a soulevé le plus de passion est l'article 32, relatif à la perte de nationalité, problème brûlant puisque des centaines de milliers de Cubains sont exilés, surtout en Floride, et qu'ils ont en général des parents dans l'île. Le texte de l'article exclut de la nationalité cubaine « **ceux qui conspirent ou agissent d'une façon ou d'une autre contre Cuba** » mais pas la masse des exilés, ceux qui, pour reprendre la définition qu'en donne plaisamment **Granma**, « **simplement incapables de s'adapter à une société de travail, à une société sans privilèges personnels, à une société sans exploitation de l'homme par l'homme, sans mendiants, sans prostitution, sans jeu, sans discrimination, quittèrent le pays** ». Ceux-là peuvent rester Cubains en remplissant les formalités habituelles. Au cours de nombreuses assemblées, une pression s'était exercée pour exclure de la nationalité cubaine tous les exilés. Après discussion, les motions en ce sens furent en général repoussées. D'une manière générale, la « base » se serait montrée plus dure que les autorités.

L'ensemble des propositions (retenues ou non) seront adressées à la commission préparatoire centrale du premier congrès qui les analysera, les retiendra ou non, et les soumettra au congrès.

« **Le charisme du chef suprême vieillissant mais encore robuste est en voie de disparition. Il y a des années que Castro n'a lancé aucune idée nouvelle et audacieuse** », écrivait en janvier 1974 un commentateur américain (11). On ne saurait mieux tromper l'opinion du « grand voisin du Nord ». Ce qui frappe, au contraire, c'est depuis 1970 la capacité de correction des erreurs des dirigeants et la disponibilité toujours aussi grande de la masse du peuple pour les changements d'envergure qui se préparent. L'institutionnalisation de la révolution n'est pas un assagissement. Le système socialiste cubain ne peut fonctionner dans la passivité, encore moins la contrainte. Il requiert la mobilisation, l'enthousiasme. Pour autant que l'observateur puisse en juger, cette mobilisation, cet enthousiasme existent. Sera-t-il possible de les maintenir lorsque les objectifs économiques permettant une société de bien-être pour tous seront atteints ? On en est, certes, encore loin. La levée des sanctions économiques décidée par l'O.E.A. et l'éventualité d'une reprise des relations avec les Etats-Unis ne vont-elles pas supprimer un ennemi qui sert de repoussoir ? Non, répondent les Cubains, relations diplomatiques ou pas avec les Américains, jamais nous ne baisserons la garde. L'audience croissante de Cuba dans les Caraïbes, l'Amérique latine et le reste du monde se traduit par un véritable ballet de délégations à La Havane. Ces derniers mois, sont notamment venus en visite officielle : MM. Burnham, premier ministre de la Guyana ; Manley, premier ministre de la Jamaïque ; Eric Williams, premier ministre de Trinité et Tobago ; Palme, premier ministre suédois ; Echeverria, président du Mexique, sans parler des innombrables visites à des échelons moins élevés (12). Les Cubains sont légitimement fiers des propos admiratifs que tiennent leurs visiteurs de marque, souvent impressionnés par les réalisations dans le domaine de l'éducation et de la santé. « **Nous avons vraiment des choses à apprendre des Cubains** », nous confiait M. Burnham dans l'avion qui le ramenait à Georgetown. « **Dans beaucoup de domaines nos objectifs sont communs, et je souhaite qu'une coopération politique s'instaure entre nous.** »

## Les hommes meurent...

« **MINUTE après minute le temps s'écoule pour nous, les dirigeants historiques de la révolution** », a dit Raul Castro. C'est aussi une des motivations de l'institutionnalisation du pays et du renforcement du parti. Les affiches reprennent dans tout Cuba les paroles de Fidel Castro : « **Les hommes meurent mais le parti est immortel.** » C'est aussi pourquoi, psychologiquement et politiquement, le parti actuel est présenté dans un continuum qui commence avec le parti révolutionnaire cubain de José Marti, passe par le parti communiste de Mella et incorpore les figures maintenant mythiques du « Che » et de Camilo Cienfuegos. Il n'est pas pour l'instant question de relève.

Le prestige de Fidel Castro, l'affection, l'admiration que lui porte le peuple restent intacts sans que pour autant on puisse parler de culte de la personnalité. Sur environ mille sept cents timbres émis à Cuba depuis 1959, son portrait n'apparaît que sur moins d'une demi-douzaine, et encore n'est-il jamais seul. Pas de rue à son nom, pas de portraits publics. La polarisation affective se fait sur les morts : « Camilo » ou le « Che ». C'est malgré tout par les discours de Fidel Castro que se marquent encore les temps forts de l'histoire cubaine récente, encore que l'habitude se prenne de le « réserver » pour les très grandes occasions, et de faire connaître systématiquement tous les autres dirigeants ; ainsi le discours du 1er mai dernier fut-il prononcé par Roberto Veiga, secrétaire général de la C.T.C.

Mais le « Commandant en chef » a encore un rôle capital à jouer dans la mesure où, seul de tous les dirigeants (à l'exception, dans une certaine mesure, de son frère Raul), il dispose d'une fantastique équation personnelle qui donne à tous ses propos une étonnante résonance sociologique. Les grandes transformations économiques et politiques de la société cubaine sont largement amorcées, mais la révolution des mentalités est une œuvre de plus longue haleine. Elle implique non seulement la définition d'objectifs nouveaux dans l'activité économique, politique, culturelle, mais l'invention de types de rapports entre les hommes pour lesquels il n'existe aucun modèle. Le « camp socialiste » a en effet assez peu à offrir sur ce plan. Ce peut être maintenant la tâche historique de Fidel Castro d'esquisser le profil de cet « homme nouveau » dont avait rêvé « Che » Guevara.

*(Copyright Bernard Cassen et le Monde diplomatique.)*



*(Dessins de PLANTU.)*

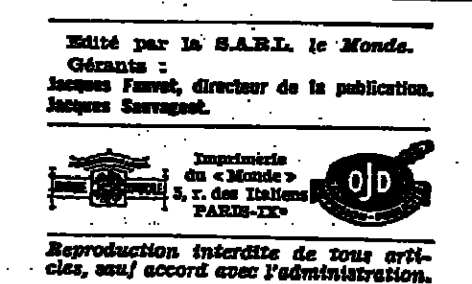
(9) Dans leur ouvrage *Cuba socialiste de A à Z*, André Carrel et Georges Fournial citent le chiffre de soixante-treize mille.

(10) Sur le plan juridique, Cuba est régie par la loi fondamentale adoptée en février 1959 et qui reprend dans l'ensemble la Constitution de 1940, considérée comme progressiste pour son époque. Bien entendu, de nombreux amendements (ainsi le code de la famille) sont intervenus.

(11) George Volsky : « Cuba Fifteen Years later », *Current History*, Philadelphie, volume 66, n° 389, janvier 1974, cité dans *Problèmes politiques et sociaux*, 21 janvier 1974.

(12) La reprise des liaisons aériennes avec le Venezuela et Panama va signifier également la fin d'un certain isolement vis-à-vis de l'aire normale d'influence de Cuba (La Havane est actuellement reliée à Georgetown (Guyana) — via la Jamaïque, la Barbade et Trinité et Tobago, à Montréal, Mexico, Lisbonne, Madrid, Francfort, Rabat, Moscou, Prague, Berlin-Est.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe





# les livres du mois

## Une apologie du sexisme et du racisme

# «SEXE ET CARACTÈRE» d'Otto Weininger

Par YVES FLORENNE

ETRANGE destin que celui de ce livre et de son auteur ! L'ouvrage tomba dans un silence hostile. Qu'on imagine l'effet d'un tel sujet, et du seul mot « sexe », dans la Vienne de la Belle Epoque ! Six mois après, Otto Weininger — il a vingt-trois ans — se tue dans une chambre de la maison où est mort Beethoven. Quelques mois encore et Sexe et caractère connaît un succès foudroyant qui ira croissant : il sera sans cesse réimprimé et traduit dans toutes les langues — sauf en français. Pour cette traduction-là, il n'aura fallu attendre que soixante-douze ans. Encore est-ce en Suisse qu'elle paraît aujourd'hui. Rien n'avait manqué au livre, pas même l'auréole funèbre de Werther : dans son excellente introduction, Roland Jaccard à qui l'on doit cette publication en français, rapporte que des jeunes filles juives se suicidèrent : suicide qui constituait d'ailleurs une sorte de pléonasme, puisque les victimes de la lecture s'anéantissaient pour avoir été convaincues de leur propre néant.

L'antisémitisme de Weininger, auquel n'est d'ailleurs consacré qu'une petite partie de l'ouvrage, n'aurait en soi rien de très original. Ce qui l'est, c'est le rapport établi avec l'antiféminisme : et c'est le caractère radical et absolu de cet antiféminisme même, auprès duquel celui des pères de l'Eglise paraît bénin. Au vrai, c'est une destruction totale de la femme, opérée avec une froideur, une rigueur assez effarantes, dans une lumière prétendument platonicienne et kantienne, glacée par l'esprit prussien et une sorte de castration volontaire. Un tel antiféminisme confère à Weininger une actualité en négatif ; alors que sa théorisation antisémite et surtout sexologique font de lui un inquiétant précurseur.

Autant poser comme postulat la formule définitive qui conclut — C.Q.F.D. — sa longue démonstration : « Les femmes sont dépourvues à la fois d'essence et d'existence ; elles ne SONT pas et ne sont RIEN. On est homme ou femme dans la mesure où on est ou n'est pas. »

LE lecteur apprendra donc, au fil de ce discours — à la fois métaphysique, historique, biologique — d'une implacable « logique » déductive, que, d'abord, la femme « n'a pas d'âme » ; partant, qu'elle ne saurait avoir de moi : qu'elle est « l'inconscient » même, alors que l'homme est le « conscient » par excellence ; qu'elle est « non-libre par essence » (cette essence que, d'ailleurs, elle ne possède pas) ; son rapport à l'homme est celui de l'objet au sujet (ce dont l'homme, bien sûr, est totalement innocent) ; qu'elle est la négation, faite chair, des vertus dont l'homme la crédite pour se justifier lui-même de recourir à cette « beste à jupes » (comme dit Swift) : ni pudeur, ni pitié, ni « cœur ». Incapable, par conséquent, d'amour. Il le faut bien, sinon elle accéderait à l'existence, puisque l'amour, apanage exclusif de l'homme, implique un véritable : amo ergo sum. Mais c'est « qu'il n'est d'amour que platonique » ; leur adorateur « ennuie presque aussi vite les Béatrice que les Messaline ». Aussi bien, la supériorité de l'homme est absolue : « L'homme situé le plus bas dans l'échelle des valeurs est INFINIMENT supérieur à la femme, même la plus remarquable. » Mais en quoi une femme peut-elle donc être remarquable ? On le verra plus loin : en ce qu'elle est un peu homme.

Telle raison décisive d'infériorité, et même de non-existence, va jusqu'à nous divertir : « Si la femme possédait un moi, elle aurait le sens de la propriété. Or, la kleptomanie... », etc. Weininger s'avise-t-il que ce mépris de la propriété d'autrui ne va donc pas sans un certain penchant pour l'appropriation ? Mais futile, et purement mobilier. Ce qui manque à la femme, la marque et l'accable, c'est le sens de la propriété immobilière ! (Tout comme aux Juifs, communistes par nature.)

Au fond, au cœur de la pensée de Weininger — et, bien entendu, de sa sexualité — il y a cette idée chrétienne : « La femme est la FAUTE de l'homme. » Elle n'est tout entière que sexe ; sa seule raison d'être : l'accouplement ; le sien et celui des autres. Avec sa conséquence : la « répugnante fécondité ». Décidément, Weininger est très baudelairien ; lui aussi a d'autant plus horreur du péché qu'il le commet, ou qu'il est trop tenté de le commettre. Or le salut de l'homme est dans la chasteté. Sans doute, elle condamne l'espèce. Mais l'espèce même est répugnante : seule compte et existe l'âme, l'esprit individuel. « Le refus de la sexualité ne tue que l'homme physique, pour faire place à l'homme spirituel. » Quelque peu cathare aussi, notre Prussien.

Alors, se demande-t-il, la femme est-elle un être humain ? Oui, tout de même. Dans la mesure où elle est homme aussi.

C'EST ici qu'intervient une atténuation à la thèse — laquelle ne concerne que la « femme absolue », qui n'existe pas plus que « l'homme absolu » — fondée sur l'idée la plus intéressante et qui nous est devenue familière : celle de bisexualité. Homme et femme contiennent, en proportion plus ou moins grande, des éléments du sexe opposé. Mais où la thèse retrouve sa cohérence : ce sont justement les éléments masculins qui, dans la femme, l'élèvent et pourraient la sauver (alors que les éléments féminins dégradent évidemment leur porteur). Ainsi possède-t-elle quelques parcelles de bien et de volonté : c'est l'homme qui veut en elle. « Ce qui dans la femme veut s'émanciper, c'est l'homme » ; et « le seul ennemi de l'émancipation de la femme est la femme. » Enfin, « il n'y a pas de génie féminin, il n'y en a jamais eu, il ne peut y en avoir ». En toute femme de grand talent, c'est l'homme qui parle et crée. Exemple : George Sand ; femme-homme, qui fournit, en outre, une illustration de la complémentarité avec ses deux liaisons célèbres. Musset, « le poète lyrique le plus féminin que le monde ait connu » (ce qui est fort exagéré) ; et Chopin — cette fois la formule est admirable : Chopin, « la seule femme (sic) compositeur de l'histoire de la musique ». Weininger ne voit même pas qu'il s'enferre : une « femme » est donc capable de Lorenzaccio ou des Nocturnes. A la bonne heure !

Mais l'ironie ne doit pas détourner le lecteur de prendre le livre au sérieux. On a vu qu'il avait assez de force pour troubler, convaincre et même conduire au désespoir. Il contient nombre de vérités partielles, d'intuitions, d'observations justes, diaboliquement orientées et utilisées. Diabolique enfin la conclusion même : il existe une possibilité de salut pour la femme : la renonciation à la sexualité, donc à son être même. « La femme doit disparaître comme femme. »

EN attendant, elle reste cet être à demi humain. Comme le juif. Et voici la charnière par quoi s'ouvre l'autre volet de la thèse. Je livre celle-ci en bloc : si les juifs — comme d'ailleurs les Noirs et les Chinois — sont des espèces inférieures, sans guère d'âme ni d'existence, c'est parce que ce sont des races femmes. L'auteur croit ajouter à son crédit en déclarant qu'il est lui-même juif. Toutefois, le don de prophétie n'est pas le fort de ce juif-là. Comme il avait annoncé que les femmes étaient à jamais exclues de toute participation à la vie politique, il déclare péremptoirement : « Toutes les tentatives sionistes sont vouées à l'échec. Il n'y a jamais eu d'Etat juif et ne saurait y en avoir. »

Peu importent aberrations, contradictions, « preuves » scientifiques et naïvetés. L'intérêt, en quelque sorte monstrueux du livre, c'est d'apporter la révélation à l'état pur du lien fondamental, le plus souvent masqué, en tout cas inavoué ou même inconscient, entre sexisme et racisme.

(1) Edit. L'Age d'homme, 10, rue Métropole, Lausanne. Coll. « Sphinx » dirigée par R. Jaccard. Trad. Daniel Renaud, diffusion Bernard Laville, Paris, 1975, 291 pages, 45 F.

## AFRIQUE

### A la recherche de la révolution libyenne

*LA Libye, qui fut naguère le pays le plus pauvre, s'équipe à grands frais. Conseillers et techniciens étrangers affluent de partout pour participer à la réalisation d'un objectif ambitieux : l'indépendance économique et l'autosuffisance dans vingt ans. Effectivement, le temps est compté puisque les réserves de pétrole seront épuisées en l'espace de trois décennies. La question est de savoir si les moyens mis en œuvre et le type de croissance choisie sont compatibles avec la révolution annoncée par le président Kadhafi.*

*Un cas d'espèce dans le tiers-monde : le régime libyen permet en quelque sorte à Ruth First de prolonger ses précédentes recherches sur le pouvoir militaire en Afrique (1). Prenant au mot le colonel Kadhafi et sa « troisième théorie » (une troisième voie entre le capitalisme et le communisme) offerte en modèle aux Etats africains et arabes, l'auteur part donc à la recherche d'une « révolution insaisissable » (2) — le titre de son livre donne d'emblée une idée des conclusions auxquelles l'a conduite une enquête exhaustive sur les fondements idéologiques, politiques et économiques du régime. Elle en tire une certitude : à en juger d'après les coûteux projets industriels et agricoles conçus et réalisés avec l'aide de la technologie et des experts étrangers et « si dépenser c'est développer », « alors [la Libye] est entrée dans la course au développement ». Mais aussi un doute sérieux : que cette course à la reproduction des schémas occidentaux puisse réellement assurer la viabilité et l'indépendance de l'économie libyenne lorsque sa seule ressource, le pétrole, sera tarie.*

*ON sait maintenant que les nationalisations et la mise en place d'un capitalisme d'Etat qui se fait le point d'ancrage des intérêts étrangers ne suffisent pas, bien au contraire, à créer les conditions d'une révolution. Et, dans le cas du colonel Kadhafi, l'histoire de ses négociations avec les grandes compagnies pétrolières montre que ces dernières ne s'y sont point trompées. Peu importent alors les prises de position fracassantes ou les initiatives intempestives (et vouées à l'échec) sur la scène arabe ou africaine : nationaliste sincère et convaincu, le militaire est désormais l'interlocuteur idéal pour assurer la transition de la décolonisation au néo-impérialisme. Dans cette logique, Ruth First détruit sans peine le mythe du « phénomène » Kadhafi, tout banalement tombé dans le piège. Il a obtenu l'évacuation des bases étrangères : mais il dépendra plus que jamais de l'étranger pour équiper et former une armée sur laquelle repose son pouvoir. Il a obtenu des titres de propriété sur les ressources naturelles : mais son pays est fermement attelé au char de la croissance à l'occidentale, ce qui ne favoriserait guère des bouleversements internes de nature révolutionnaire.*

*Il reste que les Libyens ont tout de même accédé à une certaine richesse. Ils ont des produits alimentaires (importés), des voitures (importées), des écoles et des hôpitaux (équipés et dirigés par des étrangers). Peut-être sauront-ils trouver les moyens de préserver ces acquis fragiles. Ils avaient aussi l'occasion, avec le pétrole, d'édifier les bases solides d'une indépendance qui soit garante de leur avenir en tant que Libyens. Il semble qu'ils l'aient déjà perdue.*

MICHELINE PAUNET.

(1) *The Barrel of a Gun, Political Power in Africa and the Coup d'Etat*, Allen Lane The Penguin Press, Londres, 1970.
(2) *Libya, The Elusive Revolution*, Ruth First, Penguin African Library, Londres, 1974, 294 pages, 70 pence.

**DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS FONDAMENTAL POUR L'AFRIQUE.** — Jacques David

★ Didier, Paris, 1974, 421 pages, 20 F.

Avec ce dictionnaire, le professeur Jacques David a voulu mettre entre les mains des élèves africains et de leurs maîtres un instrument de travail leur permettant de s'exprimer en français simplement, mais correctement et complètement, à l'oral comme à l'écrit. Cette entreprise, qui a pour point de départ les recherches et les travaux du professeur Gougenheim, est justifiée à la fois par le rôle du français en Afrique noire francophone, rôle encore accru par le développement considérable de l'enseignement primaire au cours des dernières années, et par l'importance non moins spectaculaire qu'il a pris en Afrique anglophone au niveau de l'enseignement secondaire.

Partant d'un inventaire scientifique de la langue quotidienne, l'auteur de cet ouvrage s'est donc efforcé de mettre à la disposition des utilisateurs un choix lexical raisonnable systématiquement assorti d'exemples empruntés, chaque fois que c'était possible, à la vie quotidienne. Cette méthode, qui n'évite pas toujours les pièges de l'exotisme (il y a quelque artifice à illustrer le mot boulangerie par « *j'ai rencontré ma cousine Aby à la boulangerie* »), offre toutefois l'avantage de replacer le mot dans son contexte le plus usuel ; elle devrait permettre aux élèves africains de mieux pratiquer une langue dont il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas toujours la pleine maîtrise.

J. C.

**LE VADE-MECUM DE L'EXPATRIE.** — René Bureau

★ Société internationale d'études et d'intervention, 237, rue Saint-Denis, Paris, 1974.

A l'heure où de nombreux coopérants, assistants techniques et autres expatriés en puissance s'apprêtent à boucler leurs malles à destination de l'Afrique noire, le vade-mecum que publie René Bureau, professeur à l'université de Paris-Nanterre (en collaboration avec André Raffort), mérite de retenir leur attention à un double titre. D'abord parce qu'il pose clairement le problème de l'insertion du cadre français dans un milieu en pleine mutation ; en second lieu, parce qu'il a le mérite, rare dans ce type d'ouvrages, de remplacer les recettes pratiques habituelles par une série de réflexions sur les difficultés de la rencontre entre deux civilisations hétérogènes.

Les sociétés africaines sont, en effet, traditionnellement agraires et le passage à la vie urbaine comme au travail salarial qui accompagne inéluctablement le développement et l'industrialisation ne sont pas sans poser de graves problèmes d'adaptation. Dans la mesure où l'interlocuteur africain de l'entreprise ou du service public agit et réagit en fonction de son enracinement culturel, le cadre expatrié qui est aussi un agent de transformation doit être à même de connaître et d'apprécier les mécanismes du changement. Le coopérant ou l'assistant technique, à quelque niveau qu'ils situent leur action, ont le devoir de troquer l'exotisme de timbre-poste qui sert encore trop souvent de décor aux visions françaises de l'Afrique noire contre une connaissance plus sûre des mécanismes et des structures régissant la vie familiale, sociale et culturelle africaine. Sans doute les problèmes posés par la confrontation de valeurs différentes apparaissent-ils aux partenaires des deux bords comme dangereux, mais il n'en demeure pas moins qu'ils constituent un préalable indispensable à toute coopération véritablement digne de ce nom.

J. C.

## EUROPE

**DES IRLANDAIS VOUS PARLENT.** — Claude Barley.

★ Nouveau Bureau d'Editions, Paris, 1975, 156 pages.

La formule d'un tel ouvrage est heureuse et devrait connaître un certain succès. Dans un format de catalogue, voici une publication militante qui se pare de l'aspect cossu que donne le papier glacé. Cette juxtaposition de photographies, d'interviews (de militants de l'I.R.A., de mères de prisonniers, de gens ordinaires...), de documents et d'explications historiques rapides mais non sommaires — dans une mise en pages particulièrement élégante — en dit peut-être plus long sur la réalité de l'Irlande du Nord en lutte que bien des grimoires. Fruit d'un travail collectif (Collectif Irlande, B.P. 97, 75662 Paris Cedex 14), c'est là un bel et utile ouvrage — à offrir et à méditer.

M. Bg.

**LA ROUMANIE ALLIEE REBELLE.** — Jean-Anne Chalet

★ Casterman, « Politique - Histoire », Paris, 1972, 153 pages, 12 F.

Correspondant de l'Agence France-Presse à Bucarest au lendemain de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, Jean-Anne Chalet rappelle ce que fut, dans les mois qui suivirent, le combat diplomatique de M. Ceausescu pour éviter que la Roumanie ne subisse le même sort et affirme son indépendance et sa spécificité au sein du bloc communiste : des lendemains de Prague à la visite de M. Nixon à Bucarest, cela nous vaut des pages parfois rapides mais d'une lecture agréable, assorties de quelques portraits en pied des principaux dirigeants roumains. M. Chalet est manifestement plus à l'aise dans le reportage d'ambiance que dans l'analyse des problèmes d'un pays qu'il dit beaucoup aimer.

M. Bg.

## ÉTATS-UNIS

**KISSINGER. Ses origines, sa formation, son ascension, son apogée.** — Bernard et Marvin Kalb

★ Robert Laffont, Paris, 1975, 547 pages, 59 F.

Voici l'édition française (en dépit de quelques bavures, la traduction de Pierre Rocheron est plus qu'honorable) de l'ouvrage des frères Kalb sur M. Kissinger, dont le Monde diplomatique a rendu compte dans son numéro de septembre 1974, lors de sa parution aux Etats-Unis. Qu'apporte aujourd'hui ce volumineux « reportage historique » du « plus célèbre et du plus controversé des diplomates de notre temps » ? D'abord, un point de vue d'une grand mansuétude — pour ne pas dire plus — où l'analyse a du mal à se dégager du flot des anecdotes. De nombreux épisodes inédits, certes, qui appartiennent à l'histoire contemporaine ou immédiate — dans le creuset même où elle s'élabore : facile fascination du saint des saints transgressé. Mais le compte rendu pèche par unilatéralisme : Alexandre Casella n'avait pas tort de souhaiter ici même que s'ouvrent à leur tour les archives vietnamiennes... La guerre du Vietnam est évidemment au centre du livre, dont les autres têtes de chapitre sont la normalisation des relations avec la Chine, les négociations Est-Ouest et le Proche-Orient. De cette passionnante mais interminable et parfois filandreuse lecture, on sort quelque peu abasourdi — et, toujours sur sa faim, on se demande : mais qui donc est Henry Kissinger ? Réaction assurément fâcheuse devant ce que l'éditeur présente comme « la plus complète et la plus brillante biographie » qui « restera comme la première synthèse, la source irremplaçable sur ce destin exceptionnel »...

M. Bg.

## PROCHE-ORIENT

**LA FÉODALITÉ ET L'ÉTAT EN IRAN.** — Paul Vieille.

★ Ed. Anthropos, Paris, 1975, 308 pages, 52 F.

*Paul Vieille a séjourné près de huit ans* en Iran dans les années 60. Il y a dirigé de nombreuses recherches sociologiques dans le cadre de l'Institut d'études et de recherches sociales de l'université de Téhéran. Il rassemble ici une série d'études parfois anciennes mais qui demeurent parfaitement actuelles. Ses analyses sur les rapports de production en Iran, sur le rapport ville-campagne, sur la vie, la mort et le sexe dans la culture populaire, etc., débouchent sur une discussion de la nature de l'Etat iranien. L'auteur estime que le concept de mode de production asiatique — ou un concept voisin — n'est pas applicable à l'Iran. L'Etat, affirme-t-il, est un « instrument de la société féodale ». Il « émane des pouvoirs féodaux partiels (et) a pour fonction fondamentale de reproduire le système féodal, d'organiser l'insécurité et l'instabilité nécessaires à sa durée ». Ce livre est un utile apport analytique et conceptuel au décryptage de la réalité iranienne. Les implications politiques (non formulées) d'une telle analyse s'imposent d'elles-mêmes.

M. Bg.

**L'IRAN MODERNE.** — Jean Boissel

★ Presses universitaires de France, Paris, 1975, 128 pages, 5,50 F.

Cet ouvrage répond aux critères de concision et de clarté de la collection « Que Sais-je ? » Mais l'auteur a, semble-t-il, choisi la solution de facilité, en préférant s'étendre sur les religions, la littérature, le tapis ou la musique persans plutôt que sur une analyse de fond des facteurs économiques et du régime politique. A quoi bon s'inquiéter, à vrai dire, puisque, à son avis, « l'Iran moderne a amorcé (...) une profonde et, sans doute, irréversible évolution vers un avenir de croissance et de libération économique, nationale et individuelle ».

M. Bg.

**SOCIETE**

• L'AUTORITE DE L'ENTREPRISE, Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise (Hachette Littérature, Paris, 1974, 157 pages, 24 F) : Œuvre collective réalisée par les membres du mouvement des Jeunes Dirigeants

• EXPERIENCES EN VUE D'UNE ORGANISATION PLUS HUMAINE DU TRAVAIL INDUSTRIEL (Armand Colin, Paris, 1973, 115 pages, 15 F) : Compte rendu d'un colloque international réuni à Paris en janvier 1973.

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

## ONU

### *Au Conseil de sécurité : veto américain contre l'admission des deux Vietnams*

AU Conseil de sécurité réuni le 11 août à New-York pour statuer sur l'admission des deux Etats vietnamiens, les Etats-Unis ont fait usage de leur droit de veto : l'admission, qui avait reçu l'assentiment de treize autres Etats membres (le Costa-Rica s'abstenant) n'a donc pu être recommandée à l'Assemblée générale des Nations unies.

Le représentant des Etats-Unis a rappelé que son pays était favorable à l'admission de tous les pays qui souhaitaient entrer aux Nations unies, mais qu'en raison du refus du Conseil d'examiner la candidature de la Corée du Sud, les Etats-Unis avaient résolu de s'opposer à une « universalité sélective ».

Le 6 août, en effet, la demande d'admission de la République de Corée n'avait pu être inscrite à l'ordre du jour du Conseil, faute de recueillir un nombre de voix suffisant (7 voix, contre 6 et avec 2 abstentions), tandis que les demandes d'admission de la République démocratique du Vietnam et de la République du Vietnam étaient inscrites à l'ordre du jour du Conseil par 14 voix contre 0 avec 1 abstention (les Etats-Unis se sont abstenus lors des deux votes).

En revanche, le Conseil a recommandé le 18 août à l'Assemblée générale, par un vote unanime, d'admettre au sein des Nations unies la République du Cap-Vert, Sao-Tomé-et-Principe et le Mozambique. Avec l'entrée de ces trois pays, l'ONU comptera cent quarante et un Etats membres.

### *Ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée.*

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, appelée à débattre des thèmes majeurs du processus de développement — en particulier du nouvel ordre économique international — s'est ouverte à New-York le 1er septembre. Elle doit durer jusqu'au 11 de ce mois. Outre les problèmes de développement, la session s'intéresse au fonctionnement des Nations unies et à l'aptitude du système à faire face aux problèmes économiques et sociaux de la communauté internationale.

### *La 59e session du Conseil économique et social*

Le Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) a tenu sa cinquante-neuvième session à Genève du 2 au 31 juillet. Ses travaux ont été dominés par les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Sur les principaux points inscrits à son ordre du jour, le Conseil a pris les décisions suivantes :

*Stratégie internationale du développement*

L'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la stratégie internationale du développement, examinée en même temps que les préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, a abouti au vote de deux résolutions dont l'une recommande notamment l'inclusion dans la liste des pays en voie de développement les moins avancés du Bangladesh, de la République Centrafricaine, du Yémen démocratique et de la Gambie.

*Sociétés transnationales*

Deux résolutions concernent les moyens d'action du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales, la nomination de son directeur et le rôle des commissions économiques régionales de l'ONU dans les activités du nouveau centre de recherche.

*Coopération régionale*

Dans une résolution sur la coopération régionale, il est prévu que les commissions économiques régionales joueront désormais le rôle d'agents d'exécution dans le cas de projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux financés par le programme des Nations unies pour le développement.

*Ressources naturelles*

Le Conseil a adopté quatre résolutions, portant notamment sur : 1) la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ; 2) les problèmes relatifs à l'existence et à la disponibilité des ressources naturelles ; 3) la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux ; 4) un plan d'action global pour la mise en valeur des ressources naturelles et la coordination des programmes des organismes des Nations unies dans ce domaine.

*Peuples et pays coloniaux*

Une résolution demande aux organes des Nations unies de maintenir leur aide aux peuples et pays coloniaux et de retirer leur appui à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie.

*Divers*

L'Ecosoc a aussi discuté des suites à donner au plan d'action adopté par la conférence mondiale sur l'Année internationale de la femme (Mexico, 19 juin-2 juillet 1975) ; de l'université des Nations unies ; de mesures spéciales d'aide à la Zambie et à la Guinée-Bissau ; de la coopération en matière d'environnement et de développement industriel et des activités opérationnelles pour le développement (PNUD, UNICEF, Programme alimentaire mondial, etc.) ; de l'aide alimentaire et de la mise en place d'un fonds international de développement agricole ; de questions relatives à la mer (mise en valeur des zones côtières et ressources énergétiques), etc.

RAPPORT ANNUEL DU SECRETAIRE GENERAL. — *Dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'ONU, publiée le 12 août, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, estime que l'œuvre de l'ONU constitue un « effort sans précédent » pour opérer le changement pacifique gigantesque imposé par notre époque. Il invite la communauté internationale à relancer « sous des formes adaptées aux réalités contemporaines » les notions de sécurité collective et de responsabilité commune en matière de maintien de la paix par l'intermédiaire de l'ONU.*

*Le secrétaire général a proposé d'autre part un budget de 737 millions de dollars pour l'exercice biennal 1976-1977.*

ENTRETIENS SUR CHYPRE. — *Un accord a été élaboré à Vienne le mois dernier, lors de la troisième phase des entretiens sur Chypre, qui s'était ouverte le 31 juillet avec la participation de M. Kurt Waldheim. Pour l'essentiel, cet accord prévoit que les Chypriotes turcs vivant actuellement dans le sud de l'île de Chypre pourront, s'ils le désirent, se rendre au nord avec leurs biens. Les Chypriotes grecs se trouvant au nord seront libres d'y rester et recevront toute l'aide nécessaire pour mener une vie normale, y compris les moyens d'avoir une éducation, de pratiquer leur religion, d'être soignés par leurs propres médecins et de circuler librement au nord de Chypre. Ceux des Chypriotes grecs vivant au nord qui souhaitent de leur plein gré et sans être soumis à des pressions se rendre dans le sud y seront autorisés.*

*Le secrétaire général de l'ONU avait lancé un nouvel appel en juillet aux Etats membres des Nations unies pour leur demander de fournir à la force de maintien de la paix à Chypre l'appui financier dont elle a besoin.*

OPERATIONS DE L'ONU EN PROCHE-ORIENT. — *Dans le cadre d'une réorganisation du commandement des trois opérations de maintien de la paix des Nations unies en Proche-Orient, le général Ensio Siilasvuo a été nommé coordonnateur en chef des trois opérations.*

DESARMEMENT. — *Le comité ad hoc chargé de rechercher un consensus parmi tous les Etats en vue de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement avait entrepris la deuxième étape de ses travaux le 21 juillet. Il a dû ajourner ses travaux le 1er août, n'étant pas parvenu à mettre au point le rapport qu'il doit présenter à la prochaine Assemblée générale des Nations unies.*

DECOLONISATION. — *Dans un rapport adopté le 8 août sur les activités économiques et militaires étrangères dans les territoires coloniaux, le comité de décolonisation des Nations unies estime en particulier que* « l'axe Salisbury-Pretoria est soutenu par de grands monopoles contrôlés par le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, la France et le Japon ». *D'autre part, le comité a approuvé les conclusions et recommandations contenues dans un rapport préparé par l'un de ses sous-comités sur les conditions dans quinze petits territoires du Pacifique, des Caraïbes et de l'Atlantique.*

*Le 20 août, le comité a approuvé une motion australienne tendant à renvoyer à sa prochaine session, en 1976, l'examen de la question de Porto-Rico.*

NAMIBIE. — *M. Sean MacBride, haut commissaire des Nations unies pour la Namibie, a publié en juin des précisions d'ordre démographique sur la Namibie. Il estime que le chiffre de la population se monterait actuellement à un million deux cent mille, dont quatre-vingt-dix-neuf mille Blancs, alors que les statistiques les plus récentes publiées par le gouvernement sud-africain ne font état que de huit cent cinquante-deux mille habitants en 1974, dont quatre-vingt-dix-neuf mille Blancs. A son avis, les statistiques données par les Nations unies elles-mêmes sont dépassées : ainsi la Banque mondiale a repris récemment une donnée publiée en mars 1975 par le* Bulletin mensuel de statistiques des Nations unies *et selon laquelle la population namibienne était de six cent soixante-dix mille en 1973.*

DISCRIMINATION RACIALE. — *Le comité sur l'élimination de la discrimination raciale s'est réuni en août pour étudier les résultats d'un questionnaire adressé à tous les Etats membres concernant la décennie d'action contre le racisme (1973-1983). Il a exprimé sa déception devant le manque d'informations sur les mesures judiciaires, législatives et administratives prises par les Etats pour donner suite à la convention sur l'élimination de la discrimination raciale.*

DROIT INTERNATIONAL. — *La commission du droit international a terminé le 25 juillet une session de douze semaines consacrée principalement aux questions de la responsabilité des Etats et de leur succession dans des matières autres que les traités, ainsi qu'à la clause de la nation la plus défavorisée.*

PREVENTION DU CRIME. — *Le comité des conférences des Nations unies a décidé que le congrès sur la prévention du crime, qui devait avoir lieu à Toronto du 1er au 12 septembre et dont le Canada avait demandé l'ajournement, aurait lieu aux dates prévues, mais à Genève.*

FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE. — *La commission de la fonction publique internationale a commencé le 11 août une session de trois semaines consacrée à l'examen général du système des traitements concernant près de quarante mille membres du personnel des organisations du système des Nations unies.*

## Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine

### *La création d'un réseau de garanties financières*

UN groupe d'experts de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) chargé d'étudier la création d'un réseau latino-américain de garanties financières a tenu sa première réunion à Santiago-du-Chili du 10 au 15 août.

L'initiative de la CEPAL a été conçue dans la perspective d'une aggravation, dans les prochaines années, de l'endettement international des pays latino-américains, qui, en raison de l'évolution de ses causes, tendrait à devenir structurel.

Le réseau latino-américain de garanties financières serait, dans sa forme, un mécanisme de financement réciproque des déficits des balances des paiements des pays de la région. Il devrait répondre à trois impératifs : contribuer au maintien du dynamisme des économies latino-américaines, à l'accroissement de leur pouvoir d'achat et à la solution du problème des déficits.

Son financement serait assuré par des contributions régulières des pays participant au système, pour un montant qui serait déterminé en fonction de la capacité économique de chacun et selon un calendrier dûment établi. Il serait aussi fait appel au capital étranger.

L'aide ne serait pas automatique. Le pays demandeur ne pourrait en bénéficier qu'en dernier ressort, et après avoir satisfait à certaines conditions.

---

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. — *Le groupe de travail des gouverneurs africains du F.M.I. et de la BIRD s'est réuni à Addis-Abeba au siège de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.) du 21 au 25 juillet pour mettre au point la position des pays africains avant la réunion à Washington de l'assemblée commune des conseils des gouverneurs des institutions financières de l'ONU.*

*— Le comité des progrès de l'industrialisation en Afrique a siégé les 11 et 12 août à Addis-Abeba. Il a défini des domaines d'action prioritaires, préconisant en particulier une coopération industrielle multinationale en Afrique, assortie d'une coopération financière intra-africaine avec l'aide d'institutions comme la Banque afro-arabe de développement et le Fonds afro-arabe d'assistance technique.*

*— Seize pays africains ont adopté le 27 juin dernier, sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, les statuts d'une Association africaine de cartographie.*

• REFUGIES. — *Un accord a été signé le 1er août entre le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés et le gouvernement thaïlandais en vue d'apporter une aide temporaire aux personnes déplacées arrivées récemment d'Indochine en Thaïlande.*

*— MM. Antoine K. Noël et Roger Reynes ont été nommés respectivement délégué régional du H.C.R. en Afrique centrale et délégué du H.C.R. au Soudan.*

• COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — *Le 30 juillet dernier, la Cour internationale de justice (C.I.J.) a mis en délibéré l'affaire concernant la demande d'avis consultatif présentée par l'Assemblée générale des Nations unies au sujet du Sahara occidental, après avoir consacré depuis le 25 juin vingt-sept audiences publiques à l'audition des exposés oraux de l'Algérie, de l'Espagne, du Maroc, de la Mauritanie et du Zaïre.*

## Agence internationale de l'énergie atomique

### *Le rapport annuel pour 1974-1975*

SELON le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) publié au mois de juillet, de nombreux programmes de l'Agence, notamment ceux qui visent l'implantation de l'énergie d'origine nucléaire dans les pays membres, l'application des garanties et la protection physique des matières nucléaires, la sûreté nucléaire et la protection de l'environnement, sont devenus au cours de la période 1974-1975 des activités prioritaires.

En raison de la hausse des prix des combustibles fossiles, l'A.I.E.A. prévoit, au moins pour les vingt prochaines années, une utilisation de plus en plus importante de l'énergie d'origine nucléaire : si, en 1970, la puissance nucléaire installée s'élevait pour l'ensemble du globe à un total de 16 300 MW, ce chiffre devrait atteindre 82 000 MW à la fin de 1975 et dépasser 220 000 MW en 1980.

Afin d'aider les pays en voie de développement à mettre en œuvre leurs programmes de développement de l'énergie d'origine nucléaire, l'A.I.E.A. a établi un ensemble complet de codes et de guides sur les problèmes de choix des sites, ainsi que sur la sûreté et la fiabilité des centrales nucléaires ; elle a aussi multiplié ses activités d'assistance technique : le budget de son programme d'assistance est ainsi passé de 3 millions de dollars en 1974 à 4,5 millions en 1975, et pourrait être de l'ordre de 5,5 millions de dollars en 1976.

Le rapport annuel de l'A.I.E.A. souligne également les progrès réalisés en 1974-1975 pour la mise en œuvre du traité de non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.), qui est à l'heure actuelle signé par cent huit Etats et ratifié par quatre-vingt-treize Etats non dotés d'armes nucléaires.

TRANSPORT MARITIME DES MATIERES NUCLEAIRES — *La convention sur la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime des matières nucléaires est entrée en vigueur le 15 juillet, après le dépôt des instruments de ratification de cinq pays : France, Espagne, Danemark, Suède et Norvège.*

---

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — *Le gouvernement de Qatar a décidé à la fin du mois de juillet de verser une contribution de 50 000 dollars au fonds spécial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour la promotion de la recherche et du développement en Afrique. Ce fonds est notamment destiné à favoriser des initiatives dans le domaine des études écologiques de la zone sahélienne.*

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — *Un comité d'experts de la médecine du travail s'est réuni à Genève du 5 au 11 août pour examiner les problèmes de sécurité et de santé des travailleurs migrants.*

• F.A.O. — *Le Programme alimentaire mondial, réalisé avec l'aide de l'ONU et de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a annoncé, le 24 juillet un premier envoi de vivres en Angola, pour un montant de 20 200 dollars. Cette aide répond à une requête du gouvernement provisoire de l'Angola. En outre, une assistance supplémentaire de 155 000 dollars a été approuvée par le PAM en faveur des réfugiés érythréens au Soudan.*

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *Conformément aux recommandations de la deuxième conférence générale qui s'est déroulée à Lima (Pérou) au mois de mars, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) vient de dresser une première liste des activités industrielles qui peuvent faire l'objet d'une coopération entre pays en voie de développement. Cette liste, établie à partir d'informations communiquées par quarante pays en voie de développement, énumère pour chaque activité industrielle les pays qui sont offreurs et ceux qui sont demandeurs d'assistance.*

• ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME. — *Au début du mois d'août, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.) a nommé M. G. Cipolla (Argentine) au poste de conseiller général pour l'Amérique latine.*

## ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

## Fonds monétaire international

### *Publication du rapport annuel*

RECESSION, inflation et chômage restent des problèmes de préoccupation moyenne pour les auteurs du rapport annuel 1975 du Fonds monétaire international (F.M.I.), publié le 24 août dernier. D'après ce document, la récession économique qui atteint tous les pays industriels depuis 1973 a entraîné de graves conséquences pour les pays de *production primaire*, composés en majeure partie de pays en voie de développement non producteurs de pétrole, pour lesquels il serait urgent d'obtenir un volume d'aide encore plus important à des conditions favorables.

Le rapport signale que le volume total des échanges internationaux a cessé de progresser au cours du deuxième trimestre et a marqué un recul pendant le premier semestre de 1975, sauf pour les pays exportateurs de pétrole dont les importations restent en expansion. Le F.M.I. souligne qu'ils ont réussi à porter leur excédent collectif de compte courant à un montant approximatif de 70 milliards de dollars en 1974, contre 6 milliards de dollars en 1973, mais qu'en revanche l'excédent n'était plus que de 50 milliards de dollars en 1975.

Le fonctionnement du régime des taux flottants fait l'objet d'une analyse détaillée. Selon les administrateurs, favorables à ce régime, malgré les problèmes monétaires des deux dernières années, « les marchés des changes ont continué à fonctionner », ce qui a permis d' « éviter le retour de crises analogues à celles qui avaient perturbé les dernières années du système des parités fixes ».

D'autre part, le rapport du Fonds monétaire indique que la valeur des réserves internationales des pays membres et de la Suisse s'est accrue de près de 27 milliards de D.T.S. en 1974 et s'élevait à 178 milliards en fin d'année. Avec cette augmentation de 18 %, les avoirs officiels ont retrouvé un taux de croissance comparable à celui de 1972 (19 %) et supérieur à celui de 1973 (4 %).

### *Nouvelles améliorations dans le fonctionnement du « mécanisme pétrolier »*

Le 28 juillet, les administrateurs du Fonds monétaire ont décidé que le total des achats d'un pays membre au titre du mécanisme pétrolier pour 1975 serait porté de 30 à 50 % du maximum prévu depuis avril.

En vue de financer les achats au titre du mécanisme pétrolier pour 1975, le Fonds a obtenu de douze prêteurs — pays producteurs de pétrole et pays ayant une forte balance extérieure — des engagements grâce auxquels il serait possible d'emprunter un maximum équivalant approximativement à 2 870 millions de D.T.S. En outre, l'équivalent d'environ 450 millions de D.T.S. non utilisés au titre du mécanisme de 1974 a été versé au mécanisme de 1975. Plusieurs prêteurs ont indiqué qu'ils pourraient envisager de prêter au Fonds des montants additionnels à une date ultérieure, si le total de 5 milliards de D.T.S. qui avait été convenu pour le mécanisme de 1975 n'était pas atteint.

Les administrateurs du Fonds ont, en outre, décidé, le 7 août, de créer un compte de subvention, en collaboration avec les pays membres, pour aider ceux d'entre eux qui sont les plus gravement touchés par la situation actuelle à supporter le coût de l'utilisation des ressources mises à leur disposition par le « mécanisme pétrolier » du Fonds pour 1975.

Alimenté par des contributions des pays producteurs de pétrole et des Etats industrialisés, ou par « tout autre Etat en mesure d'y contribuer », le compte de subvention effectuera des versements à tous les membres du Fonds qui ont procédé à des achats au titre du mécanisme pétrolier pour 1975 et qui figurent sur la liste, arrêtée par le secrétaire général des Nations unies, des pays en voie de développement les plus gravement touchés. Sa création avait été approuvée en janvier 1975 par le comité intérimaire du F.M.I.

TRENTIEME SESSION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS DU F.M.I. ET DE LA BIRD. — *La session annuelle du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire et de la Banque mondiale a eu lieu cette année du 1er au 5 septembre à Washington. On trouvera un bref compte rendu de ses travaux dans le numéro d'octobre du* Monde diplomatique.

ACHATS AU TITRE DU « MECANISME PETROLIER » — *Le mois dernier, sept pays ont effectué des achats de devises au titre du « mécanisme pétrolier ». - 5 août : Grèce, 51 750 000 D.T.S. ; Islande, 8 400 000 D.T.S. ; République démocratique du Yémen, 4 600 000 D.T.S. - 12 août : Inde, 201 340 000 D.T.S. ; Nouvelle-Zélande, 49 460 000 D.T.S. ; Turquie, 56 620 000 D.T.S. - 20 août : Costa-Rica : 7 200 000 D.T.S.*

TIRAGE DE LA NOUVELLE-ZELANDE. — *En accord avec le F.M.I., la Nouvelle-Zélande a acheté l'équivalent de 50,5 millions de D.T.S. en monnaies étrangères (1 million de D.T.S. en sucres équatoriens, 6 millions de D.T.S. en couronnes norvégiennes, 7,5 millions de D.T.S. en couronnes suédoises, 15 millions de D.T.S. en livres sterling et 21 millions de D.T.S. en dollars des Etats-Unis).*

CREDITS « STAND-BY » AU BANGLADESH ET A LA TANZANIE. — *Deux pays ont reçu du F.M.I. des crédits « stand-by » qui leur permettront d'effectuer des tirages au cours des douze prochains mois : le Bangladesh (28 juillet), pour l'équivalent de 62,5 millions de D.T.S., et la Tanzanie (31 août), pour l'équivalent de 10,5 millions de D.T.S.*

## Groupe de la Banque mondiale

### *Un rapport annuel pessimiste quant à l'avenir économique et social du tiers-monde*

DANS son rapport annuel 1975, publié le 24 août, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) attire l'attention sur le fait que les pays en voie de développement ont le plus souffert du

ralentissement économique mondial ; elle prévoit, en outre, que le revenu réel du « *milliard d'individus qui vivent dans les pays à revenus faibles* » augmentera de moins de 1 % d'ici à la fin de la décennie, alors qu'un taux de croissance annuel de 6 % serait nécessaire à ces pays pour qu'ils puissent atteindre un niveau raisonnable de développement économique et social. Une augmentation continue de l'aide apportée par les pays membres de l'OPEP et des pays industrialisés est donc jugée indispensable, mais la Banque estime ces perspectives bien improbables, compte tenu de la conjoncture actuelle. Aussi souligne-t-elle la nécessité pour les pays industrialisés d'adopter une politique plus libérale à l'égard des importations de produits *manufacturés en provenance du* tiers-monde. Le rapport qualifie d' « *indispensable l'adoption de cette politique pour que le monde en développement puisse envisager une croissance à long terme* ».

Comme d'habitude, le rapport dresse le bilan des opérations de la BIRD et de sa filiale, l'Association internationale de développement, qui ont totalisé un chiffre record : soit 5 896 millions de dollars contre 4 313 millions de dollars au cours de l'exercice précédent.

La Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, donne, de son côté, un résumé de ses activités dans son rapport pour 1975 publié le même jour.

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. — *La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a approuvé plusieurs prêts en faveur des pays et organismes suivants : Companhia Siderurgica Paulista (COSIPA) du Brésil, le 24 juillet : 60 millions de dollars pour l'agrandissement de l'aciérie de Cubatao, située près de Sao-Paulo ; Philippines, le 24 juillet : 42 millions de dollars pour le financement d'un projet d'irrigation dans la vallée du Cagayan, dans l'île de Luçon ; Industrial Credit Company Limited d'Irlande, le 21 août : 30 millions de dollars pour l'aider à fournir des crédits à l'industrie afin de permettre au gouvernement irlandais de réduire les déséquilibres régionaux et le chômage ; Grèce, le 21 août : 40 millions de dollars affectés à un programme d'irrigation de la région du Vermion occidental ; Côte-d'Ivoire, le 25 août : 43 millions de dollars destinés à l'amélioration du réseau routier ; Libéria, le 25 août : 27,5 millions de dollars pour financer un programme d'amélioration de tronçons routiers.*

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *Une série d'opérations de crédits ont été approuvées par l'IDA : un crédit de 7 250 000 dollars, le 24 juillet, accordé au Sierra-Leone pour l'amélioration de l'enseignement ; un crédit de 6 millions de dollars, le 24 juillet, au Libéria pour un projet de développement agricole du comté de Lofa ; un crédit de 110 millions de dollars, le 21 août, à l'Inde pour l'amélioration du réseau ferroviaire et, le même jour un second crédit d'un montant de 40 millions de dollars pour financer les installations de réseaux d'adduction d'eau et d'égouts dans l'Etat d'Uttar-Pradesh ; un crédit de 3,2 millions de dollars, le 25 août, à la République populaire et démocratique du Yémen pour le financement de la remise en état du port d'Aden ; enfin, un crédit de 4 millions de dollars le 25 août, au Paraguay pour l'aider à financer un projet d'étude de pré-investissement.*

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — *Un nouvel engagement de la S.F.I. (Société financière internationale) a été annoncé le 4 août dernier en faveur d'une usine textile du Kenya, la Société des textiles du Rift Valley ; la participation de la S.F.I. consiste en un prêt d'un montant de 6 300 000 dollars, en une prise de participation au capital de 2 200 000 dollars et en un engagement conditionnel de 585 000 dollars.*
*— La Haute-Volta est devenue le 21 août le cent unième pays membre de la S.F.I.*

ENTREE EN FONCTIONNEMENT DU « TROISIEME GUICHET » DE LA BANQUE MONDIALE. — *Le « troisième guichet » de la Banque mondiale est entré en fonctionnement le 30 juillet dernier. Ce nouveau mécanisme permettra aux pays pauvres de recevoir des prêts à des conditions intermédiaires entre les conditions courantes de la banque et les conditions très favorables de sa filiale, l'Association internationale de développement.*

NOMINATIONS. — *M. Jean Baneth a été nommé le 11 août directeur de la mission résidente de la Banque en Indonésie. D'autre part, MM. Paul Geli et Michel Palein ont été désignés, respectivement, le mois dernier, comme chef de la mission régionale de la Banque en Afrique de l'Ouest à Abidjan et comme représentant résident au Cameroun.*

## Banque européenne d'investissement

### *Prêts à l'Italie, au Danemark et à la Grande-Bretagne*

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé, le 29 juillet, à l'Italie, trois prêts d'une contre-valeur de 15,9 milliards de lires (19,7 millions d'u.c.) et portant intérêt à 9,25 % :

— 12,1 milliards de lires (pour douze ans) à l'Ente Nazionale par l'Energia Elettrica (ENEL) pour sa centrale nucléaire en cours de réalisation à Caorso, près de Plaisance ;

— 1,3 milliard de lires (pour dix ans) pour le financement d'un ensemble de nouvelles installations du Centro Sperimentale Metallurgico S.p.A. à Castel-Romano, près de Rome, et 2,5 milliards de lires (pour dix ans) pour un projet d'extension et de modernisation du complexe pétrochimique de l'ANIC, à Gela, en Sicile. Ces deux prêts sont consentis à l'IMI (Instituto Mobiliare Italiano).

Deux autres opérations annoncées les 30 et 31 juillet :

— Un prêt d'une contre-valeur de 25 millions de couronnes danoises (3,6 millions d'u.c.) à Slagterlregion SYD, coopérative agricole de droit danois ayant son siège à Graasten, dans le Jutland. D'une durée de dix ans et à 9,25 %, ce crédit contribuera à la construction d'un *nouvel abattoir de porcs* ;

— Deux prêts d'une contre-valeur totale de 23,6 millions de livres (40,4 millions d'u.c.) à British Gas Corporation. Accordés pour dix ans au taux de 9,50 %, ils financeront la deuxième phase des travaux d'extension du réseau britannique de gazoducs pour assurer l'acheminement du gaz naturel provenant du gisement de Frigg, dans la mer du Nord.

## Banque interaméricaine de développement

### *Prêt à l'Equateur*

LA Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé, le 31 juillet, l'octroi à l'Equateur, d'un prêt de 11,1 millions de dollars (pour vingt ans et à 8 %) pour financer la construction et l'amélioration du tronçon routier Loja-Velacruz-Saracay.

RAPPORT SUR LE PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *D'après le rapport annuel sur le progrès économique et social en Amérique latine, qui a été publié le 18 août dernier par la Banque interaméricaine de développement, le taux de croissance économique des pays membres au cours des trois dernières années a été de 6,8 % en 1972 et de 7,4 % en 1973 et 1974, contre 5,6 % entre 1961-1970 et 5,1 % au cours de la période 1951-1960.*

## Corporation andine de développement

### *Nouveaux crédits annoncés à l'occasion de la quatorzième session*

LA Corporation andine de développement CAF a célébré, au cours de sa quatorzième session ordinaire, qui s'est tenue dans la capitale vénézuélienne du 17 au 21 juillet, sa cinquième année de fonctionnement. A cette occasion, une série de décisions ont été prises par la direction de la CAF, parmi lesquelles on peut mentionner : un crédit de 18,7 millions de dollars accordé à Yacimientos petroliferos fiscales bolivianos pour le financement de son programme de production ; un contrat de prêt de 1,1 million de dollars signé avec la Libra-Bank qui mettra ces ressources à la disposition de la firme Vina Undurrada du Chili ; l'autorisation du transfert, du Fonds spécial pour la Bolivie, de 60 000 dollars à titre de contribution au financement des études de préinvestissement prévu dans le cadre de la programmation industrielle dans ce pays.

Autres mesures annoncées au cours de la même session : un prêt de la Banque japonaise du commerce extérieur à la CAF (accordé en yens (l'équivalent de 10 millions de dollars), pour le financement de projets de développement sous-régionaux ; l'autorisation donnée par le Comité de crédit extérieur, organisme dépendant du ministère des finances de l'Equateur, à la Commission de Valores-Corporacion Financiera Nacional, pour la signature avec la CAF d'un contrat de prêt d'un montant équivalant à 6 millions de dollars pour la réalisation de projets industriels prioritaires. D'autre part, la direction de la CAF a pris connaissance de l'accord des pays membres relatif à son projet d'émission d'obligations à long terme sur le marché vénézuélien, pour une valeur de 100 millions de bolivares au maximum.

## Fonds européen de développement

### *Six nouvelles décisions de financement et annulation d'un projet*

A LA suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa centième réunion, le 1er juillet, la Commission de la C.E.E. a approuvé, le 17 juillet, cinq décisions de financement pour un montant de 477 000 u.c. sur les ressources du deuxième FED et de 4,257 millions d'u.c. au titre du troisième FED. A cette même date, la Commission a décidé l'annulation d'un projet d'un montant de 1,053 million d'u.c. accordé sur les ressources du deuxième FED. En outre, à la demande de la Commission, le conseil des Communautés européennes a décidé le 26 juin d'autoriser le financement d'un projet en faveur des Antilles néerlandaises d'un montant de 3,390 millions d'u.c. au titre du troisième FED.

1. *République du Tchad.* — Agrandissement du lycée technique commercial de N'Djamena : 500 millions de F C.F.A., soit environ 1,800 million d'u.c. ;

2. *République du Niger.* — Reconstitution du cheptel : 430 millions de F C.F.A., soit environ 1,548 million d'u.c. (troisième FED) ; 60 millions de F C.F.A., soit environ 216 000 u.c. (deuxième FED) ;

3. Plantation de thé et usine de Tora : 56,391 millions de F.B.U., soit environ 594 000 u.c. ;

4. *République du Mali.* — Achèvement du centre régional de santé à Mopti : 145 millions de F ML, soit environ 261 000 u.c. (deuxième FED) ;

5. *République du Niger.* — Aménagement d'un tronçon de 13 kilomètres de la piste Kafin-Baka - Matameye : 87,5 milliards de F C.F.A., soit environ 315 000 u.c. (troisième FED) ;

6. *Surinam.* — Construction d'un internat pour élèves de l'enseignement secondaire à Paramaribo. (Annulation du projet. Montant : 1 053 241 u.c.) (deuxième FED) ;

7. Aménagement de la piste d'atterrissage de l'île de Bonaire : 7,320 millions de Fl. AN., équivalant à environ 3,390 millions d'u.c.

---

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque asiatique de développement a annoncé, le 11 juillet, qu'elle avait conclu, avec un syndicat de banques suisses ayant à sa tête la Swiss Bank Corporation un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 60 millions de francs suisses (l'équivalent de 24 millions de dollars). Ces bons, d'une durée de quinze ans, et portant intérêt à 8 % payable annuellement, ont été offerts au public du 16 au 21 juillet dernier à 99,50 %.*

*— La Banque a annoncé, en juillet, sa participation, sous forme d'assistance technique, à deux projets : un programme de formation du personnel spécialisé des institutions financières de développement de la région, et un plan de développement rural dans les îles Sulawesi en Indonésie.*



# GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

## Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

### *Le programme intégré de stabilisation des produits de base*

LES quatre-vingt-sept membres de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se sont réunis à Genève du 21 au 25 juillet pour poursuivre l'examen du projet de programme intégré de stabilisation des produits de base, élaboré par M. Gamani Corea, secrétaire général de la CNUCED.

La commission a examiné de nouvelles propositions concernant la création d'un fonds destiné à financer la constitution de stocks internationaux de produits de base (cacao, café, thé, sucre, caoutchouc, jute, fibres dures, cuivre et étain) : il est prévu de consacrer 3 milliards de dollars au soutien des produits dont les marchés sont déprimés, 1 milliard devant être fourni sous forme de capital versé et les deux autres milliards sous forme de prêts.

A l'issue de ses travaux, la commission a chargé le secrétaire général de la CNUCED d'engager des consultations officieuses avec les gouvernements et les organismes intéressés, en prévision de la troisième partie de cette huitième session, qui doit se poursuivre au mois de décembre prochain.

AU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT. — *Le conseil du commerce et du développement, qui a tenu sa quinzième session à Genève du 5 au 15 août, s'est mis d'accord sur l'ordre du jour de la quatrième session de la CNUCED, qui aura lieu à Nairobi en mai 1976. Le conseil se réunira à nouveau fin septembre pour préciser cet ordre du jour à la lumière des résultats de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies.*

COMITE DU TUNGSTENE. — *Le comité du tungstène de la CNUCED s'est réuni à Genève du 28 juillet au 1er août pour examiner les tendances récentes du marché du tungstène et les diverses mesures qui pourraient être adoptées pour stabiliser les cours de ce produit de base. Les vingt-neuf membres du comité ont également recherché les moyens d'améliorer l'échange des informations concernant ce produit.*

PAYS LES MOINS AVANCES. — *Le groupe intergouvernemental de la CNUCED chargé de la question des pays en voie de développement les moins avancés, qui a tenu sa session du 7 au 19 juillet, a adopté de nouvelles mesures en faveur de ces pays en vue d'améliorer leur situation économique. Il a notamment décidé d'inclure quatre pays (Bangladesh, République Centrafricaine, Gambie et République démocratique du Yémen) sur la liste des pays les moins avancés.*

## Conseil international du blé

### *Révision en baisse des prévisions concernant la production mondiale de blé pour 1975*

LE Conseil international du blé vient de réviser en baisse les prévisions concernant la production mondiale de blé pour 1975 qu'il avait publiées au début du mois de juillet (voir *le Monde diplomatique* d'août). Selon ses nouvelles estimations, la production mondiale de blé pourrait être de l'ordre de 355 à 365 millions de tonnes, et non plus de l'ordre de 360 à 375 millions de tonnes. Ces nouvelles données tiennent compte à la fois des informations communiquées le 11 août par les Etats-Unis, annonçant une récolte record de 58,3 millions de tonnes (soit une augmentation de 19 % par rapport à 1974), et des conditions défavorables de la production en Union soviétique, qui pourrait ne pas dépasser 85 à 90 millions de tonnes au lieu des 95 à 100 millions prévus. Cette baisse importante peut être attribuée à la sécheresse qui a affecté les régions de la Volga, du sud de l'Oural et du nord du Kazakhstan.

D'autre part, à la suite de l'annonce de l'achat par l'Union soviétique de 9 millions de tonnes de blé aux Etats-Unis, au Canada et à l'Australie, les besoins soviétiques en importations pour 1975-1976 sont à l'heure actuelle évalués entre 10 et 13 millions de tonnes.

## Groupe andin

### *Un plan de développement de l'industrie de la machine-outil*

LE nouveau comité des industries de la machine-outil a tenu sa première session du 12 au 17 août à Lima, consacrant entièrement ses travaux à l'examen du programme sectoriel de développement des industries de ce secteur d'activité. Ce programme prévoit des investissements de l'ordre de 450 millions de dollars chaque année et, d'après les experts, sa mise en place permettrait la création de cent vingt mille emplois.

La création du comité des industries de la machine-outil est considérée au Groupe andin comme un pas décisif vers la modernisation de la structure de sa production.

LES PROBLEMES JURIDIQUES DE L'INTEGRATION — *Le comité de direction de la Confédération des juristes du Groupe andin a tenu, les 21 et 22 juillet à Caracas, une réunion préparatoire à son quatrième congrès annuel, convoqué à Santiago-du-Chili pour le mois de novembre prochain. Dans cette perspective, les travaux ont été axés sur l'examen du projet de création d'un organisme juridictionnel de l'accord de Cartagena.*

QUATRIEME CONVENTION DE LA CONFEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE. — *La quatrième convention de la Confédération des chambres de commerce du Groupe andin, réunie à Santiago du 9 au 12 juillet, a débattu du régime commun applicable aux capitaux étrangers à l'intérieur du Groupe andin. Elle a aussi discuté du tarif extérieur commun et souligné son intérêt pour la création d'un fonds de développement, envisagée par le comité du Groupe andin.*

PREMIERE REUNION COMMUNE GROUPE ANDIN - REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. — *La première réunion commune Groupe andin - République fédérale d'Allemagne sur le rôle socio-économique des petites industries et de l'artisanat s'est déroulée du 30 juin au 12 juillet à Combaya (Equateur).*

## Association latino-américaine de libre-commerce

### *Seizième réunion des représentants des banques centrales*

LA seizième session de la commission d'experts des problèmes monétaires (représentants des banques centrales) de l'Association latino-américaine de libre-commerce (A.L.A.L.C.) s'est tenue dans la capitale uruguayenne du 21 au 26 juillet. Ses travaux ont porté sur les six grandes questions que pose actuellement aux onze pays membres l'évolution de leur situation économique, à savoir : les correctifs à apporter au système des paiements et des crédits réciproques, le rapprochement des systèmes des paiements de l'A.L.A.L.C. et du M.C.C.A., le marché des acceptations bancaires latino-américaines, le financement du commerce régional, les problèmes financiers de l'intégration et, enfin, les actifs internationaux. Les représentants des banques centrales ont formulé des recommandations concernant notamment : le rajustement du montant des crédits au volume des échanges ; l'alignement des taux de l'intérêt des crédits sur ceux pratiqués sur les marchés monétaires internationaux ; l'assouplissement des dispositions de l'accord de Saint-Domingue ; la reprise des contacts établis en 1968 entre les banques centrales des pays de l'A.L.A.L.C. et du M.C.C.A. en vue du rapprochement des systèmes des paiements en vigueur dans ces deux groupements économiques régionaux et, enfin, la préparation d'un rapport commun A.L.A.L.C.-BID sur le financement des exportations des produits de base et des biens semi-élaborés.

REPRISE DES NEGOCIATIONS COLLECTIVES. — *Ayant eu pour but d'élargir le processus de l'intégration au sein de l'ALALC (en établissant de nouvelles bases de négociation de la liste commune, et en révisant les normes et procédures de négociation du programme de libération des échanges), les négociations collectives entre pays signataires du traité de Montevideo ont repris le mois dernier, lors d'une réunion du 4 au 28 août dans la capitale uruguayenne*

## O.C.D.E.

### *Fléchissement de la demande de tonnage dans les transports maritimes*

DANS son rapport annuel intitulé « *Les transports maritimes en 1974* », le comité des transports maritimes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) attire l'attention sur le fléchissement brusque de la demande de tonnage en 1974 : le taux de croissance de cette demande, qui avait atteint le record de 17 % en 1973, n'était plus que de 5 % l'année dernière. Du fait des incidences de l'évolution des problèmes de l'énergie, le comité estime peu probable que la demande augmente en 1975.

Le rapport consacre des chapitres spéciaux à l'évolution de l'offre de tonnage, au marché des frets, et aux risques élevés de perte pesant sur les navires sous pavillon de complaisance.

RECENTES PUBLICATIONS

- Dans la série « Etudes économiques » : *l'Allemagne, le Japon, l'Australie et les Etats-Unis.*
- *La politique agricole en Finlande et en Norvège,* dans la série « Rapports sur les politiques agricoles ».
- *Perspectives économiques de l'O.C.D.E.* (no 17)
- *Objectifs et instruments des politiques industrielles :* une étude comparative, 152 pages.
- *L'évolution de l'éducation préscolaire.* 81 pages.
- *Evolution des priorités de la recherche publique,* 346 pages.
- *Politique des sciences sociales : France.* 308 pages.

• LA CREATION DU « SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN » (SELA). — *Les ministres de l'économie et de la planification de vingt-cinq pays d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à Panama du 31 juillet au 2 août, ont envisagé la création d'une organisation de nature à favoriser le développement économique de leurs pays sans la participation des Etats-Unis. Le projet est déjà connu sous le nom de « Système économique latino-américain » (SELA).*

*Les ministres se sont divisés lorsqu'il s'est agi de définir la nature de l'action qui serait confiée au SELA. Pour les uns, il devrait constituer un forum pour la défense du niveau des prix des matières premières face aux pays industrialisés. Pour les autres, cette prise de position serait un obstacle à leurs relations. Ce serait, affirment-ils, donner à un organisme qui se veut économique un caractère politique.*

# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## Marché commun

### *Echec des négociations sur le vin*

REUNIS à Bruxelles les 21 et 22 juillet, les ministres de l'agriculture des Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le dossier le plus important de cette session : le marché du vin. La Commission de la C.E.E. avait proposé de réformer la réglementation viticole européenne afin de mettre un terme à la situation excédentaire du marché des vins de table dans la Communauté. Mais l'Italie s'est opposée résolument à des mesures allant dans ce sens. Les ministres se retrouveront le 9 septembre, où une session spéciale sera consacrée à ce dossier vin.

Les Neuf ont également chargé la Commission d'étudier des mesures destinées à remédier à l'extension de la production de blés non panifiables. Enfin la Grande-Bretagne et l'Irlande ont été autorisées à dévaluer de 5 % la « livre verte » (valeur du sterling estimée en unités de compte européennes).

### *La lutte contre la récession*

La reprise économique pourrait se faire encore attendre et le chômage pourrait s'aggraver dans le Marché commun si des mesures de relance ne sont pas prises du moins dans les Etats membres qui disposent d'une marge de manœuvre, estime la Commission de la C.E.E.

Le collège européen a adressé le 24 juillet une recommandation aux Etats membres dans laquelle il préconise trois types d'actions :

1) Stimuler les commandes publiques. Il s'agit d'accélérer les investissements dans la construction, les transports et communications, la protection de l'environnement et l'infrastructure. Il s'agit aussi de relancer le logement et le soutien financier aux programmes des collectivités locales ;

2) Encourager la consommation privée : il faut améliorer la situation financière des classes les plus défavorisées, assouplir le crédit à la consommation et donner par exemple des avantages aux mesures d'économie d'énergie ;

3) Soutenir l'investissement privé, notamment en assurant une reconstitution suffisante des marges d'autofinancement et en menant des politiques concertées de taux d'intérêt modérés.

### *Soutien de la politique énergétique*

La Commission du Marché commun a proposé le 28 juillet aux Neuf d'accorder pour 246 millions de francs français de subventions communautaires à trente-huit projets de recherche dans l'exploration, l'exploitation, le stockage et le transport d'hydrocarbures afin d'améliorer la sécurité d'approvisionnement dans la C.E.E. Cette aide porterait sur la période 1975-1977.

La Commission a d'autre part proposé au conseil des ministres de l'énergie — qui se réunira vraisemblablement en octobre prochain — d'étendre l'obligation pour les entreprises d'électricité de communiquer à Bruxelles leurs intentions d'investissements.

### *Les Neuf et les pays en voie de développement*

Un document contenant des propositions visant à améliorer à long terme la situation économique de pays en voie de développement a été préparé par la C.E.E. en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'est ouverte à New-York le 1er septembre. Pour la première fois, il concrétise une approche commune par les Neuf des problèmes relatifs aux produits de base et à l'aide au développement.

Selon ce document, la Communauté recherchera, par des « *compromis mutuellement acceptables* », une structure « *plus équitable* » des relations économiques internationales comportant un « *renforcement de la position des pays en voie de développement* ». Les Neuf soulignent que les conséquences économiques et commerciales des actions envisagées devront être supportées de façon équilibrée par l'ensemble des pays industrialisés, et les charges financières partagées entre « *toutes les parties disposant de ressources suffisantes* ».

### *L'harmonisation de l'impôt sur les sociétés*

La Commission de la C.E.E. souhaite que les neuf pays du Marché commun harmonisent l'impôt sur les sociétés pour faciliter la libre circulation des capitaux dans la Communauté européenne.

Dans une proposition de directive arrêtée le 24 juillet à Bruxelles, les services de la Commission européenne suggèrent l'adoption d'un système commun d'imputation fiscale, en l'occurrence le « crédit d'impôt » qui permet à l'actionnaire de déduire de ses impôts personnels une partie des impôts acquittés par la société sur les bénéfices distribués.

Ce système, estime la Commission de la C.E.E., implique aussi un certain rapprochement des taux des impôts sur les sociétés entre les différents pays membres qui pourrait être compris entre 45 et 55 %.

PRODUITS ALIMENTAIRES POUR L'EGYPTE. — *La Commission du Marché commun a confirmé le 28 juillet à Bruxelles qu'elle menait des négociations avec le gouvernement égyptien en vue de la conclusion d'un accord de fourniture à long terme de produits alimentaires pour une valeur de 250 millions de dollars.*

## CECA

### *Les cinq points du plan charbonnier*

LE plan d'aide aux houillères européennes, dont nous avions annoncé la mise au point dans notre précédent numéro, est maintenant connu. La Commission de Bruxelles propose aux Neuf d'axer le soutien accordé aux charbonnages — en remplacement du dispositif de 1971 — autour de cinq points :

— Aide à l'investissement, pour encourager les houillères à produire plus et mieux ;

— Aide à la formation des mineurs et à la stabilisation de leur effectif ;

— Soutien financier pour la constitution et le maintien des stocks, en vue d'améliorer l'élasticité de l'offre du charbon communautaire et la sécurité d'approvisionnement des Neuf ;

— Aide à l'écoulement du charbon-vapeur dans les centrales électriques ;

— Aides pour la couverture des pertes d'exploitation.

Deux caractéristiques s'y ajouteraient : l'une nouvelle puisqu'il s'agirait d'un plan décennal, une telle durée visant à assurer un développement régulier des houillères européennes, sur lequel l'objectif de la stabilisation de la production de charbon des Neuf ne pourrait être atteint, vu l'état de vétusté de certaines installations ; l'autre ancienne : la CECA pourrait contribuer au financement de ces diverses aides, qui devraient, de toute façon, être autorisées par Bruxelles, mais seraient financées essentiellement par les Etats nationaux.

Les modalités détaillées du plan de la Commission européenne seront discutées à la rentrée par le conseil des ministres des Neuf. Il semble, dès à présent, dans les consultations antérieures, qu'il offre le cadre d'un accord général ; les clauses d'aide au stockage, à l'investissement et à la convention des pertes n'en soulèvent pas moins de chaudes discussions entre les pays membres du Marché commun.

LA PRODUCTION CHARBONNIERE DES NEUF *durant le premier semestre a été stable si l'on excepte le cas de la Grande-Bretagne, dont l'extraction n'a pas été affectée cette année par les grèves : 67,2 millions de tonnes pour les Huit (au lieu de 67,3 un an plus tôt) et 66,7 pour le Royaume-Uni (contre 47,8).*

AIDE A LA CONSTRUCTION SOCIALE. — *Bruxelles a décidé l'ouverture de 25 millions d'unités de compte européennes pour le financement d'un nouveau programme de construction ou d'amélioration de logements portant au total sur neuf mille appartements.*

DES CREDITS POUR LA READAPTATION *des mineurs et des sidérurgistes ont été ouverts par la Commission de Bruxelles ; ils concernent une dizaine d'entreprises.*

LA BRITISH STEEL *envisage la fermeture de plusieurs de ses aciéries. Après consultation du gouvernement de Londres, elle a obtenu le feu vert pour cinq mille six cents licenciements. Peut-être trois mille cinq cents emplois pourront-ils être créés ultérieurement, à l'occasion d'investissements envisagés par la B.S.C. Cette firme a obtenu dès à présent de Bruxelles deux prêts de modernisation d'un montant total de 60 millions de livres.*

LES COMMANDES D'ACIER *reçues par les forges de la CECA demeurent faibles. Elles ont été inférieures en juin de 19 % à leur montant de l'année précédente, qui était déjà bas. Pour l'ensemble du premier semestre, le recul est de 30 %.*

# AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

## Organisation de l'unité africaine

### *Douzième « sommet » de Kampala*

LES travaux du douzième « sommet » de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui a réuni à Kampala (Ouganda) du 28 juillet au 1er août quarante-six chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres, ont été principalement consacrés à la situation en Afrique du Sud et en Angola et aux problèmes du Proche-Orient. Le « sommet » (qui fut suspendu quelques heures à l'annonce du coup d'Etat au Nigéria) avait élu à sa présidence le maréchal Amin Dada, président de l'Ouganda, pour la durée de la session. Trois pays membres, la Tanzanie, la Zambie et le Botswana, n'ont pas pris part à la réunion en raison du différend qui les oppose au chef de l'Etat ougandais à propos de l'Afrique du Sud.

Sur cette question, le « sommet » a adopté une résolution indiquant que les pays africains pourront continuer à avoir des contacts avec la Rhodésie et avec l'Afrique du Sud « *pour conquérir l'indépendance par des moyens pacifiques* », mais leur demandant également d'intensifier leurs préparatifs pour un affrontement armé ; l'examen d'un texte déclarant le gouvernement sud-africain illégal a été reporté à la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de l'O.U.A. en février 1976.

A propos de la situation en Angola, l'O.U.A. a décidé de charger une commission de conciliation d'étudier la possibilité de création d'une force de maintien de la paix et de transmettre ses conclusions à la commission de défense de l'Organisation. En même temps, un appel au cessez-le-feu a été lancé aux trois mouvements de libération angolais.

Après de longs débats, le « sommet » n'a pas suivi, à la demande notamment de l'Egypte, la ligne dure des pays arabes qui réclamaient le vote d'une motion demandant l'expulsion d'Israël des Nations unies (un texte proposant une simple suspension a même été rejeté) ; l'O.U.A. a cependant invité les pays membres à accroître leur pression sur Israël à l'intérieur du système des Nations unies, « *y compris jusqu'à la perte de la qualité de membre de l'ONU* ».

La conférence des chefs d'Etat s'est également préoccupée de la coopération entre l'Afrique et les pays arabes (le renforcement des liens économiques et politiques entre l'O.U.A. et la Ligue des Etats arabes a été envisagé, dans la perspective d'une rencontre « au sommet ») et de l'assistance à apporter à la République des Comores.

Enfin la réunion a été l'occasion pour le général Téféri Bante, chef de l'Etat éthiopien, d'annoncer que son gouvernement reconnaissait le droit à l'autodétermination de la population du Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.) et qu'il ne considérerait pas l'indépendance de Djibouti comme une menace pour les intérêts éthiopiens si cette solution était choisie par la population.

## Organisation des Etats américains

### *Levée des sanctions contre Cuba et révision du traité interaméricain d'assistance réciproque*

LES vingt et un pays membres de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) signataires du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) se sont réunis à San-José-de-Costa-Rica du 16 au 29 juillet pour réviser les clauses de cet accord de défense liant depuis 1947 les pays latino-américains aux Etats-Unis. En même temps, il s'agissait de s'entendre sur une formule de procédure qui rende possible la levée des sanctions contre Cuba.

Un vote acquis le 25 juillet à une large majorité devait d'abord permettre l'adoption du protocole des réformes du TIAR. Puis le 29 juillet les vingt et une délégations décidaient, dans une résolution adoptée par seize voix contre trois (Chili, Paraguay, Uruguay) et avec deux abstentions (Brésil et Nicaragua), de laisser chaque pays membre libre de renouer ses relations avec Cuba. Les sanctions prononcées contre Cuba en 1964 étaient ainsi définitivement levées. Toutefois cette décision ne modifie pas l'état des rapports entre Cuba et l'O.E.A. d'une part, entre Cuba et ses voisins du continent d'autre part. En effet, le vote du 29 juillet n'ouvre pas à Cuba les portes de l'Organisation américaine (l'expulsion décrétée en 1964 demeure en vigueur) ; il n'implique pas une levée des sanctions proprement dites, pas plus qu'il ne met fin aux charges d'intervention et de subversion retenues contre le régime castriste.

Cependant les dispositions du TIAR qui avaient permis de condamner le régime castriste ont été profondément modifiées :

La levée de sanctions contre un Etat membre n'exigera plus désormais un vote à la majorité des deux tiers des signataires, disposition qui avait fait échouer, en novembre dernier, la réunion de Quito. Le principe du pluralisme idéologique, qui fait son entrée dans le système interaméricain, consacre le droit de chaque pays de se donner les structures politiques et économiques qu'il considère les mieux adaptées à ses intérêts nationaux. Enfin, il est laissé à chaque membre la liberté de conduire ou de normaliser ses relations avec le régime castriste comme il l'entend.

Deux amendements apportés au traité concernent principalement la notion d'agression et la délimitation de la zone de sécurité. Sur le premier point, une distinction est désormais établie entre les agressions intra et extra-continentales ; quant à la zone de sécurité, elle inclut désormais le Canada — ce qui a été jugé par certaines délégations comme un nouveau risque pour les Etats membres de l'O.E.A. En revanche, une proposition péruvienne visant à limiter aux cas d'agression extérieure l'obligation d'assistance militaire dans les pays membres a été repoussée par 3 voix contre 0, avec 18 abstentions.

Autre modification, à l'initiative du Mexique et du Pérou et en dépit de l'opposition de Washington : les pays membres ont désormais le droit de saisir de leurs différends le Conseil de sécurité de l'ONU.

Enfin un article affirmant l'importance de la sécurité économique a été adopté par 20 voix contre 1 (Etats-Unis) : ce principe doit faire l'objet d'un traité séparé dont l'élaboration devra être confiée à une commission désignée par l'O.E.A.

On notera encore qu'au chapitre des relations entre les Etats, l'Argentine et le Guatemala se sont opposés à ce que les îles Malvines et Belize soient définies dans la cartographie du TIAR comme des territoires en litige.

D'après la procédure de ratification, le nouveau traité n'entrera en vigueur que dans un délai de deux ans, après ratification par les deux tiers au moins des Etats membres de l'Organisation.

LES FRONTIERES MARITIMES DE LA BOLIVIE. — *Au cours d'une séance extraordinaire, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains, qui rendait hommage à la Bolivie à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de son indépendance, a exprimé sa préoccupation pour l'isolement géographique de ce pays, et a rappelé le désir de tous ses membres de l'aider dans la recherche d'une solution dans le respect des principes du droit international et, notamment, de ceux de la charte de l'Organisation.*

*Dans sa réponse, le représentant de la Bolivie a rappelé le « droit inaliénable » de son pays aux frontières maritimes.*

## OTAN

### *Bases militaires en Turquie : une session d'urgence du conseil*

LE conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni le 29 juillet en session d'urgence, pour prendre connaissance des récentes mesures du gouvernement turc à l'égard des bases américaines installées sur son territoire. Le représentant permanent de la Turquie a annoncé que la prise de contrôle décidée par les autorités turques concernait les seules bases occupées par les Etats-Unis au titre des accords bilatéraux de 1969 et n'affectait pas les bases intégrées dans le système de l'OTAN ; il a précisé que le système Nadge (qui assure la défense aérienne de l'alliance) n'était pas en cause et que la base aérienne Incirlik, qui a le double statut d'installation de l'OTAN et des Etats-Unis, pourrait continuer à assurer ses missions au service de l'OTAN. Seules les vingt-quatre bases, administrées jusqu'à présent par l'armée américaine, devront suspendre leurs activités. Le représentant turc a souligné qu'un nouvel arrangement avec les Etats-Unis permette la réactivation des installations militaires au profit de l'OTAN, mais en d'autres termes que ceux des accords de 1969.

Le conseil a chargé le comité militaire de l'OTAN d'évaluer les conséquences des mesures adoptées par la Turquie sur la sécurité de l'alliance.

## Conseil de l'Europe

### *L'application des normes relatives à la Sécurité sociale*

LE Conseil de l'Europe a publié, au mois d'août, les résultats d'un contrôle de la conformité des législations sociales de plusieurs pays membres aux normes prescrites par le code et le protocole de Sécurité sociale actuellement en vigueur dans neuf pays européens. Le comité des ministres, dont le contrôle portait sur la période allant du 1er juillet 1972 au 30 juin 1973, a particulièrement souligné les progrès réalisés par le Luxembourg, où une loi réformant le système d'assurance-maladie a supprimé les incompatibilités qui existaient encore entre la législation luxembourgeoise et les textes du Conseil de l'Europe, et par la Belgique, dont la législation relative aux maladies professionnelles est désormais en conformité avec les dispositions du code et du protocole européens.

DROITS DE L'HOMME. — *La Cour européenne des droits de l'homme vient de constituer une chambre chargée de l'examen de trois affaires concernant l'éducation sexuelle dans les écoles danoises. A l'origine de ces affaires se trouvent les requêtes introduites en 1971 et 1972 contre le Danemark par trois couples, qui considéraient que la loi danoise du 25 mai 1970 instituant l'éducation sexuelle obligatoire dans les école publiques méconnaissait le droit des parents de faire instruire leurs enfants selon leurs convictions philosophiques et religieuses, et était ainsi en contradiction avec la convention européenne des droits de l'homme. Avec la mise en place de cette chambre, le rapport de la Commission européenne des droits de l'homme a pu être publié : la Commission y arrive — par sept voix contre sept — à la conclusion que l'existence du système danois d'éducation n'enfreint pas en elle-même l'article de la convention qui protège le droit à l'instruction.*

MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES. — *Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté au mois d'août une série de mesures destinées à permettre aux handicapés qui voyagent dans un pays membre de bénéficier des facilités et des priorités prévues pour les handicapés nationaux. Une de ces mesures concerne la mise en place progressive d'une carte européenne pour grands handicapés, dont la validité serait reconnue sur le territoire des dix-huit Etats membres du Conseil de l'Europe.*

---

• ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — *Réunis à Kuala-Lumpur le 21 août, les représentants des cinq pays (Thaïlande, Singapour, Indonésie, Malaisie, Philippines) qui composent l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANSEA) ont décidé de créer une organisation interparlementaire.*

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — *L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) vient de publier sous le titre* Etude de l'utilité économique des contrats du CERN, *une évaluation chiffrée des effets secondaires des commandes du CERN à l'industrie. Ces effets secondaires (accroissement des ventes, économies de frais de production, ouverture de nouveaux débouchés, mise au point de techniques nouvelles) peuvent être évaluées pour la période 1955-1973 à 4 860 millions de francs suisses, ce qui représente cinq fois et demie le montant des commandes passées par le CERN avec des firmes industrielles. Les principales techniques dans lesquelles se manifeste cette influence du CERN sont : l'électromécanique de précision, les ordinateurs, la métallurgie des aciers, le vide, l'électrotechnique, la cryogénie et la supraconductivité.*

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — *L'Agence spatiale européenne (ESA) a procédé le 9 août, à partir de la Western Test Range (Californie), au lancement du satellite scientifique COS-B destiné à l'étude des rayons gamma d'origine cosmique. Les industries de sept pays membres de l'ESA (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni) ont participé à la construction de ce satellite, le huitième développé par l'ESRO (Organisation européenne de recherches spatiales), dont l'ESA a repris les activités.*

• CROIX-ROUGE. — *Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), réuni en assemblée plénière au mois d'août, a nommé M. Alexandre Hay, actuellement vice-président de la direction générale de la Banque nationale suisse, au poste de président, en remplacement du docteur Eric Martin. M. Hay entrera en fonctions le 1er juillet 1976. D'autre part, le mandat de M. Roger Gallopin au poste de président du conseil exécutif du C.I.C.R. a été prolongé jusqu'à la fin de 1976.*

*— Le 8 juillet, le C.I.C.R. a demandé aux sociétés nationales de la Croix-Rouge de soutenir matériellement son action d'assistance en Angola ; l'appel portait sur une somme de 2 millions de francs suisses. Devant l'aggravation de la situation, deux équipes médico-chirurgicales ont rejoint au début du mois d'août l'équipe déjà en place dans ce pays depuis le 10 juillet. Au 31 juillet, le C.I.C.R. avait organisé dix-huit opérations d'assistance (fourniture de nourriture et de médicaments) en faveur de treize mille cinq cents personnes en Angola, dont sept mille cinq cents enfants.*

*— Le C.I.C.R. a ouvert au début du mois de juillet à Buenos-Aires une délégation régionale pour les pays du Cône sud : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Le C.I.C.R. rappelle qu'il maintient pour l'instant sa délégation au Chili (ouverte en septembre 1973) en raison de l'importance des activités qu'il déploie dans ce pays.*

• COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPEENNES. — *Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) estime à huit mille le nombre des réfugiés d'Indochine qui ont été transportés par ses services du 25 avril au 8 août vers seize pays de réinstallation, dont quatre mille aux Etats-Unis et deux mille cent en France. Quatre mille personnes devaient être transportées avec son aide au mois d'août.*













LE MONDE DIPLOMATIQUE



# YOUGOSLAVIE

## Autogestion et continuité révolutionnaire

Par JOVAN DJORDJEVIC *

TOUTE appréciation sur le développement socio-politique qu'a connu la société yougoslave issue de la révolution doit prendre en considération sa durée, assortie de la lutte pour préserver la continuité révolutionnaire. C'est cet élément temporel, cette durée, qui sont la marque distinctive de la révolution socialiste en Yougoslavie.

Sur le plan de l'évolution constitutionnelle, cela se confirme si l'on songe que toutes les modifications survenues postérieurement aux décisions de l'AVNOJ (1) reprennent, élargissent et haussent au plus haut niveau les principes et les aspirations à des changements radicaux de l' « ancien régime ».

Deux changements essentiels ont contribué à l'application effective de ce projet révolutionnaire de tendance socialiste. Le premier intéresse le détenteur de la conscience politique et tout ce qui la caractérise ; le second a tendu à établir des rapports nouveaux entre les peuples et les nationalités en Yougoslavie, et c'est ce qu'exprime parfaitement le mot d'ordre célèbre de Tito relatif à « *la fraternité et l'unité* ». Le titulaire du pouvoir est le peuple, dont le substratum est formé par la classe ouvrière, les groupes de travailleurs et tous les autres groupes attirés par le socialisme. Les modalités selon lesquelles se déroulaient les rapports interethniques dans la sphère de l'Etat ont préfiguré, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, un système politique fondé sur l'égalité en droit des peuples, des relations de caractère fédératif s'instituant entre leurs formations étatiques respectives (les républiques). Ces modifications sont posées et décrites dans les textes de toutes les Constitutions (1946, 1953, 1963), et il ressort encore de la nouvelle Constitution de 1974 que c'est en relation avec le principe de l'autodétermination que ce fédéralisme s'est mué en une communauté pluraliste appropriée.

DES le début de la nouvelle organisation politique le système de pouvoir, incarné dans une structure en forme de conseils, offrait un fondement politique propice aux idées nouvelles, c'est-à-dire un fondement de classe.

Au cours de la période d'application des premiers textes constitutionnels, on a vu se dessiner certains phénomènes et certaines tendances qui, une fois dégagés et théorisés, ont permis de franchir un nouveau pas et de parcourir une nouvelle étape dans la voie de l'évolution socio-politique, économique et constitutionnelle du pays. Le premier de ces phénomènes a été décelé dans toutes les révolutions et a marqué également la première révolution socialiste ; les révolutionnaires les plus lucides de l'époque moderne (et surtout Lénine) ont vu en lui un danger pour le socialisme : c'est le risque représenté non seulement par l'apparition d'une nouvelle couche socio-politique de dirigeants, que Lénine devait après Marx désigner sous le nom de bureaucrates, mais aussi par la bureaucratisation de l'organisation même du nouveau pouvoir, ainsi que des rapports politiques et sociaux en général. La rigueur scientifique impose d'apprécier correctement ce phénomène et le rôle joué par la bureaucratie durant cette période, en les envisageant comme une nécessité historique, sans que l'on puisse en récuser les effets bénéfiques au niveau du processus de la nationalisation et de la consolidation du système de pouvoir populaire fondé sur la propriété des moyens de production, qui a d'abord pris la forme d'une propriété étatisée ou d'une propriété d'Etat.

Les changements socio-politiques définis par la loi constitutionnelle de 1953 et par la Constitution de 1963 ne doivent pas être considérés uniquement comme la conséquence d'une appréciation toute théorique et de la perception du danger représenté par la bureaucratisation et la bureaucratie. Il faut y voir des suites inévitables de la continuité de la révolution socialiste et de la concrétisation historique du projet socialiste tel que l'a imaginé la pensée marxiste. Il a été démontré simultanément, tant sur le plan théorique qu'au niveau expérimental, que le socialisme ne se confond pas avec l'étatisation des moyens de production, avec l' « économie planifiée » autoritaire, ni en général avec l'attitude autoritaire de l'appareil politique et étatique vis-à-vis de la société, quand bien même cet appareil serait issu de la révolution et demeurerait attaché à ses acquis et fidèle à ses objectifs.

CE sont de telles prises de conscience qui ont guidé la révolution en Yougoslavie et qui ont conduit à s'interroger sur les rapports entre l'organisation du pouvoir et les masses, notamment en ce qui concerne la structure des rapports de *production*. C'est dans ce laps de temps qu'ont été posés de façon *plus ou moins claire et élaborée les problèmes* touchant au « dépérissement de l'Etat » ou relatifs encore à la valeur des concepts de liberté nationale, de liberté de l'homme, d'égalité et de dignité humaine. La solution qui a été progressivement apportée à tous ces problèmes tient dans le passage de la propriété d'Etat sur les moyens de production à la propriété sociale, et se ramène à l'autogestion des producteurs, introduite d'abord dans l'économie et ensuite au sein de toutes les autres organisations sociales : des communes jusqu'aux établissements scolaires.

La Constitution actuellement en vigueur va encore un peu au-delà et élargit ce concept autogestionnaire, qui n'a jamais été uniquement économique. En dégageant la République yougoslave des formes rétrogrades et dépassées du centralisme et de l'unitarisme, elle établit non pas seulement un Etat fédéral, mais encore une communauté fédérative de peuples et de nationalités, une communauté autogestionnaire dont la classe ouvrière, en association avec les autres groupes de travailleurs agissants, assume l'intégration, de même qu'elle y joue un rôle déterminant au niveau de la décision politique. Dans cette Constitution, le fédéralisme ne se présente pas comme un mécanisme étatique qui serait prépondérant dans les rapports mutuels entre la fédération et les entités fédérées, mais il apparaît plutôt comme une structure socio-politique où ceux qui décident fondamentalement à tous les niveaux sont les peuples, les nationalités, les travailleurs et les citoyens, solidaires et égaux. Sans le fédéralisme l'autogestion n'a qu'une signification fonctionnelle, et sans l'autogestion le fédéralisme devient quelque chose de purement mécanique et figé. Cette forme de *fédéralisme* à la fois *participatif et coopératif* constitue une nouvelle contribution à la théorie et à la pratique de la société et de l'Etat contemporains dans la recherche de nouvelles structures.

LES postulats de la nouvelle Constitution établissent — à la place et en partie à côté de l'Etat politique, qui demeure cependant, sous peine de verser dans l'utopie — le système socio-politique autogestionnaire unique. A cet égard, et dans la mesure où elle fixe la nouvelle structure des institutions politiques essentielles, et notamment des Assemblées, la Constitution s'efforce de dépasser la notion et le processus de la simple « représentation » en ce qui concerne les rapports entre les organisations, la classe ouvrière et les masses en général en s'attachant à un principe rarement appliqué, mais qui est un impératif majeur du démocratisme révolutionnaire : à savoir le principe de la délégation, complété par un vaste éventail de libertés et de droits humains.

La Constitution de 1974 ouvre aussi une nouvelle phase historique dans la façon d'appréhender et de poursuivre l'accomplissement de la société socialiste, conçue comme une société de peuples, de nationalités, de travailleurs et de citoyens égaux en droits. Cette société correspond au fond à l'idée formulée par Marx à propos du socialisme déjà développé et qu'il identifiait avec une communauté « *où les producteurs émancipés* » disposent de la force et des moyens de « *contrôler directement les conditions et les résultats de leur travail et de leur vie en commun* ». Le projet de socialisme autogestionnaire et humain est aujourd'hui institutionnalisé, et il se réalise graduellement. Les masses sont invitées à faire de ce système un organisme vivant et ouvert dans lequel les peuples et les hommes seront enfin en mesure non seulement d'accomplir leurs idéaux historiques et spécifiquement humains, mais aussi de satisfaire leurs désirs et leurs besoins communs.

Le moteur de cette continuité socio-politique dans la voie de la concrétisation et de la socialisation accrues du concept autogestionnaire a été et reste la classe ouvrière, combative et internationaliste, dont la garante et la force dirigeante est son avant-garde, fondée sur l'enseignement marxiste et forte de son sens de l'action et de l'autocritique.

CE qui passe souvent pour être une « expérience spécifiquement yougoslave » apparaît aujourd'hui comme une notion et une application particulières du système socio-politique autogéré, dans lequel il faut voir autre chose qu'une simple technique de gestion. Voici quels sont les fondements essentiels de cette pratique autogestionnaire :

*a)* Le système politique autogestionnaire est la forme politique de la société socialiste, il est indissociable d'une telle structure sociale, fondée sur la propriété sociale des moyens de production, facilitant le dépérissement des rapports hiérarchiques au sein des entreprises, ainsi que de l'aliénation du travail et des résultats du labeur ;

*b)* Au sein du système autogestionnaire, on assiste à une mutation ou, en tout cas, à une limitation des rapports de domination, celle-ci étant entendue comme le gouvernement des hommes par d'autres hommes. La domination n'est plus désormais le rapport socio-politique fondamental, ainsi que cela a été le cas à travers toute l'histoire, de sorte que l'organisation politique autogestionnaire de la société se présente comme un système politique à part entière.

Tout système de domination est fondé sur la situation inégale des hommes au sein des rapports de production, en raison des rapports non seulement hiérarchiques, mais encore d'aliénation et d'exploitation ; ou, plutôt, la base de cette domination se reflète dans le caractère aliéné du pouvoir exercé par l'homme sur lui-même, notamment du fait de l'expropriation des produits de son travail. Dans ce sens, l'autogestion se présente comme un nouveau rapport de production, comme le premier acte du dépassement de la domination, puisqu'elle consiste par essence à passer de la domination, conçue comme un système de rapports hiérarchiques et inégaux, à un système de travail associé et d'égalité en droits entre les hommes, au sein du processus de gestion des conditions, des moyens et des produits de travail.

ENTRE la structure sociale socialiste en puissance et le système politique, il n'existe pas de déterminisme à sens unique ; le rapport de production « autogestionnaire » ne produit pas automatiquement, et de lui-même, des rapports politiques caractérisés par la liberté et l'égalité des droits. Le rapport de production autogestionnaire est à la fois un rapport socio-économique et un rapport de nature politique. Entre ces deux niveaux — économique et politique — d'un ensemble complexe, le rapport est de type dialectique, c'est-à-dire qu'il existe aussi entre eux une certaine complémentarité, un rapport de suppléance, d'influence et de détermination réciproques. La dialectique n'est pas uniquement l' « opposition des contradictions ».

La pratique autogestionnaire suppose en définitive une activité consciente et scientifiquement orientée de la part des masses ; une révolution culturelle et morale ; une maîtrise des hommes sur leur environnement et sur eux-mêmes et une pensée autogestionnaire, c'est-à-dire dégagée des déterminismes simplistes, du volontarisme élitiste et du dogmatisme idéologique.

L'AUTOGESTION n'est pas un dogme ou un « Deus ex machina » ; elle est sujette à la critique de la pratique et de la pensée. Elle se critique elle-même en se réalisant à travers des contradictions dont n'est libérée aucune structure sociale, et, partant, celle de *la société socialiste yougoslave. Mais* il n'est pas justifié de dire que le débat sur l'autogestion est « purement » théorique, car il exprime la réalité sociale en transformation et donc préfigure notre avenir à tous. C'est pourquoi l'expérience yougoslave n'est ni un cas isolé et particulier, ni un modèle à imiter. Elle se connaîtrait mieux par la pensée et l'œuvre des autres.

* Membre de l'Académie des sciences de la République de Serbie, professeur-associé à l'université de Paris I, directeur du département de science politique de l'université de Belgrade.

(1) Le Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie, premier corps révolutionnaire représentatif du peuple armé, qui s'est constitué en novembre 1943 et dont les décisions ont jeté les bases de la nouvelle structure fédérale.

## Dans ce numéro :